

Bureau du Président

Stratégie internationale

ROYAUME DE BELGIQUE

Rapport 2018 conformément à la décision SIEG de 2012 et à l'encadrement SIEG de 2012 de la Commission européenne

Conformément à l'article 9 de la décision de la Commission du 20 décembre 2011, les Etats membres établissent tous les deux ans un rapport relatif aux services d'intérêt économique général en matière d'aides d'Etat.

Le rapport de la Belgique se compose des annexes des différentes entités qui ont réalisé des rapports spécifiques pour plusieurs secteurs repris dans la décision susmentionnée.

Dans la mesure du possible, il a été tenu compte des orientations de la Commission en ce qui concerne le format demandé. Les annexes constituant ce rapport sont homogènes d'un point de vue linguistique (en Français ou en Néerlandais). En ce qui concerne l'annexe 4 (contribution de la Région de Bruxelles-Capitale), la contribution est bilingue, cependant une homogénéité linguistique est prévue par chapitre.

Le présent rapport est constitué des contributions suivantes :

Annexe 1 : Contribution du secteur des hôpitaux, qui comporte 1 rapport et 6 annexes (un pour la région flamande, un pour la région wallonne, un pour la communauté germanophone et trois pour la région bruxelloise).

Annexe 2 : Rapport de l'Autorité flamande (Vlaamse overheid), avec les contributions des administrations suivantes :

- Santé publique, Bien-être et Famille
- Emploi et Economie sociale
- Habitat et Logement social
- Energie et Environnement
- Secteur audiovisuel

Annexe 3 : Rapport de la Région wallonne, qui inclut les secteurs suivants :

- Soins de santé et de longue durée
- Garde d'enfants

- Accès à la réinsertion sur le marché du travail – Soins et inclusion sociale des groupes vulnérables – autres services sociaux : Initiatives de Développement de l'Emploi dans le secteur des Services de proximité à finalité Sociale (IDESS)
- Logement social
- Inclusion sociale des groupes vulnérables
- Ports autonomes wallons
- Collecte des déchets et réutilisation de déchets
- Autres secteurs

Annexe 4 : Rapport de la Fédération Wallonie-Bruxelles (également appelée Communauté française de Belgique), pour le secteur suivant :

- Garde d'enfants

Annexe 5 : Rapport de la Région de Bruxelles-capitale pour les secteurs suivants :

- Economie – emploi : volet « Economie sociale »
- Economie – emploi : volet « Emploi »
- Direction Egalité des Chances
- Bruxelles-Environnement
- FEDER
- Villo
- SLRB (Logement social bruxellois)
- Citydev (Société de Développement de la Région de Bruxelles-Capitale)
- Urban (Urbanisme et Patrimoine)
- Actiris (Administration de l'Emploi – Région Bruxelles-Capitale)
- Commission Communautaire Commune (COCOM) : hôpitaux (rapportage également repris dans l'annexe 1).

Annexe 6 : Rapport de la Communauté germanophone de Belgique, pour les secteurs suivants :

- Garde d'enfants

Annexe 7 : Les services postaux (attention, les passages surlignés en jaune sont confidentiels et ne peuvent pas figurer dans la publication)

annex 2 - SGEI Decision

La décision SIEG dans votre État membre		Montant total pour tout l'État membre	
		2018	2019
Article 2, paragraphe 1, point b)	Hôpitaux fournissant des soins médicaux, notamment, s'il y a lieu, des services d'urgence	€ 9.192.626.278	€ 9.265.023.916
Article 2, paragraphe 1, point c)	Soins de santé et de longue durée	€ 24.132.150	€ 30.530.075
	Garde d'enfants	€ 580.952.414	€ 627.097.744
	Accès et réinsertion sur le marché du travail		
	Accès et réinsertion sur le marché du travail	€ 85.977.308	€ 103.551.424
	Logement social	€ 332.234.889	€ 359.948.650
	Soins et inclusion sociale des groupes vulnérables	€ 264.462.674	€ 270.337.150
	Autres services sociaux		
Article 2, paragraphe 1, point d)	Liaisons aériennes ou maritimes		
Article 2, paragraphe 1, point e)	Aéroports et ports	€ 4.788.200	€ 3.848.439
Article 2, paragraphe 1, point a), moins de 15 millions d'EUR par an	Services postaux		
	Énergie	€ 63.000.000	€ 4.000.000
	Collecte des déchets	€ 1.637.000	€ 1.835.000
	Alimentation en eau		
	Culture		
	Services financiers		
	Autres	€ 68.469.445	€ 66.605.757

Annex 2 - SGEI Framework

L'encadrement SIEG dans votre État membre	Montant total pour tout l'État membre	
	2018	2019
Services postaux		
Énergie		
Collecte des déchets		
Alimentation en eau		
Liaisons aériennes ou maritimes		
Aéroports et ports		
Culture		
Services financiers		
Autres		

CONFIDENTIAL



Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles
Branche « Bien-Etre et Santé »
Direction des Soins hospitaliers

La Vice-Présidente, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,

Agrément A/...

AVIQ/BES/DSH/.../.../ProgAG

Vu la Constitution, notamment ses articles 128 et 138 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment son article 5 ;

Vu la loi sur les hôpitaux et les autres établissements de soins, coordonnée par l'arrêté royal du 10 juillet 2008 ;

Vu l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 déterminant les modalités d'agrément, de fermeture et la procédure de recours pour les hôpitaux, services hospitaliers, services médico-techniques lourds, sections, fonctions, initiatives d'habitation protégée et associations d'institutions et de services psychiatriques, notamment ses articles 9 et 10 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu la décision ministérielle du ... octroyant à l'hôpital ... (A/...) une prorogation d'agrément pour une période de 5 ans à dater de l'avis de la Commission wallonne de la Santé, c'est-à-dire jusqu'au ... ;

Vu les rapports d'inspection établis en suivi des inspections menées les ... ;

Vu le rapport de conclusions soumis au Pouvoir organisateur et à la Commission Wallonne de la Santé en date du ... ;

Vu le courrier du ... de l'hôpital ... faisant état de remarques quant au rapport de conclusions ;

Vu l'avis de la Commission Wallonne de la Santé du ... notifié le ... à l'institution ;

Considérant que l'agrément de l'hôpital ... (A/...) peut être prorogé conformément aux articles 9 et 10 de l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre précité, moyennant l'obligation de se conformer à l'article 4 du présent arrêté ;

Considérant qu'en suivi de la proposition de la Commission wallonne de la Santé, l'agrément général sera prorogé de cinq ans à dater de l'avis de la Commission wallonne de la Santé ;

ARRETE :

Article 1 : En application de l'article 9 *in fine* de l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 précité, l'agrément de l'hôpital ... (A/...) est prorogé du ... au ...

Article 2 : L'agrément de l'hôpital ... (A/...) est prorogé, pour une durée de 5 ans à dater de l'avis de la Commission Wallonne de la Santé, à savoir du ... au ..., pour les lits suivants : ...

Article 3 : L'agrément de de l'hôpital ... (A/...) est prorogé pour une durée de 5 ans à dater de l'avis de la Commission Wallonne de la Santé, à savoir du ... au ..., pour les fonctions, les services, les services médico-techniques, les programmes de soins suivants : ...

Article 4 : L'hôpital ... (A/...) doit faire valider par l'Administration, dans les trois mois suivant la réception du présent arrêté ministériel, un plan d'actions avec échéancier visant à remédier aux remarques suivantes : ...

Article 5 : Un recours contre la présente décision est introduit par lettre recommandée, ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi, dans le mois de sa notification, auprès du secrétariat de la Commission d'avis sur les recours pour les questions d'action sociale et de santé :

SPW Intérieur et Action sociale

Secrétariat de la Commission d'avis sur les recours pour les questions d'action sociale et de santé, Avenue Gouverneur Bovesse 100 à 5000 - NAMUR

Ce recours contient : 1° les nom, prénom, demeure ou siège de la partie requérante ;
2° l'objet du recours et un exposé des faits et des moyens de défense.

Le recours est complété par une copie de la décision querellée.

Article 6 : Le Présent arrêté est notifié :

- a) par recommandé à :
- b) par courriel à :

Namur, le

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,

Christie MORREALE.

Annex 1c

SPF Santé Publique, Sécurité de la Chaîne
alimentaire et Environnement
DG Organisation des Etabliss. de Soins
Service Comptabilité et
Gestion des Hôpitaux
Madame A. PONCE, Conseiller général
Cité Administrative de l'Etat
Eurostation bloc 2
Place Victor Horta 40 bte 10

1060 BRUXELLES

Eupen,

Nos réf.: FbGS.SP.CC/14.05-04.01/15.234

Votre correspondante: Sarah Paquet, tél. +(32) 87 789.662, sarah.paquet@dgov.be

Hôpital St. Nicolas, Hufengasse 4-8, 4700 Eupen
Prolongation de l'agrément de différents services et fonctions

Madame le Conseiller général,

J'ai l'honneur de vous informer de la prolongation de l'agrément de l'établissement cité en référence pour les différents services et fonctions mentionnés ci-après :

- 51 lits C, 15 lits C-D, 50 lits D, 24 lits G,
- programme de soins pour enfants (13 lits),
- 20 lits SP (spécialité « affections locomotrices »),
- fonction des soins intensifs avec 7 lits,
- service d'imagerie avec tomographe axial transverse,
- service spécialisé d'urgences ainsi que la fonction SMUR,
- fonction de soins palliatifs,
- fonction d'hospitalisation chirurgicale de jour,
- programmes de soins pour la pathologie cardiaque A et P,
- service d'hémodialyse chronique,
- programme de soins d'oncologiques,
- service de médiation,
- fonction de banque de sang hospitalière.

L'agrément est valable du 01 janvier 2015 au 31 décembre 2019.

Pour cause de transformations architecturales, le service de maternité (12 lits M) reçoit un agrément du 01 janvier 2015 au 31 décembre 2016.

La décision se base sur les directives législatives mentionnées ci-dessous.

En vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie d'agréer, Madame le Conseiller général, l'expression de ma considération distinguée.

Antonios Antoniadis
Ministre

Bases légales :

- Loi sur les hôpitaux, coordonnée le 10. 07. 2008 et les annexes;
- Arrêté royal du 23 octobre 1964 portant fixation des normes auxquelles les hôpitaux et leurs services doivent répondre;
- Décret du 20 octobre 1997 portant création d'une commission consultative pour les hôpitaux;
- Arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 19 avril 1995 concernant les procédures d'agrément et de fermeture des hôpitaux et services hospitaliers.

Annex 1da



COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

0 8 0 0 7	<Kleef hier de barcode / Collez le code-barres ici >
CCCGGC-HOP-5023	

Nom Destinataire
Titre éventuel
Organisme
Adresse + N°
CP Ville

Bruxelles, le

Nos références

Nom du Service
Correspondant(e) du Service
N° de téléphone
Adresse courriel
Références : 20/xx xx

Vos références

Références destinataire

Annexe(s) : X

Numéro d'agrément : X

Objet : <Nom de l'association>

- **Approbation de l'association entre <nom de l'hôpital n° 1 + numéro agrément> et <nom de l'hôpital n° 2 + numéro agrément>**

Madame, Monsieur,

Vu la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins ;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 1997 précisant la description d'une association d'hôpitaux et des normes particulières qu'elle doit respecter ;

Vu l'arrêté du Collège réuni du 9 juillet 2009 Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune déterminant la procédure d'agrément, de retrait d'agrément et de fermeture des hôpitaux, des collaborations hospitalières et des activités hospitalières ;

Vu la convention du <Date de la convention> entre <nom de l'hôpital n° 1> et <nom de l'hôpital n° 2> relative à <objet de la convention> ;

Vu le rapport de notre Administration dont les conclusions vous ont été transmises le <TransConcl> ;

Vu l'avis du Conseil consultatif de la Santé et de l'Aide aux personnes du <date>, notifié le <TransAvis> ;

Nous avons l'honneur de vous faire savoir que :

- nous approuvons la convention du <Date de la convention> entre <nom de l'hôpital n° 1> et <nom de l'hôpital n° 2> relative à <objet de la convention> ;
- l'<TypeAgrement> de l'association <objet de l'association> est accordé pour la période <DATE>.

Vous êtes invités à mettre cette période à profit pour vous conformer à l'ensemble des prescriptions législatives et réglementaires et notamment aux observations formulées dans le rapport d'inspection susvisé.

Nous vous prions d'agréer, <Titre>, l'assurance de notre considération distinguée,

Le Membre du Collège réuni, compétent pour la
politique de Santé,

Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor
het Gezondheidsbeleid,

A. MARON

E. VAN DEN BRANDT

Annex 3

Les Services d'intérêt économique général (SIEG) - Rapports à présenter en vertu de l'article 9 de la Décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 relative aux aides d'Etat sous forme de compensation de Service public

Région wallonne

Août 2020



1. Services sociaux :

- les soins de santé et de longue durée :
 - I. Maisons de repos.....3
 - II. Associations de santé intégrée.....7
- Garde d'enfants : Les crèches.....11
- Accès et la réinsertion sur le marché du travail - Soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables - Autres services sociaux : Initiatives de Développement de l'Emploi dans le secteur des Services de proximité à finalité Sociale (IDESS)...14
- Logement social
 - Société Wallonne du Logement.....22
 - Société wallonne du Crédit social.....35
 - Fonds du Logement de Wallonie.....42
- Inclusion sociale des groupes vulnérables :
 - I. Maisons d'accueil, maisons de vie communautaire et maisons d'hébergement de type familial.....49
 - II. Service d'interprétariat en milieu social.....52
 - III. Services en santé mentale.....55
 - IV. Services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes.....59
 - V. Services d'aide aux familles et aux personnes âgées.....63
 - VI. Centres de planning et de consultation familiale et conjugale.....66

2. Les aéroports et ports dont le trafic annuel moyen ne dépasse pas la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d) : les Ports autonomes wallons.....71

3. Les compensations de SIEG ne dépassant pas un montant annuel de 15 millions d'EUR

- La collecte des déchets + autres secteurs (réutilisation de déchets) + l'accès et la réinsertion sur le marché du travail : Entreprises de réutilisation.....77

- Autres secteurs :

I. Mandat SIEG Centre d'Ingénierie Touristique de Wallonie CITW+.....85

II. SA IMMOWAL – Mandat SIEG Tourisme.....92

III. SA IMMOWAL – Mandat SIEG AVIQ.....100

IV. Soutien à la restauration et gestion des milieux naturels.....110

Section 2) les services sociaux¹

a) les soins de santé et de longue durée

I. Maisons de repos

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre²

Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le **contenu des services confiés en tant que SIEG**.

C'est un établissement qui, quelle qu'en soit la dénomination, est destiné à l'hébergement d'aînés qui y ont leur résidence habituelle et y bénéficient, en fonction de leur dépendance, de services collectifs familiaux, ménagers, d'aide à la vie journalière et de soins infirmiers ou paramédicaux (article 334, 2), a) du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé).

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

¹ Article 2.1 c) de la Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général

² Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

<p>Arrêté ministériel (titre de fonctionnement).</p> <p>Tout projet d'ouverture, d'extension ou de réouverture d'une maison de repos est soumis à l'obtention d'un accord de principe (sauf changement de gestionnaire au sein d'un même secteur moyennant exploitation sur le même site, transfert provisoire vers un autre site ou établissement à la suite de travaux ou motifs urgents, ou transfert entre sites de même arrondissement et de même gestionnaire). Après obtention de cet accord de principe, l'établissement devra ensuite introduire une demande de titre de fonctionnement et l'obtenir, en principe, dans un délai de 3 ans (Article 351 Code wallon de l'action sociale et de la santé). C'est le ministre qui prend la décision d'octroi ou de refus du titre de fonctionnement.</p>
<p>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</p>
<p>Le titre de fonctionnement est accordé pour une durée indéterminée mais l'Agence pour une Vie de Qualité s'assure que les normes restent respectées en procédant, de manière périodique et impromptue, au contrôle et à l'inspection des établissements visés.</p>
<p>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</p>
<p>Droits exclusifs.</p> <p>Le titre de fonctionnement est indispensable à l'exploitation d'une maison de repos. Lorsqu'il est constaté qu'un établissement pour aînés est exploité sans disposer d'un titre de fonctionnement, une procédure de fermeture est initiée (articles 1450 et svt du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé).</p>
<p>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</p>
<p>Subventions/garanties</p>
<p>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</p>
<p>Subvention pour investissement + le gouvernement peut octroyer sa garantie aux emprunts contractés pour le financement de ces opérations (articles 1504 à 1513 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé).</p> <p>Référence légale : Articles 1458 à 1503 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.</p>
<p>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</p>
<p>Pour les marchés de travaux, la subvention est mise à disposition par tranches :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une première tranche de 30% du montant de la subvention dès qu'il a été passé commande des travaux et que ces derniers ont effectivement été entamés, ce qu'atteste le premier état d'avancement accompagné de la facture correspondante ; - la seconde de 30% est mise à disposition dès que le total des états d'avancements et factures présentés atteint le total de la première tranche ; - la troisième tranche de 30% est mise à disposition dès que le total des états d'avancements

et factures présentées atteint le total des 2 premières tranches ;

- le solde de la subvention est mise à la disposition du demandeur à l'approbation du compte final.

Pour les marchés d'équipement et mobilier, la subvention est payée sur présentation des factures.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)³. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)

2018	2019
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales⁴	
2018	2019
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales⁵	
2018	2019
19.537.350 €	25.653.875 €
<u>Crédits engagements</u>	<u>Crédits engagements</u>
=> Maisons de repos privées : 4.030.025,00	=> Maisons de repos privées : 3.955.375,00

³ Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

⁴ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

⁵ Voir la note de bas de page 3.

euros (11 bénéficiaires) ; => Maisons de repos publiques : 13.265.100,00 euros (6 bénéficiaires) ; <u>Emprunts CRAC</u> => Maisons de repos privées : 2.210.550,00 euros (5 bénéficiaires) ; => Maisons de repos publiques : 31.675,00 euros (1 bénéficiaires).	euros (5 bénéficiaires) ; => Maisons de repos publiques : 20.953.775,00 euros (5 bénéficiaires) ; <u>Emprunts CRAC</u> => Maisons de repos privées : 41.775,00 euros (3 bénéficiaires) ; => Maisons de repos publiques : 702.950,00 euros (4 bénéficiaires).
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales⁶	
2018	2019
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) ⁷	
2018	2019
	Au 01/07/2019, 602 établissements de maisons de repos-maisons de repos et de soins

⁶ Voir la note de bas de page 3.

⁷ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

II. Associations de santé intégrée

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre⁸

Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le **contenu des services confiés en tant que SIEG**.

C'est une association pratiquant la dispensation par une équipe de premier recours, pluridisciplinaire en matière médico-psycho-sociale, ci-après dénommée "l'équipe", de soins octroyés dans une approche globale, tant organique que psychologique et sociale, considérant le malade comme un sujet ayant une histoire personnelle et s'intégrant dans un environnement familial, professionnel et socio-économique, de soins intégrés octroyés en incluant la prévention qui peut être réalisée, soit lors de contacts individuels, soit lors des actions menées vis-à-vis d'une population définie, de soins continus octroyés en assurant la synthèse, la maîtrise et le suivi de l'information relative à l'ensemble des problèmes de santé vécus par le patient tout au long de sa prise en charge, à quelque niveau que ce soit (article 419,1° du Code décretaal de l'Action sociale et de la Santé).

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

Arrêté ministériel pour le volet quasi-réglementé et bordereaux de paiement internes pour ce qui relève du réglementé

Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

Les agréments sont accordés pour une durée indéterminée. Par dérogation, lorsque les médecins généralistes de l'association n'y exercent pas leur activité à titre principal et qu'il s'agit d'une nouvelle association de santé intégrée, un agrément provisoire dont la durée ne peut excéder trois ans, est accordé pour autant que l'association de santé intégrée respecte les autres conditions d'agrément. Au terme de la période d'agrément provisoire, sans décision contraire, l'association de santé intégrée est réputée agréée.

Expliquer si des **droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux** sont accordés aux entreprises.

Non.

⁸ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

L'agrément peut être retiré à l'association qui ne remplit plus les conditions requises ou ne se soumet pas aux obligations qui lui incombent. Le Gouvernement détermine la procédure de retrait de l'agrément (article 432 Code décrétal).
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Subvention.
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p>La subvention est automatiquement liée à l'obtention de l'agrément. Elle couvre les dépenses relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au personnel salarié ; - aux professionnels indépendants ; - au fonctionnement. <p>Pour l'établir, un formulaire collecte les données utiles au calcul de la subvention ; il est renvoyé à l'administration au plus tard le 1er mars de chaque année.</p> <p>Références légales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Code décrétal de l'Action sociale et de la Santé, articles 419 à 433; - AGW du 27 mai 2009 portant application du décret du 29 mars 1993 relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée.
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
<p>La subvention est liquidée à raison d'une avance de quatre-vingt cinq pour cent au plus tard le 1er mai de l'année en cours, une 2ème avance équivalent à 90% de la dernière subvention contrôlée et justifiée peut être versée au plus tard le 01/09 de l'exercice en cours, la liquidation du solde s'effectue après contrôle du dossier justificatif l'année suivante. Si les avances versées sont supérieures au montant des dépenses justifiées par l'opérateur, ce dernier devra rembourser une partie des avances.</p> <p>Certaines Associations de santé intégrée pratiquent le paiement dit "à l'acte", d'autres, le paiement au forfait.</p>
<p>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>

Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)⁹. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2018	2019
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales¹⁰	
2018	2019
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales¹¹	
2018	2019
4.594.800 €	4.876.200 €
Crédits engagements	Crédits engagements
Pour le privé : 4 555 400 €	Pour le privé : 4 836 100 €
Pour le public : 39 400 €	Pour le public : 40 100 €
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales¹²	
2018	2019
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)¹³

⁹ Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

¹⁰ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

¹¹ Voir la note de bas de page 3.

¹² Voir la note de bas de page 3.

¹³ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le

90 Associations de santé intégrée agréées en Région wallonne au 01/01/2020.

montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

b) la garde d'enfants

Les crèches¹⁴
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre¹⁵
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
Service social / garde d'enfants => catégorie 2) b)
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Le SPWIAS ne gère pas l'agrément des crèches, mais uniquement les demandes de subvention introduites par une entité gestionnaire d'une crèche.
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
///
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
///
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Subventions
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
Subventions pour investissement.

¹⁴ Les documents qui constituent les bases légales des dispositifs renseignés au titre de l'« action sociale » sont accessibles via <https://we.tl/t-GNdId6AWgQ>.

¹⁵ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

<p>Référence légale : Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 08 juillet 1983 réglant pour la Communauté française l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces immeubles.</p>	
<p>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</p>	
<p>Les subsides étant libérés au fur et à mesure de la remise des justificatifs, il n'y a pas de remboursement des moyens alloués.</p>	
<p>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>	
<p>Montant des aides octroyées</p>	
<p>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)¹⁶. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)</p>	
2018	2019
<p>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales¹⁷</p>	
2018	2019
<p>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales¹⁸</p>	
2018	2019
<p>Crédits engagements</p>	
<p>=> crèches privées : 48. 375 € - 2 bénéficiaires ; => crèches publiques : 947.600 € - 1</p>	<p>=> crèches privées : 63.975 € - 2 bénéficiaires ; => crèches publiques : 199.875 € - 2</p>

¹⁶ Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

¹⁷ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

¹⁸ Voir la note de bas de page 3.

bénéficiaire.	bénéficiaires.
Un emprunt CRAC a été conclu en 2015 pour un montant de 56.000.000 € pour la création de nouvelles places d'accueil lors de l'appel à projets PC3V2.	
En 2018, un montant de 13.098.550 € a été mis à disposition des bénéficiaires de l'appel à projets.	En 2019, un montant de 9.905.250 € a été mis à disposition des bénéficiaires de l'appel à projets.
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales¹⁹	
2018	2019
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)²⁰	
2018	2019
1 service d'interprétariat subventionné	

¹⁹ Voir la note de bas de page 3.

²⁰ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

- c) l'accès et la réinsertion sur le marché du travail;
- e) les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables;
- f) d'autres services sociaux ;

Initiatives de Développement de l'Emploi dans le secteur des Services de proximité à finalité Sociale (IDESS)

1. VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES

Veuillez remplir le tableau suivant:

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2018	2019
Compensation des services d'intérêt économique général (I+2)	2,096	2,965
(1) Compensation octroyée sur la base de la décision SIEG	2,096	2,965
(2) Compensation octroyée sur la base de l'encadrement SIEG	0	0

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre²¹

Les IDESS (Initiatives de Développement de l'Emploi dans le secteur des Services de proximité à finalité Sociale) sont un dispositif de la Région wallonne.

Le but est double :

- Mise à l'emploi de personnes éloignées du marché du travail (SINE, Art.60, Art.61) ; et
- Rencontrer les besoins non comblés par le secteur privé, en priorité à destination des personnes physiques dites « précarisées ».

Il s'agit donc de créer des emplois et renforcer la cohésion sociale, ainsi que de rencontrer les besoins des personnes physiques qui demandent des petits travaux de trop faible importance pour intéresser les professionnels du secteur privé.

Pour ce faire, un agrément ainsi que des subventions sont octroyées à des entreprises qui doivent être soit : (association de) CPAS / ASBL / SFS.

²¹ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

<p>Une IDESS peut être agréée pour prêter un ou plusieurs des services suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>les petits travaux d'entretien, de réparation et d'aménagement de l'habitat</u> : soit des travaux de trop faible importance pour qu'ils intéressent une entreprise "classique" et qui pourraient être effectués par un particulier bricoleur sans avoir de qualification spéciale. Cela concerne tant l'immeuble que les meubles du bénéficiaire. - <u>l'aménagement et l'entretien des espaces verts</u> sont des travaux de minime importance tels que: <ul style="list-style-type: none"> o la tonte de pelouses ; o la taille de haies ; o le désherbage des abords de l'habitation et des cours ; o le bêchage des jardins et des potagers ; o le façonnage de bois de chauffage ; o le ramassage et l'évacuation des déchets et/ou des feuilles et branchages ; o le nettoyage de tombes ; o le déneigement et le désherbage des trottoirs. - <u>le transport social</u> est le transport destiné aux personnes "précarisées" n'ayant pas de voiture ou de possibilité de transport par les transports en commun ou les taxis. - <u>la buanderie sociale</u> consiste en services de lessives pour personnes "précarisées" - <u>les magasins sociaux</u> sont des magasins destinés aux personnes « précarisées » qui vendent des produits d'alimentation ou de première nécessité à des prix inférieurs de 30% minimum à ceux pratiqués par la grande distribution. Lorsqu'il s'agit de biens non alimentaires et de seconde main, les activités de réparation, de recyclage ou de réutilisation sont également éligibles. - <u>le nettoyage des locaux</u> il s'agit des locaux de petites ASBL.
<p>Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>
<p>Le mandat est lié à l'agrément. L'agrément est octroyé pour une durée de 2 ans, renouvelables pour des périodes de 4 ans ensuite.</p> <p>Exemple d'agrément octroyé : (voir pièce jointe « IDESS 148 »)</p>
<p>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</p>

<p>Les mandats sont liés à l'agrément. Le premier agrément a une durée de 2 ans, et est ensuite renouvelé pour des durées de 4 ans. Il n'y a donc pas de mandat d'une durée supérieure à 4 ans.</p>
<p>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</p>
<p>Des droits sont octroyés, comme expliqué ci-dessus. L'agrément octroyé leur permet de bénéficier de subventions, cependant ces droits ne sont pas exclusifs.</p>
<p>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</p>
<p>Subventions directes.</p> <p>Détails des subventions octroyées dans ce dispositif :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ frais de fonctionnement : 1000 € / an / ETP SINE, art.60 ou art.61 <ul style="list-style-type: none"> ▪ 2 ETP minimum dans la structure ○ subvention pour rémunération des travailleurs : 13.000 € / an / ETP SINE ou art.61 ○ subvention complémentaire (si services à public précarisé) : 1000 € / an / ETP SINE ou art.61 ○ subvention complémentaire pour les SFS : 10.000 € / an / ETP APE ○ subvention unique pour véhicule PMR : 11.000 € (accessible une seule fois dans la vie de l'IDESS) ○ points APE : maximum 24 points
<p>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</p>
<p>Le fonctionnement est le suivant : l'entreprise sollicite un agrément, dans lequel elle doit préciser les secteurs d'activités ainsi que le nombre et le profil des travailleurs mis à l'emploi dans ces activités ; suite à quoi l'administration calcule le montant des subventions auquel a droit la structure (ce montant dépend uniquement du nombre et du profil des travailleurs, non des secteurs d'activités). Le paiement se fait en deux fois : au début de l'année civile, une avance correspondant à 50 % du plafond des subventions est versée ; en fin d'année l'entreprise doit justifier les coûts et recettes de ses activités IDESS, et l'administration calcule et paie le solde à verser, ainsi que l'avance de l'année suivante. C'est à ce moment que se fait le calcul « coût – recettes + bénéfice raisonnable ».</p> <p>Le nombre et le profil des travailleurs est donc fixé dans l'agrément (qui peut être modifié une fois par an²², avec effet à partir du 1^{er} janvier qui suit), cependant ces postes peuvent être occupés par n'importe quel travailleur de ce profil. Les postes ne sont donc pas</p>

²² Proposition de la Direction de l'Economie sociale : imposer comme date limite de réception des demandes d'extension le 31 août de l'année en cours, pour un effet à partir du 1^{er} janvier de l'année suivante. Cela permet de respecter les délais de traitement de la demande, et de fixer une date-limite à partir de laquelle l'impact budgétaire des demandes d'extension est arrêté.

nominatifs. Si par exemple la structure prévoit de mettre à l'emploi 1.5 ETP (équivalent temps plein) SINE durant l'année, elle peut :

- soit engager 2 travailleurs SINE toute l'année (1 à temps plein et 1 à mi-temps) ;
- soit engager 3 travailleurs SINE pendant 6 mois à temps plein ;
- etc.

Le but dans cet exemple étant donc de mettre à l'emploi des travailleurs SINE pour un total de 18 mois de travail à temps plein sur l'année, répartis sur plusieurs travailleurs.

Le dispositif IDESS est donc un outil étant destiné principalement aux personnes physiques précarisées pour des travaux de faible importance, et effectués par des entreprises n'étant pas censées entrer en concurrence avec les entreprises privées, ce qui impose de nombreuses contraintes (limitations des tarifs, des prestations etc.).

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.

Le calcul mis en place permet d'éviter le double subventionnement (car l'entreprise doit également renseigner tous les subsides perçus par ailleurs pour ces mêmes dépenses).

Lorsqu'une entreprise n'arrive pas à justifier le plafond de ses subventions, et que le solde à verser est négatif (càd lorsque l'entreprise justifie moins que l'avance versée), le montant du solde négatif est récupéré par compensation sur le(s) prochain(s) versement(s) de subvention.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Il n'y a pas d'aides de plus de 15 millions d'euros dans ce dispositif.

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)²³. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)

2018	2019
2,096	2,965
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales²⁴	

²³ Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

²⁴ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

2018	2019
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales²⁵	
2018	2019
2,096	2,965
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales²⁶	
2018	2019
?	?
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
Subventions directes	Subventions directes

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) ²⁷	
2018	2019
<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de travailleurs mis à l'emploi (en ETP, chiffres de 2018) : <ul style="list-style-type: none"> o SINE : 180,29 ETP o Art.60 : 133,80 ETP o Art.61 : 0,00 ETP - Nombre de structures agréées : <ul style="list-style-type: none"> o 62 IDESS en tout, dont : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 39 CPAS (= 62.5 %) ▪ 15 ASBL (= 24.6 %) ▪ 7 SFS (= 11.3 %) ▪ 1 association de CPAS (= 1.6 %) - Nombre d'IDESS actives dans les 	Chiffres pas encore finalisés.

²⁵ Voir la note de bas de page 3.

²⁶ Voir la note de bas de page 3.

²⁷ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

différents secteurs d'activités :		
<u>Activités</u>	<u>Nombre d'IDESS actives dans ce secteur</u>	<u>Pourcentage d'IDESS actives dans ce secteur</u>
bricolage	45	72 %
transport social	39	63 %
jardinage	39	63 %
magasin social	18	29 %
buanderie sociale	11	18 %
nettoyage d'asbl	3	5 %
<p>Pour rappel : les IDESS peuvent se faire agréer pour un ou plusieurs domaines d'activités.</p> <p>Le budget annuel est mentionné ci-dessus.</p>		

3. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE L'ENCADREMENT SIEG DE 2012

Sans objet.

4. PLAINTES DE TIERS

Veillez fournir un aperçu des plaintes déposées par des tiers, en particulier des actions engagées devant des juridictions nationales au sujet de mesures relevant du champ d'application de la décision SIEG de 2012 ou de l'encadrement SIEG de 2012. Veillez être aussi précis que possible dans votre réponse et mentionner le secteur dans lequel vous avez reçu des plaintes, le contenu de celles-ci et les suites éventuelles données par vos autorités ou l'issue probable de la procédure judiciaire.

Sans objet.

5. QUESTIONS DIVERSES

- Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'élaboration d'un mandat répondant aux exigences de l'article 4 de la décision SIEG;
- la détermination du montant de la compensation conformément à l'article 5 de la décision SIEG;
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément à l'article 5, paragraphes 5 à 8, de la décision SIEG;
- le contrôle régulier d'une éventuelle surcompensation conformément à l'article 6 de la décision SIEG;

Veillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

Pas de difficultés particulières rencontrées.

b. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de l'encadrement SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'organisation d'une consultation publique conformément au point 14 de l'encadrement SIEG;
- le respect des règles en matière de marchés publics conformément au point 19 de l'encadrement SIEG;
- la détermination du coût net évité conformément aux points 25 à 27 de l'encadrement SIEG;
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément aux points 33 à 38 de l'encadrement SIEG;

Veillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

Sans objet.

c. Si, dans votre rapport, vous souhaitez formuler d'autres observations sur l'application de la décision SIEG et de l'encadrement SIEG au sujet d'éléments non couverts par les questions ci-dessus, n'hésitez pas à le faire.

Pas de commentaires particuliers.

d) Le Logement social

I. Société Wallonne du Logement

1. VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2018	2019
<i>Compensation des services d'intérêt économique général (1+2)</i>		
(1) Compensation octroyée sur la base de la décision SIEG	73.800.490 €	89.205.618 €
(2) Compensation octroyée sur la base de l'encadrement SIEG	Sans objet	

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre ¹
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .

Dans le système institutionnel belge, le logement social est une compétence qui relève des Régions.

En Région wallonne, les règles relatives au logement social sont prévues au Code wallon de l'habitation durable (ci-après « CWHD »)² ainsi que les arrêtés d'exécution dudit Code³.

Le **logement social** est désigné dans le CWHD par l'expression de « **logement d'utilité publique** » défini à l'article 1er, 9° du CWHD comme :

« le logement sur lequel un opérateur immobilier est titulaire de droits réels, qu'il détient en gestion ou qu'il prend en location, destiné à l'habitation dans le cadre de **la politique sociale développée par la Région** ».

La politique sociale développée par la Région wallonne consiste notamment en la mise à disposition de logements à des ménages dont les revenus ne dépassent pas certains plafonds.

Plus précisément, les logements d'utilité publique en droit wallon comprennent : les logements attribués en fonction des revenus du ménage (1°), les logements d'insertion (2°), et les logements de transit (3°).

1°) Peuvent bénéficier de logements d'utilité publique en fonction de leurs revenus :

- Les ménages de catégorie 1⁴, c'est-à-dire la personne seule dont les revenus annuels imposables globalement ne dépassent pas 10.000 € ou le « ménage » (plusieurs personnes donc) dont les revenus annuels imposables globalement ne dépassent pas 13.650 €. Ces montants sont majorés de 1.860 € par enfant à charge. Cette catégorie bénéficie majoritairement de l'offre de logements d'utilité publique, puisque les règles d'attribution

¹ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

² Le CWHD a été institué par un Décret du 29 octobre 1998.

³ L'arrêté le plus important en la matière est sans doute l'AGW du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public

⁴ Article 1er, 29°, du CWHD.

des logements sociaux prévoient l'attribution d'au moins 50% des logements à des ménages de catégorie 1. Mieux encore, en pratique, environ 80% des attributions sont accordées à cette catégorie.

- Les ménages de catégorie 2⁵, c'est-à-dire la personne seule dont les revenus annuels imposables globalement ne dépassent pas 20.000 € ou le « ménage » (plusieurs personnes donc) dont les revenus annuels imposables globalement ne dépassent pas 25.000 €. Ces montants sont majorés de 1.860 € par enfant à charge.
- Les ménages de catégorie 3⁶, c'est-à-dire la personne seule dont les revenus annuels imposables globalement, supérieurs aux revenus des ménages de catégorie 2, ne dépassent pas 31.000 € ou le « ménage » (plusieurs personnes donc) dont les revenus annuels imposables globalement, supérieurs aux revenus des ménage de catégorie 2, ne dépassent pas 37.500 €. Ces montants sont majorés de 1.860 € par enfant à charge. La construction de logements d'utilité publique destinés à des ménages de catégorie 3 est soumise à des conditions strictes, ce qui justifie qu'ils sont très rares dans le secteur.

Du reste, tous les montants qui précèdent sont des montants non indexés⁷.

2°) Les logements d'utilité publique désignent également les logements d'insertion

Les logements d'insertion visent comme leur nom l'indique l'insertion. Les logements d'insertion sont destinés exclusivement à l'hébergement de ménages de catégorie 1 dont la mise à disposition est complétée par un accompagnement social du bénéficiaire⁸.

3°) Les logements d'utilité publique renvoient encore aux logements de transit

Les logements de transit sont des logements destinés exclusivement à l'hébergement temporaire de ménages de catégorie 1 ou de ménages qui ont été privés de logement pour des motifs de force majeure. La mise à disposition des logements de transit est complétée par un accompagnement social.

Ainsi définis, les logements d'utilité publique – ceux octroyés en fonction des revenus des candidats, les logements d'insertion et les logements de transit – sont, en droit wallon, les logements sur lesquels un opérateur immobilier est titulaire de droits réels, qu'il détient en gestion ou qu'il prend en location, destiné à l'habitation dans le cadre de la politique sociale développée par la Région⁹.

Les logements d'utilité publique sont donc gérés par des **opérateurs immobiliers** qui peuvent être un pouvoir local, une régie autonome, **la Société wallonne du logement, une société de logement de service public**, le Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie, une agence immobilière sociale ou une association de promotion du logement, la Société wallonne du crédit social¹⁰.

⁵ Article 1er, 30°, du CWHD.

⁶ Article 1er, 31°, du CWHD.

⁷ Pour montants en vigueur en 2020 après indexation, voy. Circulaire SWL 2019/14 du 8 juillet 2019.

⁸ Article 1er, 7°, du CWHD.

⁹ Article 1er, 9°, du CWHD.

¹⁰ Article 1er, 23°, du CWHD.

L'essentiel de la politique du logement social wallon relève de la **Société wallonne du logement (ci-après « SWL »)** et des **sociétés de logement de service public (ci-après « SLSP »)**, toutes les deux instituées par le CWHD.

La SWL est une personne morale de droit public constituée sous la forme d'une société anonyme. Elle ne met pas directement à disposition du public cible des logements d'utilité publique. En fait, la SWL agit comme un organisme de tutelle : elle agréée, conseille et contrôle les SLSP qui, elles, agissent directement au niveau local au profit du public cible. Ainsi, la SWL veille notamment à ce que les activités des SLSP couvrent l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

S'agissant des SLSP, leurs missions sont également définies au CWHD, en son article 131. Les missions d'une SLSP comprennent notamment :

- La gestion et la mise en location de logements d'utilité publique ;
- L'accueil des locataires lors de leur entrée dans un logement d'utilité publique ;
- L'achat, la construction, la réhabilitation, la conservation, l'amélioration, l'adaptation de logements et la restructuration de bâtiments dont elle est propriétaire, ou sur lesquels elle dispose de droits réels, en vue de les affecter principalement au logement ;
- Toute opération immobilière en ce compris la conception, le montage et le suivi de projets immobiliers et toute opération de gestion ou de mise en location de bâtiments en vue de les affecter en partie au logement ;
- La vente d'immeubles dont elle est propriétaire à certaines conditions ;
- L'instruction des demandes des ménages qui souhaitent acheter un logement et le suivi des contrats ;
- La prise en location ou en gestion de bâtiments pour les affecter au logement, ou de logements ;
- La participation à la création, à la gestion et au fonctionnement de personnes morales, publiques ou privées, impliquées dans la mise en œuvre des objectifs de la politique régionale du logement ;
- La constitution de réserves de terrains nécessaires au développement harmonieux de l'habitat ;
- L'assistance aux pouvoirs locaux dans la mise en œuvre de la politique locale du logement.

De ce qui précède, les SLSP tendent à la fourniture de logements sociaux (ou logements d'utilité publique pour utiliser l'expression du CWHD) à **des personnes défavorisées ou à des groupes sociaux moins avantagés** qui, pour des raisons de solvabilité, ne sont pas en mesure de trouver un logement aux conditions du marché, tout en veillant, lorsque cela s'avère opportun, à assurer une certaine mixité sociale.

En cela, les SLSP participent, dans le cadre de la politique régionale, à la mise en œuvre du **droit à un logement décent**, en tant que lieu de vie, d'émancipation et d'épanouissement des individus et des familles, tel que prévu à l'article 2 du CWHD et à l'article 23 de la Constitution.

Comme pour lever toute équivoque sur la mission de SIEG des SLSP – et accessoirement de la SWL –, l'article 209 du CWHD précise que :

« Le présent Code met partiellement en œuvre les dispositions de la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur et établit que celle-ci ne s'applique pas aux services sociaux d'intérêt économique général visés à l'article 1er, 7° à 11°, ni aux opérateurs immobiliers prestataires de ces services. Dans le cadre du présent Code, les missions dévolues aux opérateurs immobiliers au sens de l'article 1er, 23° sont des missions de service d'intérêt général qui garantissent aux citoyens, à des conditions définies, le droit d'accès universel et égal à ces services, assurant qualité et transparence ».

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

Il est un fait : le mandatement au sens de l'article 106, § 2, du TFUE et de l'arrêt Altmark exige uniquement que le mandat se présente sous la forme d'un ou de plusieurs actes ayant une valeur juridique contraignante en droit national¹¹. La forme spécifique de l'acte (ou des actes) peut être déterminée par chaque État membre : il n'y a pas de mandat standard¹².

En droit wallon, le mandat est formé par deux instruments distincts : l'article 131 du CWHD et la décision d'agrément des SLSP par la SWL.

Pour rappel, l'article 131 du CWHD définit les obligations de SIEG incombant aux SLSP. Par ailleurs, c'est la SWL qui agréé les SLSP.

Ceci dit, en ce qui concerne l'agrément, pour couvrir l'intégralité du territoire wallon, soixante-trois (63) SLSP ont été agréées par la SWL sur la base de l'Arrêté du Gouvernement wallon (ci-après « AGW ») du 8 juin 2001 établissant les conditions d'agrément des sociétés de logement de service public.

Cet AGW du 8 juin 2001 précise, en son article 2, que l'objet social des SLSP comprend exclusivement l'ensemble des missions visées par le CWHD.

En vertu de l'article 162 du CWHD justement, chacune des SLSP agréées conclut, avec la SWL, un contrat d'objectifs pour une période de cinq ans.

¹¹ Guide relatif à l'application aux services d'intérêt économique général, et en particulier aux services sociaux d'intérêt général, des règles de l'Union européenne en matière d'aides d'Etat, de « marchés publics » et de « marché intérieur », SWD(2013) 53 final/2, n° 47, p. 40.

¹² *Ibid.*

Dès lors, on peut considérer que le mandat des SLSP figure à l'article 131 du CWHD (qui définit les obligations de SIEG leur incombant), lu avec la décision d'agrément de la SWL.

Au surplus, l'attribution des logements sociaux mis en location par les SLSP doit nécessairement s'opérer conformément à l'AGW du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public. Cet arrêté fixe notamment :

- Les plafonds des revenus éligibles pour l'obtention d'un logement ;
- Les points de priorité attribués aux candidats-locataires (en fonction des caractéristiques de leur situation sociale et économique et des caractéristiques du logement) ;
- Le calcul du loyer, déterminé en fonction des revenus du ménage et du prix de revient du logement.

Par ailleurs, les Commissaires de la SWL participent aux réunions des Comités d'attribution des logements des SLSP – et d'une manière générale aux réunions des organes des SLSP –, afin de vérifier que les logements sont attribués dans le strict respect des règles ainsi imposées par la Région wallonne à travers notamment l'AGW du 6 septembre 2007 précité.

Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

En théorie, le mandatement, du moins l'agrément donné aux SLSP, est accordé pour une durée indéterminée, en raison de la durée d'amortissement des opérations immobilières, très largement supérieure à dix (10) ans.

Toutefois, en cas de non-respect des dispositions légales et réglementaires qui leur sont applicables, les SLSP peuvent faire l'objet de différentes sanctions prévues à l'article 174 du CWHD, à savoir :

- Un rappel à l'ordre ;
- Une injonction de mettre fin aux faits non respectueux de la légalité dans un délai fixé par la SWL et de trois mois maximum ;
- L'annulation, par le Commissaire de la SWL, d'une ou plusieurs décisions prises par la société. Pour rappel, au sein de chaque SLSP, il existe un Commissaire de la SWL qui participe aux réunions des organes de la SLSP ;
- Une sanction financière fixée par le Gouvernement wallon sur proposition de la SWL ;
- La mise sous contrôle de gestion de la SLSP, sur proposition de la SWL ;

- La mise sous tutelle, de la SLSP, par le Gouvernement wallon, concrétisée par l'envoi d'un commissaire spécial au sein de la SLSP ;
- La mise sous plan de gestion de la SLSP ;
- Le retrait de l'agrément de la SLSP.

En pratique, l'agrément n'est donc pas accordé aux SLSP de façon illimitée : en effet, il n'est accordé que pour autant qu'elles respectent l'ensemble des conditions légales et réglementaires encadrant l'accomplissement de leurs missions de service public.

Expliquer si des **droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux** sont accordés aux entreprises.

Les SLSP ne disposent **pas de droits exclusifs** en matière de logements sociaux (ou logements d'utilité publique pour reprendre les termes de la loi). Partant, les pouvoirs locaux peuvent, s'ils le souhaitent, créer des logements sociaux. Dans l'absolu, rien n'empêche non plus le secteur privé de créer des logements sociaux en Région wallonne, pour autant qu'il respecte les exigences de l'agrément SWL.

Quels **instruments d'aide** ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?

Même si elles ne disposent pas de droits exclusifs, pour les SLSP, le fait d'obtenir l'agrément de la SWL leur impose le respect d'une série de règles strictes, moyennant quoi elles bénéficient de diverses sources de financement publiques régionales.

Avant d'analyser les aides aux SLSP, il faut préciser que l'article 29 du CWHHD prévoit différents types d'aides pouvant être accordées, sous certaines conditions, à d'autres personnes morales (autres que les SLSP donc) pour des opérations visant à mettre à disposition de certains ménages un logement d'utilité publique répondant aux conditions de salubrité et de sécurité fixées en vertu du CWHHD ou leur permettant d'en améliorer la performance énergétique. Les ménages visés sont les mêmes que ceux qui sont éligibles à l'obtention d'un logement d'utilité publique auprès d'une SLSP.

Ces aides à des personnes morales autres que les SLSP peuvent être accordées sous forme de prime, d'avance remboursable, de subvention, d'allocation d'intervention dans le loyer d'un logement pris en gestion ou en location, ou toute autre forme déterminée par le Gouvernement wallon.

Ceci précisé, on peut maintenant traiter des aides dont bénéficient les SLSP. Il s'agit : de subsides en matière d'investissements immobiliers (1°), d'avances octroyées par la SWL (2°), et du Fonds de solidarité (3°).

1°) Les subsides en matière d'investissements immobiliers

Les soixante-trois (63) SLSP sur lesquelles la SWL exerce la tutelle bénéficient de subventions couvrant une part importante du coût des travaux de création de nouveaux logements (a), de rénovation de leur patrimoine (b), et certains travaux d'équipements (c).

a) La subvention à la création de logements

Depuis 2012, la subvention est constituée d'un forfait par logement créé, calculé en fonction du nombre de chambres. Les principales subventions s'élèvent à :

- 65.000 € pour un logement à une chambre ;
- 84.500 € pour un logement à deux (2) ou trois (3) chambres ; et
- 104.000 € pour un logement à quatre (4) chambres.
- Des suppléments sont octroyés pour les logements adaptables aux personnes à mobilité réduite.

b) La subvention à la rénovation du patrimoine immobilier

Les opérations reprises dans un programme de rénovation énergétique de 400 millions € lancé en 2012 sont subsidiées à 75 %.

c) La subvention des travaux d'équipements

Les travaux d'équipements tels les abords, les trottoirs, la voirie immédiate, sont subsidiés (en partie ou en intégralité selon le cas), conformément à l'AGW du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la SWL d'une aide aux SLSP en vue de l'équipement d'ensembles de logements¹³. Il faut insister sur le fait que les travaux d'équipements qui peuvent être subsidiés sont ceux qui se rapportent à des logements sociaux.

2°) Les avances SWL aux SLSP

Pour compléter le financement de leurs investissements immobiliers ou pour financer l'intégralité de ceux-ci, les SLSP peuvent bénéficier d'avances octroyées par la SWL à un taux préférentiel.

En réalité, les avances accordées par la SWL sont des prêts aux SLSP remboursables sur vingt (20) ans, sauf les « avances logements destinés à la vente » qui doivent être remboursées sur des délais beaucoup plus courts et, plus précisément, dès la vente du logement concerné.

3°) L'allocation de solidarité

Afin d'aider annuellement les SLSP en difficulté, il est institué un « Fonds régional de solidarité ». Aux termes de l'article 172 du CWHD,

¹³ *Moniteur belge* du 13 mars 1999, p. 8254.

« Il est institué un Fonds régional de solidarité destiné à aider les sociétés en difficulté.

Les fonds sont répartis en fonction du nombre (de ménages locataires de catégorie 1 et 2 que les sociétés comptent et en fonction de critères structurels fixés par le Gouvernement après avis de la Société wallonne du logement.

Le Fonds est alimenté notamment par des quotes-parts versées par les sociétés et par une dotation régionale ».

Le Fonds régional de solidarité est donc alimenté par les SLSP et la Région¹⁴. La contribution de la Région au Fonds était de 3.789.000 € en 2018 et d'un même montant l'année suivante (2019).

Grâce au Fonds de solidarité, il est octroyé annuellement aux SLSP une **allocation de solidarité**.

Outre les aides ainsi développées – subsides en matière d'investissements immobiliers, avances SWL et allocation de solidarité –, un complément de subventions peut également être assuré par le compte courant ordinaire dont chaque SLSP dispose à la SWL (V. *infra* : La centralisation à la SWL d'une partie importante des trésoreries des SLSP) et, le cas échéant, par les plus-values sur vente de logements sociaux¹⁵.

Décrire le **mécanisme de compensation** habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

Les recettes des SLSP sont quasi totalement constituées par les loyers perçus pour la location des logements sociaux. Eu égard au caractère très marginal des logements destinés aux locataires de catégorie 3 (locataires aux revenus moyens donc), la plus grande partie des recettes locatives des SLSP viennent des locataires de catégorie 2 (locataires aux revenus modestes) et de catégorie 1 (locataires aux revenus précaires). Il en est ainsi même si le montant du loyer des locataires des catégories 1 et 2 est fonction du coût actualisé des logements et des revenus du locataire, sans que le loyer ne puisse dépasser 20 % des revenus desdits locataires (des catégories 1 et 2).

Le mode de calcul des loyers engendre ainsi un différentiel important entre le loyer réellement perçu et le loyer « coût » théorique (celui qui permettrait de couvrir le coût de création et d'entretien du logement sur une longue période).

Une étude, effectuée il y a quelques années, avait montré que les logements sociaux, en raison des règles de calcul du loyer lié au revenu des ménages, sont loués 45% moins cher que les logements privés équivalents. L'étude évaluait plus précisément le différentiel entre le loyer réellement perçu et le loyer « coût » théorique à 40 millions € par an pour l'ensemble des SLSP.

¹⁴ Les modalités d'alimentation et de répartition du Fonds régional de solidarité sont réglées par l'Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 (déterminant les modalités d'alimentation et de répartition du Fonds régional de solidarité) et l'AGW du 20 novembre 1997 (relatif à l'octroi d'allocations de solidarité en faveur de locataires de logements gérés par les sociétés immobilières de service public).

¹⁵ L'affectation des plus-values sur vente de logements sociaux est régie par l'AGW du 23 avril 2009 relatif aux modalités de placement des disponibilités des sociétés de logement de service public et à l'affectation du produit net de la cession de droits réels d'un bien immobilier.

Il est impératif de compenser ce différentiel, afin de pouvoir continuer à offrir des logements sociaux. Dans ce sens justement, la **compensation** octroyée aux SLSP provient pour l'essentiel de **deux mécanismes** : les subventions (1°) et le mécanisme de centralisation à la SWL d'une partie importante des trésoreries des SLSP (2°).

1°) Les subsides

Pour rappel, les subventions sont de trois (3) ordres : les subventions à la création de logement et à leur équipement, les subventions à la rénovation et une dotation régionale composant le Fonds de solidarité précédemment expliqué.

En effet, par **l'octroi des subventions à la création de logement et à leur équipement**, le coût des logements réellement supporté par les SLSP est réduit de 65 à 75 % selon la taille du logement. Le différentiel précité est ainsi réduit en conséquence.

De même, **une partie des rénovations est subsidiée à 75 %**, ce qui diminue également le coût réel des travaux et, donc, une part importante du différentiel précité.

Enfin, le Fonds de solidarité déjà mentionné mutualise en quelque sorte le risque du secteur, en ce qu'il permet de tenir compte de la situation des SLSP en difficulté. Dans ce sens, le Fonds de solidarité est distribué aux SLSP par ce qu'on appelle une « **allocation de solidarité** » via la SWL, ce qui contribue à compenser le manque à gagner pour les SLSP au regard du public cible qu'elles hébergent.

2°) La centralisation à la SWL d'une partie importante des trésoreries des SLSP

Les SLSP ont l'obligation de verser le produit des loyers perçus, après déduction de leurs frais de gestion, sur un compte courant spécifique ouvert au nom de chaque SLSP auprès de la SWL.

Ces comptes courants financent le remboursement des avances consenties par la SWL, certains travaux autorisés par la SWL, les précomptes immobiliers, etc.

Tout prélèvement par une SLSP sur son compte courant doit faire l'objet d'un accord de la part de la SWL.

Au 31 décembre 2019, le solde total des comptes courants s'élevait à 63,07 millions €. Ce montant globalisé pour les soixante-trois (63) SLSP est toutefois constitué de comptes courants à solde positifs (pour 46 d'entre elles) ou négatifs (pour 18 d'entre elles). Le solde positif le plus important s'élève à 22,08 millions € et le solde négatif le plus élevé s'élève à -36,03 millions €.

La centralisation à la SWL des comptes courants des SLSP constitue un **moyen de compensation très efficace**. En effet, si des SLSP bénéficient de surcompensations, elles doivent verser ces excédents sur leur compte courant ordinaire. Et comme les prélèvements sur leur compte doivent être autorisés par la SWL, des soldes positifs se créent pour une partie des SLSP.

La SWL doit néanmoins veiller à ce que le solde total des comptes courants demeure positif, c'est-à-dire que le total des soldes positifs des sociétés en bonus soit supérieur au solde total des sociétés en malus. Sous cette contrainte, il est possible à la SWL de permettre à toutes les SLSP, en ce compris aux sociétés en malus, d'emprunter pour financer leurs travaux.

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.	
<p>Comme expliqué ci-avant, la centralisation à la SWL de l'ensemble des comptes courants des SLSP régule le mécanisme de compensation.</p> <p>Par leur nature, les mécanismes de compensation n'entraînent pas une compensation exacte, laquelle correspondrait à la différence entre le loyer du logement créé ou rénové et le coût des travaux hors subvention.</p> <p>En effet, les subsides sont des forfaits établis uniquement sur base de la taille du logement ou d'un pourcentage fixe du coût des travaux, avec un plafond fixé au montant programmé par le Gouvernement wallon. Il s'ensuit que chaque opération entraîne de facto une sous-compensation ou une surcompensation.</p> <p>L'équilibre est toutefois obtenu par la consolidation des comptes courants dans le bilan de la SWL via, d'une part, les versements mensuels obligatoires des SLSP sur leur compte courant et, d'autre part, le contrôle par la SWL des possibilités de prélèvement sur ces comptes (courants).</p>	
<p>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>	
Sans objet.	
Montant des aides octroyées	
<p>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)¹⁶. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)</p>	
2018	2019
73.800.490 €	89.205.618 €

¹⁶ Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales¹⁷	
2018	2019
Sans objet	Sans objet
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales¹⁸	
2018	2019
70.011.490 €	89.205.618 €
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales¹⁹	
2018	2019
Sans objet	Sans objet
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
Sans objet	Sans objet

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)²⁰	
2018	2019
V. infra	V. infra

Au titre des « Informations quantitatives supplémentaires », il faut noter que, en Région wallonne, au 1^{er} janvier 2020, on comptait 3.633.795 habitants (dont 77.527 sont issus de la Communauté germanophone) répartis sur un territoire de 16.901 Km²²¹. À la même date on comptait 1.628.547 logements²² (dont 104.696 dans le secteur du logement social²³). Les logements (sociaux) gérés par les SLSP représentent donc 8,64% du parc total en Région wallonne, ce qui est bien en deçà de la moyenne relevée dans l'ensemble des États membres de l'Union.

¹⁷ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

¹⁸ Voir la note de bas de page 3.

¹⁹ Voir la note de bas de page 3.

²⁰ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

²¹ Cf. Statbel (<https://statbel.fgov.be/fr>).

²² Ibid.

²³ Rapport d'activité SWL 2019, p. 34 (https://www.swl.be/images/2020/SWL_RA2019_FINAL.pdf).

L'accèsion aux logements sociaux est tributaire des revenus et de la situation sociale des demandeurs comme précédemment indiqué (*supra*, 2.). Le loyer mensuel moyen de ces logements est de 272 €²⁴.

Au demeurant, des informations plus détaillées sur les aides sont présentées ci-après (1°). Il en est de même de chiffres clés concernant les finances (2°) et le nombre de logements dans le secteur (3°).

1°) Aides octroyées sur la base de la décision SIEG

Types de financement	2017	2018	2019
Subsides création de logements	39.287.161 €	32.618.261 €	26.615.939 €
Subsides équipements (abords et voiries)	6.595.323 €	6.755.222 €	6.140.789 €
Subsides rénovation du patrimoine	45.964.147 €	30.638.006 €	52.659.890 €
TOTAL Subsides	91.846.632 €	70.011.490 €	85.416.618 €
Allocation de solidarité	-	3.789.000 €	3.789.000 €
TOTAL GÉNÉRAL	91.846.632 €	73.800.490 €	89.205.618 €

2°) Données relatives aux liquidations des SLSP en 2017, 2018 et 2019, par type de financement

Types de financement	2017	2018	2019
Avances logements destinés à la vente	5.616.355 €	5.169.035 €	4.072.424 €
Avances création de logements	-	-	-
Avances complémentaires au subside création de logement	4.954.841 €	2.565.461 €	1.122.992 €
Avance rénovation du patrimoine	13.074.917 €	10.152.209 €	16.507.458 €
(Autres) avances SWL	40.365.451 €	55.062.628 €	59.237.766 €
TOTAL Avances remboursables	64.011.564 €	72.950.333 €	80.940.640 €
TOTAL Disponibilités des SLSP	30.077.711 €	20.089.924 €	30.687.336 €
TOTAL Subsides (détails <i>supra</i>)	91.846.632 €	70.011.490 €	85.416.618 €
TOTAL GÉNÉRAL	185.935.907 €	163.051.747 €	197.044.597 €

²⁴ *Ibid.*, p. 2.

3°) Données relatives au nombre de logements subventionnés

Récapitulatif de l'activité de création de logements en 2019	Logements locatifs	Logements acquisitifs	Total
Logements achevés	333	27	360
Logements chantiers entamés	399	19	418
Logements programmés en 2018-2019	0	0	0

2. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE L'ENCADREMENT SIEG DE 2012

Sans objet.

4. PLAINTES DE TIERS

Il n'y a aucune plainte relative aux aides d'État contre la SWL et/ou les SLSP.

5. QUESTIONS DIVERSES

Sans objet.

II. Société wallonne du Crédit social

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre²⁸

Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le **contenu des services confiés en tant que SIEG**.

²⁸ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

La Société wallonne du crédit social (SWCS) est un organisme d'intérêt public qui, avec l'aide de ses partenaires (guichets et entités locales), offre un financement alternatif rendant possible l'accès à la propriété d'un logement et sa rénovation dans une perspective d'efficacité énergétique.

La SWCS octroie deux types de prêts :

- **Les crédits hypothécaires sociaux « Accespack »** permettent de financer l'achat, la construction, la réhabilitation, la restructuration, l'adaptation, la conservation, l'amélioration ou la préservation de la propriété, ou un droit assimilé, d'un premier logement en Wallonie. Le taux d'intérêt (à taux fixe) est fixé en fonction des revenus du ménage. Les prêts hypothécaires sociaux sont accordés à des conditions strictes en termes de revenus du ménage et de valeur du logement. Le montant du prêt peut s'élever jusqu'à 110 % de la valeur vénale du logement pour couvrir les frais de notaire et les droits d'enregistrement. Les travaux et l'assurance-vie obligatoire peuvent également être financés.

L'enjeu principal du crédit hypothécaire social est de permettre à un maximum de personnes d'accéder à la propriété y compris les catégories moins favorisées par le système classique (ménages à revenus précaires et modestes, isolés, jeunes,...).

- Les **prêts à tempérament** à taux zéro « Rénopack » et « Rénoprêt ».

Le « Rénopack » est un produit, composé d'un prêt à tempérament à 0% et d'une prime, destiné à financer des travaux de rénovation (économies d'énergie, salubrité/sécurité) ouvrant le droit à une prime aux particuliers favorisant les économies d'énergie et la rénovation des logements . La Société assure la gestion des primes composant un Rénopack et exerce les contrôles y associés. Les primes perçues seront affectées au remboursement anticipé partiel du prêt.

Le « Rénoprêt » est un prêt à tempérament à 0% d'intérêt destiné à financer des travaux de rénovation d'un logement (économies d'énergie, salubrité, sécurité, adaptation au handicap) pour lesquels aucune prime n'est sollicitée.

L'activité de la Société wallonne du crédit social est relayée dans toute la Wallonie par 29 partenaires : 22 Guichets du Crédit social et 7 entités locales.

Les demandes de crédit hypothécaires sont introduites exclusivement auprès des Guichets du crédit social.

Guichets et entités locales sont les interlocuteurs de proximité des candidats emprunteurs. Ils ont notamment pour mission de les renseigner et de les accompagner dans la constitution de leur dossier de prêt. C'est le Gouvernement wallon qui fixe les critères d'agrément et les normes de gestion et de fonctionnement des guichets du crédit social.

Les Guichets du crédit social peuvent agir, soit dans un rôle de courtier, pour la SWCS, soit dans un rôle de prêteur pour les candidats emprunteurs.

Les Entités locales agissent exclusivement comme courtiers pour les prêts à tempérament.

Dans le cadre de leur activité de courtier, les Guichets du crédit social servent d'intermédiaire entre la Société wallonne du crédit social et les candidats emprunteurs. Dans le cadre de leur activité de prêteur, les Guichets du crédit social octroient eux-mêmes les prêts, sur trésorerie propre ou via un financement partiel ou total auprès de la SWCS, sous la forme d'avances remboursables.

Le décret du 15 mai 2003 modifiant le Code wallon de l'habitation durable confère à la SWCS les missions de service public suivantes :

- Assurer la gestion financière et administrative du crédit hypothécaire social;
- Assurer la promotion du crédit hypothécaire social;
- Assurer l'accompagnement des candidats emprunteurs au crédit hypothécaire social;
- Assurer des missions d'opérateur immobilier (décret du 09/02/2012) ;
- Promouvoir l'expérimentation et la recherche en matière de crédit hypothécaire social;
- Assurer le bon fonctionnement, la saine gestion des Guichets du crédit social, ainsi que la qualité des services rendus par ceux-ci;
- Favoriser l'accès à la propriété ou à la conservation d'un premier logement.

En exécution de cette disposition du Code wallon de l'habitation durable, le Gouvernement a adopté une série d'Arrêtés :

- L'Arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 portant approbation du règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits par la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du crédit social
- L'Arrêté ministériel du 28 mai 2019 portant approbation du règlement spécifique des crédits accordés par la Société wallonne du Crédit social et par les guichets du crédit social
- l'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 portant le règlement général relatif à l'agrément des Guichets et fixant les procédures en matière de sanction en exécution de l'article 178.1 du Code wallon de l'habitation durable
- l'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 portant approbation des normes de gestion et de fonctionnement à destination des Guichets du crédit social

Par ailleurs l'article 175.2 §2 du Code wallon de l'habitation durable prévoit que « La Société peut exercer toute autre mission ayant un rapport avec celles visées au présent article, moyennant l'autorisation du Gouvernement ».

Dans le cadre de ces missions déléguées, la Société wallonne du Crédit social a reçu la mission – via l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2015 instaurant un régime de primes aux particuliers favorisant les économies d'énergie et la rénovation des logements et l'article 13 du contrat de gestion 2013-2018 conclu le 1er octobre 2013 entre la Région wallonne et la Société wallonne du Crédit social – de contracter des prêts économiseurs d'énergie pouvant ouvrir le droit à une prime favorisant les économies d'énergie et la rénovation des logements.

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

<p>Le mandat de la SWCS est un mandat décrétal permanent dans le secteur du Logement social, aspect prêt hypothécaire social, conféré par le décret du 15 mai 2003 modifiant le Code wallon l'habitation durable.</p> <p>Les missions liées aux prêts économiseurs d'énergies et travaux de rénovation (Rénopack/Rénoprêt) sont une mission déléguée – avec accord du gouvernement – sur base de l'article 175.2 §2 du Code wallon de l'habitation durable.</p> <p>Le contrat de gestion 2013-2018 conclu le 1^{er} octobre 2013 entre la Région wallonne et la Société wallonne du Crédit social reprend et détaille également les missions et activités de la swcs, la gouvernance de la société, ses modes de gestion, son financement, ainsi que les modalités de mise en œuvre, suivi, évaluation, révisions, modification et fin de contrat.</p>
<p>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</p>
<p>Ce contrat de gestion a été prolongé par les Arrêté ministériel du 31 janvier 2019 et du 4 avril 2019 (prolongation de 6 mois). En absence de nouveau contrat de gestion, celui-ci est toujours applicable à l'heure actuelle.</p>
<p>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</p>
<p>Seule la Société wallonne du crédit social (avec le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie) dispose du droit d'accorder (éventuellement aussi via les Guichets du crédit social) des crédits hypothécaires sociaux en Région Wallonne.</p>
<p>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</p>
<p>L'activité de la SWCS est financée par deux types d'instruments :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une dotation annuelle. Cette subvention est destinée à couvrir le différentiel de flux actualisé entre les versements effectués par la SWCS pour ses sources de financement et les versements reçus sur les crédits nouveaux et avances accordées au cours de l'année-programme. Elle tient également compte du coût de couverture des frais de fonctionnement sectoriels (commissions versées aux guichets courtiers pour les crédits hypothécaires) - Une subvention couvrant les frais de fonctionnement des prêts à tempérament <p>Par ailleurs, la SWCS dispose également de garanties octroyées par la Région Wallonne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La garantie de premier rang. La SWCS peut être autorisée par le Gouvernement wallon à se financer via des emprunts contractés sur le marché des capitaux. Ces emprunts sont être garantis par la Région wallonne. (voir art. 175.3 CWLHD) - La dette garantie de deuxième rang (garantie de bonne fin). Les garanties de bonne fin sont octroyées par la Région wallonne dans le cadre des prêts hypothécaires sociaux. La SWCS a souscrit à ce mécanisme en 2010. En sollicitant le bénéfice de la garantie, elle doit prélever une contribution de solidarité de 0,20 % sur le montant prêté au client (hors assurance-vie). Cette

cotisation est versée sur un fonds de solidarité ouvert au nom de la Région sous forme de compte bancaire. Pour autant qu'une série de conditions soient respectées, la Région s'engage à payer une partie de la perte subie par la SWCS en cas de vente forcée d'un bien faisant l'objet d'un prêt hypothécaire.

Décrire le **mécanisme de compensation** habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

Prêts hypothécaire sociaux

Depuis 2008 les programmes d'activités relatifs aux activités hypothécaires nouvelles font l'objet d'un financement évalué de manière à couvrir le différentiel d'intérêts au cours de l'année-programme (production d'une année civile, correspondant à l'exercice comptable.) ; il sera, en sus tenu compte d'un taux pour couverture des frais de fonctionnement sectoriels (commission des Guichets courtiers, fixée à 0,80% du montant prêté). Les modalités complètes sont reprises dans l'Arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2008 portant fixation des règles de financement de la Société wallonne du Crédit social (cet arrêté a par ailleurs été modifié par l'arrêté du gouvernement wallon du 15 juillet 2010).

Le modèle de calcul de la dotation en capital a été adapté en 2017 :

L'intervention de la Région prend la forme d'une dotation en capital dont l'objectif est que les flux totaux actualisés s'annulent complètement au terme de la période concernée.

Elle équivaut donc au différentiel de l'ensemble des flux, en capital et en intérêts, générés par les créances, d'une part, et par les financements, d'autre part.

Ces flux sont « projetés » sur l'ensemble de la durée couverte par le programme, c'est-à-dire sur la durée conventionnelle des créances et des financements. Ils sont actualisés sur la base d'une courbe de taux de référence. Les parties conviennent d'utiliser la courbe IRS.

Outre le différentiel calculé ci-dessus qui intègre le coût des « avances » aux guichets lorsqu'ils sont prêteurs, la dotation couvre également la commission accordée aux guichets lorsqu'ils sont courtiers et un forfait pour couverture des risques de pertes sur les prêts octroyés par la SWCS.

Comme source de financement, la SWCS utilisera prioritairement les liquidités qui proviennent des remboursements anticipés liés aux prêts et avances octroyés dans le passé. Les flux y associés sont fondés sur les montants en capital et en intérêts théoriques liés à leurs tableaux d'amortissement contractuels respectifs.

Le montant de dotation en capital éventuellement trop versé par la Région est reporté en tant que dotation complémentaire à la dotation prévue pour l'année suivant l'année-programme

Prêts économiseurs d'énergie

Le financement de ces prêts est assuré par des avances remboursables de la Région wallonne. Les remboursements perçus des emprunteurs sont versés intégralement à la Région wallonne.

Les frais de fonctionnement de la SWCS pour la réalisation de cette mission de prêts économiseurs d'énergie sont subventionnés par la Région wallonne.

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.

Prêts hypothécaire sociaux

Surcompensation

Il n'y a pas surcompensation du fait que la dotation en capital correspond au montant qui permet d'annuler l'ensemble des flux entrants et sortants.

Prêts économiseurs d'énergie

Surcompensation

La subvention est calculée selon une formule tenant compte de la nouvelle production de l'année, mais également de l'encours des prêts octroyés les années antérieures :

[400€ * prod année A] + [150€ * prod année A-1] + [150€ * prod année A-2] + [20€*encours en nbre de prêts]

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)²⁹. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)

2018	2019
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales³⁰	
2018	2019

²⁹ Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

³⁰ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales³¹	
2018	2019
6.678.040 €	30.874.690 €
Dont : - 6.000.000 € de dotation destiné à couvrir l'impact des remboursements anticipés sur le coût des prêts hypothécaires des années antérieures à 2017 - 2.678.040 € de subvention pour couvrir les frais de fonctionnement des prêts à tempérament	Dont : - 22.000.000 € de dotation destiné à couvrir l'activité 2019 - 6.000.000 € de dotation destiné à couvrir l'impact des remboursements anticipés sur le coût des prêts hypothécaires des années antérieures à 2017 - 2.874.690 € de subvention pour couvrir les frais de fonctionnement des prêts à tempérament
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales³²	
2018	2019
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
<u>Fédéral</u> : Dette garantie (programme de billets de trésorerie) de premier rang : 50.000.000 € <u>Région wallonne</u> : Dette garantie de premier rang 2.398.496.990 Dette garantie de deuxième rang - Garantie de bonne fin « prêts SWCS » : 147.139.823 € (au 31/12/18)	<u>Fédéral</u> : Dette garantie (programme de billets de trésorerie) de premier rang : 47.000.000 € <u>Région wallonne</u> : Dette garantie de premier rang 2.473.103.268,03 € Dette garantie de deuxième rang - Garantie de bonne fin « prêts SWCS » : 151.188.623 € (au 31/12/2019)

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)³³

³¹ Voir la note de bas de page 3.

³² Voir la note de bas de page 3.

³³ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile

2018	2019

6. PLAINTES DE TIERS

Néant

7. QUESTIONS DIVERSES

Néant

III. Fonds du Logement de Wallonie



Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre³⁴

Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le **contenu des services confiés en tant que SIEG**.

Le Code wallon du logement a été institué par le décret du 29 octobre 1998, publié au Moniteur belge du 4 décembre 1998. Suite à différentes modifications successives intervenues depuis, le dispositif s'appelle désormais le code wallon de l'Habitation durable.

Au rang des opérateurs reconnus par le Code, figure le Fonds du Logement des Familles Nombreuses de Wallonie. Ses missions et moyens sont rendus opérationnels dans le contrat de gestion conclu entre lui et le Gouvernement wallon.

C'est l'article 179 du CWHD qui reconnaît d'utilité publique les quatre missions du Fonds. Elles s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du droit au logement dont le principe est défini en son

de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

³⁴ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

article 2 ainsi que dans la Constitution de l'Etat fédéral.

Missions du Fonds du Logement de Wallonie

Art. 179. Afin de mettre en œuvre le droit au logement, la société coopérative « Fonds du Logement des familles nombreuses de Wallonie », ci-après dénommée le Fonds, poursuit les missions d'utilité publique suivantes :

1° fournir aux familles nombreuses de revenus moyens, modeste ou en état de précarité les moyens de construire, d'acheter, de réhabiliter, de restructurer, d'adapter, de conserver, d'améliorer ou de préserver la propriété d'un premier logement en Région wallonne destiné à l'occupation personnelle, par l'octroi de crédits hypothécaires sociaux ou de prêts économiseurs d'énergie ;

2° fournir principalement aux familles nombreuses de revenus modestes ou en état de précarité les moyens de prendre un logement en location ;

3° proposer au Gouvernement l'agrément des organismes à finalité sociale visés au chapitre VI du présent titre, les conseiller, les contrôler, assurer leur coordination et leur financement ;

4° promouvoir l'expérimentation et la réflexion dans ces domaines et proposer au Gouvernement des politiques nouvelles.

Missions des Organismes de logement à finalité sociale

Dans le cadre de ses missions en matière d'organismes à finalité sociale, il y a lieu de se référer aux articles 191 et suivants du CWHF. Il s'agit d'organismes agréés par le Gouvernement, sur la proposition du Fonds, dont les missions sont clairement définies par le même Code et leur fonctionnement est réglé par l'Arrêté du Gouvernement, à savoir :

Art. 193. §1^{er}. L'agence immobilière sociale agit comme intermédiaire entre les propriétaires bailleurs et les ménages en état de précarité, à revenus modestes ou moyens à la recherche d'un logement

L'agence immobilière sociale conclut principalement des contrats de gestion de logements avec les propriétaires et les met à disposition de ces ménages. Elle peut subsidiairement prendre des logements en location en vue de les sous-louer.

Dans ce cadre, l'agence immobilière sociale contrôle le respect des obligations des parties en présence et joue le rôle de médiatrice en cas de conflit.

§2. L'agence immobilière sociale garantit un accompagnement social des occupants.

Art. 195. La régie des quartiers a pour but d'améliorer les conditions de vie des habitants à l'intérieur d'un ou de plusieurs quartiers situés dans des zones fixées par le Gouvernement. A cet effet, elle met en œuvre des actions favorisant l'amélioration du cadre de vie, l'animation, la convivialité et l'exercice de la citoyenneté. Elle contribue à l'insertion socioprofessionnelle de demandeurs d'emploi ou de bénéficiaires de l'aide sociale en offrant à ces derniers une préformation encadrée par une équipe professionnelle.

Art. 198. L'association de promotion du logement contribue à la mise en œuvre du droit à un logement décent, notamment en poursuivant l'une des missions suivantes :

1° favoriser l'intégration sociale dans le logement par la mise à disposition d'un logement décent ;

2° procurer une assistance administrative, technique ou juridique relative au logement prioritairement aux ménages en état de précarité ;

3° mener des projets expérimentaux permettant le développement des objectifs fixés par le Gouvernement.

L'ensemble des organismes précités - le Fonds et les OFS - forment ainsi des services sociaux d'intérêt économique général.

Les activités relatives aux opérations d'aide locative (achat, rénovation, mise en location de logements) sont réglées par l'Arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 et ses modifications ultérieures. Celles permettant une accession sociale sécurisée sont réglées par le règlement des prêts du Fonds, approuvé par le Gouvernement wallon.

A partir du 1^{er} janvier 2016, le Fonds du Logement des Familles Nombreuses de Wallonie octroie des prêts à taux 0%, pour l'économie d'énergie, à savoir les ECOPACKS, et des prêts à taux 0% pour la rénovation, à savoir les RENOPACKS. Le Fonds se charge du suivi administratif des primes régionales.

Depuis le 1^{er} juin 2019, le Fonds du Logement des Familles Nombreuses de Wallonie octroie des prêts à taux 0% :

- *pour l'économie d'énergie, à savoir les RENOPACKS (avec primes) ;*
- *pour l'économie d'énergie, à savoir les RENOPRETS (sans primes) ;*
- *pour le financement des frais d'achat d'un premier logement par des moins de 35 ans, à savoir le Prêt-Jeunes.*

Les valeurs maximales des logements et des montants des prêts sont plafonnés.

Les taux d'intérêt sont fonction des plafonds de revenus et du nombre d'enfants à charge.
Les loyers sont fonction des revenus.

Les revenus des bénéficiaires sont plafonnés :

Plafonds de revenus des bénéficiaires des services FLFNW et OFS	
Activités	Plafond de revenus
Prêts hypothécaires *	Revenus moyens
RENOPACKS/RENOPRÊTS*	97.700 EUR
Prêt-Jeunes *	Revenus moyens
Aide locative *	Revenus modestes
AIS	Essentiellement Revenus modestes
APL	Prioritairement revenus précaires
RDQ	Revenus précaires

* à destination des ménages avec 3 enfants à charge.

Missions du Fonds du Logement de Wallonie, quelques chiffres au 31/12/2019

Le Fonds a octroyé 1.140 prêts (ACCESPCKS), en 2019, permettant à des ménages de construire, d'acheter, de réhabiliter, de restructurer, d'adapter, de conserver, d'améliorer ou de préserver la propriété d'un premier logement en Région wallonne destiné à l'occupation personnelle contre 1.052 en 2018.

Prêts	2018		2019	
	Nombre	Montant (EUR)	Nombre	Montant (EUR)
ACCESPCKS	982	145.382.176	831	127.056.383
ECOPACKS	656	5.193.343	665	5.600.730

RENOPACKS	689	9.019.421	672	9.262.402
Nouveaux Rénopack/Rénoprêt	0	0	74	1.218.936
Prêts jeunes	0	0	18	306.567
TOTAL	2.327	159.594.940	2.260	143.445.018

L'aide locative compte un parc locatif de 1.235 logements au 31/12/2019 contre 1.217 logements au 31/12/2018. Bien que le parc locatif du Fonds soit en hausse (+ 18 logements) en 2019, cela ne permet pas de résorber la demande des familles nombreuses pour ce genre de logement. En 2019, 221 ménages se sont adressés, pour la plupart en vain, au Fonds afin de pouvoir bénéficier d'un logement.

Le secteur des OFS agréés rassemble 32 AIS, 32 RDQ et 23 APL, soit au total 87 organismes au 31/12/2019.

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

Les objectifs, les engagements et les moyens qui lient la Région et le Fonds sont définis dans le contrat de gestion qui a une durée de 5 ans, qui peut être prolongée.

Le contrat actuel court sur la période 2013-2018 et a été prolongé en application code wallon de l'Habitation durable, notamment l'article 180 §8.

Expliquer si des **droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux** sont accordés aux entreprises.

Le FLFNW bénéficie des mêmes droits que la SWCS et ses guichets de crédit social pour les activités de prêts hypothécaires et de prêts économiseurs d'énergie et que la SWL et ses sociétés de logement de service public pour les activités locatives.

L'encadrement des OFS est assuré par le seul FLFNW.

Quels **instruments d'aide** ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?

Décrire le **mécanisme de compensation** habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.

Mission « prêts »

Mécanisme de compensation

Prêts hypothécaires sociaux

Le financement des prêts hypothécaires sociaux est assuré par des emprunts garantis par la Wallonie et par la dotation en capital.

Aux termes de l'article 183, §1^{er} du CWHF :

« Le Fonds peut être autorisé par le Gouvernement à contracter des emprunts garantis par la Région. La garantie couvre également les opérations de gestion financière afférentes à ces emprunts.

Le montant, les conditions et les modalités de ces emprunts et de ces opérations doivent être approuvés par le Gouvernement. »

Le montant emprunté correspond au programme annuel de prêts hypothécaires déduction faite de la dotation en capital.

Cette dotation en capital est la somme actualisée sur toute la durée du différentiel de flux entre les créances hypothécaires octroyées et les emprunts levés pour financer ces mêmes créances hypothécaires. La dotation appelée dotation d'équilibre correspond au montant qui permet d'annuler l'ensemble des flux.

Les frais de fonctionnement du Fonds pour la réalisation de cette mission de prêts sont partiellement subventionnés par la Wallonie. La méthode utilisée est fondée sur la répartition des coûts.

Prêts économiseurs d'énergie et de rénovation (ECOPACK/RENOPACK/RENOPRET)

Le financement de ces prêts est assuré par des avances remboursables de la Wallonie. Les remboursements perçus des emprunteurs sont versés intégralement à la Wallonie.

Les frais de fonctionnement du Fonds pour la réalisation de cette mission de prêts économiseurs d'énergie sont subventionnés par la Wallonie sur base de la répartition des coûts.

Prêts finançant les frais d'achat à destination des moins de 35 ans (PRÊTS-JEUNES)

Le financement de ces prêts est assuré par des avances remboursables de la Wallonie. Les remboursements perçus des emprunteurs sont versés intégralement à la Wallonie.

Les frais de fonctionnement du Fonds pour la réalisation de cette mission de prêts ne sont pas subventionnés par la Wallonie.

Surcompensation

Prêts hypothécaires sociaux, prêts économiseurs d'énergie et rénovation et prêts-jeunes

Il n'y a pas surcompensation du fait que les subventions de fonctionnement sont inférieures à leurs coûts de gestion.

Information sur le paiement effectif des aides

Prêts hypothécaires sociaux

La dotation est payée sur présentation de déclarations de créance trimestrielles, accompagnées d'un justificatif.

Prêts économiseurs d'énergie et rénovation

Les avances remboursables et les frais de fonctionnement sont payés sur présentation de déclarations de créance. Dans tous les cas, les déclarations sont accompagnées d'un justificatif.

Prêts-jeunes

Les avances remboursables sont payées sur présentation de déclarations de créance accompagnées d'un justificatif.

Mission « Aide locative »

Mécanisme

Les loyers sont fixés sur base des revenus des occupants qui émargent à la catégorie des personnes à revenus précaires et ces loyers ne peuvent excéder 15% des ressources disponibles des occupants. En compensation de ces faibles loyers, la Wallonie prend en charge sous forme de subside en capital, 75% du coût de l'investissement plafonné à concurrence de 140.000 euros pour un logement de 3 chambres et 160.000 euros pour un logement de minimum 4 chambres.

Ce subside s'amortit au même rythme que les immeubles qu'il finance. Il n'y a pas de subvention accordée par la Région pour couvrir les frais de fonctionnement de l'activité.

Pour mener à bien cette mission d'« Aide locative », le Fonds doit disposer de logements répondant aux normes en vigueur. Outre le subside exposé ci-dessus, et en application du contrat de gestion 2013-2018, le Gouvernement wallon est autorisé à prendre en charge un tiers de l'annuité de remboursement d'un prêt annuel de 1.500.000 EUR destiné à assurer la rénovation du parc immobilier ancien du Fonds du Logement des familles Nombreuses de Wallonie. Cette aide permet le maintien dans notre parc immobilier de logements destinés à la location.

Surcompensation

Les subsides doivent être justifiés sur base des pièces justificatives ; les montants non utilisés font l'objet d'un remboursement à la Wallonie.

Information sur le paiement effectif des aides

Il n'existe pas une méthode de paiement des aides, cela dépend de la négociation lors de la confection du budget. Avant 2017, les aides étaient payées en 2 fois, la première partie (50%), l'année où elles sont budgétairement engagées et la seconde partie (50%) après justification de l'utilisation de la première partie. Depuis 2017, les aides sont payées en 6 tranches (1/6) annuelles. Dans tous les cas, les montants non dépensés par le Fonds ne sont pas réclamés à la Région.

Les aides octroyées, dans le cadre de la rénovation du parc immobilier ancien, sont payées sur présentation d'une déclaration de créance annuelle, et ce pendant 15 ans.

Mission « encadrement des organismes à finalité sociale »

Mécanisme

Les frais de fonctionnement du Fonds pour la réalisation de cette mission OFS sont subventionnés par la Wallonie sur la base de la répartition des coûts.

Surcompensation

Il n'y a pas de surcompensation, la subvention correspond aux frais de fonctionnement de la mission déterminée sur la base de la comptabilité analytique.

Information sur le paiement effective des aides

Les moyens engagés par le gouvernement nous sont liquidés en 2 tranches, une première tranche (80%) la première année et le solde (20%) l'année suivante après justification de l'utilisation de l'ensemble de l'aide.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)³⁵. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)

2018	2019
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales³⁶	
2018	2019

³⁵ Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

³⁶ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales ³⁷			
En faveur du Fonds du Logement		2018	2019
Missions	Aide	27.668.359	17.555.342
Prêts hypothécaires sociaux	Dotation en capital	22.478.802	12.388.000
Prêts économiseurs d'énergie	Subvention de fonctionnement	559.380	695.500
Aide locative	Subvention en capital	3.003.000	2.814.500
Aide locative	Subvention en capital – intervention dans un emprunt	146.416	149.099
Organisme à finalité sociale	Subvention de fonctionnement	1.480.761	1.508.243
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales ³⁸			
2018		2019	
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)			
2018		2019	

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)³⁹	
2018	2019

³⁷ Voir la note de bas de page 3.

³⁸ Voir la note de bas de page 3.

³⁹ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

e) l'inclusion sociale des groupes vulnérables

I. Maisons d'accueil, maisons de vie communautaire et maisons d'hébergement de type familial⁴⁰

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre⁴¹

Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le **contenu des services confiés en tant que SIEG**.

Mission: accueil et hébergement aux personnes en difficultés sociales limités dans le temps et accompagnement adapté afin de les soutenir dans l'acquisition ou la récupération de leur autonomie (art. 67, 68 et 70 du Code décretaal de l'Action sociale et de la santé).

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

Arrêté ministériel portant agrément

Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

A durée indéterminée

Expliquer si des **droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux** sont accordés aux entreprises.

Droit exclusif.

Ne peuvent être exploitées sans un agrément ou une autorisation provisoire de fonctionnement délivré par le Gouvernement :

1° toute maison d'accueil;

⁴⁰ Les documents qui constituent les bases légales des dispositifs renseignés au titre de l'« action sociale » sont accessibles via <https://we.tl/t-GNdId6AWgQ>.

⁴¹ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

<p>2° toute maison de vie communautaire;</p> <p>3° toute maison d'hébergement de type familial offrant une capacité d'hébergement de plus de trois personnes en difficultés sociales.</p> <p>Les exploitants des maisons d'hébergement de type familial offrant une capacité d'hébergement de moins de quatre personnes en difficultés sociales peuvent demander un agrément ou une autorisation provisoire de fonctionnement (art. 71 Code décretaal).</p>
<p>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</p>
<p>Subventions</p>
<p>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</p>
<p>Subventions destinées principalement à couvrir les frais de personnel. Frais de fonctionnement (art. 109 Code réglementaire).</p>
<p>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</p>
<p>Demande de subvention est introduite en même temps que la demande d'agrément (art.113 Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la santé).</p> <p>Deux avances et un solde.</p> <p>La participation financière du bénéficiaire couvre le gîte et le couvert.</p> <p>La participation financière au gîte ne peut être journallement inférieure à 6€ par personne et dépasser 4/10 des ressources de l'hébergé.</p> <p>La participation financière au gîte et au couvert ne peut être journallement inférieure à 10€ par personne.(art. 125 à 128 Code réglementaire)</p> <p>Le solde de l'année écoulée est liquidé après vérification des pièces justificatives (art. 12/1 Code réglementaire).</p> <p>Mécanisme de récupération si les dépenses ne sont pas justifiées.</p>
<p>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>
<p>Montant des aides octroyées</p>

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)⁴². Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2018	2019
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales⁴³	
2018	2019
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales⁴⁴	
2018	2019
18.727.480,73 €	20.086.751,76 €
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales⁴⁵	
2018	2019
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)⁴⁶	
2018	2019
16 621 bénéficiaires et 579 226 nuitées par an. 57 maisons d'accueil 14 Maisons de vie communautaire 2 Maisons d'hébergement de type familial 69 structures (toute confondue) du même type subventionnées en 2019.	

⁴² Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

⁴³ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

⁴⁴ Voir la note de bas de page 3.

⁴⁵ Voir la note de bas de page 3.

⁴⁶ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

II. Service d'interprétariat en milieu social⁴⁷

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre⁴⁸

Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le **contenu des services confiés en tant que SIEG**.

L'organisme d'interprétariat en milieu social a pour mission, à la demande d'un service utilisateur, de permettre à toute personne étrangère qui ne maîtrise pas la langue française de bénéficier des services d'un interprète dans l'ensemble de ses communications avec une personne morale, publique ou privée, organisant un service dans le contexte social auquel elle a recours, notamment dans le cadre du parcours d'intégration visé aux articles 152 et suivants.

L'organisme est chargé de diffuser l'information relative à l'interprétariat en milieu social auprès des services utilisateurs. (article 155 du CWASS)

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

Arrêté ministériel portant agrément

+ Convention pluriannuelle pour le facultatif récurrent

Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

⁴⁷ Les documents qui constituent les bases légales des dispositifs renseignés au titre de l'« action sociale » sont accessibles via <https://we.tl/t-GNdId6AWgQ>.

⁴⁸ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

<p>Agrément à durée indéterminée.</p> <p>Convention pluriannuelle : Trois ans. Renouvellement possible moyennant avis favorable d'un Comité d'accompagnement après l'évaluation produite au terme de la période et avec l'accord du Gouvernement.</p>
<p>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</p>
<p>Non</p>
<p>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</p>
<p>Subventions</p>
<p>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</p>
<p>Subventions couvrant les dépenses de fonctionnement et de personnel de l'association.</p> <p>Références légales:</p> <p>Code wallon de l'action sociale et de la santé: article 155 et suivants</p> <p>Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé: article 252 et suivants</p>
<p>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</p>
<p>Agrément: Une première avance de 85 % du montant de la subvention de l'année N-2 est liquidée avant le 1er mars de l'année de subvention. Une deuxième avance de 90% de l'année N-1 moins la première avance est liquidée avant le 1er septembre de l'année de subvention.</p> <p>Convention pluriannuelle: Une avance de 70% du montant total de la subvention est liquidée dans un délai de deux mois de l'engagement de l'arrêté.</p> <p>Contribution des bénéficiaires:</p> <p>Interprétariat par déplacement : 12€/heure+ + Déplacement : 0.3640/km</p> <p>Interprétariat par téléphone : 6€ le 1er quart d'heure et 15€ pour 30 min</p> <p>Visio conférence : tarif sur mesure</p> <p>Prestations non tarifées dans le cadre du parcours d'intégration.</p> <p>Le solde de la subvention est versé après réception des pièces justificatives.</p> <p>Mécanisme de récupération si les dépenses ne sont pas justifiées.</p>
<p>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>

Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)⁴⁹. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2018	2019
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales⁵⁰	
2018	2019
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales⁵¹	
2018	2019
27.424 euros (renforcement des ressources d'interprétariat en arabe, dari, pachto); 15.000 euros (soutien à l'organisation du certificat interdisciplinaire en radicalisation violente et travail social)	<p>Le montant global du financement récurrent du Setis wallon est de 825 329,17 euros répartis comme suit :</p> <p>Subvention agrément (organique) : 695 864,40 euros (montant théorique, solde de 15 % à verser après vérification du dossier justificatif)</p> <p>Subvention prime de fin d'année accord du non marchand 2018-2020 : 19 464,77 euros</p> <p>Subvention facultative récurrentes au SETIS wallon : 110.000 euros (interprétariat lié aux actions de soutien aux migrants rencontrant des difficultés ethno-psychologiques)</p>
Rem : pour des missions ponctuelles, le SETIS bénéficie de subventions facultatives occasionnelles (ex. 2019 : 5900 euros en traduction et enregistrement du contenu du site internet des CRI en rapport avec le parcours d'intégration).	
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales⁵²	
2018	2019

⁴⁹ Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

⁵⁰ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

⁵¹ Voir la note de bas de page 3.

⁵² Voir la note de bas de page 3.

Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) ⁵³	
2018	2019
1 service d'interprétariat agréé et subventionné	

III. Services en santé mentale

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre⁵⁴

Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le **contenu des services confiés en tant que SIEG**.

⁵³ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

⁵⁴ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

Un service de santé mentale est une structure ambulatoire qui, par une approche pluridisciplinaire, répond aux difficultés psychiques ou psychologiques de la population du territoire qu'il dessert.

Il remplit les missions suivantes :

- l'accueil de la demande relative aux difficultés psychiques ou psychologiques;
- l'organisation d'une réponse, selon les ressources disponibles et les particularités de la demande, en posant un diagnostic et en instaurant un traitement, selon les situations psychiatrique, psychothérapeutique ou psychosociale;
- l'organisation accessoirement des activités au bénéfice d'autres professionnels en vue d'améliorer la qualité de leurs prestations, sous la forme d'information, de supervision ou de formation, et la réalisation d'expertises, liées à leurs activités de dispensation des soins.

Le service de santé mentale agréé peut, en outre, développer une ou plusieurs initiatives spécifiques à destination d'une population déterminée ou développant une approche méthodologique particulière.

Il peut aussi créer un club thérapeutique constitué d'un lieu d'accueil et d'activités ayant pour objectif de permettre à des usagers souffrant de troubles psychiatriques ou psychologiques sévères ou chroniques, de se stabiliser au fil du temps ou d'accéder aux soins (article 540 Code décretal de l'Action sociale et de la Santé).

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

Arrêté ministériel

Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

Les agréments sont accordés pour une durée indéterminée.

Expliquer si des **droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux** sont accordés aux entreprises.

Non.

Le Gouvernement précise les procédures de suspension et de retrait de l'agrément (article 615 du Code décretal).

Quels **instruments d'aide** ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?

Subvention.

Décrire le **mécanisme de compensation** habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

La subvention est automatiquement liée à l'obtention de l'agrément. Elle couvre les dépenses relatives :

<ul style="list-style-type: none"> - les dépenses de personnel; - les frais de fonctionnement; - l'indemnité destinée à la direction administrative; - le forfait pour la fonction de liaison. <p>Références légales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - articles 1809 à 1820 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé; - Code décretaal de l'Action sociale et de la Santé, articles 539 à 617; - AGW du 27 mai 2010 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif à l'agrément en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions aux réseaux et aux services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes ainsi qu'à la reconnaissance en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions à leurs fédérations.
<p>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</p>
<p>Avances trimestrielles destinées à couvrir les charges de personnel et les frais de fonctionnement. Versement du solde sur présentation des rapports d'activité et des pièces justificatives de l'exercice concerné.</p> <p>Le service de santé mentale agréé, qui n'a pas transmis aux Services du Gouvernement les données comptables de l'exercice précédent pour le 31 mars au plus tard, ne bénéficie plus d'avances pour l'année en cours aussi longtemps que les données n'ont pas été transmises (article 610, paragraphe 3 du Code décretaal).</p> <p>Un maximum de 10 euros indexé (aujourd'hui, on est à 10,82 euros) est demandé aux personnes qui font appel aux services en santé mentale pour les prestations non médicales. La gratuité en fonction des revenus des personnes concernées peut être obtenu. Pour ce qui est médical (appel à un psychiatre par exemple), rien n'est prévu au niveau de la réglementation.</p>
<p>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>
<p>Montant des aides octroyées</p>

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)⁵⁵. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2018	2019
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales⁵⁶	
2018	2019
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales⁵⁷	
2018	2019
34.264.000 €	34.903.000 €
<u>Crédits engagements</u>	<u>Crédits engagements</u>
22.464.000 euros (privé)	22.910.000 euros (privé)
11.800.000 euros (public)	11.993.000 euros (public)
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales⁵⁸	
2018	2019
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)⁵⁹

⁵⁵ Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

⁵⁶ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

⁵⁷ Voir la note de bas de page 3.

⁵⁸ Voir la note de bas de page 3.

⁵⁹ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer

65 services en santé mentale agréés en Région wallonne.

IV. Services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre⁶⁰

Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le **contenu des services confiés en tant que SIEG**.

de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

⁶⁰ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

<p>En sus de l'accueil et de l'information, le service exerce de manière spécifique et en faveur des bénéficiaires au moins une des missions suivantes :</p> <p>1° l'accompagnement psychosocial;</p> <p>2° la prise en charge psychothérapeutique et médicale;</p> <p>3° les soins dont au moins les soins de substitution, les cures de sevrage, la prise en charge résidentielle ou hospitalière;</p> <p>4° la réduction des risques.</p> <p>Ces missions s'exercent dans le cadre de la concertation pluridisciplinaire.</p> <p>La concertation pluridisciplinaire vise à évaluer les besoins du bénéficiaire, leur évolution, les ressources disponibles au sein du service, dans le réseau ou en dehors de celui-ci pour apporter la réponse la plus adéquate.</p> <p>Elle est exercée à la fois dans le cadre du service et des relations au sein du réseau.</p> <p>Elle fait l'objet d'un accord de la part du bénéficiaire, de préférence sous forme écrite et révocable à tout moment.</p> <p>Le service assure sous la forme d'une mission accessoire et à la demande, la supervision et l'intervision du personnel d'institutions appartenant au réseau, lorsqu'il existe (article 641, paragraphe 1er du Code décretaal de l'Action sociale et de la Santé).</p>
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Arrêté ministériel
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
Agrément accordé à durée indéterminée.
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
<p>Non. Par contre, en cas d'évaluation défavorable, le Gouvernement peut procéder à la suspension ou au retrait d'agrément.</p> <p>La suspension de l'agrément entraîne la suspension du versement des subventions.</p> <p>L'évaluation est considérée comme défavorable dès lors que délibérément le pouvoir organisateur n'a pas mis en œuvre le plan d'action alors qu'il s'y était engagé ou que, dans le cadre de l'application du plan d'action, il n'a pas respecté les normes énoncées par ou en vertu du présent chapitre (article 669 du Code décretaal de l'Action sociale et de la Santé).</p> <p>À tout moment, l'agrément de tout ou partie des activités menées par un service peut être</p>

suspendu ou retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent chapitre ou des dispositions fixées en application de celui-ci (article 670 du Code décretaal de l'Action sociale et de la Santé).
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Subvention
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p>Une subvention est octroyée dans les limites des disponibilités budgétaires. La subvention est automatiquement liée à l'obtention de l'agrément. Elle couvre les dépenses relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au personnel salarié ; - aux professionnels indépendants ; - au fonctionnement. <p>Le service agréé bénéficie de l'octroi de subventions pour la zone de soins dans laquelle il exerce son activité à titre principal.</p> <p>Références légales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Articles 1880 à 1885 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé; - Articles 641 à 674 du Code décretaal; - AGW du 27 mai 2010 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif à l'agrément en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions aux réseaux et aux services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes ainsi qu'à la reconnaissance en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions à leurs fédérations.
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
<p>Les subventions sont liquidées à concurrence de:</p> <p>1° une avance de 80 %, au plus tard, le 1er mars de l'exercice pour lequel elles sont attribuées;</p> <p>2° le solde, à l'issue du contrôle de l'utilisation de la subvention, lors de l'exercice suivant.</p> <p>L'examen de la justification de l'utilisation de la subvention ne suspend pas le versement de l'avance suivante, sauf lorsque le réseau ou le service n'a pas remis les documents y afférents selon les procédures ou dans les délais définis par le Gouvernement (article 664 Code décretaal).</p>

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)⁶¹. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)

2018	2019
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales⁶²	
2018	2019
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales⁶³	
2018	2019
2.039.438,93 €	2.084.018,65
Crédits engagements	Crédits engagements
1.612.021,95 euros (privé)	1.650.249,31 euros (privé)
427.416,98 euros (public)	433.769,34 euros (public)
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales⁶⁴	
2018	2019

⁶¹ Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

⁶² Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

⁶³ Voir la note de bas de page 3.

⁶⁴ Voir la note de bas de page 3.

Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) ⁶⁵	
2018	2019

V. Services d'aide aux familles et aux personnes âgées

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre⁶⁶
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .

⁶⁵ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

⁶⁶ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

Les services interviennent à domicile afin de favoriser le maintien et le retour à domicile, l'accompagnement et l'aide à la vie quotidienne des personnes isolées, âgées, handicapées, malades et des familles en difficulté, en concertation avec l'environnement familial et de proximité, et ont notamment pour objectif de stimuler la personne aidée afin de maintenir au maximum son autonomie (article 220, paragraphe 1er du Code décretal).
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Arrêté ministériel
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
A durée indéterminée.
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Non, décret "appellation". Sont punis d'une amende de 1.000 à 10.000 euros ceux qui font usage des termes "service agréé d'aide aux familles et aux aînés ", des termes "aide à la vie quotidienne" ou des termes "aide familiale" sans être titulaires d'un agrément en vertu du présent titre. Il en est de même de ceux qui se prévalent du statut ou de la qualité d'aide familiale sans être titulaires d'un certificat attestant du respect des conditions établies par ou en vertu du présent titre. (article 260 du Code décretal de l'Action sociale et de la Santé).
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Subventions.
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue au service des subventions couvrant en tout ou en partie : 1° les dépenses de personnel; 2° les frais de fonctionnement; 3° le temps de formation et de réunion; 4° les frais de transport. Un arrêté du GW est produit pour liquider l'avance et ensuite, le GW décide d'appliquer ou non tout le budget. La subvention est octroyée chaque année. Référence légale : Articles 320 à 364 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé.
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
C'est un forfait. Les Services d'Aide aux familles et aux Aînés utilisent tout l'argent qui

leur est octroyé et donc, il n'y a pas de remboursement.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)⁶⁷. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)

2018	2019
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales⁶⁸	
2018	2019
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales⁶⁹	
2018	2019
195.446.000 €	198.051.000 €
=>Public : 41 711 000 euros;	=>Public : 41 566 000 euros;
=>Privé: 153 735 000 euros.	=>Privé: 156 485 000 euros.
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales⁷⁰	

⁶⁷ Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

⁶⁸ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

⁶⁹ Voir la note de bas de page 3.

⁷⁰ Voir la note de bas de page 3.

2018	2019
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)⁷¹

2018	2019
33 services privés et 55 publics agréés en Région wallonne. Taille des services tous métiers confondus : entre 4,5 équivalents temps plein pour le plus petit service et 1172 pour le plus grand.	

VI. Centres de planning et de consultation familiale et conjugale

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre⁷²

Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le **contenu des services confiés en tant que SIEG**.

⁷¹ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

⁷² Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

Les centres de planning familial ont pour missions (Articles 183 à 218/22 CWASS et 292 à 319 CRWASS) :

1° l'information, la sensibilisation et l'éducation en matière de vie affective, relationnelle et sexuelle;

2° la promotion de la contraception et l'amélioration de son accessibilité;

3° la prévention des grossesses non souhaitées et l'accès à l'avortement visé à l'article 350 du Code pénal. L'accès à l'avortement implique que tout centre de planning soit procède à l'avortement, soit oriente, voire accompagne, la personne qui souhaite en bénéficier, vers un centre ou planning qui y procède si son personnel ou les médecins y attachés ne veulent pas y procéder. Aucune demande ou détresse ne peut rester sans réponse dans le chef d'un centre de planning;

4° la prévention et le dépistage des infections sexuellement transmissibles;

5° l'aide et l'accompagnement des personnes en lien avec leur vie affective, relationnelle et sexuelle;

6° la prévention des violences exercées au sein des couples et, le cas échéant, leur prise en charge sans préjudice des compétences des organismes intervenant en la matière;

7° l'information au public sur les notions de droit familial;

8° l'organisation des animations liées aux missions définies ci-avant;

9° l'information et la sensibilisation des professionnels en lien avec la vie affective, relationnelle et sexuelle

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

Arrêté ministériel

Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

A durée indéterminée

Expliquer si des **droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux** sont accordés aux entreprises.

Droit exclusif.

Toute personne qui organise ou dirige un centre ou service portant, sans être agréé, l'appellation " centre de planning familial et de consultation familiale et conjugale agréé et subventionné par la Région wallonne ", est passible d'une peine d'emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 25 à 75 euros ou d'une de ces peines seulement (article

218/18 CWASS)
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Subventions.
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p>L'agrément est automatiquement lié à l'obtention, sous certaines conditions, de subventions couvrant les dépenses relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> •au personnel salarié ; •aux professionnels indépendants ; •au fonctionnement. <p>Référence légale : Articles 292 à 319 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé et articles.</p>
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
<p>Les subventions sont versées en deux avances et le solde:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1ère avance pour le 1er mars; - 2ème avance pour le 1er septembre; - Solde. <p>Les centres transmettent le rapport d'activités par voie électronique à l'administration au plus tard le 1er mars de l'année qui suit l'exercice.</p> <p>Tous les ans, pour le 1er mars de l'année qui suit l'exercice, le centre de planning familial communique au Gouvernement le décompte récapitulatif des dépenses relatives à l'exercice de ses missions dont le contenu est fixé par le ministre.</p> <p>La surveillance et le contrôle de l'utilisation des subventions sont exercés conformément à la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes.</p>
<p>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>

Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)⁷³. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2018	2019
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales⁷⁴	
2018	2019
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales⁷⁵	
2018	2019
Crédits engagements	Crédits engagements
13.943.330,80 €	14.387.050,59 €
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales⁷⁶	
2018	2019
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)⁷⁷	
2018	2019

⁷³ Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

⁷⁴ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

⁷⁵ Voir la note de bas de page 3.

⁷⁶ Voir la note de bas de page 3.

⁷⁷ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

Nombre de centres de planning 2019 : 72 centres de planning et 7 antennes.

Section 4) les aéroports et ports dont le trafic annuel moyen ne dépasse pas la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d) :

Les Ports autonomes wallons

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre⁷⁸

Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le **contenu des services confiés en tant que SIEG**.

Les missions de service public incombant aux ports autonomes en vertu des lois et décrets qui les ont créés sont les suivantes :

- l'aménagement, l'équipement et la promotion des terrains publics régionaux à vocation portuaire qui leur sont concédés,
- l'entretien de ce terrain,
- le développement du trafic sur la voie d'eau,
- la gestion de l'infrastructure, des outils et des services adéquats et nécessaire à la promotion du transport fluvial.

Ces missions de service public sont consacrées dans les contrats de gestion des ports, entrée en vigueur le 1/1/2015.

Les 4 ports autonomes (PA) wallons exercent leurs compétences dans l'ensemble de la Région wallonne et chacun pour les terrains publics qui leur ont été remis en gestion. Leur zone géographique respective peut être décrite comme suit :

- Port autonome de Liège (PAL) : province de Liège
- Port autonome de Namur (PAN) : province de Namur
- Port autonome de Charleroi (PAC) : arrondissements de Charleroi et province du Brabant wallon
- Port autonome du centre et de l'ouest (PACO) : province du Hainaut entre Seneffe et Comines.

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés

⁷⁸ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

pour un secteur, le cas échéant.
<p>Les ports autonomes wallons ont été institués par la loi ou le décret :</p> <ul style="list-style-type: none"> -loi du 21/6/1937 pour ce qui concerne le port autonome de Liège -loin du 12/2/1971 pour ce qui concerne le port autonome de Charleroi -loi du 20/6/1978 pour ce qui concerne le port autonome de Namur -décret du 24/3/1998 pour ce qui concerne le port autonome du centre et de l'ouest <p>Dans le cadre de la réforme budgétaire wallonne « WBFIN », Ces organismes sont devenus des unités d'administration publique de type 2 au sens du décret du 15/12/2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement wallon.</p> <p>Ainsi, par décret du 17/12/2015, le champ d'application du décret WBFIN a été étendu aux unités d'administration publique.</p> <p>Préalablement à cette modification législative, les ports autonomes étaient assimilés à des organismes d'intérêt public (OIP) de catégorie B par l'article 1er de la loi du 16/3/1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.</p> <p>Cette mise à jour n'a pas eu pour objet de modifier la nature du lien entre l'autorité et les ports.</p> <p>Les ports restent des organismes gérés de manière autonome sans préjudice des pouvoirs de contrôle et de tutelle du Gouvernement wallon, lesquels sont maintenus.</p>
<p>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</p>
<p>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</p>
<p>Les ports autonomes reçoivent les terrains en gestion, la propriété des terrains restants celle de la Région. Les ports ont toutefois la faculté de valoriser les terrains qui leur sont remis par le biais de concession et d'autorisation à louer à des entreprises. Les ports perçoivent des redevances pour l'usage et l'occupation de ces terrains.</p>
<p>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</p>
<p>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</p>
<p>La compensation accordée au port par la Région est fixée selon la nature des investissements, conformément au contrat de gestion en vigueur : 100 % pour les aménagements hydrauliques (quais, dispositifs d'accostage), 80 % pour les aménagements de zones portuaires connectées à la voie d'eau, 50 % pour les aménagements de zones portuaires non connectées à la voie d'eau.</p> <p>Elle intervient sous forme d'une subvention à porter sur les investissements du port et sur présentation d'une déclaration de créance dûment justifiée.</p> <p>Ces investissements d'infrastructure sont réalisés sur des terrains restant la propriété de la</p>

Région et sont donc in fine est la propriété de la région.

Pour ces marchés soumis à subside, les services techniques de la Région assurent un contrôle au niveau de la procédure de subsidiation. En outre, la Région a des représentants au sein des conseils d'administration des ports.

La compensation accordée au port de la Région est fixée selon la nature des investissements, conformément au contrat de gestion en vigueur : 100 % pour les aménagements hydrauliques (quais, dispositif d'accostage ...), 80 % pour les aménagements de zones portuaires connectées à la voie d'eau, 50 % pour les aménagements de zones portuaires non connectées à la voie d'eau.

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.

Le contrat de gestion des ports fixe les modalités de libération des subsides. Ces derniers sont libérés par tranche, au fur et à mesure de l'avancement du marché. La dernière tranche de 10 % n'est libérée, le cas échéant, qu'après la réception provisoire des travaux, et pour un montant qui ne dépasse pas le montant subsidiable final admissible. Il ne saurait y avoir de surcompensation.

Les projets spécifiques des ports autonomes bénéficiant de subsides spéciaux (et plus particulièrement ceux issus de programmation européenne du FEDER ou plan Marshall 2. vert) font l'objet d'arrêté de subventions et de procédures de contrôle ad hoc excluant toute surcompensation (audit interne, externe, européens...).

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Chaque port autonome établit un budget annuel contenant toutes les recettes et toutes les dépenses quelle qu'en soit l'origine et la cause, dans les formes et selon les modalités prévues par le Gouvernement wallon.

Le projet de budget de chaque port autonome est établi par le conseil d'administration et approuvé par le ministre dont il relève et transmis au Ministre régional du budget.

Le projet de budget est joint en annexe du budget général des dépenses de la région. Dans les 2 mois de son approbation, le budget définitif est communiqué au Parlement wallon.

Les ports autonomes sont soumis au contrôle du Ministère dont ils relèvent. Ce contrôle est effectué à l'intervention d'un ou plusieurs commissaires du Gouvernement, désignés par le Gouvernement sur proposition du Ministre compétent et dont les activités impliquent :

- Une présence aux réunions des Conseils d'Administration avec voix consultative ;

- Un pouvoir de recours auprès du Gouvernement contre toute décision qu'ils estiment contraire à toute réglementation, aux statuts ou à l'intérêt général ;
- Un contrôle des livres, de la correspondance, des procès-verbaux, de tous les documents et de toutes les écritures de la société ;
- La pleine autorité pour solliciter des demandes d'explications ou d'informations.

Les comptes des ports sont établis et approuvés par les Conseils d'Administration sur la base des contrôles effectués par un Commissaire aux Comptes. Ils doivent être approuvés par le Ministre dont ils relèvent. Le Ministre fonctionnel adresse les comptes au Ministre du Budget de la Région. Ils sont ensuite soumis par celui-ci au contrôle de la Cour des Comptes.

Les ports réalisent un rapport d'activité annuel qui est également soumis au Ministre dont ils relèvent à l'approbation du Gouvernement et du Parlement wallon.

Les services techniques de la Région assurent un contrôle sur tous les marchés subsidiés des ports lesquels sont également soumis aux règles des marchés publics avec, notamment un contrôle effectué par un Inspecteur des Finances et une procédure d'engagement budgétaire préalable à l'octroi du subside.

La Cour des Comptes exerce sur les ports Autonomes une compétence générale de contrôle relative à :

- la comptabilité budgétaire et générale ;
- l'absence de dépassements de crédits ;
- la légalité et la régularité des recettes et des dépenses ;
- au bon emploi des deniers publics.

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)⁷⁹. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)

2018	2019
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales⁸⁰	

⁷⁹ Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

⁸⁰ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

2018		2019
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales⁸¹		
	2018	2019
Sous-total PAC	206 770.41	539 406.96
Sous-total PACO	416 757.21	1 096 453.49
Sous-total PAN	2 943 906.07	537 200.00
Sous-total PAL	1 220 765.96	1 675 378.88
Total Ports	4 788 199.65	3 848 439.33
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales⁸²		
2018		2019
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)		
2018		2019

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)⁸³

Concernant les informations statistiques générales portant sur le montant des aides apportées aux ports, une information très précise est établie au sein des services de la Région, et ce sur base des consommations budgétaires relatifs à l'article de l'intervention de la région dans le coût des travaux à exécuter aux ports gérés par les administrations publiques subsidiées.

Sur cette base, on peut constater que les montants dépensés pour les compensations dépensés à l'ensemble des ports (hors projets cofinancés par le FEDER et le Plan Marshall 2. vert) ont été pour 2016 : 2,4 M euros ; pour 2017 : 4 M euros.

Les ports autonomes sont un outil important de politique de la Région participant à la fois à la

⁸¹ Voir la note de bas de page 3.

⁸² Voir la note de bas de page 3.

⁸³ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

relance économique ainsi qu'au respect des principes de développement durable via l'encouragement au transport multimodal et au shift modal de la route vers le transport fluvial moins polluant, participant également au désengorgement de la route.

Section 5) les compensations de SIEG ne dépassant pas un montant annuel de 15 millions d'EUR [article 2, paragraphe 1, point a)]:

- c) la collecte des déchets;
- g) d'autres secteurs (précisons : réutilisation de déchets) ;
- + Section 2 c) l'accès et la réinsertion sur le marché du travail.

Entreprises de réutilisation

1. VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES

Veuillez remplir le tableau suivant :

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2018	2019
Compensation des services d'intérêt économique général (1+2)	0.829	1.027
(1) Compensation octroyée sur la base de la décision SIEG	0.829	1.027
(2) Compensation octroyée sur la base de l'encadrement SIEG	0	0

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre⁸⁴

L'objectif de cette mesure est de soutenir financièrement les structures d'économie sociale (asbl ou sociétés à finalité sociale) actives dans la réutilisation et la préparation en vue de la réutilisation de déchets, produits ou composants de produits.

Les agréments "réutilisation" sont un dispositif de la Région wallonne régit par l'AGW du 3 avril 2014.

Il s'agit de créer des emplois et renforcer la cohésion sociale, ainsi que de rencontrer les besoins des personnes physiques qui demandent des biens de seconde main, tout en limitant l'impact environnemental des déchets dans la société via une collecte préservante, une réparation le cas

⁸⁴ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

échéant, et une remise en magasin à faible prix.

Pour ce faire, un agrément ainsi que des subventions sont octroyées à des entreprises qui doivent être soit : des ASBL ou Entreprises d'économie sociale.

Une structure peut être agréée pour la réutilisation d'un ou plusieurs des flux de déchets suivants :

- Les encombrants;
- Les textiles ménagers;
- Les DEEE (hors IT);
- Les DEEE IT;
- Les matériaux de construction;
- Les cartouches et tonner.

Pour bénéficier des subventions, l'entreprise d'économie sociale doit être agréée en tant qu'entreprise de réutilisation ("Ressourcerie"). L'agrément est octroyé par le département du Sol et des Déchets du SPW ARNE, après avis de la Direction de l'économie sociale (DGO6) qui est chargée de vérifier le respect des principes de l'économie sociale tels que définis dans le décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale.

L'aide octroyée consiste en une subvention annuelle destinée à compenser les obligations de service public inhérentes à l'activité de réutilisation et de préparation à la réutilisation.

Cette subvention annuelle est payée par deux administrations distinctes :

- Le Service Public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement qui calcule le montant de subvention alloué en fonction du nombre de tonnes réutilisés annuellement en Région Wallonne, par type de déchets et de produits ou composants de produits ;
- La Direction de l'Économie sociale (SPW EER) pour compenser la perte de productivité liée à la mise à l'emploi de travailleurs n'ayant pas obtenu le CESS. La subvention est alors calculée en fonction de la masse salariale des travailleurs ciblés.

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

Le mandat est lié à l'agrément. L'agrément est octroyé pour une durée de 2 ans, renouvelables pour des périodes de 5 ans ensuite.

Exemple d'agrément octroyé : (voir pièce jointe « Oxfam solidarité 2020 à 2024 »)

Les « ressourceries » agréées se voient mandatées à gérer un S.I.E.G.. Celui-ci est uniquement destiné à permettre l'octroi de la subvention qui permet à l'entreprise de réutilisation agréée et mandatée de compenser la perte de productivité liée aux obligations de service public.

Le mandat est confié au S.I.E.G. conformément à la décision. Le S.I.E.G. comporte les

<p>obligations de service public suivantes :</p> <p>1° définir et mettre en œuvre un projet visant à rencontrer des besoins sociaux et sociétaux insuffisamment satisfaits;</p> <p>2° assurer le développement de l'entreprise de réutilisation dans ses activités et finalités particulières, liées au secteur de l'Economie sociale, en ayant recours à des travailleurs peu qualifiés et en favorisant l'association du personnel à la gestion de l'entreprise de réutilisation;</p> <p>3° assurer l'intérêt environnemental de la réutilisation des déchets, produits ou composants de produits;</p> <p>4° assurer le développement de la réutilisation et de la préparation à la réutilisation;</p> <p>5° assurer le respect d'autres obligations liées à l'agrément.</p>
<p>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</p>
<p>Les mandats sont liés à l'agrément. En cas de première demande d'agrément dans le cadre du dispositif « Ressourcerie », l'agrément est octroyé, par le Ministre wallon ayant l'Economie sociale dans ses attributions et le Ministre wallon de l'Environnement, pour une durée deux ans. La durée précitée est portée à cinq ans s'il s'agit d'une entreprise de réutilisation ayant obtenu un agrément dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 précité et disposant de l'agrément à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.</p>
<p>La durée de l'agrément est de cinq ans dans le cadre d'un renouvellement d'agrément.</p>
<p>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</p>
<p>Des droits sont octroyés, comme expliqué ci-dessus. L'agrément octroyé leur permet de bénéficier de subventions, cependant ces droits ne sont pas exclusifs.</p>
<p>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</p>
<p>Subventions directes.</p> <p>Détails des subventions octroyées dans ce dispositif :</p> <p>La subvention annuelle est liée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au nombre de tonnes réutilisées annuellement en Région wallonne par type de déchets et de produits ou composants de produits, pour lequel l'entreprise de réutilisation est agréée : <ul style="list-style-type: none"> o Textiles : 200€/tonne o Objets valorisable : 90€/tonne o DEEE (sauf IT) : 300€/tonne o DEEE (IT) : 375€/tonne o Cartouches et Toners : 450 €/tonne

<p>○ Produits de Construction : 75€/tonne</p> <p>- et aux ressources humaines affectées exclusivement aux activités de réutilisation (via la compensation d'un pourcentage de la masse salariale des personnes issues du groupe cible).</p> <p>Elle est complétée d'un bonus éventuel lié au nombre de tonnes réutilisées annuellement en Région wallonne par l'entreprise en surplus du tonnage prévu par son agrément, ventilées par type de déchets et de produits ou composants de produits</p>
<p>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</p>
<p>Le fonctionnement est le suivant : l'entreprise sollicite un agrément, dans lequel elle doit préciser les flux de déchets collectés et réutilisés ainsi que le nombre et le profil des travailleurs mis à l'emploi dans ces activités ; suite à quoi l'administration calcule le montant des subventions auquel a droit la structure (ce montant dépend uniquement des flux et des quantités de déchets réutilisés).</p> <p>L'aide octroyée consiste en une subvention annuelle destinée à compenser les obligations de service public inhérentes à l'activité de réutilisation et de préparation à la réutilisation.</p> <p>Cette subvention annuelle est payée par deux administrations distinctes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Service Public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement qui calcule le montant de subvention alloué en fonction du nombre de tonnes réutilisés annuellement en Région Wallonne, par type de déchets et de produits ou composants de produits ; • La Direction de l'Économie sociale (SPW EER) pour compenser la perte de productivité liée à la mise à l'emploi de travailleurs n'ayant pas obtenu le CESS. La subvention est alors calculée en fonction de la masse salariale des travailleurs ciblés. <p>Le paiement se fait en deux fois : lors du premier agrément, à la notification de l'agrément ou lors du versement du solde de l'année précédente, une avance de 75% de la subvention maximale est versée.</p> <p>La subvention maximale est déterminée par multiplication du nombre de tonnes réutilisées prévues dans l'agrément par le coefficient repris ci-dessus, ainsi que d'un coefficient prévu sur la masse salariale des personnes issues du public cible.</p> <p>Le solde de la subvention est versé l'année suivante, après déclaration par la structure et vérification par l'administration, du nombre de tonnes réellement réutilisées durant l'année et de la masse salariale des personnes issues du public cible. Le trop-perçu éventuel peut être déduit de l'avance versée.</p> <p>Le nombre de tonnes et les flux de déchets sont donc fixés dans l'agrément (qui peut être modifié sur demande de la structure pour l'année en cours ou les années suivantes). La masse salariale est quant à elle fluctuante, en fonction de l'engagement ou non de personnes issues du public cible.</p>

<p>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</p> <p>Le calcul mis en place permet d'éviter le double subventionnement (car l'entreprise doit également renseigner tous les subsides perçus par ailleurs pour ces mêmes dépenses).</p> <p>Lorsqu'une entreprise n'arrive pas à justifier le plafond de ses subventions, et que le solde à verser est négatif (càd lorsque l'entreprise justifie moins que l'avance versée), le montant du solde négatif est récupéré par compensation sur le(s) prochain(s) versement(s) de subvention.</p>
--

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Il n'y a pas d'aides de plus de 15 millions d'euros dans ce dispositif.

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)⁸⁵. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)

2018	2019
0.510 (tonnage) + 0.319 (emploi) = 0.829	0.558 (tonnage) + 0.469 (emploi) = 1.027

A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales⁸⁶

2018	2019
?	?

B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales⁸⁷

2018	2019
0.510 (tonnage) + 0.319 (emploi) = 0.829	0.558 (tonnage) + 0.469 (emploi) = 1.027

⁸⁵Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

⁸⁶Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

⁸⁷Voir la note de bas de page 3.

C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales⁸⁸	
2018	2019
?	?
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
Subventions directes	Subventions directes

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)⁸⁹	
2018	2019
17 entreprises : Montant moyen des aides : 48,76 € Taille des entreprises : PME	16 entreprises : Montant moyen des aides : 64.19 € Taille des entreprises : PME

Veillez également remplir l'annexe 2 en indiquant les montants totaux par section pour l'ensemble de l'État membre (non par région, autorité locale ou commune).

3. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE L'ENCADREMENT SIEG DE 2012

Sans objet.

8. PLAINTES DE TIERS

Veillez fournir un aperçu des plaintes déposées par des tiers, en particulier des actions engagées devant des juridictions nationales au sujet de mesures relevant du champ d'application de la décision SIEG de 2012 ou de l'encadrement SIEG de 2012. Veillez être aussi précis que possible dans votre réponse et mentionner le secteur dans lequel vous avez reçu des plaintes, le contenu de celles-ci et les suites éventuelles données par vos autorités ou l'issue probable de la procédure judiciaire.

⁸⁸Voir la note de bas de page 3.

⁸⁹ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

Sans objet.

9. QUESTIONS DIVERSES

a. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'élaboration d'un mandat répondant aux exigences de l'article 4 de la décision SIEG;
- la détermination du montant de la compensation conformément à l'article 5 de la décision SIEG;
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément à l'article 5, paragraphes 5 à 8, de la décision SIEG;
- le contrôle régulier d'une éventuelle surcompensation conformément à l'article 6 de la décision SIEG;

Veuillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

Pas de difficultés particulières rencontrées.

c. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de l'encadrement SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'organisation d'une consultation publique conformément au point 14 de l'encadrement SIEG;
- le respect des règles en matière de marchés publics conformément au point 19 de l'encadrement SIEG;
- la détermination du coût net évité conformément aux points 25 à 27 de l'encadrement SIEG;
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément aux points 33 à 38 de l'encadrement SIEG;

Veuillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

Sans objet.

- c. Si, dans votre rapport, vous souhaitez formuler d'autres observations sur l'application de la décision SIEG et de l'encadrement SIEG au sujet d'éléments non couverts par les questions ci-dessus, n'hésitez pas à le faire.

Pas de commentaires particuliers.

g) Autres secteurs :

I. Mandat SIEG Centre d'Ingénierie Touristique de Wallonie CITW+

Mise en œuvre d'activités de conseil et d'assistance technique visant à mettre en valeur un patrimoine, un territoire, une ville, un lieu ou un équipement touristique.

1. VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2018	2019
<i>Compensation des services d'intérêt économique général (1+2)</i>	0,341.245 EUR	0,372.899 EUR
(1) Compensation octroyée sur la base de la décision SIEG		
(2) Compensation octroyée sur la base de l'encadrement SIEG		

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre⁹⁰

Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le **contenu des services confiés en tant que SIEG**.

Le CITW est chargé de l'ingénierie touristique qui consiste en la mise en œuvre d'activités de conseil et d'assistance technique visant à mettre en valeur un patrimoine, un territoire, une ville, un lieu ou un équipement touristique dans le but d'en accroître l'attractivité et la compétitivité au profit du développement régional.

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés

⁹⁰ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

pour un secteur, le cas échéant.
<p>Actes individuels de subventionnement. Les modalités d'octroi et de maintien de l'aide sont prévues dans les dispositifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrêté du Gouvernement wallon octroyant une subvention au GIE CITW+ en vue de la mise en œuvre du projet « CITW+ - Ingénierie touristique transversale – Wallonie » du Portefeuille « Ingénierie Touristique de Wallonie » dans le cadre du programme opérationnel FEDER 2014-2020 pour la Wallonie. - Subvention au CITW+ pour des missions d'ingénierie touristique complémentaires à celles exercées dans le cadre des Fonds structurels et d'investissement 2014-2020.
<p>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</p>
6 années
<p>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</p>
/
<p>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</p>
Subventions directes
<p>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</p>
Le taux d'intervention public (européen et régional) est fixé à 90%.
<p>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</p>
<p>Article 13 de l'Arrêté du Gouvernement wallon octroyant une subvention au GIE CITW+ en vue de la mise en œuvre du projet « CITW+ - Ingénierie touristique transversale – Wallonie » du Portefeuille « Ingénierie Touristique de Wallonie » dans le cadre du programme opérationnel FEDER 2014-2020 pour la Wallonie.</p>
<p>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>
Publicité des services garanties via les différents canaux d'information.
Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)⁹¹. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2018	2019
0,341.245 EUR	0,372.899 EUR
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales⁹²	
2018	2019
/	/
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales⁹³	
2018	2019
0,341.245 EUR	0,372.899 EUR
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales⁹⁴	
2018	2019
/	/
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
/	/

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)⁹⁵	
2018	2019
/	/

⁹¹ Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

⁹² Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

⁹³ Voir la note de bas de page 3.

⁹⁴ Voir la note de bas de page 3.

⁹⁵ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

3. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE L'ENCADREMENT SIEG DE 2012

Veillez structurer cette partie de votre rapport en reprenant les catégories suivantes:

~~1) Compensations de SIEG supérieures à 15 millions d'EUR qui ne relèvent pas de la décision SIEG (veuillez préciser la décision de la Commission autorisant chaque mesure s'il y a lieu):~~

- ~~i. les services postaux;~~
- ~~ii. l'énergie;~~
- ~~iii. la collecte des déchets;~~
- ~~iv. l'approvisionnement en eau;~~
- ~~v. les liaisons aériennes ou maritimes avec les îles dont le trafic annuel moyen est supérieur à la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d), de la décision SIEG;~~
- ~~vi. les aéroports et ports dont le trafic annuel moyen est supérieur à la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d), de la décision SIEG;~~
- ~~vii. la culture;~~
- ~~viii. les services financiers;~~
- ~~ix. d'autres secteurs (à préciser).~~

Pour chacune des catégories énoncées ci-dessus, veuillez fournir des informations en utilisant le tableau suivant:

Section (par exemple iii. la collecte des déchets ou viii. les services financiers)
Sans objet
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre ⁹⁶
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
Sans objet
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

⁹⁶ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

Sans objet
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
Sans objet
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Sans objet
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Sans objet
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
Sans objet
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
Sans objet
Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).
Sans objet

Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)⁹⁷. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2018	2019
Sans objet	Sans objet
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales⁹⁸	
2018	2019

⁹⁷ Comme indiqué au point 62, sous b), de l'encadrement SIEG de 2012.

⁹⁸ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

Sans objet	Sans objet
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales⁹⁹	
2018	2019
Sans objet	Sans objet
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales¹⁰⁰	
2018	2019
Sans objet	Sans objet
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
Sans objet	Sans objet
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)¹⁰¹	
2018	2019
Sans objet	Sans objet

10. PLAINTES DE TIERS

Aucune

11. QUESTIONS DIVERSES

a. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- ~~l'élaboration d'un mandat répondant aux exigences de l'article 4 de la décision SIEG;~~
- ~~la détermination du montant de la compensation conformément à l'article 5 de la décision SIEG;~~

⁹⁹ Voir la note de bas de page 9.

¹⁰⁰ Voir la note de bas de page 9.

¹⁰¹ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de l'encadrement SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

- ~~la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément à l'article 5, paragraphes 5 à 8, de la décision SIEG;~~
- ~~le contrôle régulier d'une éventuelle surcompensation conformément à l'article 6 de la décision SIEG;~~

Veuillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

Sans objet

d. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de l'encadrement SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'organisation d'une consultation publique conformément au point 14 de l'encadrement SIEG; Sans objet
- le respect des règles en matière de marchés publics conformément au point 19 de l'encadrement SIEG; Sans objet
- la détermination du coût net évité conformément aux points 25 à 27 de l'encadrement SIEG; Sans objet
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément aux points 33 à 38 de l'encadrement SIEG; Sans objet

Veuillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

Sans objet

c. Si, dans votre rapport, vous souhaitez formuler d'autres observations sur l'application de la décision SIEG et de l'encadrement SIEG au sujet d'éléments non couverts par les questions ci-dessus, n'hésitez pas à le faire.

Sans objet

II. SA IMMOWAL – Mandat SIEG Tourisme

1. Etude, proposition et mise en œuvre d'une stratégie foncière et immobilière en liaison avec la politique menée par la Région wallonne dans le secteur du Tourisme ;
2. Valorisation, au sens large du terme, des biens immobiliers à des fins touristiques ou issus du secteur du tourisme ;
3. Etude de la faisabilité technico-administrative des projets touristiques (avec l'appui du CGT et du CITW) ou se rapportant à des biens de nature touristique et, le cas échéant, accompagnement à la mise en œuvre de ces projets.

1. Vue d'ensemble des dépenses

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2018	2019
Compensation des services d'intérêt économique général (1+2)	1,000	0,576
(1) Compensation octroyée sur la base de la décision SIEG	1,000	0,576
(2) Compensation octroyée sur la base de l'encadrement SIEG	0,000	0,000

Les montants repris ci-dessus sont les montants versés par la Wallonie à la SA IMMOWAL. La compensation de l'exercice 2018 ayant conduit à une surcompensation de 424k€, celle-ci a fait l'objet d'un report sur l'exercice 2019, limitant la compensation à 576k€.

Au terme de l'exercice 2019, les comptes arrêtent une surcompensation de 240k€ reportée sur l'exercice 2020.

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre¹⁰²

Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le **contenu des services confiés en tant que SIEG**.

¹⁰² Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

<p>1/ Etude, proposition et mise en œuvre d'une stratégie foncière et immobilière en liaison avec la politique menée par la Région wallonne dans le secteur du Tourisme ;</p> <p>2/ Valorisation, au sens large du terme, des biens immobiliers à des fins touristiques ou issus du secteur du tourisme, notamment en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - encourageant le développement de projets écoresponsables, - en lançant des procédures d'appels à projets ou en nouant des partenariats public-privé, - en veillant au respect, à la préservation et à la mise en valeur du patrimoine wallon, - en veillant au respect des principes de transparence, d'égalité de traitement et de concurrence. <p>3/ Etude de la faisabilité technico-administrative des projets touristiques (avec l'appui du CGT et du CITW) ou se rapportant à des biens de nature touristique et, le cas échéant, accompagnement à la mise en œuvre de ces projets.</p>
<p>Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>
<p>Mandat écrit établi entre le Commissariat Général au Tourisme et la SA IMMOWAL, contresigné par le Ministre du Tourisme de la Région wallonne (voir annexe)</p>
<p>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</p>
<p>10 ans</p>
<p>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</p>
<p>/</p>
<p>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</p>
<p>Subventions directes</p>
<p>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</p>
<p>La compensation financière annuellement accordée à IMMOWAL ne dépasse pas ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts, frais et charges généralement quelconques et de diverses natures supportées par IMMOWAL en exécution de ses missions de service public confiées en vertu de la convention, en tenant compte des éventuelles recettes à percevoir directement par et au profit d'IMMOWAL dans l'exercice de ces missions.</p> <p>Le montant de la compensation financière est accordé par la Région wallonne sur la base d'un budget prévisionnel d'IMMOWAL en exécution de ses missions de service public confiées en vertu de la convention, au regard des dépenses et recettes.</p> <p>Il est versé, en tout ou partie, à l'entame de l'année « N », au regard des missions de service public confiées en vertu de la convention se rapportant à cette année « N ».</p>

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.	
<p>Si, au terme d'un exercice, il est constaté une surcompensation (c'est-à-dire qu'une partie de la compensation accordée par la Région wallonne excède la couverture des coûts, frais et charges, en tant compte des éventuelles recettes à percevoir directement par IMMOVAL), cette surcompensation n'est pas remboursée à la Région wallonne mais vient en déduction de la compensation à accorder sur les exercices ultérieurs.</p> <p>A l'inverse, en cas de souscompensation, la Région wallonne veille à assurer sous les délais les plus brefs le complément de compensation nécessaire à la réalisation de missions de service public confiées en vertu de la convention.</p>	
<p>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>	
SANS OBJET	
Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)¹⁰³. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2018	2019
1,000	0,576
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales¹⁰⁴	
2018	2019
0,000	0,000
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales¹⁰⁵	
2018	2019
1,000	0,575

¹⁰³ Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

¹⁰⁴ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

¹⁰⁵ Voir la note de bas de page 3.

C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales¹⁰⁶	
2018	2019
0,000	0,000
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
Subvention : 100%	Subvention : 100%

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)¹⁰⁷	
2018	2019

3. Description de l'application de l'encadrement SIEG de 2012

Veuillez structurer cette partie de votre rapport en reprenant les catégories suivantes:

~~1) Compensations de SIEG supérieures à 15 millions d'EUR qui ne relèvent pas de la décision SIEG (veuillez préciser la décision de la Commission autorisant chaque mesure s'il y a lieu):~~

- ~~ix. les services postaux;~~
- ~~x. l'énergie;~~
- ~~xi. la collecte des déchets;~~
- ~~xii. l'approvisionnement en eau;~~
- ~~xiii. les liaisons aériennes ou maritimes avec les îles dont le trafic annuel moyen est supérieur à la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d), de la décision SIEG;~~
- ~~xiv. les aéroports et ports dont le trafic annuel moyen est supérieur à la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d), de la décision SIEG;~~
- ~~xv. la culture;~~
- ~~xvi. les services financiers;~~
- ~~ix. d'autres secteurs (à préciser).~~

¹⁰⁶ Voir la note de bas de page 3.

¹⁰⁷ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

Pour chacune des catégories énoncées ci-dessus, veuillez fournir des informations en utilisant le tableau suivant:

Section (par exemple iii. la collecte des déchets ou viii. les services financiers)
SANS OBJET
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre ¹⁰⁸
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
SANS OBJET
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
SANS OBJET
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
SANS OBJET
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
SANS OBJET
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
SANS OBJET
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
SANS OBJET
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
SANS OBJET
Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure

¹⁰⁸ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

SANS OBJET

Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)¹⁰⁹. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2018	2019
SANS OBJET	SANS OBJET
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales¹¹⁰	
2018	2019
SANS OBJET	SANS OBJET
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales¹¹¹	
2018	2019
SANS OBJET	SANS OBJET
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales¹¹²	
2018	2019
SANS OBJET	SANS OBJET
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
SANS OBJET	SANS OBJET
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)¹¹³	

¹⁰⁹ Comme indiqué au point 62, sous b), de l'encadrement SIEG de 2012.

¹¹⁰ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

¹¹¹ Voir la note de bas de page 9.

¹¹² Voir la note de bas de page 9.

¹¹³ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de l'encadrement SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le

2018	2019
SANS OBJET	SANS OBJET

12. Plaintes de tiers

AUCUNE

13. Questions diverses

a. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'élaboration d'un mandat répondant aux exigences de l'article 4 de la décision SIEG; **NON**
- la détermination du montant de la compensation conformément à l'article 5 de la décision SIEG; **NON**
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément à l'article 5, paragraphes 5 à 8, de la décision SIEG; **NON**
- le contrôle régulier d'une éventuelle surcompensation conformément à l'article 6 de la décision SIEG; **NON**

Veuillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

SANS OBJET

e. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de l'encadrement SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'organisation d'une consultation publique conformément au point 14 de l'encadrement SIEG; **SANS OBJET**
- le respect des règles en matière de marchés publics conformément au point 19 de l'encadrement SIEG; **SANS OBJET**
- la détermination du coût net évité conformément aux points 25 à 27 de l'encadrement SIEG; **SANS OBJET**

montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément aux points 33 à 38 de l'encadrement SIEG; **SANS OBJET**

Veillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

SANS OBJET

- c. Si, dans votre rapport, vous souhaitez formuler d'autres observations sur l'application de la décision SIEG et de l'encadrement SIEG au sujet d'éléments non couverts par les questions ci-dessus, n'hésitez pas à le faire.

SANS OBJET

III. SA IMMOWAL – Mandat SIEG AVIQ

Prospection et assistance à la mise en œuvre du projet du Plan wallon d'investissement (PWI) portant sur un nouveau bâtiment public responsable pour l'AViQ et Famiwal ;

En fonction de sa prospection, la S.A. proposera le projet de bâtiment correspondant le mieux aux ambitions et critères énoncés ainsi qu'aux besoins fonctionnels de l'AViQ et Famiwal, le tout dans une approche responsable d'optimisation des intérêts fonciers et budgétaires de la Wallonie.

Assistance à la négociation économique et juridique des conventions utiles à la mise en œuvre du projet, et ce jusqu'à la complète finalisation de ce dernier.

1. VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2018	2019
<i>Compensation des services d'intérêt économique général (1+2)</i>	0,000	0,000
(1) Compensation octroyée sur la base de la décision SIEG	0,000	0,000
(2) Compensation octroyée sur la base de l'encadrement SIEG	0,000	0,000

Aucun montant n'a été versé par la Wallonie à la SA IMMOWAL en 2018 et en 2019 concernant le SIEG AVIQ.

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre¹¹⁴

Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le **contenu des services confiés en tant que SIEG**.

Prospection et assistance à la mise en œuvre du projet du Plan wallon d'investissement

¹¹⁴ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

<p>(PWI) portant sur un nouveau bâtiment public responsable pour l'AViQ et Famiwal ;</p> <p>En fonction de sa prospection, la S.A. proposera le projet de bâtiment correspondant le mieux aux ambitions et critères énoncés ainsi qu'aux besoins fonctionnels de l'AViQ et Famiwal, le tout dans une approche responsable d'optimisation des intérêts fonciers et budgétaires de la Wallonie.</p> <p>Assistance à la négociation économique et juridique des conventions utiles à la mise en œuvre du projet, et ce jusqu'à la complète finalisation de ce dernier.</p>
<p>Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>
<p>Mandat écrit établi entre la Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne de Madame la Ministre Alda GREOLI, Ministre en charge de la politique de la Santé, de l'implantation des services et organismes, ainsi que de la gestion immobilière (voir annexe)</p>
<p>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</p>
<p>5 ans</p>
<p>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</p>
<p>/</p>
<p>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</p>
<p>Subventions directes</p>
<p>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</p>
<p>La compensation financière annuellement accordée à IMMOWAL ne dépasse pas ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts, frais et charges généralement quelconques et de diverses natures supportées par IMMOWAL en exécution de ses missions de service public confiées en vertu de la convention, en tenant compte des éventuelles recettes à percevoir directement par et au profit d'IMMOWAL dans l'exercice de ces missions.</p> <p>Le montant de la compensation financière est accordé par la Région wallonne sur la base d'un budget prévisionnel d'IMMOWAL en exécution de ses missions de service public confiées en vertu de la convention, au regard des dépenses et recettes.</p> <p>Le budget prévisionnel de l'année « N » est transmis par IMMOWAL au plus tard le 15 juillet de l'année qui la précède.</p> <p>Il est versé, en tout ou partie, au plus tard le 31 janvier de l'année « N », au regard des missions de service public confiées en vertu de la convention se rapportant à cette année « N ».</p>

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.	
Si, au terme d'un exercice, il est constaté une surcompensation (c'est-à-dire qu'une partie de la compensation accordée par la Région wallonne excède la couverture des coûts, frais et charges, en tant compte des éventuelles recettes à percevoir directement par IMMOWAL), cette surcompensation n'est pas remboursée à la Région wallonne mais vient en déduction de la compensation à accorder sur les exercices ultérieurs.	
A l'inverse, en cas de sous-compensation, la Région wallonne veille à assurer sous les délais les plus brefs le complément de compensation nécessaire à la réalisation de missions de service public confiées en vertu de la convention.	
Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).	
SANS OBJET	
Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)¹¹⁵. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2018	2019
0,000	0,000
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales¹¹⁶	
2018	2019
0,000	0,000
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales¹¹⁷	
2018	2019
0,000	0,000

¹¹⁵ Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

¹¹⁶ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

¹¹⁷ Voir la note de bas de page 3.

C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales¹¹⁸	
2018	2019
0,000	0,000
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)¹¹⁹	
2018	2019

3. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE L'ENCADREMENT SIEG DE 2012

Veillez structurer cette partie de votre rapport en reprenant les catégories suivantes:

~~1) Compensations de SIEG supérieures à 15 millions d'EUR qui ne relèvent pas de la décision SIEG (veuillez préciser la décision de la Commission autorisant chaque mesure s'il y a lieu):~~

~~xvii. les services postaux;~~

~~xviii. l'énergie;~~

~~xix. la collecte des déchets;~~

~~xx. l'approvisionnement en eau;~~

~~xxi. les liaisons aériennes ou maritimes avec les îles dont le trafic annuel moyen est supérieur à la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d), de la décision SIEG;~~

~~xxii. les aéroports et ports dont le trafic annuel moyen est supérieur à la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d), de la décision SIEG;~~

~~xxiii. la culture;~~

~~xxiv. les services financiers;~~

~~ix. d'autres secteurs (à préciser).~~

¹¹⁸ Voir la note de bas de page 3.

¹¹⁹ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

Pour chacune des catégories énoncées ci-dessus, veuillez fournir des informations en utilisant le tableau suivant:

Section (par exemple iii. la collecte des déchets ou viii. les services financiers)
SANS OBJET
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre¹²⁰
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
SANS OBJET
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
SANS OBJET
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
SANS OBJET
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
SANS OBJET
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
SANS OBJET
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
SANS OBJET
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations .
SANS OBJET

¹²⁰ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

SANS OBJET

Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)¹²¹. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2018	2019
SANS OBJET	SANS OBJET
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales¹²²	
2018	2019
SANS OBJET	SANS OBJET
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales¹²³	
2018	2019
SANS OBJET	SANS OBJET
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales¹²⁴	
2018	2019
SANS OBJET	SANS OBJET
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
SANS OBJET	SANS OBJET
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)¹²⁵	

¹²¹ Comme indiqué au point 62, sous b), de l'encadrement SIEG de 2012.

¹²² Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

¹²³ Voir la note de bas de page 9.

¹²⁴ Voir la note de bas de page 9.

2018	2019
SANS OBJET	SANS OBJET

14. PLAINTES DE TIERS

AUCUNE

15. QUESTIONS DIVERSES

a. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'élaboration d'un mandat répondant aux exigences de l'article 4 de la décision SIEG; **NON**
- la détermination du montant de la compensation conformément à l'article 5 de la décision SIEG; **NON**
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément à l'article 5, paragraphes 5 à 8, de la décision SIEG; **NON**
- le contrôle régulier d'une éventuelle surcompensation conformément à l'article 6 de la décision SIEG; **NON**

Veuillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

SANS OBJET

f. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de l'encadrement SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'organisation d'une consultation publique conformément au point 14 de l'encadrement SIEG; **SANS OBJET**
- le respect des règles en matière de marchés publics conformément au point 19 de l'encadrement SIEG; **SANS OBJET**

¹²⁵ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de l'encadrement SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

- la détermination du coût net évité conformément aux points 25 à 27 de l'encadrement SIEG; **SANS OBJET**
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément aux points 33 à 38 de l'encadrement SIEG; **SANS OBJET**

Veillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

SANS OBJET

- c. Si, dans votre rapport, vous souhaitez formuler d'autres observations sur l'application de la décision SIEG et de l'encadrement SIEG au sujet d'éléments non couverts par les questions ci-dessus, n'hésitez pas à le faire.

SANS OBJET

Annexe

Convention de mandat SIEG confiant à Immowal S.A. la mission de prospection et assistance à la mise en œuvre du projet du plan wallon d'investissement portant sur un nouveau bâtiment public responsable pour l'AVIQ et FAMIWAL

ENTRE

LA REGION WALLONNE,

Représentée par son Gouvernement, en la personne de Madame la Ministre Alda GREOLI, Ministre en charge de la politique de la Santé, de l'implantation des services et organismes, ainsi que de la gestion immobilière ;

Ci-après, « la Région wallonne » ou « le mandant »

ET

IMMOWAL, société anonyme, BCE 0427.724.963

Représentée par Monsieur José CORDOVIL, Président, et Tanguy STUCKENS, Vice-président, Dont le siège est établi à 5100 Jambes, Avenue Gouverneur Bovesse, 74

Ci-après, « IMMOWAL » ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} : Objet de la convention

1.1. La présente convention a pour objet de définir notamment l'étendue, les modalités d'exécution et de contrôle ainsi que la durée du mandat confié par la Région wallonne, à IMMOWAL, qui l'accepte.

1.2. Par ce mandat, la Région wallonne confie à IMMOWAL les missions de service public décrites à l'article 4 de la présente convention.

1.3. Dans le cadre de la réalisation des missions de service public qui lui sont confiées par la présente convention, IMMOWAL effectue l'ensemble de ses opérations pour le compte de la Région wallonne.

1.4. Sans préjudice du mécanisme de la compensation prévu à l'article 9, le mandat est donné à titre purement gratuit.

1.5. La présente convention s'entend sans préjudice d'autres conventions et mandats qui peuvent être confiés par la Région wallonne ou une autre autorité publique valablement mandatée, conformément au Code du Tourisme et aux statuts d'Immowal.

Article 2 : Biens concernés par la convention

Les biens visés concernés par la présente convention sont ceux visés à l'article 4.

Article 3 : Champ d'application territorial de la convention

IMMOWAL exercera toute opération nécessaire à l'exécution du présent mandat, sans limitation territoriale d'intervention.

Article 4 : Définition et étendue des missions de service public

4.1. Par la présente convention, la Région wallonne confie à IMMOWAL les missions de prospection et d'assistance à la mise en œuvre du projet du Plan wallon d'investissement (PWI) portant sur un nouveau bâtiment public responsable pour l'AVIQ et FAMIWAL (ci-après « les Organismes »).

En fonction de sa prospection, IMMOWAL proposera le projet de bâtiment correspondant le mieux aux ambitions et critères énoncés dans la fiche projet n°10 du PWI ainsi qu'aux besoins fonctionnels des Organismes, le tout dans une approche responsable d'optimisation des intérêts fonciers et budgétaires de la Wallonie.

IMMOWAL assistera également les Organismes dans la négociation économique et juridique des conventions utiles à la mise en œuvre du projet, et ce jusqu'à la complète finalisation de ce-dernier.

4.2. Ces missions visent la satisfaction de l'intérêt général.

Article 5 : Modalités d'exécution des missions

5.1. Dans le cadre de l'exécution des missions de service public issues de la présente convention, IMMOWAL, est habilité à poser tous les actes qu'elle jugera directement ou indirectement nécessaires et ce, dans les limites de ses statuts et du Code du Tourisme et sans préjudice de l'accord des mandants dans leurs compétences respectives.

5.2 IMMOWAL, ainsi que le personnel affecté à ces missions, agissent au nom et pour le compte de la Région wallonne et se présentent en cette qualité aux tiers.

Article 6 : Obligations d'IMMOWAL

6.1. IMMOWAL s'engage à respecter les principes/lois du service public (mutabilité, continuité et égalité) tant que le mandat est en vigueur. Elle s'engage dès lors à accomplir l'ensemble des activités, qui relèvent de ses missions de service public, avec continuité et régularité. Elle respecte l'égalité des usagers face au service public. Elle prend tout acte qui permet d'adapter le service public à l'évolution des besoins de la collectivité.

6.2 IMMOWAL est tenue d'accomplir le mandat tant qu'elle en demeure chargée, et répond des dommages et intérêts qui pourraient résulter de son inexécution, de son dol ou des fautes qu'elle ou ses membres et préposés commettent dans sa gestion.

6.3. IMMOWAL se conforme aux instructions données par son mandant pour l'exécution des missions de service public qu'il lui confie.

6.4. IMMOWAL est tenue de rendre compte de sa gestion concernant les missions de service public qui lui sont confiées.

6.5. IMMOWAL tient une comptabilité analytique permettant de distinguer les dépenses liées à l'exécution des missions confiées dans le cadre de cette convention de tout montant lié aux prestations ne relevant pas de ces missions.

6.6. IMMOWAL agit en tout temps avec diligence et loyauté.

Article 7 : Obligation de la Région wallonne

La Région wallonne veille à permettre à IMMOWAL de s'acquitter de ses tâches. Pour ce faire, elle communique toutes les informations utiles, ainsi qu'elle lui remet tous les documents et les pièces nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Dans le cadre du mécanisme de la compensation prévu à l'article 9, elle veille à son subventionnement ou à sa dotation en moyens financiers suffisants pour lui permettre de rencontrer les missions de service public visées par la présente convention.

Article 8 : Contrôle de la Région wallonne sur l'activité d'IMMOWAL

8.1. Les activités d'IMMOWAL effectuées dans le cadre des missions de service public confiées par la présente convention, et l'utilisation des moyens alloués par la Région wallonne pour permettre à IMMOWAL de rencontrer ces missions, sont contrôlées par la Région wallonne.

8.2. Ce contrôle est effectué sur pièces, au moyen des justifications transmises par IMMOWAL. Un contrôle sur place peut également être organisé lorsque les circonstances l'exigent.

8.3. Trimestriellement, un rapport est transmis aux commissaires du Gouvernement concernant les recettes et dépenses comptabilisées durant le trimestre qui précède et en lien avec les missions de service public.

Article 9 : Mécanisme de compensation financière

9.1. La compensation financière accordée à IMMOWAL ne dépasse pas ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts, frais et charges généralement quelconques et de diverses natures supportées par IMMOWAL en exécution de ses missions de service public confiées en vertu de la présente convention, en tenant compte des éventuelles recettes à percevoir directement par et au profit d'IMMOWAL dans l'exercice de ces missions.

9.2. Le montant de la compensation financière est accordé par la Région wallonne sur la base d'un budget prévisionnel d'IMMOWAL en exécution de ses missions de service public confiées en vertu de la présente convention, au regard des dépenses visées au point 9.1. Le budget prévisionnel de l'année « N » est transmis par IMMOWAL au plus tard le 15 juillet de l'année qui la précède.

Il est versé, en tout ou partie, au plus tard le 31 janvier de l'année « N », au regard des missions de service public confiées en vertu de la présente convention se rapportant à cette année « N ».

9.3. Si, au terme d'un exercice, il est constaté une surcompensation (c'est-à-dire qu'une partie de la compensation accordée par la Région wallonne excède la couverture des coûts, frais et charges visés au 9.1, en tant compte des éventuelles recettes à percevoir directement par IMMOWAL), cette surcompensation n'est pas remboursée à la Région wallonne mais vient en déduction de la compensation à accorder sur les exercices ultérieurs.

A l'inverse, en cas de sous-compensation, la Région wallonne veille à assurer sous les délais les plus brefs le complément de compensation nécessaire à la réalisation de missions de service public confiées en vertu de la présente convention.

Article 10: Entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention prendra effet à dater de sa signature par l'ensemble des parties.

Elle s'éteindra de plein droit lors de l'installation de l'AVIQ et FAMIWAL dans leur nouveau bâtiment, c'est-à-dire au plus tard fin 2024.

La convention peut être reconduite sur simple courrier du mandant.

Article 11 : Résolution du mandat par la Région wallonne

Le présent mandat peut être résolu de plein droit par la Région wallonne, moyennant un préavis de trois mois.

Article 12 : Caractère *intuitu personae* de la présente convention

En raison du caractère *intuitu personae* de la présente convention, celle-ci prend fin de plein droit en cas de dissolution ou au terme de la clôture de la liquidation d'IMMOWAL.

Article 13 : Fin de la convention

La convention prend fin :

- À l'expiration du terme mentionné à l'article 10;
- En cas de résolution du mandat par la Région wallonne, conformément à l'article 11 ;
- En cas de dissolution ou de faillite d'IMMOWAL, conformément à l'article 12.

Article 14 : Loi applicable et juridictions compétentes

La présente convention est régie par le droit belge.

Les juridictions compétentes sont les cours et tribunaux de Namur.

Fait en 2 exemplaires, à Namur, le

Pour le Gouvernement wallon,

Pour IMMOWAL,

IV. Soutien à la restauration et gestion des milieux naturels
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre¹²⁶
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
<p>1. Programme wallon de développement rural 2014-2020 (PWDR 2014-2020) Mesure 7.6 « Soutien à la restauration et gestion des milieux naturels ». Cette mesure consiste à restaurer et à gérer les habitats typiques de certaines zones situées dans la structure écologique principale dont fait partie Natura 2000.</p> <p>2. Subventions supplémentaires non-agricoles accordées pour les surfaces supplémentaires de lisières et d'îlots de conservation (allant au-delà des exigences légales).</p>
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
<p>Directives « Oiseaux » et « Habitats ».</p> <p>Règlement 1305/2013 et ses règlements d'exécution.</p> <p>Code Forestier 2008.</p> <p>Arrêtés indemnités et subventions Natura 2000.</p> <p>Pour la mesure issue du PWDR 2014-2020, l'ensemble des arrêtés de subvention et de désignation de sites Natura 2000 accordés dans le cadre de la mesure 7.6</p>
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
<p>* Pour la mesure 7.6., cette dernière est en vigueur pour six années. La subvention est, quant à elle, liquidée en une fois et couvre les frais engendrés par la restauration (subvention versée sur présentation d'une facture acquittée ou d'une déclaration de créance).</p> <p>* Pour la subvention supplémentaire non-agricole, il s'agit d'une subvention annuelle.</p>
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
/
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?

¹²⁶ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

Subventions.
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p>* Une compensation nette est accordée au prorata des services rendus. Les subventions directes sont limitées aux dépenses présentées et donnant octroi à ladite subvention.</p> <p>* Une évaluation scientifique et technique pour l'entretien, la restauration ou la protection du milieu visé permet de fixer le coût net et la subvention à accorder dans ce but.</p>
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
Cf. Articles 12 et 13 de l'Arrêté du Gouvernement wallon « indemnités »

<p>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>	
<p>1. Appels à projets. Pour la mesure 7.6 « Soutien à la restauration et gestion des milieux naturels », un appel à projets a lieu tous les trois mois afin de sélectionner les projets répondants aux critères définis dans le PWDR. Les informations sur les appels à projets sont notamment disponibles sur les différents portails de la Région wallonne.</p> <p>2. Déclaration de superficie. Ceux qui sollicitent les subventions supplémentaires non-agricoles accordées pour les surfaces supplémentaires de lisières et d'îlots de conservation (allant au-delà des exigences légales) doivent déclarer ces surfaces annuellement dans le cadre des déclarations de superficie au même titre que les producteurs (agriculteurs ou forestiers).</p>	
Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)¹²⁷. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2018	2019
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales¹²⁸	

¹²⁷ Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

2018	2019
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales¹²⁹	
2018	2019
247.148,97 €	543.928,87 €
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales¹³⁰	
2018	2019
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) ¹³¹			
2018		2019	
Nombre de bénéficiaires		Nombre de bénéficiaires	
77		108	
Montant moyen des aides (en milliers d'€)		Montant moyen des aides (en milliers d'€)	
3.209,73 €		5.036,38 €	

¹²⁸ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

¹²⁹ Voir la note de bas de page 3.

¹³⁰ Voir la note de bas de page 3.

¹³¹ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

Annex 4

Les Services d'intérêt économique général (SIEG) - Rapports à présenter en vertu de l'article 9 de la Décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 relative aux aides d'Etat sous forme de compensation de Service public

Fédération Wallonie-Bruxelles

Août 2020



2. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG DE 2012

1) les services sociaux [article 2, paragraphe 1, point c)]:

b) la garde d'enfants;

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre¹
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .

¹ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
<p>Décret du 17/07/2002 sur la réforme de l'ONE lui conférant la mission de service public d'autoriser, agréer et subventionner les milieux d'accueil 0-6 ans. http://www.galilex.cfwb.be/document/pdf/26853_002.pdf</p> <p>Arrêté du 27/02/2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil organisant l'autorisation, l'agrément et le subventionnement des différents types de milieux d'accueil existants en communauté française de Belgique. http://www.galilex.cfwb.be/document/pdf/27602_006.pdf</p>
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
//
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
//
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
//
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
//
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
//

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

//

Montant des aides octroyées

B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales²

2018	2019
171.986,3	198.454,7

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)³

2018	2019
32 940 places subventionnées par l'ONE	33 337 places subventionnées par l'ONE

² Voir la note de bas de page 3.

³ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

Annex 5

Service d'Intérêt Economique Général

-

Rapport 2020

Contributions des administrations et organismes
d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale

Contents

1. Bruxelles Economie Emploi - volet "économie sociale".....	3
2. Bruxelles Economie Emploi - volet "Emploi"	15
3. Direction Egalité des Chances.....	26
4. Bruxelles Environnement.....	31
5. FEDER.....	34
6. Villo	47
7. SLRB – Logement social bruxellois.....	58
8. Citydev.....	89
9. Urban.....	99
10. Actiris.....	119
11. Commission Communautaire Commune (COCOM).....	129

1. Bruxelles Economie Emploi - volet "économie sociale"
--

ANNEXE 1

Services d'intérêt économique général: orientations concernant le rapport à présenter conformément à la décision SIEG de 2012 et à l'encadrement SIEG de 2012

Les obligations en matière de présentation de rapports sont énoncées à l'article 9 de la décision SIEG de 2012:

Tous les deux ans, chaque État membre remet à la Commission un rapport sur la mise en œuvre de la présente décision. Ces rapports comprennent une description détaillée de l'application de la présente décision en ce qui concerne les différentes catégories de services visées à l'article 2, paragraphe 1, exposant notamment:

*i*une description de l'application de la présente décision aux services relevant de son champ d'application, y compris les activités internes;

*ii*le montant total des aides octroyées conformément à la présente décision avec une ventilation selon le secteur économique des bénéficiaires;

*iii*si, pour un type donné de service, l'application de la présente décision a entraîné des difficultés ou des plaintes de la part de tiers; et

*iv*fournissent, sur demande de la Commission formulée en temps utile avant la présentation du rapport, toute autre information concernant l'application de la présente décision.

Le point 62 de l'encadrement SIEG de 2012 définit, en principe, des obligations en matière de présentation de rapports identiques pour les aides octroyées au titre de cet encadrement.

Veillez structurer votre rapport de la manière suivante:

1. VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES

Veillez remplir le tableau suivant:

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2018	2019
Compensation des services d'intérêt économique général (1+2)	59,080109	57,508435
(1) Compensation octroyée sur la base de la décision SIEG	59,080109	57,508435
(2) Compensation octroyée sur la base de l'encadrement SIEG	0	0

2. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG DE 2012

Veillez structurer cette partie de votre rapport en reprenant les catégories suivantes:

- 1) les hôpitaux fournissant des soins médicaux, notamment s'il y a lieu, des services d'urgence [article 2, paragraphe 1, point b)];
- 2) les services sociaux [article 2, paragraphe 1, point c)]:
 - a) les soins de santé et de longue durée;
 - b) la garde d'enfants;
 - c) l'accès et la réinsertion sur le marché du travail;
 - d) le logement social;
 - e) les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables;

- f) d'autres services sociaux(le cas échéant);
- 3) les liaisons aériennes ou maritimes avec les îles dont le trafic annuel moyen ne dépasse pas la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d);
- 4) les aéroports et ports dont le trafic annuel moyen ne dépasse pas la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d);
- 5) les compensations de SIEG ne dépassant pas un montant annuel de 15 millions d'EUR [article 2, paragraphe 1, point a)]:
- a) les services postaux;
 - b) l'énergie;
 - c) la collecte des déchets;
 - d) l'approvisionnement en eau;
 - e) la culture;
 - f) les services financiers;
 - g) d'autres secteurs (à préciser).

Pour chacune des catégories énoncées ci-dessus, veuillez fournir des informations en utilisant le tableau suivant:

Section [par exemple 1) les hôpitaux ou 2 b) la garde d'enfants]
<p>g) autres secteurs</p> <p>Autres compensations de SIEG ne dépassant pas 15 millions d'EUR :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1) Stimulation de l'esprit d'entreprise 2) Encouragement des programmes d'accompagnement des PME 3) Aides à la création et au fonctionnement de structures d'accueil pour micro entreprises 4) Soutien à l'activité du Commerce 5) Soutien à l'activité du Tourisme
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre ¹
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .

¹ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

- Stimulation de l'esprit d'entreprise :
 - Promotion et encouragement à l'esprit entrepreneurial ;
 - Formation continue en management pour cadres, dirigeants et jeunes diplômés par des programmes post universitaires ;
 - Octroi de garanties aux organismes de crédit afin que les PME et les indépendants puissent plus facilement accéder à des crédits professionnels ;
 - Support de l'innovation entrepreneuriale.
- Encouragement des programmes d'accompagnement des PME :
 - Accompagnement général dans les domaines de la gestion d'entreprise, validation technologique, recherche de capitaux ou de partenaires financiers ;
 - Accompagnement spécialisé de projets entrepreneuriaux dans des thématiques constituant des menaces ou des opportunités pour les entrepreneurs bruxellois ;
 - Fourniture de conseils juridiques, fiscaux et comptables ;
 - Facilitation des démarches administratives ;
 - Internationalisation des entreprises ;
 - Digitalisation ;
 - Soutien du passage à l'économie circulaire.
- Aides à la création et au fonctionnement de structures d'accueil pour entreprises telles que :
 - Les centres d'entreprises qui mettent à la disposition des jeunes entreprises une formule d'hébergement comprenant de nombreux services communs et un accompagnement par des experts en gestion;
 - Les guichets d'économie locale qui accompagnent les futurs entrepreneurs et qui travaillent en étroite collaboration avec les centres d'entreprises ainsi qu'avec les acteurs locaux chargés de promouvoir l'emploi;
 - Les incubateurs qui sont liés à une université ou à une haute école et qui ont pour but d'héberger des spin-offs universitaires ou autres start-up innovantes issues de la recherche scientifique, en leur offrant des services communs et un accompagnement.
- Soutien à l'activité du tourisme :
 - Promotion de Bruxelles comme destination pour le tourisme d'affaires et de congrès.
- Soutien à l'activité du Commerce : stimuler le développement commercial, renforcer l'identité des quartiers commerçants en améliorant leur environnement et mettre en œuvre une stratégie de marketing urbain.

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

- Arrêté de subvention avec ou sans convention en faveur d'entreprises exerçant des SIEG. Il est important de noter que ces entreprises sont sélectionnées sur la base de différents appels à projets thématiques (gage de qualité).
- Contrat de gestion en faveur d'organismes d'intérêt public régionaux.

Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

- Arrêté de subvention : 1 an

<ul style="list-style-type: none"> ○ Contrat de gestion : 5 ans
<p>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</p>
<p>Aucun droit exclusif ou spécial n'est appliqué dans le cadre des arrêtés de subventions en faveur des entreprises.</p> <p>En ce qui concerne les organismes d'intérêt public régionaux, certains ont été créés via une ordonnance mentionnant leurs droits et leurs obligations. Ces organismes bénéficient de droits exclusifs au sens de la directive 2006/111/CE du 18/11/2006.</p>
<p>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</p>
<p>Subventions directes en frais de fonctionnement et d'investissement.</p>
<p>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ○ Arrêté de subvention : <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'arrêté de subvention, avec ou sans convention, prévoit la description détaillée de l'action subventionnée (généralement des frais de fonctionnement), un budget prévisionnel des dépenses, un délai de réalisation, une date limite pour la remise des pièces justificatives des dépenses réalisées, un rapport d'activités ainsi qu'un décompte des recettes et dépenses. ○ Contrat de gestion (subvention) : <ul style="list-style-type: none"> ▪ celui-ci mentionne expressément et de manière détaillée la sujétion et la conformité des activités prestées par l'organisme d'intérêt public régional aux règles communautaires en matière de SIEG ainsi que le mode de calcul des compensations tel que repris dans la Décision.
<p>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ○ Arrêté de subvention : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les subventions sont soumises à l'application de l'ordonnance organique du 23.02.2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle. <p>Le paiement de la subvention est effectué en deux ou plusieurs tranches. Afin d'éviter une surcompensation, la dernière tranche est liquidée sur la base de la remise des pièces justificatives relatives à l'ensemble des dépenses réalisées.</p> <p>Si une partie des dépenses n'est pas admissible (dépenses ne correspondant pas à l'objet de la subvention ou dont la nature ne peut être prise en charge par la subvention), le montant de la subvention sera revu en due conséquence.</p> <p>De plus, la subvention ne pouvant avoir pour objet de donner lieu à un enrichissement pour le bénéficiaire, le montant de la subvention est plafonné au montant permettant</p>

de réaliser l'équilibre financier entre les recettes et les dépenses de l'entreprise ou de l'action subsidiée.

Enfin, si la surcompensation n'a pu être évitée, le service de l'Inspection économique constatera l'infraction et en fera part à l'ordonnateur qui établira le droit constaté de recouvrement et le notifiera au bénéficiaire de la subvention.

- Contrat de gestion :
 - Celui-ci prévoit des modalités d'évaluation (évaluation externe, évaluation des actions annuelles des missions organiques et des missions déléguées) et de contrôle (rapport au gouvernement reprenant notamment un flux de trésorerie, un rapport annuel de l'exécution du contrat, un budget prévisionnel ainsi que les comptes annuels de l'exploitation) ;
 - Le contrat comprend également un chapitre consacré à l'inexécution contractuelle.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Les différentes obligations liées aux SIEG sont explicitées dans la convention, dans le contrat de gestion ou dans tout document tenant lieu de mandat et conclu avec le bénéficiaire notamment l'exigence de la tenue d'une comptabilité séparée. Un contrôle sur place peut également être effectué.

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)². Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)

2018	2019
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales³	

² Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

³ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

2018	2019
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales⁴	
2018	2019
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales⁵	
2018	2019
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)⁶	
2018	2019
60	38

VEUILLEZ ÉGALEMENT REMPLIR L'ANNEXE 2 EN INDIQUANT LES MONTANTS TOTAUX PAR SECTION POUR L'ENSEMBLE DE L'ÉTAT MEMBRE (NON PAR RÉGION, AUTORITÉ LOCALE OU COMMUNE).

3. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE L'ENCADREMENT SIEG DE 2012

Veillez structurer cette partie de votre rapport en reprenant les catégories suivantes:

- 1) Compensations de SIEG supérieures à 15 millions d'EUR qui ne relèvent pas de la décision SIEG (veuillez préciser la décision de la Commission autorisant chaque mesure s'il y a lieu):
 - i. les services postaux;
 - ii. l'énergie;
 - iii. la collecte des déchets;
 - iv. l'approvisionnement en eau;

⁴ Voir la note de bas de page 3.

⁵ Voir la note de bas de page 3.

⁶ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

- v. les liaisons aériennes ou maritimes avec les îles dont le trafic annuel moyen est supérieur à la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d), de la décision SIEG;
- vi. les aéroports et ports dont le trafic annuel moyen est supérieur à la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d), de la décision SIEG;
- vii. la culture;
- viii. les services financiers;
- ix. d'autres secteurs (à préciser).

Pour chacune des catégories énoncées ci-dessus, veuillez fournir des informations en utilisant le tableau suivant:

Section (par exemple iii. la collecte des déchets ou viii. les services financiers)
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre ⁷
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.

⁷ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)⁸. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2018	2019
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales⁹	
2018	2019
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales¹⁰	
2018	2019

⁸ Comme indiqué au point 62, sous b), de l'encadrement SIEG de 2012.

⁹ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

¹⁰ Voir la note de bas de page 9.

C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales¹¹	
2018	2019
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)¹²	
2018	2019

Veuillez également remplir l'annexe 2 en indiquant les montants totaux par section pour l'ensemble de l'État membre (non par région, autorité locale ou commune).

4. PLAINTES DE TIERS

Veuillez fournir un aperçu des plaintes déposées par des tiers, en particulier des actions engagées devant des juridictions nationales au sujet de mesures relevant du champ d'application de la décision SIEG de 2012 ou de l'encadrement SIEG de 2012. Veuillez être aussi précis que possible dans votre réponse et mentionner le secteur dans lequel vous avez reçu des plaintes, le contenu de celles-ci et les suites éventuelles données par vos autorités ou l'issue probable de la procédure judiciaire.

5. QUESTIONS DIVERSES

- a. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:
 - l'élaboration d'un mandat répondant aux exigences de l'article 4 de la décision SIEG;
 - la détermination du montant de la compensation conformément à l'article 5 de la décision SIEG;
 - la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément à l'article 5, paragraphes 5 à 8, de la décision SIEG;

¹¹ Voir la note de bas de page 9.

¹² La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de l'encadrement SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

- le contrôle régulier d'une éventuelle surcompensation conformément à l'article 6 de la décision SIEG;

Veillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

b. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de l'encadrement SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'organisation d'une consultation publique conformément au point 14 de l'encadrement SIEG;
- le respect des règles en matière de marchés publics conformément au point 19 de l'encadrement SIEG;
- la détermination du coût net évité conformément aux points 25 à 27 de l'encadrement SIEG;
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément aux points 33 à 38 de l'encadrement SIEG;

Veillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

c. Si, dans votre rapport, vous souhaitez formuler d'autres observations sur l'application de la décision SIEG et de l'encadrement SIEG au sujet d'éléments non couverts par les questions ci-dessus, n'hésitez pas à le faire.

2. Bruxelles Economie Emploi - volet "Emploi"
--

ANNEXE 1

Services d'intérêt économique général: orientations concernant le rapport à présenter conformément à la décision SIEG de 2012 et à l'encadrement SIEG de 2012

Les obligations en matière de présentation de rapports sont énoncées à l'article 9 de la décision SIEG de 2012:

Tous les deux ans, chaque État membre remet à la Commission un rapport sur la mise en œuvre de la présente décision. Ces rapports comprennent une description détaillée de l'application de la présente décision en ce qui concerne les différentes catégories de services visées à l'article 2, paragraphe 1, exposant notamment:

*v*une description de l'application de la présente décision aux services relevant de son champ d'application, y compris les activités internes;

*v*le montant total des aides octroyées conformément à la présente décision avec une ventilation selon le secteur économique des bénéficiaires;

*v*isi, pour un type donné de service, l'application de la présente décision a entraîné des difficultés ou des plaintes de la part de tiers; et

*viii*fournissent, sur demande de la Commission formulée en temps utile avant la présentation du rapport, toute autre information concernant l'application de la présente décision.

Le point 62 de l'encadrement SIEG de 2012 définit, en principe, des obligations en matière de présentation de rapports identiques pour les aides octroyées au titre de cet encadrement.

Veuillez structurer votre rapport de la manière suivante:

1. Vue d'ensemble des dépenses

Veuillez remplir le tableau suivant:

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2018	2019
Compensation des services d'intérêt économique général (1+2)	2,362,493,34	914.250.00
(1) Compensation octroyée sur la base de la décision SIEG	2,362,493,34	914.250.00
(2) Compensation octroyée sur la base de l'encadrement SIEG		

2. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG DE 2012

Veuillez structurer cette partie de votre rapport en reprenant les catégories suivantes:

- 1) les hôpitaux fournissant des soins médicaux, notamment s'il y a lieu, des services d'urgence [article 2, paragraphe 1, point b)];
- 2) les services sociaux [article 2, paragraphe 1, point c)]:
 - a) les soins de santé et de longue durée;
 - b) la garde d'enfants;
 - c) l'accès et la réinsertion sur le marché du travail;
 - d) le logement social;
 - e) les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables;
 - f) d'autres services sociaux (le cas échéant);
- 3) les liaisons aériennes ou maritimes avec les îles dont le trafic annuel moyen ne dépasse pas la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d);
- 4) les aéroports et ports dont le trafic annuel moyen ne dépasse pas la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d);
- 5) les compensations de SIEG ne dépassant pas un montant annuel de 15 millions d'EUR [article 2, paragraphe 1, point a)]:
 - h) les services postaux;
 - i) l'énergie;
 - j) la collecte des déchets;
 - k) l'approvisionnement en eau;
 - l) la culture;
 - m) les services financiers;
 - n) d'autres secteurs (à préciser).

Pour chacune des catégories énoncées ci-dessus, veuillez fournir des informations en utilisant le tableau suivant:

Section [par exemple 1) les hôpitaux ou 2 b) la garde d'enfants]
5) g) autres secteurs
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre ¹³
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
<p>Les différentes compensations accordées en SIEG visent à soutenir l'économie sociale via :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Un appel à projet annuel qui a soutenu des entreprises sociales et innovantes ainsi que des plateformes collaborative ; -Un soutien financier aux agences d'intérim sociales ; -Un financement des agences conseils qui encadrent les entreprises d'économie sociale à Bruxelles ; -Un financement des coopératives d'activités ; -Un support financier à une structure qui accorde des prêts au secteur de l'économie sociale.
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Les mandats prennent la forme d'une convention conclue entre la Région et le bénéficiaire. Il n'y a pas de convention sectorielle type. La compensation prend la forme d'un arrêté de financement annuel.
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
1 an
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
NA
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?

¹³ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

Subventions en frais de fonctionnement
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
La liquidation des compensations est basée sur des frais réels et directs. Il s'agit principalement de frais de salaires (justifiés par des comptes individuels et des extraits de compte) et de frais de fonctionnement (justifiés par des factures et extraits de comptes).
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
Si le bénéficiaire n'arrive pas à justifier l'intégralité du subside via des pièces justificatives (comptes individuels, factures et extraits de compte), alors le bénéficiaire doit rembourser la partie trop perçue.

Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).	
Les différentes obligations liées aux SIEG sont explicitées dans la convention conclue avec le bénéficiaire notamment l'exigence de la tenue d'une comptabilité séparée. Un contrôle sur place peut également être effectué.	
Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)¹⁴. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2018	2019
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales¹⁵	
2018	2019

¹⁴ Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

¹⁵ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales¹⁶	
2018	2019
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales¹⁷	
2018	2019
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)¹⁸	
2018	2019

VEUILLEZ ÉGALEMENT REMPLIR L'ANNEXE 2 EN INDIQUANT LES MONTANTS TOTAUX PAR SECTION POUR L'ENSEMBLE DE L'ÉTAT MEMBRE (NON PAR RÉGION, AUTORITÉ LOCALE OU COMMUNE).

3. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE L'ENCADREMENT SIEG DE 2012

Veuillez structurer cette partie de votre rapport en reprenant les catégories suivantes:

- 1) Compensations de SIEG supérieures à 15 millions d'EUR qui ne relèvent pas de la décision SIEG (veuillez préciser la décision de la Commission autorisant chaque mesure s'il y a lieu):
 - ix. les services postaux;
 - x. l'énergie;
 - xi. la collecte des déchets;

¹⁶ Voir la note de bas de page 3.

¹⁷ Voir la note de bas de page 3.

¹⁸ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides

octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

- xii. l' approvisionnement en eau;
- xiii. les liaisons aériennes ou maritimes avec les îles dont le trafic annuel moyen est supérieur à la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d), de la décision SIEG;
- xiv. les aéroports et ports dont le trafic annuel moyen est supérieur à la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d), de la décision SIEG;
- xv. la culture;
- xvi. les services financiers;
- ix. d'autres secteurs (à préciser).

Pour chacune des catégories énoncées ci-dessus, veuillez fournir des informations en utilisant le tableau suivant:

Section (par exemple iii. la collecte des déchets ou viii. les services financiers)
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre ¹⁹
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.

¹⁹ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)²⁰. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2018	2019
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales²¹	
2018	2019
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales²²	
2018	2019

²⁰ Comme indiqué au point 62, sous b), de l'encadrement SIEG de 2012.

²¹ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

²² Voir la note de bas de page 9.

C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales²³	
2018	2019
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)²⁴	
2018	2019

Veillez également remplir l'annexe 2 en indiquant les montants totaux par section pour l'ensemble de l'État membre (non par région, autorité locale ou commune).

²³ Voir la note de bas de page 9.

²⁴ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de l'encadrement SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

5. PLAINTES DE TIERS

Veuillez fournir un aperçu des plaintes déposées par des tiers, en particulier des actions engagées devant des juridictions nationales au sujet de mesures relevant du champ d'application de la décision SIEG de 2012 ou de l'encadrement SIEG de 2012. Veuillez être aussi précis que possible dans votre réponse et mentionner le secteur dans lequel vous avez reçu des plaintes, le contenu de celles-ci et les suites éventuelles données par vos autorités ou l'issue probable de la procédure judiciaire.

6. QUESTIONS DIVERSES

a. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'élaboration d'un mandat répondant aux exigences de l'article 4 de la décision SIEG;
- la détermination du montant de la compensation conformément à l'article 5 de la décision SIEG;
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément à l'article 5, paragraphes 5 à 8, de la décision SIEG;
- le contrôle régulier d'une éventuelle surcompensation conformément à l'article 6 de la décision SIEG;

Veuillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

--

b. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de l'encadrement SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'organisation d'une consultation publique conformément au point 14 de l'encadrement SIEG;
- le respect des règles en matière de marchés publics conformément au point 19 de l'encadrement SIEG;
- la détermination du coût net évité conformément aux points 25 à 27 de l'encadrement SIEG;
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément aux points 33 à 38 de l'encadrement SIEG;

Veuillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

--

- c. Si, dans votre rapport, vous souhaitez formuler d'autres observations sur l'application de la décision SIEG et de l'encadrement SIEG au sujet d'éléments non couverts par les questions ci-dessus, n'hésitez pas à le faire.

3. Direction Egalité des Chances

1. VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES

Veuillez remplir le tableau suivant:

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2018	2019
<i>Compensation des services d'intérêt économique général (1+2)</i>		
(1) Compensation octroyée sur la base de la décision SIEG		
(2) Compensation octroyée sur la base de l'encadrement SIEG		

2. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG DE 2012

Section [par exemple 1) les hôpitaux ou 2 b) la garde d'enfants]
2 e) l'inclusion sociale des groupes vulnérables
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre ²⁵
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
<p>Chaque année, la Région de Bruxelles-Capitale lance plusieurs appels à projets visant à mettre en œuvre la politique de l'égalité des chances et soutenir par ce biais des projets qui ont un impact positif sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le genre, l'identité et l'expression de genre : respect, égalité et équivalence entre tous les hommes, femmes et les personnes avec une autre identité ou expression de genre. • La diversité ethnique, culturelle et religieuse : égalité quelle que soit la nationalité, l'origine ethnique ou la religion. • La violence conjugale et intrafamiliale : toutes formes de violence entre partenaires, mariages forcés, crimes liés à l'honneur et mutilations génitales féminines. • L'accessibilité intégrale : l'accessibilité à tout, partout et pour tous, tant sur le plan physique que vis-à-vis de l'information et de la possibilité de recourir à des services ou d'utiliser des biens. • Le handicap : autonomie, traitement équivalent et participation autonome à la société indépendamment de tout handicap de nature physique, mentale, psychique et/ou sociale. • L'orientation sexuelle : égalité quelle que soient les préférences sexuelles.
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

²⁵ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

Arrêté de subvention
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
Arrêté de subvention d'une durée d'une année
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Non
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Subventions directes
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
L'arrêté de subvention prévoit la description de l'action subventionnée, un budget prévisionnel des dépenses, un délai de réalisation, une date limite pour la remise des pièces justificatives des dépenses réalisées, et l'exigence d'un rapport d'activités ainsi qu'un décompte des recettes et dépenses.
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
<p>Les subventions sont soumises à l'application de l'ordonnance organique du 23/02/2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle.</p> <p>Le paiement de la subvention est effectué en deux tranches. Afin d'éviter une surcompensation, la dernière tranche est liquidée sur la base de la remise des pièces justificatives relatives à l'ensemble des dépenses réalisées.</p> <p>Si une partie des dépenses n'est pas admissible (dépenses ne correspondant pas à l'objet de la subvention ou dont la nature ne peut être prise en charge par la subvention), le montant de la subvention sera revu en due conséquence.</p> <p>De plus, la subvention ne pouvant avoir pour objet de donner lieu à un enrichissement pour le bénéficiaire, le montant de la subvention est plafonné au montant permettant de réaliser l'équilibre financier entre les recettes et les dépenses engagés pour la réalisation de l'action subsidiée.</p>

<p>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>	
N/A	
Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)²⁶. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2018	2019
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales²⁷	
2018	2019
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales²⁸	
2018	2019
Aides octroyées par la direction de l'égalité des chances du Service public régional de Bruxelles : 851.880,21 euros	Aides octroyées par la direction de l'égalité des chances du Service public régional de Bruxelles : 810.554,60 euros
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales²⁹	
2018	2019
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019

²⁶Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

²⁷ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

²⁸Voir la note de bas de page 3.

²⁹Voir la note de bas de page 3.

--	--

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) ³⁰	
2018	2019
Subventions générales : 807.523,41 €	Subventions générales : 769.595,18 €
Subventions accessibilité : 44.356,80 €	Subventions accessibilité : 40.959,42 €

3. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE L'ENCADREMENT SIEG DE 2012

N/A

4. PLAINTES DE TIERS

Néant

5. QUESTIONS DIVERSES

Néant

³⁰ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

4. Bruxelles Environnement

1. VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES (M€ - ENGAGEMENT)

	2018	2019
Décision SIEG	6,13	5,89
Encadrement SIEG	0,00	0,00
Total	6,13	5,89

2. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG DE 2012

Type de service	
	1) Hôpitaux : sans objet 2) Services sociaux : sans objet 3) Liaisons aériennes/maritimes : sans objet 4) Aéroports et ports : sans objet 5) Autres compensations : <ul style="list-style-type: none"> ○ Activités de conseil/formation/éducation aux entreprises, citoyens, enseignants et élèves, ○ Financement prêt vert bruxellois, ○ Installation de panneaux solaires sur bâtiments publics, ○ Collecte déchet dans le cadre de l'économie sociale
Formes de mandat	
	Arrêté de subvention complété, pour les subventions de plus de 15.000 €, par une convention/contrat de gestion annexe. Ci-joint 1 exemple type d'arrêté et de convention. Un exemple de contrat de gestion est joint également
Durée du Mandat	
	Un an, éventuellement prolongeable 4 fois dans le cadre d'un contrat de gestion ... soit entre 1 et 5 ans maximum. Aucun mandat n'a donc une durée de plus 10ans.
Droits exclusifs ou spéciaux	
	-
Instruments d'aides	
	Subventions directes
Mécanisme de compensation	
	L'annexe (convention/contrat de gestion) prévoit la description détaillée de l'action subventionnée (généralement des frais de fonctionnement), la durée de celle-ci, un budget prévisionnel des dépenses, la liste des pièces nécessaires à la justification des

	dépenses, une date limite pour la remise de ces pièces ainsi que la remise d'un rapport d'activité et d'un inventaire des dépenses.
--	---

Modalités de remboursement	
	<p>Les subventions sont soumises à l'application de l'ordonnance organique du 23/02/2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle (OOBCC), ainsi qu'aux dispositions du Budget Général des Dépenses (liquidation échelonnée, non enrichissement et remboursement) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le paiement des subventions est effectué en plusieurs tranches. Afin d'éviter les surcompensations, la dernière tranche est liquidée sur la base de la remise des pièces justificatives relatives à l'ensemble des dépenses. • Si, en vertu de l'arrêté/convention/contrat de gestion, des dépenses sont jugées non admissibles, le montant de la subvention est revu en due conséquence. • Par ailleurs, en vertu du principe de non enrichissement, le montant de la subvention est plafonné au montant permettant de réaliser l'équilibre financier entre les recettes et les dépenses de l'action subsidiée. • Enfin, si la surcompensation n'a pu être évitée, une demande de remboursement est notifiée au bénéficiaire de la subvention. <p>Toutes ces dispositions sont systématiquement rappelées dans les documents individuels d'octroi de la subvention (arrêté et convention).</p>

Montant total de l'aide octroyée

	2018	2019
Collecte déchets (Economie sociale)*	275.535,00	100.000,00
Conseil/formation/éducation	5.324.948,00	4.802.471,00
Financement prêt vert bruxellois	528.600,00	
Installation panneaux photovoltaïques		984.814,00
TOTAL GENERAL	6.129.083,00	5.887.285,00

Informations quantitatives supplémentaires :

2018 : 32 bénéficiaires pour un montant moyen d'aide de 191.534 euro

2019 : 24 bénéficiaires pour un montant moyen d'aide de 245.303 euro

5. FEDER

ANNEXE 1

Services d'intérêt économique général: orientations concernant le rapport à présenter conformément à la décision SIEG de 2012 et à l'encadrement

SIEG de 2012

Les obligations en matière de présentation de rapports sont énoncées à l'article 9 de la décision SIEG de 2012:

Tous les deux ans, chaque État membre remet à la Commission un rapport sur la mise en œuvre de la présente décision. Ces rapports comprennent une description détaillée de l'application de la présente décision en ce qui concerne les différentes catégories de services visées à l'article 2, paragraphe 1, exposant notamment:

ix une description de l'application de la présente décision aux services relevant de son champ d'application, y compris les activités internes;

x le montant total des aides octroyées conformément à la présente décision avec une ventilation selon le secteur économique des bénéficiaires;

xi si, pour un type donné de service, l'application de la présente décision a entraîné des difficultés ou des plaintes de la part de tiers; et

xii fournissent, sur demande de la Commission formulée en temps utile avant la présentation du rapport, toute autre information concernant l'application de la présente décision.

Le point 62 de l'encadrement SIEG de 2012 définit, en principe, des obligations en matière de présentation de rapports identiques pour les aides octroyées au titre de cet encadrement.

Veuillez structurer votre rapport de la manière suivante:

1. Vue d'ensemble des dépenses

Veuillez remplir le tableau suivant:

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2018	2019
Compensation des services d'intérêt économique général (1+2)		
(1) Compensation octroyée sur la base de la décision SIEG	2,32	1,55
(2) Compensation octroyée sur la base de l'encadrement SIEG		

2. Description de l'application de la décision SIEG de 2012

Veuillez structurer cette partie de votre rapport en reprenant les catégories suivantes:

- 1) les hôpitaux fournissant des soins médicaux, notamment s'il y a lieu, des services d'urgence [article 2, paragraphe 1, point b)];
- 2) les services sociaux [article 2, paragraphe 1, point c)]:
 - a) les soins de santé et de longue durée;
 - b) la garde d'enfants;
 - c) l'accès et la réinsertion sur le marché du travail;
 - d) le logement social;
 - e) les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables;
 - f) d'autres services sociaux (le cas échéant);
- 3) les liaisons aériennes ou maritimes avec les îles dont le trafic annuel moyen ne dépasse pas la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d);
- 4) les aéroports et ports dont le trafic annuel moyen ne dépasse pas la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d);
- 5) les compensations de SIEG ne dépassant pas un montant annuel de 15 millions d'EUR [article 2, paragraphe 1, point a)]:
 - o) les services postaux;
 - p) l'énergie;
 - q) la collecte des déchets;
 - r) l'approvisionnement en eau;
 - s) la culture;
 - t) les services financiers;
 - u) d'autres secteurs (à préciser).

Pour chacune des catégories énoncées ci-dessus, veuillez fournir des informations en utilisant le tableau suivant:

Section [par exemple 1) les hôpitaux ou 2 b) la garde d'enfants]
5) Compensations inférieures à 15m€ annuels
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre ³¹
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
<p>a. L'exploitation d'un potager à des fins de formation professionnelle et à des fins didactiques en tant que zone de démonstration pour le grand public.</p> <p>b. Een duurzaam gerenoveerd 25m zwembad en een instructiebad. Zowel de universiteitspopulatie (studenten en personeel), scholen en clubs uit de buurt als buurtbewoners zullen gebruik kunnen maken van het zwembad aan een democratisch tarief. Het instructiebad zal gebruikt worden om verschillende doelgroepen (waaronder schoolkinderen, buurtkinderen en kwetsbare groepen) te leren zwemmen. Dit mandaat loopt tot en met eind 2020 en is vernieuwbaar voor een periode van 10 jaar.</p> <p>c. La création de centres sociaux de santé globale (physique et mentale) de première ligne.</p> <p>d. Accompagnement d'entreprises dans le développement de filières d'économie circulaire</p> <p>e. Création et gestion d'une plateforme de gestion des parkings velo sur le territoire de la Région</p> <p>f. Construction et exploitation d'un parc à conteneur pour déchets ménagers</p>
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Arrêté de subvention avec convention de subvention par projet sélectionné
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

³¹ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

<p>Arrêté de subvention 2014-2020, la plupart des mandats sont inférieurs à 10 ans, à l'exception des infrastructures d'intérêt public (piscine, ...)</p> <p>Irisphère : 10 ans renouvelable</p> <p>LivingLab : 7 ans</p> <p>VUB-Zwembad : 5 ans, renouvelable pour 10 ans</p> <p>CycloParking : 10 ans renouvelable</p> <p>Parc à conteneurs : 10 ans renouvelable</p> <p>Medecins du monde : 6 ans</p> <p>Lagum : 7 ans</p>
<p>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</p>
<p>Aucun droit exclusif ou spécial n'est accordé dans le cadre des arrêtés de subvention en faveur des entreprises</p>
<p>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</p>
<p>Subventions directes (subsides FEDER)</p>
<p>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</p>
<p>La compensation pour la réalisation de ces services est fixée à la hauteur des dépenses éligibles définies dans l'article 4 de la Convention et ne peut excéder les coûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public. Un contrôle sur la compensation du service sera effectué lors des contrôles décrits dans l'article 6 de la Convention.</p> <p>La convention prévoit la description détaillée de l'action subventionnée, un budget prévisionnel des dépenses, un délai de réalisation, une date limite pour la remise des pièces justificatives des dépenses réalisées, un rapport d'activités ainsi qu'un décompte des recettes et dépenses, les contrôles prévus sur le paiement des frais.</p> <p>Le paiement de la subvention est effectué en plusieurs tranches. Après être conventionné, le bénéficiaire reçoit une avance (15% du montant prévu). Les tranches ultérieures sont payées après analyse des pièces justificatives jusqu'à 80% du montant total prévu. Une fois ce seuil atteint, le montant correspondant à l'avance des 15% doit être justifié.</p> <p>Enfin, la dernière tranche, soit 5% du montant total du subside, est liquidée sur la base de la remise des pièces justificatives relatives à l'ensemble des dépenses réalisées.</p> <p>En outre, des contrôles sur places sont prévus. Celle –ci portent notamment sur la réalité des dépenses, le système comptable, les documents relatifs aux marchés publics, le respect des règles SIEG, l'archivage des documents et les obligations en matière de publicité et information.</p>
<p>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</p>
<p>Convention de subvention :</p> <p>Si une partie des dépenses n'est pas admissible (dépenses ne correspondant pas à l'objet de la subvention ou dont la nature ne peut être prise en charge par la subvention), le montant de la</p>

subvention sera revu en due conséquence. De plus, la subvention ne pouvant avoir pour objet de donner lieu à un enrichissement pour le bénéficiaire, le montant de la subvention est plafonné au montant permettant de réaliser l'équilibre financier entre les recettes et les dépenses de l'entreprise ou de l'action subsidiée.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)³². Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)

2018	2019
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales³³	
2018	2019
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales³⁴	
2018	2019
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales³⁵	
2018	2019

³² Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

³³ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

³⁴ Voir la note de bas de page 3.

³⁵ Voir la note de bas de page 3.

Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) ³⁶	
2018	2019
8 bénéficiaires	8 bénéficiaires

VEUILLEZ ÉGALEMENT REMPLIR L'ANNEXE 2 EN INDIQUANT LES MONTANTS TOTaux PAR SECTION POUR L'ENSEMBLE DE L'ÉTAT MEMBRE (NON PAR RÉGION, AUTORITÉ LOCALE OU COMMUNE).

3. Description de l'application de l'encadrement SIEG de 2012

Veillez structurer cette partie de votre rapport en reprenant les catégories suivantes:

1) Compensations de SIEG supérieures à 15 millions d'EUR qui ne relèvent pas de la décision SIEG (veuillez préciser la décision de la Commission autorisant chaque mesure s'il y a lieu):

xvii. les services postaux;

xviii. l'énergie;

xix. la collecte des déchets;

xx. l'approvisionnement en eau;

xxi. les liaisons aériennes ou maritimes avec les îles dont le trafic annuel moyen est supérieur à la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d), de la décision SIEG;

xxii. les aéroports et ports dont le trafic annuel moyen est supérieur à la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d), de la décision SIEG;

xxiii. la culture;

xxiv. les services financiers;

ix. d'autres secteurs (à préciser).

³⁶ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

Pour chacune des catégories énoncées ci-dessus, veuillez fournir des informations en utilisant le tableau suivant:

Section (par exemple iii. la collecte des déchets ou viii. les services financiers)
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre ³⁷
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le

³⁷ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)³⁸. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2018	2019
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales³⁹	
2018	2019
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales⁴⁰	
2018	2019
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales⁴¹	
2018	2019
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)⁴²	

³⁸ Comme indiqué au point 62, sous b), de l'encadrement SIEG de 2012.

³⁹ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

⁴⁰ Voir la note de bas de page 9.

⁴¹ Voir la note de bas de page 9.

⁴² La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de l'encadrement SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

2018	2019

Veillez également remplir l'annexe 2 en indiquant les montants totaux par section pour l'ensemble de l'État membre (non par région, autorité locale ou commune).

5. Plaintes de tiers

Veuillez fournir un aperçu des plaintes déposées par des tiers, en particulier des actions engagées devant des juridictions nationales au sujet de mesures relevant du champ d'application de la décision SIEG de 2012 ou de l'encadrement SIEG de 2012. Veuillez être aussi précis que possible dans votre réponse et mentionner le secteur dans lequel vous avez reçu des plaintes, le contenu de celles-ci et les suites éventuelles données par vos autorités ou l'issue probable de la procédure judiciaire.

6. Questions diverses

b. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'élaboration d'un mandat répondant aux exigences de l'article 4 de la décision SIEG;
- la détermination du montant de la compensation conformément à l'article 5 de la décision SIEG;
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément à l'article 5, paragraphes 5 à 8, de la décision SIEG;
- le contrôle régulier d'une éventuelle surcompensation conformément à l'article 6 de la décision SIEG;

Veuillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

c. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de l'encadrement SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'organisation d'une consultation publique conformément au point 14 de l'encadrement SIEG;
- le respect des règles en matière de marchés publics conformément au point 19 de l'encadrement SIEG;
- la détermination du coût net évité conformément aux points 25 à 27 de l'encadrement SIEG;
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément aux points 33 à 38 de l'encadrement SIEG;

Veuillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

- c. Si, dans votre rapport, vous souhaitez formuler d'autres observations sur l'application de la décision SIEG et de l'encadrement SIEG au sujet d'éléments non couverts par les questions ci-dessus, n'hésitez pas à le faire.

6. Villo

ANNEXE 1

Services d'intérêt économique général: orientations concernant le rapport à présenter conformément à la décision SIEG de 2012 et à l'encadrement SIEG de 2012

Les obligations en matière de présentation de rapports sont énoncées à l'article 9 de la décision SIEG de 2012:

Tous les deux ans, chaque État membre remet à la Commission un rapport sur la mise en œuvre de la présente décision. Ces rapports comprennent une description détaillée de l'application de la présente décision en ce qui concerne les différentes catégories de services visées à l'article 2, paragraphe 1, exposant notamment:

xiii une description de l'application de la présente décision aux services relevant de son champ d'application, y compris les activités internes;

xiv le montant total des aides octroyées conformément à la présente décision avec une ventilation selon le secteur économique des bénéficiaires;

xv si, pour un type donné de service, l'application de la présente décision a entraîné des difficultés ou des plaintes de la part de tiers; et

xvi fournissent, sur demande de la Commission formulée en temps utile avant la présentation du rapport, toute autre information concernant l'application de la présente décision.

Le point 62 de l'encadrement SIEG de 2012 définit, en principe, des obligations en matière de présentation de rapports identiques pour les aides octroyées au titre de cet encadrement.

Veillez structurer votre rapport de la manière suivante:

1. Vue d'ensemble des dépenses

Veillez remplir le tableau suivant:

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2018	2019
Compensation des services d'intérêt économique général (1+2)		
(1) Compensation octroyée sur la base de la décision SIEG		
(2) Compensation octroyée sur la base de l'encadrement SIEG		

2. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG DE 2012

Veuillez structurer cette partie de votre rapport en reprenant les catégories suivantes:

- 1) les hôpitaux fournissant des soins médicaux, notamment s'il y a lieu, des services d'urgence [article 2, paragraphe 1, point b)];
- 2) les services sociaux [article 2, paragraphe 1, point c)]:
 - a) les soins de santé et de longue durée;
 - b) la garde d'enfants;
 - c) l'accès et la réinsertion sur le marché du travail;
 - d) le logement social;
 - e) les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables;
 - f) d'autres services sociaux (le cas échéant);
- 3) les liaisons aériennes ou maritimes avec les îles dont le trafic annuel moyen ne dépasse pas la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d);
- 4) les aéroports et ports dont le trafic annuel moyen ne dépasse pas la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d);
- 5) **les compensations de SIEG ne dépassant pas un montant annuel de 15 millions d'EUR [article 2, paragraphe 1, point a)]:**
 - v) les services postaux;
 - w) l'énergie;
 - x) la collecte des déchets;
 - y) l'approvisionnement en eau;
 - z) la culture;
 - aa) les services financiers;
 - bb) d'autres secteurs (à préciser).

Pour chacune des catégories énoncées ci-dessus, veuillez fournir des informations en utilisant le tableau suivant:

Section 5) g) les compensations de SIEG ne dépassant pas un montant annuel de 15 millions d'EUR – Autres secteurs (transport)
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre ⁴³
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
Le service porte sur l'installation et l'exploitation d'un système de location de vélos automatisé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale en vue de favoriser des objectifs régionaux de transfert modal.
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Concession entre la Région de Bruxelles-Capitale et la SA JCDecaux Belgium Publicité pour l'exploitation d'un système de location de vélos automatisé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, signée le 5 décembre 2008.
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
La durée de la concession initiale est fixée à 15 ans. L'échéance a ensuite été fixée au 16 septembre 2026 dans l'avenant n°1 à la concession de base. Cette durée se justifie afin de garantir l'équilibre économique de la concession régionale.
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Néant.

⁴³ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
<p>Exonération de redevances pour occupation du domaine public régional à des fins publicitaires : 112.500,00€</p> <p>Clause des révisions de prix figurant dans les conventions conclues avec les communes (neutralisation de l'augmentation de taxes communales) : 0,00€</p> <p>N.B. : Les montants repris ci-dessous sont les chiffres de 2018. En effet, nous ne disposons pas encore des chiffres de 2019 étant donné le timing prévu dans l'avenant 2 de la concession :</p> <p><i>« Cette attestation, ainsi que les résultats obtenus de la comptabilité analytique séparée et des procédures de tests, sont transmis avant le 30 juin qui suit chaque année comptable clôturée sous la forme d'un rapport de procédures convenues confidentiel adressé au comité de gestion par le commissaire aux comptes. Le rapport est établi par le commissaire aux comptes dans le respect de la Norme internationale de Services Connexes 4400 (ISRS 4400). »</i></p>
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p>Avenant 2 à la concession prévoit que chaque année, sur la base des résultats de la comptabilité séparée et du rapport du commissaire aux comptes, le réviseur vérifie que le ratio des résultats d'exploitation (EBIT) annuels cumulés divisés par les coûts annuels cumulés (depuis 2009 jusqu'à l'année comptable considérée, en euros constants) liés à l'exploitation de la concession régionale 'Villo !', n'est pas supérieur au seuil de 17,65%.</p>
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
Pas d'application.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)⁴⁴. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)

2018	2019
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales⁴⁵	
2018	2019
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales⁴⁶	
2018	2019
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales⁴⁷	
2018	2019
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019

⁴⁴ Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

⁴⁵ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

⁴⁶ Voir la note de bas de page 3.

⁴⁷ Voir la note de bas de page 3.

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) ⁴⁸	
2018	2019

VEUILLEZ ÉGALEMENT REMPLIR L'ANNEXE 2 EN INDIQUANT LES MONTANTS TOTAUX PAR SECTION POUR L'ENSEMBLE DE L'ÉTAT MEMBRE (NON PAR RÉGION, AUTORITÉ LOCALE OU COMMUNE).

3. Description de l'application de l'encadrement SIEG de 2012

Veuillez structurer cette partie de votre rapport en reprenant les catégories suivantes:

1) Compensations de SIEG supérieures à 15 millions d'EUR qui ne relèvent pas de la décision SIEG (veuillez préciser la décision de la Commission autorisant chaque mesure s'il y a lieu):

xxv. les services postaux;

xxvi. l' énergie;

xxvii. la collecte des déchets;

xxviii. l' approvisionnement en eau;

xxix. les liaisons aériennes ou maritimes avec les îles dont le trafic annuel moyen est supérieur à la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d), de la décision SIEG;

xxx. les aéroports et ports dont le trafic annuel moyen est supérieur à la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d), de la décision SIEG;

xxxi. la culture;

xxxii. les services financiers;

ix. d'autres secteurs (à préciser).

Pour chacune des catégories énoncées ci-dessus, veuillez fournir des informations en utilisant le tableau suivant:

⁴⁸ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

Section (par exemple iii. la collecte des déchets ou viii. les services financiers)
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre ⁴⁹
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le

⁴⁹ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)⁵⁰. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2018	2019
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales⁵¹	
2018	2019
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales⁵²	
2018	2019
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales⁵³	
2018	2019
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)⁵⁴	
2018	2019

Veillez également remplir l'annexe 2 en indiquant les montants totaux par section pour l'ensemble de l'État membre (non par région, autorité locale ou commune).

⁵⁰ Comme indiqué au point 62, sous b), de l'encadrement SIEG de 2012.

⁵¹ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

⁵² Voir la note de bas de page 9.

⁵³ Voir la note de bas de page 9.

⁵⁴ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de l'encadrement SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

4. PLAINTES DE TIERS

Veillez fournir un aperçu des plaintes déposées par des tiers, en particulier des actions engagées devant des juridictions nationales au sujet de mesures relevant du champ d'application de la décision SIEG de 2012 ou de l'encadrement SIEG de 2012. Veillez être aussi précis que possible dans votre réponse et mentionner le secteur dans lequel vous avez reçu des plaintes, le contenu de celles-ci et les suites éventuelles données par vos autorités ou l'issue probable de la procédure judiciaire.

- Action en cessation introduite le 15 novembre 2008 devant le Président du Tribunal de l'Entreprise francophone de Bruxelles.
Action introduite par Clear Channel Belgium contre JCDecaux relative à l'exécution de l'avenant n°3 du contrat de concession ; l'action a été rejetée par le Président du tribunal de commerce ; aucun appel n'a été interjeté par Clear Channel Belgium.
- Citation en déclaration d'absence d'effets introduite le 17 janvier 2019 devant le Président du Tribunal de première instance francophone de Bruxelles
Action introduite par Clear Channel Belgium contre Région de Bruxelles-Capitale et JCDecaux relative à l'exécution de l'avenant n°3 du contrat de concession : action a été renvoyée au rôle de sorte que le débat contradictoire entre les parties est, à ce stade, suspendu.
- Procédure en nullité introduite le 7 novembre 2019 devant le Tribunal de Première instance de Bruxelles
Action introduite par Clear Channel Belgium contre la Région de Bruxelles-Capitale et JCDecaux relative à l'exécution de l'avenant n°3 du contrat de concession ; l'action est toujours en état de discussion entre les différentes parties à la cause.
- Actions introduites par plusieurs communes de la Région de Bruxelles-Capitale contre les permis d'urbanisme octroyés en vue de l'exploitation des dispositifs de publicité digitaux.
Plusieurs de ces actions ont d'ores et déjà été rejetées par l'autorité de recours compétente. Les autres actions sont en cours.

5. QUESTIONS DIVERSES

- a. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:
 - l'élaboration d'un mandat répondant aux exigences de l'article 4 de la décision SIEG;
 - la détermination du montant de la compensation conformément à l'article 5 de la décision SIEG;
 - la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément à l'article 5, paragraphes 5 à 8, de la décision SIEG;
 - le contrôle régulier d'une éventuelle surcompensation conformément à l'article 6 de la décision SIEG;

Veillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

/

b. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de l'encadrement SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'organisation d'une consultation publique conformément au point 14 de l'encadrement SIEG;
- le respect des règles en matière de marchés publics conformément au point 19 de l'encadrement SIEG;
- la détermination du coût net évité conformément aux points 25 à 27 de l'encadrement SIEG;
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément aux points 33 à 38 de l'encadrement SIEG;

Veuillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

- c. Si, dans votre rapport, vous souhaitez formuler d'autres observations sur l'application de la décision SIEG et de l'encadrement SIEG au sujet d'éléments non couverts par les questions ci-dessus, n'hésitez pas à le faire.

7. SLRB – Logement social bruxellois

1. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG DE 2012

<p>Décrire le type de services définis comme SIEG dans le secteur concerné dans votre Etat membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG</p>	<p>Le logement est une matière régionalisée dans le cadre institutionnel belge.</p> <p>Chacune des trois Régions de Belgique a institué son propre Code du Logement qui reprend l'ensemble des dispositions légales définies par les autorités régionales et applicables à la matière du logement.</p> <p>Le Code bruxellois du Logement a été institué par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 1^{er} avril 2004 et modifié pour la dernière fois par une ordonnance du 19 avril 2018⁵⁵ : il a notamment, instauré le rôle des opérateurs de la politique bruxelloise du logement social qui sont respectivement, la société régionale de tutelle, la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (SLRB) et les sociétés immobilières de service public (SISP)⁵⁶ qui gèrent le patrimoine du secteur du logement social bruxellois, qui représentait au 31/12/2019 un parc de 39.945 unités de logement.</p> <p>Depuis la création de la Région de Bruxelles-Capitale, le logement social bruxellois concentre son activité immobilière sur la mise à disposition de logements locatifs à des ménages clairement ciblés.</p> <p>Ce sont principalement les conditions de revenus qui définissent la condition de ménage candidat-locataire au logement social⁵⁷ ; ces conditions sont adaptées à la situation familiale des ménages.</p> <p>Au 31/12/2013, le bail du secteur du logement social est devenu en principe un bail à durée déterminée de 9 ans (renouvelable par période de 3 ans) et le loyer est calculé en fonction de la capacité contributive des ménages locataires accueillis. Il est à noter que certains locataires bénéficient encore d'un contrat à durée indéterminée. Ces trois éléments spécifient l'essentiel des différences du secteur du logement social vis-à-vis du marché</p>
---	--

⁵⁵ Respectivement publiées dans le Moniteur belge du 09/09/2003, du 29/04/2004, du 30/04/2018.

⁵⁶ Le secteur a connu une importante période de mutation. En effet, le processus de fusion officiellement entamé le 09 septembre 2013 s'est achevé le 1^{er} janvier 2018 et a ramené le nombre de SISP de 32 à 16.

⁵⁷ Au 01/01/2019, le plafond de revenus pour l'admission des locataires est de 22.959,44 € pour une personne seule ; de 25.510,50 € pour un ménage de plus d'une personne ne disposant que d'un revenu ; de 29.154,90 € pour le ménage disposant d'au moins deux revenus. Ces montants sont majorés de 2.186,61 € par enfant à charge et de 4.373,23 € par personne handicapée majeure membre du ménage.

	<p>privé locatif en ce qui concerne le ménage locataire et les principes de la gestion locative du secteur.</p> <p>La SLRB</p> <p>La SLRB est une personne morale de droit public constituée sous la forme d'une société anonyme : son capital est souscrit par la Région de Bruxelles-Capitale et par la société « Bruxelles Infrastructures Finances »⁵⁸.</p> <p>Ses missions sont définies dans le Code bruxellois du Logement et elle les exerce selon les priorités et les orientations définies dans ce Code et dans le contrat de gestion conclu entre elle et le Gouvernement bruxellois.</p> <p>La SLRB agréée et contrôle les sociétés immobilières de service public (SISP) qui exercent leur action dans la Région bruxelloise, elle les conseille et met différents services à leur disposition.</p> <p>Formellement, c'est l'article 41 du Code bruxellois du Logement qui définit l'objet social actuel de la SLRB.</p> <p>Celui-ci constitue le cadre juridique général de l'action du secteur du logement social bruxellois.</p> <p>Dans le cadre de son rôle de tutelle, la SLRB est chargée des missions suivantes⁵⁹ :</p> <p>« 1° <i>promouvoir le logement social dans chacune des dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale et assister les SISP ;</i></p> <p>2° <i>agréer, selon les conditions fixées à l'article 54, conseiller et contrôler les SISP ;</i></p> <p>3° <i>établir à l'égard des SISP les directives techniques en vue de l'organisation de ses missions de contrôle ;</i></p> <p>4° <i>exercer le contrôle et la tutelle administrative sur les activités et la gestion des SISP et plus particulièrement veiller à la conformité aux normes législatives et réglementaires qui leur sont applicables, à la conformité des activités exercées par les SISP, contrôler la validité de la composition et le fonctionnement des organes des</i></p>
--	---

⁵⁸ Voir l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 mars 2008 portant approbation de la modification des statuts de la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (Moniteur belge du 28/03/2008).

⁵⁹ Les articles dont les références sont mentionnées dans les différents alinéas déclinant l'objet social de la SLRB sont des articles du Code bruxellois du Logement.

	<p><i>SISP, contrôler le respect par les SISP des règles administratives, comptables, financières et de gestion sociale qui régissent leur fonctionnement et leurs activités (à cette fin, les SISP communiquent à la SLRB les indemnités accordées à leurs administrateurs et dirigeants); veiller au respect par les SISP des dispositions régissant les programmes d'investissement et visées par le présent Code ou par toute autre disposition réglementaire, et veiller à l'attribution effective des logements aux personnes bénéficiant de priorités telles que visées par le présent Code ou par toute autre disposition réglementaire.</i></p> <p><i>Sans préjudice des sanctions visées aux articles 78 et 80 du présent code et en cas de non-respect par une SISP des obligations lui incombant en vertu du présent Code, la SLRB peut, après deux avertissements consécutifs transmis par lettre recommandée avec accusé de réception et après avoir entendu la SISP, se substituer à celle-ci ;</i></p>
5°	<p><i>dans les limites des crédits budgétaires, mettre à disposition des SISP les moyens financiers nécessaires à la réalisation de leur objet, et notamment octroyer une allocation de solidarité aux SISP qui subissent une perte en raison de la faiblesse ou de l'absence de revenus des locataires. Cette allocation régionale de solidarité couvre 75 % du déficit social éventuel encouru par chaque SISP de l'année précédente. En matière d'investissements immobiliers, l'octroi de moyens financiers est subordonné à la condition qu'une partie des habitations déterminées par le Gouvernement, sur la base des données démographiques régionales, sans pouvoir être inférieure à 15 %, soit aménagée en faveur des familles comprenant au moins cinq personnes et en donnant parmi celles-ci la préférence à celles qui ont au moins trois enfants. La SLRB veille également à ce qu'une partie des habitations soit aménagée en faveur des personnes handicapées. La SLRB veille également à dégager des critères architecturaux ou d'aménagement du territoire aptes à garantir une vie harmonieuse dans les logements, les espaces communs et les abords dans un souci d'amélioration du bien-être des locataires, et ce notamment par l'intégration d'innovations architecturales de type culturel. A travers ces moyens budgétaires, la SLRB veille à favoriser le développement durable et la construction de logements durables ;</i></p>
6°	<p><i>prévoir en cas de construction, chaque fois que cela s'avère possible, une proportion significative, qui ne peut être inférieure à 30 %, de logements comportant trois chambres ou plus, répartis à l'intérieur d'un même ensemble de logements neufs ;</i></p>

	<p>7° <i>formuler, à la requête du Gouvernement ou de sa propre initiative, des propositions portant sur la comptabilité et la gestion financière des SISP ;</i></p> <p>8° <i>formuler, à la requête du Gouvernement ou de sa propre initiative, des avis sur le fonctionnement des SISP ;</i></p> <p>9° <i>établir annuellement un rapport sur le fonctionnement et sur les activités des SISP de la Région. Ce rapport est déposé auprès du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale ;</i></p> <p>10° <i>examiner toute plainte en rapport avec le fonctionnement et les activités des SISP, conformément à l'article 76 ;</i></p> <p>11° <i>promouvoir l'organisation des relations sociales entre les locataires et les SISP, au sein de celle-ci. A cette fin, elle promeut notamment l'organisation d'un service social d'aide, d'encouragement et de conseil au bénéfice des locataires. Dans ce cadre, elle fixe des règles générales d'information des locataires et celles de nature à favoriser la responsabilité personnelle et collective des locataires et notamment, la participation, l'accompagnement social, l'utilisation adéquate du logement et la prévention des risques d'incendie ou d'intoxication au monoxyde de carbone et la mise à disposition d'infrastructures nécessaires ;</i></p> <p>12° <i>organiser ou favoriser la collaboration entre les SISP ; [celle-ci peut prendre, notamment, la forme de mutualisations, coopérations et marchés publics conjoints. Dans la limite des budgets disponibles, la SLRB octroie des subsides visant à encourager ces collaborations ;]</i></p> <p><i>[12°bis mettre des outils et services régionaux centralisés à disposition des SISP, s'imposant à ces dernières lorsque la SLRB le décide, en vue de leur apporter un appui expert dans l'accomplissement de missions spécifiques ou de réaliser des économies d'échelle par l'harmonisation des outils et pratiques sectoriels ;]</i></p> <p>13° <i>créer une cellule de développement et de préservation du patrimoine culturel des SISP qui, dans les conditions fixées par le Gouvernement, est chargée de la gestion des investissements régionaux en vue du développement et de la préservation du patrimoine culturel des SISP ;</i></p> <p>14° <i>mettre en œuvre des mécanismes de concertation avec les fonctionnaires délégués par le Service d'Urbanisme ainsi qu'avec les fonctionnaires délégués par le Service des Monuments et Sites, et la Commission royale des Monuments et Sites lorsque des travaux à réaliser dans les SISP nécessitent l'avis de cette Commission ;</i></p>
--	---

	<p>15° <i>organiser la concertation avec les SISP au sein d'un comité restreint présidé par le président de son conseil d'administration et composé de représentants de la SLRB, du Ministre et des SISP, lesquels sont désignés par les fédérations visées à l'article 2, 22°. Le Gouvernement arrête les modalités pratiques de cette concertation par le biais du contrat de gestion visé à l'article 43 ;</i></p> <p>16° <i>autoriser et encadrer les mises à disposition précaires de logements dont la rénovation est programmée et dont les occupants font alors l'objet d'un accompagnement social assuré par un intervenant extérieur à la SISP ;</i></p> <p>17° <i>établir ou contrôler la validité des données statistiques récoltées dans le cadastre technique et énergétique du patrimoine, suivant les modalités arrêtées par le contrat de gestion, ainsi qu'en assurer la communication au Gouvernement. »</i></p> <p><i>[12° complété par l'article 2 de l'ordonnance du 18 juillet 2013, publiée au Moniteur belge du 26 juillet 2013]</i></p> <p><i>[12°bis inséré par l'article 3 de l'ordonnance du 18 juillet 2013, publiée au Moniteur belge du 26 juillet 2013]</i></p> <p>Les sociétés immobilières de service public (SISP)</p> <p>Les SISP ont essentiellement pour objet social la réalisation et la mise à disposition d'habitations sociales. Ce sont elles qui matérialisent l'action du secteur dans les différents quartiers de la région.</p> <p>Elles prennent la forme de sociétés anonymes ou coopératives.</p> <p>Elles sont régies par le Code des sociétés, sous réserve des dispositions prévues par le Code bruxellois du Logement.</p> <p>Elles sont agréées par la SLRB sur la base des conditions prescrites par ce Code et des critères d'agrément des SISP déterminés par le Code bruxellois du Logement et par le Gouvernement. Les modalités de renonciation ou de retrait de cet agrément⁶⁰ sont également déterminées par le Code bruxellois du Logement et par le Gouvernement.</p> <p>L'article 67 du Code du Logement définit les missions de service public des SISP et notamment :</p> <p>1° <i>fournir aux personnes répondant aux conditions d'admission au logement social un logement destiné à la</i></p>
--	---

⁶⁰ Article 54 du Code bruxellois du Logement.

	<p><i>résidence principale dans les conditions fixées par le présent Code et par le Gouvernement;</i></p> <p>2° <i>acheter, transformer, assainir, rénover et entretenir des immeubles en vue de les donner en location aux personnes répondant aux conditions d'admission au logement social, notamment en veillant à ce que les espaces communs et les abords des logements sociaux soient agencés et aménagés dans un souci d'amélioration du bien-être des locataires, notamment par l'intégration d'innovations architecturales de type culturel ;</i></p> <p>3° <i>favoriser la prise en compte des difficultés sociales rencontrées par les locataires, notamment dans le cadre de partenariats, et assurer une gestion locative qui tienne compte des besoins des locataires ;</i></p> <p>4° <i>celles qui lui auront été confiées dans le cadre du contrat de gestion visé à la section 5 du premier chapitre, ou à défaut du règlement élaboré par la SLRB ;</i></p> <p>5° <i>établir annuellement un rapport sur son fonctionnement et ses activités qui est déposé à la SLRB ;</i></p> <p>6° <i>moyennant l'accord préalable de la SLRB, effectuer toutes opérations ayant un rapport avec celles énumérées par le présent Code ;</i></p> <p>7° <i>exercer leur droit de gestion publique, conformément aux articles 15 à 19 ;</i></p> <p>8° <i>conclure, moyennant accord de la SLRB, des conventions d'occupation précaire de logements dont la rénovation est programmée et dont les occupants font alors l'objet d'un accompagnement social assuré par un intervenant extérieur à la SISP ;</i></p> <p>9° <i>donner en location, moyennant l'accord de la SLRB, des logements modérés et moyens (au sens de l'article 2, § 2, du présent Code), dans le cadre de projets de construction et de rénovations d'ensemble (qui résultent en une augmentation du nombre de logements).</i></p> <p><i>Le nombre de ces logements modérés et moyens ne peut dépasser un double seuil : 20 % des logements construits (ou, en cas de rénovation, du nombre de logements supplémentaires par rapport à la situation antérieure) et 10 % de l'ensemble des logements gérés</i></p>
--	--

	<p><i>par la SISP. Dans des circonstances motivées, le Gouvernement peut relever le premier seuil (jusqu'à 40 %).</i></p> <p><i>Dans la proportion ainsi autorisée, la SISP peut consacrer au logement moyen ou modéré des habitations situées ailleurs qu'au sein du nouvel ensemble.</i></p> <p><i>Des conditions supplémentaires pourront être établies par le Gouvernement, liées à la taille du parc immobilier de la SISP ou au taux de logements sociaux déjà présents au sein de la commune ;</i></p> <p><i>(Remarque : Ce 9° entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014 : cf. dispositions transitoires)</i></p> <p><i>10° développer une stratégie foncière de la Société. »</i></p>
<p>Décrire les formes (habituelles) de mandat. Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>	<p>Le mandat a été conféré par le Code Bruxellois du Logement.</p> <p><i>L'article 43 stipule que la SLRB exerce ses missions selon les priorités et les orientations définies dans le contrat de gestion conclu entre elle et le Gouvernement. Le contrat de gestion est conclu pour une durée de cinq ans et est renouvelable pour des périodes successives de cinq ans. En cours d'exécution, il peut être adapté de commun accord. Au terme de la troisième année, il est procédé à une évaluation commune pouvant donner lieu à des adaptations.</i></p> <p><i>Le contrat de gestion est communiqué pour information au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale dès sa conclusion par les parties. Il est publié au Moniteur belge.</i></p> <p>Celui en cours est le contrat de gestion 2015-2020, signé le 2 septembre 2015.</p> <p><i>L'article 47 stipule que la SLRB peut conclure un contrat de gestion avec les SISP qui a pour objet de traduire les objectifs et les modalités du contrat de gestion souscrit par la SLRB et la Région. Ce contrat sera pris en application des ordonnances et arrêtés existants, ainsi que du contrat de gestion liant la SLRB à la Région.</i></p> <p><i>Le contrat de gestion est conclu pour une durée de cinq ans et est renouvelable pour la même période. Il prévoit les périodes d'évaluation de son exécution.</i></p> <p>De plus, l'article 48 du Code Bruxellois du logement prévoit que la SLRB élabore un règlement qui est d'application pour les SISP qui n'ont pas conclu de contrat de gestion avec la SLRB. Ce règlement sera pris en application des ordonnances et</p>

	<p><i>arrêtés existants, ainsi que du contrat de gestion liant la SLRB à la Région.</i></p> <p>Le régime optionnel de contrat de gestion et obligatoire de règlement entre la SLRB et les SISP existe depuis 1994. Le contrat de gestion actuellement, entré en vigueur le 21 mars 2017, concerne les 2017 à 2022. L'ensemble des SISP a adhéré au système contractuel.</p>
<p>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs les SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieur à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</p>	<p>Les contrats de gestion sont conclus pour une durée de cinq ans et sont renouvelables pour des périodes successives de cinq ans.</p> <p>Concernant les contrats de gestion conclus entre la SLRB et les SISP, le secteur est actuellement à sa quatrième génération de contrats de gestion et de règlement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la première a porté sur la période de 1994 à 2001⁶¹ : 27 SISP feront, à l'époque, le choix du contrat de gestion et 6 préféreront le règlement ; - la seconde de 2001 à 2011⁶² : seuls 2 SISP ne signeront pas de contrat de gestion et garderont l'option du règlement ; - la troisième de 2011 à 2016 : l'ensemble des SISP adhèrent au système contractuel ; - la quatrième de 2017 à 2022 : l'ensemble des SISP a également adhéré au système contractuel.
<p>Expliquer si les droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</p>	<p>Le logement est une matière régionalisée dans le cadre institutionnel belge.</p> <p>Chacune des trois Régions de Belgique a institué son propre Code du Logement qui reprend l'ensemble des dispositions légales définies par les autorités régionales et applicables à la matière du logement.</p> <p>Le Code bruxellois du Logement a été institué par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 1^{er} avril 2004 et modifié pour la dernière fois par une ordonnance du 19 avril 2018⁶³ : il a notamment, instauré le rôle des opérateurs de la politique bruxelloise du logement social qui sont respectivement, la société régionale de tutelle, la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (SLRB) et les sociétés immobilières de service public (SISP)⁶⁴ qui gèrent le patrimoine du secteur du logement social bruxellois, qui représentait au 31/12/2019 un parc de 39.945 unités de logement.</p> <p>Depuis la création de la Région de Bruxelles-Capitale, le logement social bruxellois concentre son activité immobilière</p>

⁶¹ Les contrats établis, et les règlements, pour la période 1994-1999, ont été à l'époque prorogés de deux ans.

⁶² Les contrats établis, et les règlements, pour la période 2001-2006, ont été à l'époque prorogés jusqu'en 2011.

⁶³ Respectivement publiées dans le Moniteur belge du 09/09/2003, du 29/04/2004, du 30/04/2018.

⁶⁴ Le secteur a connu une importante période de mutation. En effet, le processus de fusion officiellement entamé le 09 septembre 2013 s'est achevé le 1^{er} janvier 2018 et a ramené le nombre de SISP de 32 à 16.

	sur la mise à disposition de logements locatifs à des ménages clairement ciblés.
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.) ?	<p>Le secteur du logement social est financé par des crédits régionaux mis annuellement à sa disposition par le budget des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale. Leur niveau est fixé par le Parlement régional à partir d'un projet du Gouvernement régional élaboré sur proposition de la SLRB.</p> <p>Le financement régional du secteur a, aujourd'hui, trois objets principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ le financement des activités immobilières (ou de la politique d'investissement) qui constitue l'activité historique du secteur, ▪ la politique sociale du secteur qui s'est diversifiée et développée au cours des ans, ▪ les frais de fonctionnement de la société de tutelle, la SLRB. <p>La politique d'investissement s'établit sous la forme de deux types de financements complémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Crédits remboursables sur des périodes variables suivant les travaux concernés ; - Subsidies (crédits non remboursables) : taux variable en fonction du programme d'investissement (de 25 à 50 % des montants octroyés). <p>L'extension, la réhabilitation et la rénovation du parc de logements sociaux se concrétisent par la mise en œuvre de programmes d'investissements proposés par la SLRB à l'approbation du Gouvernement régional et élaborés en collaboration avec les SISP.</p> <p>Suivant les dispositions du contrat de gestion deux dernières générations, les investissements sont définis de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Concernant l'extension du parc, cela concerne : <ul style="list-style-type: none"> - Le Plan Régional du Logement qui est subsidié à concurrence de 50% pour les logements sociaux et 33% pour les logements moyens ; - Le programme Alliance Habitat qui est subsidié à concurrence de 50% pour les logements sociaux et 33% pour les logements moyens ; - L'acquisition de foncier et d'immeubles. ▪ Concernant les programmes d'investissements <ul style="list-style-type: none"> - Une programmation d'investissements régionaux de rénovation sur quatre ans (détermination des projets précis des SISP).

	<p>Cette programmation représente 80% des investissements annuels ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des travaux urgents non prévisibles lors de l'adoption du plan quadriennal (4%) ; - L'intégration d'œuvres d'art, en concertation avec les habitants (1%) ; - Des travaux sélectionnés par les SISP selon un système de droit de tirage (15%) et qui sont répartis entre les SISP signataires d'un contrat de gestion selon l'importance de leur patrimoine avec diverses conditions d'encadrement. <p>De plus, dans le cadre de la dernière génération de contrat de gestion, afin de réduire les délais de mise en œuvre des projets de la SLRB et des SISP, le Gouvernement a débloqué des enveloppes budgétaires spécifiques pour mener des études de faisabilité en amont des projets.</p> <p>Le pourcentage de subsidiation est de l'ordre de 50% pour les travaux de rénovation.</p> <p>La politique sociale du secteur du logement social bruxellois concerne trois objets principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une prise en charge financière régionale du coût pour les SISP de l'application de la politique sociale du secteur à travers deux systèmes différents : <ul style="list-style-type: none"> o Le régime de réduction sociale pour enfants à charge ou personnes handicapées : ces réductions concernent une réduction du loyer réel liée au nombre d'enfants à charge du ménage locataire ou de personne(s) handicapée(s) qui en font partie : cette réduction est calculée sur base d'un pourcentage du loyer de base⁶⁵ et augmente au prorata du nombre d'enfants ou de personnes concernées. Elle est cependant plafonnée. <p>C'est l'article 59 de l'arrêté du 26 septembre 1996 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale⁶⁶ organisant la location des habitations gérées par la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale ou par les sociétés immobilières</p>
--	---

⁶⁵ Le calcul du loyer réel annuel mobilise deux notions essentielles : **le loyer de base**, la part immobilière de la formule, qui est calculé à partir d'un pourcentage défini de l'actualisation de la valeur de l'investissement initial que représente le logement, éventuellement augmentée de la valeur, actualisée également, des travaux qui ont concerné ce logement et **les revenus du ménage**, la part sociale de la formule, qui vont pondérer la valeur du loyer à la hausse ou à la baisse selon le niveau des revenus du ménage concerné.

⁶⁶ Dans sa version coordonnée au 1^{er} mars 2018.

	<p>de service public qui règle les différentes modalités concernées par ce régime.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Le système d'allocation de solidarité par lequel la Région accorde aux SISP une dotation couvrant 75 % de leur déficit de recettes locatives de l'année précédente eu égard à la politique sociale qu'elles doivent appliquer. Formellement sa fonction est de permettre une compensation financière aux SISP qui connaissent un manque de rentrées locatives eu égard au niveau de revenus des ménages-locataires accueillis dans leurs logements : ces SISP connaissent ce qui est appelé un « déficit social » qui est compensé annuellement par l'octroi de ladite allocation de solidarité. Le montant octroyé aux SISP peut être affecté : <ul style="list-style-type: none"> ▪ soit à leur charge d'annuités correspondant au remboursement annuel de leurs investissements antérieurs ; ▪ à des travaux de gestion de patrimoine ; ▪ ou à l'accompagnement social des locataires. <p>Vu la paupérisation croissante de la population accueillie dans le secteur du logement social, les montants affectés dans le cadre de ce régime ont augmenté sensiblement ces dernières années.</p> <p>Ce régime d'allocation de solidarité est consacré à l'article 41, 5°, du Code bruxellois du Logement.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une mise à disposition des SISP de personnel destiné au travail social par le Service d'accompagnement social aux locataires sociaux (SASLS). - Un développement de projets de cohésion sociale également financés par la Région. On en répertorie actuellement 32 projets de cohésion sociale dans la région bruxelloise.
<p>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisé.</p>	<p>Les principes généraux du financement des activités immobilières du secteur du logement social sont énoncés aux articles 70 à 75 du Code Bruxellois du Logement :</p> <p><i>« Article 70. Sans l'autorisation de la SLRB, les SISP ne peuvent emprunter auprès de tiers, hypothéquer des biens immobiliers ou céder les garanties hypothécaires qu'elles possèdent à des tiers ou contracter toute opération de nature à obérer leur situation financière.</i></p>

La SLRB statue dans les nonante jours de la réception de la demande. Passé ce délai, son silence vaut refus.

Un recours peut être introduit auprès du Gouvernement dans les dix jours ouvrables de l'écoulement du délai ou de la notification du refus.

Le Gouvernement statue dans les trente jours.

Passé ce délai, la décision prononcée par la SLRB est confirmée. En cas de double silence, de la SLRB et du Gouvernement, l'autorisation est refusée.

Article 71. *L'octroi d'un crédit d'investissement ou d'une subvention à une SISP peut être subordonné par la SLRB à l'engagement d'en affecter une partie à :*

- 1° l'achat de terrains ;*
- 2° l'achat d'immeubles construits ;*
- 3° la construction d'immeubles ;*
- 4° la rénovation de maisons ou d'appartements ;*
- 5° la prise en charge du coût de l'équipement en voirie, les égouts, l'éclairage public, la distribution d'eau, ainsi que du coût de l'aménagement des abords communs des habitations, y compris les trottoirs ;*
- 6° l'installation d'infrastructures de type communautaire ;*
- 7° l'exercice du droit de gestion publique ;*
- 8° l'amélioration, le renforcement de l'organisation et/ou des services de gestion interne des SISP en vue de répondre plus efficacement aux missions qui leur sont confiées ;*
- 9° la mobilisation des ressources internes en respectant l'équilibre financier à long terme des SISP.*

Article 72. *Les SISP peuvent recevoir des dons et legs et acquérir les biens, même immobiliers, nécessaires à leur administration.*

Article 73. *Les SISP peuvent, avec l'approbation et l'aide financière éventuelle de la SLRB, acquérir des immeubles résidentiels ou non, ou devenir titulaires d'autres droits réels immobiliers principaux, en vue de les démolir, de les assainir, de les améliorer ou de les adapter.*

Article 74. Moyennant l'autorisation préalable de la SLRB, les SISP peuvent aliéner leurs biens immeubles et tous droits réels principaux constitués sur eux, dans le respect des objectifs du secteur et de la politique foncière définie par le Gouvernement.

Une SISP ne peut cependant aliéner un élément de son patrimoine immobilier à un prix inférieur à la valeur vénale et que si une des conditions suivantes est remplie :

- 1° si cet élément de patrimoine ne lui permet pas de réaliser sa mission de service public ;
- 2° si l'aliénation de cet élément de patrimoine lui permet d'exécuter les obligations qui lui incombent en fonction du règlement ou du contrat de gestion ;
- 3° si cet élément de patrimoine dans le cas d'un échange est remplacé par un élément de patrimoine dont la valeur, la superficie ou la situation permet la réalisation d'un des objectifs déterminés par le règlement ou le contrat de gestion.

Le produit de l'aliénation doit être intégralement affecté à sa politique d'investissement dans le respect des objectifs du secteur du logement social et de la politique budgétaire arrêtée dans le contrat de gestion.

Les mesures de publicité visées à l'article 4 de l'ordonnance du 12 novembre 1992 relative à l'aliénation d'immeubles domaniaux s'appliquent à ces opérations.

Article 75. En vue d'assainir, d'améliorer ou d'adapter des immeubles résidentiels, les SISP peuvent, avec l'approbation et l'aide financière de la SLRB, donner en location, conformément au contrat-type de bail à réhabilitation, des habitations pour plus de neuf ans, ou acquérir sur elles des droits autres que la propriété. »

1.1.1. Les types de financements

La politique d'investissement s'établit sous la forme de deux types de financements complémentaires :

- Crédits remboursables sur des périodes variables suivant les travaux concernés ;
- Subsidés (crédits non remboursables) : taux variable en fonction du programme d'investissement (de 25 à 50 % des montants octroyés).

Le programme d'investissements du secteur comprend trois volets essentiels :

	<ul style="list-style-type: none"> - L'extension du parc locatif par la construction de nouveaux logements ; - La rénovation du parc et sa mise en conformité aux normes de qualité, de sécurité et de confort (dispositions légales) ; - L'acquisition de foncier et d'immeubles⁶⁷. <p>De plus, concernant les performances énergétiques, les nouveaux projets de production de logements se calent sur les normes PEB en vigueur au moment du dépôt du permis d'urbanisme. Jusqu'en 2015, la SLRB exigeait le standard passif pour les projets de construction. Les exigences PEB étant devenues aussi exigeantes, il a été décidé d'abandonner le double standard (qui exigent notamment des moyens dédoublés). La SLRB va plus loin que les normes PEB en exigeant que les constructions ne dépassent pas la valeur n50 d'étanchéité à l'air de 0,6.</p> <p>La norme PEB 2015 est d'application pour tous les projets de rénovation. Depuis le 1^{er} janvier 2019, la directive 2010/31 impose des exigences NZEB aux bâtiments publics (cette obligation sera étendue à l'ensemble des bâtiments à partir du 1^{er} janvier 2021).</p> <p><i>1.1.2. Prix de référence</i></p> <p>Prix de référence pour la construction de nouveaux logements dans la Région de Bruxelles-Capitale⁶⁸ :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le prix au m² de surface brute hors sol est de 1.400 €/m² ; - le prix au m² de surface logement est de 1.800 €/m² ; <p>De plus, le nouveau prix au m² de surface logement est de 1.530 €/m² pour les rénovations.</p> <p><i>1.1.3. Mécanismes des programmes d'investissements</i></p> <p>L'extension, la réhabilitation et la rénovation du parc de logements sociaux se concrétisent par la mise en œuvre de programmes d'investissements proposés par la SLRB à l'approbation du Gouvernement régional et élaborés en collaboration avec les SISP.</p> <p>Suivant les dispositions du contrat de gestion deux dernières générations, les investissements sont définis de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Concernant l'extension du parc, cela concerne :
--	---

⁶⁷ L'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions d'octroi et les règles de procédures applicables à la SLRB, aux SISP, communes et CPAS, et propres au financement des projets d'acquisition, d'expropriation, de réhabilitation, de démolition et de reconstruction d'immeuble du 25 octobre 2018 a été publié au Moniteur belge le 05 novembre 2018.

⁶⁸ Prix de référence validé par le CA de la SLRB en sa séance du 24 mai 2018.

- Le Plan Régional du Logement qui est subsidié à concurrence de 50% pour les logements sociaux et 33% pour les logements moyens ;
- Le programme Alliance Habitat qui est subsidié à concurrence de 50% pour les logements sociaux et 33% pour les logements moyens ;
- L'acquisition de foncier et d'immeubles.
- Concernant les programmes d'investissements
 - Une programmation d'investissements régionaux de rénovation sur quatre ans (détermination des projets précis des SISP). Cette programmation représente 80% des investissements annuels ;
 - Des travaux urgents non prévisibles lors de l'adoption du plan quadriennal (4%) ;
 - L'intégration d'œuvres d'art, en concertation avec les habitants (1%) ;
 - Des travaux sélectionnés par les SISP selon un système de droit de tirage (15%) et qui sont répartis entre les SISP signataires d'un contrat de gestion selon l'importance de leur patrimoine avec diverses conditions d'encadrement.

De plus, dans le cadre de la dernière génération de contrat de gestion, afin de réduire les délais de mise en œuvre des projets de la SLRB et des SISP, le Gouvernement a débloqué des enveloppes budgétaires spécifiques pour mener des études de faisabilité en amont des projets.

Notons que le pourcentage de subside est de l'ordre de 50 % pour les travaux de rénovation.

Les programmes pluriannuels d'investissements sont principalement des programmes quadriennaux.

Un programme quadriennal est constitué d'une série d'opérations ou de travaux dont les initiations doivent, en principe, s'étaler durant quatre ans et dont le montant global est réservé – ou engagé – par la Région dans le cadre de ses décisions budgétaires en matière de dépenses.

Les programmes quadriennaux sont présentés pour approbation au Gouvernement régional bruxellois et mis en œuvre par la SLRB.

Chaque année, la SLRB peut proposer à la Région un **ajustement** du plan d'investissement quadriennal ou de la répartition des enveloppes affectées annuellement.

	<p>La SLRB peut accorder, complémentirement au programme d'investissement régional, des prêts à long terme aux SISP pour le financement de travaux imprévus qui ne peuvent être repris dans le programme d'investissement.</p> <p>Le schéma « opérationnel » de la SLRB relatif aux missions liées tant à la réalisation d'investissements qu'à la transparence financière s'articule, principalement, autour des éléments prioritaires suivants⁶⁹ :</p> <p>« Article 52 : procédure de réalisation des investissements visant la responsabilisation des acteurs et exercice de la tutelle »</p> <p><i>Pour tout projet, la SISP veille à respecter les critères définis dans le cahier des charges type actualisé qui sera concerté avec les Fédérations, dans les 6 mois de la signature du présent contrat.</i></p> <p><i>Les 8 étapes suivantes sont attachées à la réalisation de travaux d'investissement :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <i>1. Dossier de mise en concurrence des études ;</i> <i>2. Choix des bureaux d'études (Bureau d'études principal et autres intervenants) ;</i> <i>3. Avenants à la mission principale des bureaux d'études ;</i> <i>4. Avant-projet et mode de passation du marché de travaux ;</i> <i>5. Dossier de mise en concurrence des travaux ;</i> <i>6. Choix de l'entreprise ;</i> <i>7. Décomptes/modifications des travaux ;</i> <i>8. Décompte final.</i> <p><i>Les types de tutelle pouvant être appliqués sont déterminés par le montant des projets de rénovation, équivalent à 100% de la valeur nette.</i></p> <p><i>Le type de tutelle est fixé au moment de l'approbation du mode de financement. Il pourra être soumis à révision, notamment à partir d'un dépassement de 10% du plafond.</i></p> <p><i>Les types de tutelle sont au nombre de quatre, ils sont repris ci-dessous et présentés de manière détaillée en annexe 7 du présent contrat.</i></p>
--	---

⁶⁹ Extrait du contrat de gestion de quatrième génération SLRB-SISP entré en vigueur le 21 mars 2017, dans sa version coordonnée au 21 mars 2018 et disponible sur le site <http://www.slr.b.irisnet.be/fr/professionnel/qui-sommes-nous/nos-contrats-de-gestion/niveau-2>

1. La tutelle a posteriori

Les projets dont le montant des travaux est inférieur ou égal à 200.000€ sont soumis à une tutelle a posteriori ; Néanmoins, la SISP devra transmettre à la SLRB les documents liés aux projets, au moment de la demande de paiement de la première facture. Le contrôle de leur correcte exécution pourra être effectué par coup de sonde.

2. La tutelle allégée

Les projets de rénovation dont les montants des travaux sont supérieurs 200.000€ et inférieurs ou égal à 2 millions d'€ sont soumis à une tutelle d'approbation allégée. Seule la phase d'avant-projet est soumise à la tutelle de la SLRB.

Pour les autres étapes, la SISP doit néanmoins communiquer, pour information à la SLRB, les documents relatifs à l'étape en question, dès qu'elle est réalisée.

Des mécanismes correctifs sont également proposés :

- *en cas de dépassement du budget initial, le dossier est soumis pour approbation de l'imputation du solde débiteur au CA de la SLRB, sur la base d'une motivation détaillée de l'augmentation par l'auteur de projet et la SISP, assortie d'une proposition de financement, notamment au moyen des droits de tirage ;*

Le CA de la SLRB pourra décider que le projet peut être poursuivi ou non avec un éventuel financement sur les fonds propres de la SISP.

- *en cas de modification de la nature ou de l'objet du projet, le dossier est soumis à l'approbation du CA de la SLRB assortie d'une proposition de financement, notamment au moyen des droits de tirage.*

3. La tutelle lourde

Les projets de rénovation dont les montants des travaux sont supérieurs à 2 millions d'euros sont soumis à une tutelle lourde.

Dès lors, toutes les étapes doivent être soumises à la SLRB pour approbation.

4. La tutelle différenciée

Pour autant que les critères objectifs repris ci-dessous sont respectés, la SISP peut demander l'application d'une tutelle différenciée.

Ce type de tutelle permet à la SISP, au dépôt de l'avant-projet, d'être dispensée d'une approbation de la SLRB pour les étapes de mise en concurrence des travaux, désignation du marché de travaux et exécution du chantier pour tous les projets en tutelle lourde de moins de 5 millions d'euros.

Critères d'application de la tutelle différenciée :

- *la SISP ne doit pas avoir reçu d'accusé de réception négatif pour les étapes 1 à 4 du projet concerné ;*
- *l'avant-projet doit avoir reçu une approbation sans réserve de la part du CA de la SLRB ;*
- *le ratio « nombre de dossiers avec financement suffisant ne nécessitant pas de prêts à long terme / nombre total de dossiers actifs, c'est-à-dire pour lesquels la réception provisoire n'a pas encore été accordée » doit être supérieur ou égal à 80%. Ce ratio sera calculé pour les dossiers à partir du quadriennal 2010-2013.*

En cas d'application de la tutelle différenciée, la SISP doit cependant communiquer, pour information à la SLRB, les documents relatifs aux étapes pour lesquels une dispense d'approbation a été accordée.

Les délais

Les délais d'approbation de la SLRB sont repris en annexe 7. Ces délais sont suspendus entre le 15 juillet et le 15 août et durant les congés scolaires d'Hivers et de Printemps.

Ces délais courent dès réception d'un dossier complet et analysable. Un accusé de réception est transmis à la SISP dans les 15 jours calendrier de la réception du dossier par la SLRB.

Des listes de vérification pour un dossier complet sont mises à disposition de la SISP sur le site internet de la SLRB.

En cas de dépassement des délais de traitement des dossiers par la SLRB, la SISP a un droit de recours au Conseil d'administration de la SLRB.

Principes applicables à la tutelle allégée, lourde et différenciée

En absence de transmis des informations relatives aux différentes étapes reprises en annexe 7, sous les canevas prévus, la SISP sera soumise à la tutelle lourde pour la suite des étapes de la réalisation du projet.

Les décomptes ou modifications de travaux devront être approuvé par la SLRB, en cas de dépassement de plus de 6% de la valeur de la commande.

Si la SISP enregistre 25% de projets pour lesquels un retour à une tutelle lourde a été imposé, elle sera soumise à une tutelle lourde pour l'ensemble de ses projets.

Le régime de tutelle décrit dans le contrat de gestion de second niveau 2011-2016 reste d'application pour les étapes en cours de traitement par la SLRB à la date de signature du présent contrat de gestion.

Les nouveaux principes de tutelle présentés à l'article 7 entrent en application pour les nouvelles étapes introduites à la SLRB à partir de la date de signature du présent contrat de gestion.

Des formations concernant les nouveaux principes de tutelle seront organisées par la SLRB. »

Le processus de réalisation de la politique d'investissement comporte les opérations suivantes :

1.1.4. La notification des programmes

Après son approbation par le Gouvernement, le programme quadriennal est alors notifié aux SISP ; celles-ci sont averties par lettre du contenu des éléments de programmes qui leur sont destinés.

1.1.5. Les rapports d'avancement des programmes

Des relevés d'avancement des engagements sur programmes sont réalisés plusieurs fois par an à l'attention des décideurs : Ministre, Conseil d'administration, Direction générale.

Ces états d'avancement révèlent dans quelle mesure les programmes s'exécutent et permettent d'évaluer les moyens nécessaires ou de justifier des mesures particulières d'application.

Outre ces états d'avancement, les **contrats de gestion** de quatrième génération prévoient formellement la mise en place de différents dispositifs (comité de suivi des investissements, plans stratégiques, plans stratégiques actualisés, session annuelle d'évaluation entre partenaires, ...) permettant d'apprécier l'état

d'avancement notamment des réalisations d'investissements. Le cas échéant, des dispositions contractuelles sont également prévues en cas de non-respect des obligations (mécanismes de médiations, retour éventuel à un contrôle à priori, sanctions, ...).

Le reporting d'avancement des programmes

d'investissement est énoncé à l'article 20 du contrat de gestion de niveau 2 :

Pour permettre à la Région de suivre l'avancement des investissements, les parties s'engagent à maintenir le comité de suivi des projets d'investissements financés par la Région. Ce comité a pour objet de favoriser l'échange d'informations entre la SLRB et les SISP et d'identifier les pistes de solution pour résoudre d'éventuels problèmes dans la réalisation des projets de la SISP. La SLRB s'engage également à informer périodiquement la Région sur l'état d'avancement des projets d'investissements.

« Article 20 : Le PIG constitue le principal outil commun de suivi stratégique de l'avancement des projets d'investissements, il sera discuté lors des comités de suivi. Il permet à la SLRB et à la SISP de disposer d'une vision globale de l'ensemble des projets gérés et des capacités d'absorption et de gestion des projets de la SISP. Le PIG devra être actualisé de sorte que tous les nouveaux projets devront être au stade de l'avant-projet dans les 24 mois de la signification à la SISP de l'octroi des crédits. Les chantiers, quant à eux, devront avoir démarré dans un délai de maximum 48 mois après l'octroi des crédits. De plus, le PIG pourra être actualisé sur base de facteurs exogènes et des conclusions du comité de suivi prévu dans le présent article.

Dès que le nouveau PIG prévu à l'article 19 sera conclu, des mesures transitoires seront définies afin d'intégrer l'ensemble des projets à celui-ci.

Dès l'octroi des crédits, la SISP devra déterminer si elle agit comme auteur de projet. Dans ce cadre et sur base de l'analyse de son PIG, la SLRB se réserve le droit de ne pas autoriser la SISP à agir en tant qu'auteur de projet.

Mesures en cas de retard d'avancement des projets d'investissement financés par la SLRB

Les parties s'engagent à mettre en place des mesures proactives (présentation des projets, rencontres régulières avec les référents uniques, ...) afin de prévenir les éventuels retards dans l'exécution des projets.

Néanmoins, dès que la SLRB constate que 20% des projets en termes de montant financier sont en retard par rapport aux plannings initiaux globaux des différents programmes d'investissement approuvés par le CA de la SLRB ou que les conditions d'octroi des crédits de rénovation ne sont pas respectées, elle transmet un rapport à son Conseil d'administration qui a 60 jours pour prendre sa décision et cela après audition de la SISP. Les éléments de justification éventuels, y compris les situations d'exception, apportés par la SISP, seront annexés au rapport de l'administration.

Le Conseil d'administration de la SLRB a la possibilité d'imposer une ou plusieurs des mesures suivantes, tenant compte de la gravité de la situation, selon des modalités définies par la SLRB et en motivant sa décision :

- Prendre acte de la situation et des explications données et accepter une révision du planning d'investissement proposé par la SISP ;*
- Demander à la SISP de fournir un planning révisé, éventuellement sur base de balises fixées par la SLRB ;*
- Adresser à la SISP une mise en demeure ;*
- Imposer à la SISP de nouvelles conditions au maintien et à l'utilisation des crédits octroyés, par exemple sous forme de mobilisation des services d'appui mis à disposition par la SLRB ou d'autres institutions régionales (facilitateurs, BMa, ...) ;*
- Reprendre à la SISP la maîtrise d'ouvrage d'un ou plusieurs projets (art. 41, 4° et 42, 1° du CBL) ;*
- Retirer les crédits octroyés pour un ou plusieurs projets en vue d'une proposition de réaffectation de ces crédits à une autre SISP, selon des modalités fixées par le CA de la SLRB. »*

1.1.6. Le suivi budgétaire de la politique d'investissement

La mise en œuvre des programmes implique la perception par la SLRB des dotations prévues au budget régional.

Les principes qui avaient été définis dans le contrat de gestion de niveau 1 conclu en octobre 2010 qui lie la SLRB à la Région de Bruxelles-Capitale ont été maintenus dans le contrat conclu en septembre 2015.

	<p>Notons que l'article 20 du contrat de gestion dit de niveau 1 prévoit que la SLRB transmet périodiquement à la Région l'état d'avancement des projets d'investissements.</p> <p>« Article 20 : Réduire les délais d'exécution des travaux de rénovation</p> <p><i>Maintenir le comité de suivi des investissements permettant à la Région de suivre l'avancement des investissements. Dans ce cadre, la SLRB mettra sur pied pour chaque SISP un comité de suivi des projets d'investissements financés par la Région. Il aura pour objet de favoriser l'échange d'informations entre la SLRB et les SISP et d'identifier les pistes de solution pour résoudre d'éventuels problèmes dans la réalisation des projets de la SISP. La SLRB s'engage également à informer périodiquement la Région sur l'état d'avancement des projets d'investissements. »</i></p> <p>La politique sociale du secteur du logement social bruxellois concerne trois objets principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une prise en charge financière régionale du coût pour les SISP de l'application de la politique sociale du secteur à travers deux systèmes différents : <ul style="list-style-type: none"> ○ Le régime de réduction sociale pour enfants à charge ou personnes handicapées : ces réductions concernent une réduction du loyer réel liée au nombre d'enfants à charge du ménage locataire ou de personne(s) handicapée(s) qui en font partie : cette réduction est calculée sur base d'un pourcentage du loyer de base⁷⁰ et augmente au prorata du nombre d'enfants ou de personnes concernées. Elle est cependant plafonnée. C'est l'article 59 de l'arrêté du 26 septembre 1996 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale⁷¹ organisant la location des habitations gérées par la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale ou par les sociétés immobilières de service public qui règle les différentes modalités concernées par ce régime. ○ Le système d'allocation de solidarité par lequel la Région accorde aux SISP une dotation couvrant 75
--	---

⁷⁰ Le calcul du loyer réel annuel mobilise deux notions essentielles : **le loyer de base**, la part immobilière de la formule, qui est calculé à partir d'un pourcentage défini de l'actualisation de la valeur de l'investissement initial que représente le logement, éventuellement augmentée de la valeur, actualisée également, des travaux qui ont concerné ce logement et **les revenus du ménage**, la part sociale de la formule, qui vont pondérer la valeur du loyer à la hausse ou à la baisse selon le niveau des revenus du ménage concerné.

⁷¹ Dans sa version coordonnée au 1^{er} mars 2018.

	<p>% de leur déficit de recettes locatives de l'année précédente eu égard à la politique sociale qu'elles doivent appliquer. Formellement sa fonction est de permettre une compensation financière aux SISP qui connaissent un manque de rentrées locatives eu égard au niveau de revenus des ménages-locataires accueillis dans leurs logements : ces SISP connaissent ce qui est appelé un « déficit social » qui est compensé annuellement par l'octroi de ladite allocation de solidarité. Le montant octroyé aux SISP peut être affecté :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ soit à leur charge d'annuités correspondant au remboursement annuel de leurs investissements antérieurs ; ▪ à des travaux de gestion de patrimoine ; ▪ ou à l'accompagnement social des locataires. <p>Vu la paupérisation croissante de la population accueillie dans le secteur du logement social, les montants affectés dans le cadre de ce régime ont augmenté sensiblement ces dernières années.</p> <p>Ce régime d'allocation de solidarité est consacré à l'article 41, 5°, du Code bruxellois du Logement.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une mise à disposition des SISP de personnel destiné au travail social par le Service d'accompagnement social aux locataires sociaux (SASLS). - Un développement de projets de cohésion sociale également financés par la Région. On en répertorie actuellement 32 projets de cohésion sociale dans la région bruxelloise.
<p>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter les surcompensations.</p>	<p>Il n'y a pas de surcompensation, du fait que les subventions correspondent aux frais réels et qu'ils doivent être justifiés sur base de pièces justificatives.</p> <p>De plus, les articles 57 à 59 et l'article 63 du Code bruxellois du Logement définissent les modalités de fonctionnement et également les modes de contrôle devant être mis en place par les SISP (système de contrôle interne, réviseur d'entreprise membre de l'Institut des réviseurs d'entreprises et le régime des délégués sociaux).</p> <p>Les mesures complémentaires de transparence des activités des SISP sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les comptes annuels des SISP qui sont obligatoirement communiqués à la SLRB chaque année ;

	- Les rapports annuels : chaque année, la SLRB établit son rapport annuel qui reprend les éléments essentiels de la situation du secteur des points de vue patrimonial, financier, administratif et social.
--	---

2. Montant des aides octroyées et statistiques générales

Tableau 1 : Crédits affectés aux divers programmes du logement social (en millions d'€)

Le tableau ci-dessous reprend les principaux crédits affectés sur la période 2018-2019. Les données concernent les crédits d'ordonnancement (co), soit des dépenses réellement effectuées dans l'année.

	2018	2019
Investissements:	218 892	164 528
dont subsides	49 561	73 137
Politique sociale	61 485	59 028
Incitants SISP	4 437	4 225
Projet de cohésion sociale	2 863	2 808
SASLS	3 063	3 063
Allocation du solidarité (ARS)	31 071	32 959
Réduction sociale et PRI	19 521	15 719
COCOLO	335	179
Autres	195	74
Gestion de la dette et trésorerie	27 984	29 916
Intérêts sur la dette régionale	2 517	2 482
Amortissements sur la dette régionale	22 629	24 731
Intérêts sur comptes courants	2 838	2 703
Fonctionnement	14 958	16 573
Frais de fonctionnement SLRB	13 217	15 625
Entretien bâtiments SLRB	1 741	948
TOTAL	323 319	270 045

Tableau 2 : Dépenses 2018-2019

Dépenses	2018	2019
Mission 01 : Dépenses Générales	16 055 €	17 689 €
Rémunération du personnel	9 686 €	10 926 €
Intérêts sur comptes courants	2 838 €	2 703 €
Fonds de prévoyance sociale	330 €	316 €
Logiciels et IT	591 €	418 €
Iristeam	418 €	457 €
Etudes, audits, cadastre	504 €	849 €
Taxes diverses	419 €	734 €
Formations	145 €	115 €
Publicité, communication	189 €	170 €

Autre dépenses courantes de personnel et de biens et services	1 280 €	1 001 €
---	---------	---------

Mission 02 : Dépenses Spécifiques	44 454 €	27 852 €
Frais en comptes courants des SISP	19 308 €	- €
Intérêts sur la dette régionale	2 517 €	2 482 €
Amortissements sur la dette régionale	22 629 €	24 731 €
Remboursement SPRB	- €	639 €

Mission 03 : Dépenses d'Investissements	199 927 €	162 575 €
Intérêts sur crédits du Plan Logement	1 182 €	1 036 €
Amortissements sur crédits du Plan logement	1 472 €	1 147 €
Subsides d'investissements octroyés	49 560 €	72 758 €
Coûts de construction PRL	20 322 €	23 361 €
Avances d'investissements octroyées	127 390 €	63 894 €

Mission 04 : Gestion du patrimoine	20 706 €	2 900 €
Entretiens et renouvellements des locaux et équipements e.a.	1 741 €	948 €
Achats de terrains et bâtiments	- €	- €
COMPTES GAGES	18 965 €	1 952 €

Mission 05 : Mission de politique sociale	61 485 €	59 028 €
Incitants SISP	4 437 €	4 225 €
PCS	2 863 €	2 808 €
SASLS	3 063 €	3 063 €
Observatoire du logement	224 €	34 €
AVJ	103 €	5 €
Allocation du solidarité (ARS)	31 071 €	32 959 €
Projet pilote	46 €	35 €
Price participation SISP	1 €	- €
Compensation PRI et familles nombreuses	19 521 €	15 719 €
COCOLO	335 €	179 €

Total Général	342 629 €	270 045 €
----------------------	------------------	------------------

Tableau 3 : Programmation budgétaire du contrat de gestion de niveau 1 (2015-2020) (en milliers d'€)

	2016	2017	2018	2019	2020
Subvention Observatoire de l'habitat	200	200	200	200	200
Subvention de fonctionnement de la SLRB	9.110	9.397	9.557	9.788	9.934
Pôle d'expertise d'appui aux SISP	2.146	1.046	1.067	1.088	1.110

Dotation de fonctionnement complémentaire ⁷²	497	507	518	528	539
Total des dotations	11.953	11.150	11.342	11.604	11.783

Tableau 4 : Crédits d'ordonnancement pour les Quadriennaux en cours (en milliers d'€)

	2017	2018	2019
Quadri 2002-2005 (avances)	8 351	10 556	2 540
Quadri 2002-2005 (subsides)	1 626	644	-
Quadri 2006-2009 (avances)	11 448	10 356	3 140
Quadri 2006-2009 (subsides)	7 464	6 214	3 160
Quadri 2010-2013 (avances)	7 022	9 486	10 940
Quadri 2010-2013 (subsides)	8 217	11 781	9 270
Quadri 2014-2017 (avances)	4 833	5 953	20 320
Quadri 2014-2017 (subsides)	14 367	14 772	23 330
Quadri bis 2016-2017	1 294	14 305	12 260
Quadri 2018-2021 (avances)	-	-	1 270
Quadri 2018-2021 (subsides)	-	136	2 750
Plan Régional du Logement	25 048	15 228	23 080
Alliance Habitat	0	7 284	11 490
TOTAL	89 672	106 714	123 550

2.1. Le « marché » de l'offre et de la demande de logements sociaux : éléments d'appréciation

En Région bruxelloise (1.208.542 habitants⁷³ au 01/01/2019), on compte 534.948⁷⁴ logements en 2019, dont 39.945 unités relevant du secteur public du logement social.

Le parc de logements gérés par les SISP agréées par la SLRB représente 7,47 % du parc total en Région de Bruxelles-Capitale, ce qui est bien en deçà de la moyenne relevée dans l'ensemble des Etats membres de l'Union Européenne.

L'accèsion à ces logements est régulée principalement selon les revenus et la situation sociale des demandeurs.

En 2018, le loyer mensuel moyen des logements occupés se situe⁷⁵ à 302,40 € et le coût mensuel des charges est de 107,45 €.

Ces dernières années, le secteur a connu un appauvrissement des ménages locataires qui est en relation avec l'évolution générale de la population bruxelloise qui voit ses ressources financières, relativement aux populations des deux autres Régions de Belgique, diminuer. Cette situation trouve une de ses expressions dans le volume de la demande de logements sociaux qui s'est accrue ces dernières années

⁷² Dotation annuelle, ici additionnée, pour le Plan Régionale du Logement et l'Alliance Habitat.

⁷³ Source : <http://ibsa.brussels/chiffres/chiffres-cles-de-la-region#.Xnuqr3LjLb0>

⁷⁴ Source : <https://bestat.statbel.fgov.be/bestat/crosstable.xhtml?view=43d7cdce-3647-4f5c-86f1-a4e0c864-f692>

⁷⁵ Source : Rapport annuel de la SLRB - Statistiques au 31.12.2018

et les sources de revenus des ménages candidats-locataires, relevées respectivement aux tableaux 4 et 5. Toutefois, nous pouvons constater que le volume de demandes de logements est reparti à la hausse en 2019.

Tableau 5 - Nombre de ménages candidats-locataires : évolution jusqu'en 2019

Année	Nombre de ménages candidats-locataires
2003	24.792
2008	33.006
2009	36.867
2010	37.825
2011	38.928
2012	41.461
2013	44.332
2014	42.540
2015	45.742
2016	48.804
2017	43.170
2018	45.987
2019	48.675

Tableau 6 – Provenance des revenus des chefs de famille des ménages candidats-locataires (au 31.12)

	2018					
	Log sociaux	%	Log moyens	%	Log modérés	%
Sans Revenus	15 074	23,52%	2	7,41%	44	12,36%
Salarié	13 151	20,52%	16	59,26%	240	67,42%
Indépendant	483	0,75%	0	0,00%	3	0,84%
Pension	2 671	4,17%	3	11,11%	14	3,93%
Chômage	12 476	19,47%	4	14,81%	22	6,18%
Mutualité	4 579	7,14%	2	7,41%	21	5,90%
Handicapé	1 525	2,38%	0	0,00%	1	0,28%
RIS/CPAS	13 841	21,60%	0	0,00%	10	2,81%
Autres	292	0,46%	0	0,00%	1	0,28%
Total	64 092	100,00%	27	100,00%	356	100,00%

	2019					
	Log sociaux	%	Log moyens	%	Log modérés	%
Sans Revenus	15 815	23,46%	10	13,70%	95	13,59%
Salarié	13 855	20,55%	45	61,64%	446	63,81%
Indépendant	525	0,78%	1	1,37%	8	1,14%
Pension	2 839	4,21%	5	6,85%	38	5,44%
Chômage	12 781	18,96%	5	6,85%	54	7,73%
Mutualité	5 049	7,49%	6	8,22%	42	6,01%
Handicapé	1 662	2,47%	1	1,37%	2	0,29%
RIS/CPAS	14 585	21,63%	0	0,00%	13	1,86%
Autres	310	0,46%	0	0,00%	1	0,14%
Total	67 421	100,00%	73	100,00%	699	100,00%

Tableau 7 – Nombre de logements réceptionnés au 31.12

	2018	2019	Augmentation
« Plan Régional du Logement »			
Nombre de logements sociaux réceptionnés	1.341	1.473	+ 132
Nombre de logements moyens réceptionnés	254	314	+ 60
Nombre total de logements réceptionnés	1.595	1.787	+ 192
« Alliance Habitat »			
Nombre de logements sociaux réceptionnés	32	128	+ 96
Nombre de logements moyens réceptionnés	0	63	+ 63
Nombre de logements modérés réceptionnés	0	0	+ 0
Nombre total de logements réceptionnés	32	191	+ 159

Compte tenu de la rareté du foncier public disponible, la SLRB a su se diversifier, faire preuve d'inventivité et d'esprit d'initiative en proposant des solutions innovantes. Dès lors, les projets de l'Alliance Habitat se développent selon différentes modalités et sont repris en différents volets :

Volet	Nb logements
1/ Appel à projets à destination des partenaires publics (AH classique)	1.731
2/ Appel à projets à destination des partenaires privés (Marchés PPP)	68
3/ Acquisitions prospectées par la SLRB	927
4/ Appel à projets « Acquisitions » à destinations des partenaires publics	52
5/ Appel à projets « Clés sur porte » à destinations des partenaires privés	340
6/ Pavillons modulaires préfabriqués en bois	83
7/ Logements dans le périmètre des zones stratégiques et des CRU	792
Nombre total de logements identifiés dans le cadre du projets AH	3.993

Dès lors, en plus des 3.398 logements (hors projets Dames Blanches) identifiés dans le cadre du programme PRL, 3.993 ont été identifiés dans le programme Alliance Habitat.

Tableau 8 – Mouvements des locataires du logements social bruxellois en 2017 et 2018

	2017	2018
Entrées	1.239	1.334
Sorties	1.521	1.297
Mutations et transferts	601	533

2.2. Statistiques financières concernant les SISP

Tableau 9 - Ratio d'endettement : 2014 à 2018

		2014	2015	2016	2017	2018	<i>Croissance annuelle moyenne</i>
Annuités	<i>Milliers d'€</i>	45.470	46.456	47.284	48.546	51.445	3,13 %
Recettes locatives	<i>Milliers d'€</i>	168.354	172.605	178.552	186.009	191.618	3,29 %
Ratio d'endettement	%	27,0%	26,9%	26,5%	26,1%	26,8%	-0,19 %

Tableau 10 - Ratio de liquidité : 2014 à 2018

		2014	2015	2016	2017	2018	<i>Croissance annuelle moyenne</i>
Actifs circulants	<i>Milliers d'€</i>	174.052	176.528	182.930	191.192	204.852	4,16 %
Dettes à court terme	<i>Milliers d'€</i>	133.377	131.514	149.383	153.817	172.451	6,63 %
Ratio de liquidité stricte	%	120,6%	125,8%	122,5%	124,3%	118,8%	-0,38 %

Tableau 11 - Cash-flow : 2014 et 2018

		2014	2015	2016	2017	2018	<i>Croissance</i>
Résultat net	<i>Milliers d'€</i>	12.870	16.754	15.893	14.745	8.996	8,56 %
Cash-flow net	<i>Milliers d'€</i>	51.860	56.313	60.308	60.116	58.006	2,84 %
Cash-flow net après service de la dette	<i>Milliers d'€</i>	20.960	24.207	26.863	25.290	21.065	0,13 %

Tableau 12 - Rentabilité – Résultat d'exercice : 2014 à 2018

	<i>Codes</i>	2014	2015	2016	2017	2018	<i>Croissanc e annuelle</i>
<i>Ventes et prestations</i>	70/74	237.044	238.055	242.535	254.291	259.362	2,27 %
<i>Coût des ventes et prestations</i>	60/64	-217.729	-215.639	-225.046	-236.258	-246.314	3,13 %
<i>Résultat d'exploitation</i>	70/64	19.315	22.416	17.489	18.033	13.048	-9,34 %
<i>Produits financiers</i>	75	11.559	12.705	15.497	14.503	16.024	8,51 %
<i>Charges financières</i>	65	-17.086	-17.300	-16.302	-17.377	-17.426	0,49 %
<i>Résultat courant avant impôts</i>	70/65	13.788	17.821	16.684	15.159	11.646	-4,13 %
<i>Résultat avant impôts</i>	70/66	13.411	36.831	15.680	15.300	11.369	-4,05 %
<i>Résultat d'exercice</i>	70/67	12.870	16.754	15.893	14.745	8.996	-8,56 %

3. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES LORS DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG OU DE L'ENCADREMENT

Néant

4. PLAINTES DE TIERS INTERESSES

Néant

5. DIVERS

Néant

8. Citydev

Description de l'application de la décision SIEG de 2012

Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale (citydev.brussels) BE 215.984.554 – années 2018-2019

Catégories :

2) les services sociaux [article 2, paragraphe 1, point b)]

- ~~a) les soins de santé et de longue durée;~~
- ~~b) la garde d'enfants;~~
- ~~e) l'accès et la réinsertion sur le marché du travail;~~
- d) le logement social;
- ~~e) les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables.~~

5) les compensations de SIEG ne dépassant pas un montant annuel de 15 millions d'EUR [article 2, paragraphe 1, point a)]

- ~~i. les services postaux;~~
- ~~ii. l'énergie;~~
- ~~iii. la collecte des déchets;~~
- ~~iv. l'approvisionnement en eau;~~
- ~~v. la culture;~~
- ~~vi. les services financiers;~~
- vii. d'autres secteurs (à préciser) :
 - 1. expansion économique
 - 2. rénovation urbaine
 - 3. missions déléguées / spécifiques

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés en Région de Bruxelles-Capitale :

*Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné en Région de Bruxelles-Capitale. Enumérer aussi clairement que possible le **contenu des services confiés en tant que SIEG** :*

1. Expansion économique

En matière d'expansion économique, la finalité de l'action de la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale (SDRB), ci-après « citydev.brussels », est de favoriser le développement économique régional et la création ou le maintien d'emplois directs ou

indirects pour les Bruxellois en mettant à disposition des entreprises des infrastructures bâties ou non bâties, en particulier là où des défaillances du marché apparaissent.

Le Gouvernement reconnaît citydev.brussels comme un opérateur immobilier public régional de référence en matière d'expansion économique.

Prioritairement dans l'EDRLR (future Zone de Rénovation Urbaine) et sur base des premières expériences déjà réalisées dans le cadre de ses missions d'expansion économique, citydev.brussels continue à développer le métier de Maîtrise d'ouvrage des Projets mixtes sur les friches urbaines et les sites de grande taille et s'organiser en conséquence.

2. Rénovation urbaine et logement social

Le Gouvernement reconnaît citydev.brussels comme un opérateur régional de Rénovation urbaine actif notamment dans le cadre de la Politique sociale du logement conformément au Code Bruxellois du Logement.

La finalité de l'action de citydev.brussels en fait de rénovation urbaine consiste à renforcer la qualité de vie en ville en produisant, à titre principal, du logement moyen acquisitif. Pour ce faire, elle développe des opérations de haute qualité environnementale, architecturale et urbanistique qui restructurent des espaces urbains fragilisés, en y réalisant des logements et les équipements collectifs, les espaces publics et les commerces nécessaires aux nouveaux habitants et au quartier existant. L'activité de rénovation urbaine de citydev.brussels consiste également à la mise en œuvre de projets qui peuvent inclure des logements sociaux.

Citydev.brussels s'engage à favoriser une mixité et une diversité d'offre de logements et pour ce faire, à mettre en place, avec l'accord du Gouvernement, des partenariats avec les autres opérateurs publics du logement.

Quand c'est possible, afin de favoriser l'équilibre des fonctions, les opérations réalisées intègrent des affectations de types économiques liées à la mission de l'Expansion économique de citydev.brussels.

Citydev.brussels visera également la production de projets dans le cadre d'appels à projets c'est-à-dire sur des terrains dont elle n'est pas propriétaire. Les sites à acquérir par citydev.brussels doivent préalablement être repris au Plan pluriannuel, approuvé par le Gouvernement.

Prioritairement dans l'EDRLR (future Zone de Rénovation Urbaine) et sur base des premières expériences déjà réalisées dans le cadre de ses missions de rénovation urbaine, citydev.brussels doit continuer à développer le métier de Maîtrise d'ouvrage des Projets mixtes sur les friches urbaines et les sites de grande taille et s'organiser en conséquence.

3. Missions déléguées

Citydev.brussels peut être chargé, par le Gouvernement ou par les communes, de missions déléguées servant la finalité générale poursuivie par l'institution.

Ces missions déléguées font l'objet :

- après décision du mandant, d'une convention fixant les règles de la collaboration, le budget, ...
- de postes budgétaires distincts reprenant les dépenses et les recettes strictement attachées à ces missions.

Seront entre autres reprises sous les recettes spécifiques des missions déléguées les dotations accordées par la Région ou par les communes pour la bonne réalisation de ces missions.

*Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.*

Le mandat à citydev.brussels a été conféré par l'ordonnance du 20 mai 1999 relative à la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale⁷⁶.

Il a été concrétisé dans un contrat de gestion quinquennal. Le contrat de gestion actuel couvre les années 2013 à 2020 et a été conclu le 16 octobre 2013 entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale (citydev.brussels).

***Durée moyenne du mandat (en années)** et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieur à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.*

Le contrat de gestion a une durée de cinq ans et est renouvelable. Le contrat de gestion a été prolongé jusqu'au 16 octobre 2020.

*Expliquer si des **droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux** sont accordées aux entreprises*

Il n'existe pas de droits exclusifs ou spéciaux.

⁷⁶ MB 29 juillet 1999.

Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.) ?

L'activité de citydev.brussels est financée par deux types d'instruments d'aide :

- des dotations de fonctionnement ;
- des subsides d'investissements .

En outre, les fonds pour le financement des missions spécifiques déléguées à citydev.brussels par la Région ou par une Commune sont définis dans une convention conclue préalablement à chaque mission par les parties.

Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

Citydev.brussels produit et tient à jour deux plans pluriannuels d'investissements soumis à l'approbation du Gouvernement couvrant respectivement les activités d'Expansion Economique en de Rénovation Urbaine. Ces plans pluriannuels indiquent clairement pour chaque projet, par année, les engagements et les liquidations y relatifs, jusqu'au terme de leur réalisation et précisent les modalités et les sources de financement envisagées.

L'arrêté du 1^{er} juin 2006 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'octroi de subsides pour la mission de rénovation urbaine de la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale⁷⁷, et le contrat de gestion prévoient que

- les subsides sont octroyé à titre de provision et sur présentation de déclarations de créance et de justificatifs des dépenses à effectuer, et
- à la fin de la réalisation d'un projet, soit dans les 6 mois après le paiement de la dernière tranche de subside, citydev.brussel présente un rapport final de toutes les opérations menées.

Le contrat de gestion prévoit également que conformément à l'Article 5 de la Décision SIEG de la Commission, la compensation financière accordée à citydev.brussels ne peut excéder ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public telles que mentionnées par le présent contrat de gestion.

La compensation doit également tenir compte des recettes relatives à l'exécution de ces obligations de service public ainsi que d'un bénéfice raisonnable sur les capitaux propres nécessaires à l'exécution de ces obligations.

Une méthodologie fondée sur la répartition des coûts est utilisée.

⁷⁷ MB 5 juillet 2006.

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations ?

L'arrêté du 1^{er} juin 2006 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'octroi de subsides pour la mission de rénovation urbaine de la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale⁷⁸, et le contrat de gestion prévoient

- un système qui vise à éviter les surcompensations en veillant à ce que tous excès éventuels des montants des subventions sont remboursés ou réaffectés au prochain projet, et
- que citydev.brussels tient une comptabilité projet par projet

Le contrat de gestion prévoit que citydev.brussels tient « une comptabilité analytique informatisée pertinente, notamment dans le but de structurer citydev.brussels selon les missions décrites dans le contrat de gestion (activités d'expansion économique, de rénovation urbaine et de missions déléguées) et permettant une gestion financière par projet ».

Le contrat de gestion prévoit également que « lorsque citydev.brussels réalise des activités qui se situent à la fois dans le cadre du service d'intérêt général et en dehors de celui-ci, sa comptabilité interne indique séparément les coûts et les recettes liés à ce service et à d'autres services, ainsi que les paramètres de répartition des coûts et des recettes.

Afin de satisfaire à l'Article 6 de la Décision SIEG de la Commission, toute surcompensation dépassant de 10% la compensation adéquate devra être remboursée par citydev.brussels. Une surcompensation inférieure à 10% pourra être reportée sur la période suivante et sera déduite du montant de la compensation due pour cette période. »

Le contrat de gestion comprend également un chapitre consacré aux modalités de mise en œuvre, suivi, évaluation et révision du contrat.

*Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre Etat membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).*

Non applicable.

⁷⁸ MB 5 juillet 2006.

Montant des aides octroyées		
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)		
2018		2019
SIEG Expansion Economique	2019	2018
Subsides d'investissement Région	8.407.000 €	8.422.180 €
Subs. d'investissement FEDER 2014-2020	16.986 €	17.444 €
Subs. d'investissement FEDER obj. 2013	- €	- €
Subs. Fonctionnement	2.840.000 €	2.840.000 €
Total SIEG Expansion Economique	11.263.986 €	11.279.624 €
SIEG Rénovation Urbaine	2019	2018
Subsides d'investissement Région	14.478.490 €	15.566.955 €
Subs. fonctionnement	3.159.008 €	3.208.533 €
Total SIEG Rénovation Urbaine	17.637.498 €	18.775.488 €
Financement spécifique	2019	2018
Projet Jules Cockx	- €	- €
Projet Blue star - Port d'Ulyse	1.300.491 €	- €
Fablabs	250.292 €	998.790 €
A : Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales		
2018: néant		2019: néant

B : Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales

2018	2019
-------------	-------------

Pour le **SIEG de l'Expansion économique**, citydev.brussels a reçu les montants suivants en 2018 et 2019 :

SIEG Expansion Economique	2019	2018
Subsides d'investissement Région	8.407.000 €	8.422.180 €
Subs. d'investissement FEDER 2014-2020	16.986 €	17.444 €
Subs. d'investissement FEDER obj. 2013	- €	- €
Subs. Fonctionnement	2.840.000 €	2.840.000 €
Total SIEG Expansion Economique	11.263.986 €	11.279.624 €

Pour les **SIEG Rénovation urbaine et logement social**, citydev.brussels a reçu les montants suivants en 2018 et 2019 :

SIEG Rénovation Urbaine	2019	2018
Subsides d'investissement Région	14.478.490 €	15.566.955 €
Subs. fonctionnement	3.159.008 €	3.208.533 €
Total SIEG Rénovation Urbaine	17.637.498 €	18.775.488 €

Pour les missions spécifiques, citydev.brussels a reçu les montants suivants en 2018 et 2019 :

Financement spécifique	2019	2018
Projet Jules Cockx	- €	- €
Projet Blue star - Port d'Ulyse	1.300.491 €	- €
Fablabs	250.292 €	998.790 €

C : Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales

2018	2019
-------------	-------------

2018 et 2019 : néant

Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
2018 et 2019 : néant	
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)	
2018	2019
2018 et 2019 : néant	

Plaintes de tiers

Veillez fournir un aperçu des plaintes déposées par des tiers, en particulier des actions engagées devant des juridictions nationales au sujet de mesures relevant du champ d'application de la décision SIEG de 2012 ou de l'encadrement SIEG de 2012. Veillez être aussi précis que possible dans votre réponse et mentionner le secteur dans lequel vous avez reçu des plaintes, le contenu de celles-ci et les suites éventuelles données par vos autorités ou l'issue probable de la procédure judiciaire.

citydev.brussels n'est pas au courant de plaintes.

Questions diverses

- a. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012 en accordant une attention particulière aux points suivants :
- l'élaboration d'un mandat répondant aux exigences de l'article 4 de la décision SIEG ;
 - la détermination du montant de la compensation conformément à l'article 5 de la décision SIEG ;
 - la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément à l'article 5, paragraphes 5 à 8, de la décision SIEG ;
 - le contrôle régulier d'une éventuelle surcompensation conformément à l'article 6 de la décision SIEG ;

Veillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

citydev.brussels n'a pas rencontré de difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012.

- b. Nous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de l'encadrement SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants :
- l'organisation d'une consultation publique conformément au point 14 de l'encadrement SIEG ;
 - le respect des règles en matière de marchés publics conformément au point 19 de l'encadrement SIEG ;
 - la détermination du coût net évité conformément aux points 25 à 27 de l'encadrement SIEG ;

- *la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément aux points 33 à 38 de l'encadrement SIEG ;*

Veillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

Non applicable.

- c. *Si, dans votre rapport, vous souhaitez formuler d'autres observations sur l'application de la décision SIEG et de l'encadrement SIEG au sujet d'éléments non couverts par les questions ci-dessus, n'hésitez pas à le faire.*

citydev.brussels ne souhaite pas formuler d'autres observations.

9. Urban

Description de l'application de l'encadrement SIEG de 2012

Section
urban.brussels - Direction Connaissance et Communication
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
<p>i. la culture;</p> <p>Gestion, exploitation et programmation culturelle dans des bâtiments relevant du patrimoine public</p> <ul style="list-style-type: none"> - logistique et entretien - accueil permanent des publics - conservation d'éléments du patrimoine culturel - organisation d'événements, d'exposition, de conférences... - services et animation pédagogique et didactiques à destination des publics scolaires et familiaux - communication, promotion, diffusion du patrimoine culturel <p>Lieux concernés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Palais de Charles Quint, place Royale ; - Musée Horta, rue Américaine ; - Pôle Culturel KANAL, quai de Willebroek ; - Centre International Ville Architecture CIVA, rue de l'Ermitage ; - Halles-Saint-Géry, place St. Géry
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Contrats de gestion décrivant les missions et objectifs, les moyens financiers et ressources humaines affectés, les modalités d'évaluation, de suivi et de contrôle.
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
Généralement mandats de 5 ans renouvelables auprès d'une entité à statut non lucratif (ASBL ou fondation d'utilité publique) mise en place spécifiquement pour chaque lieu. Cette spécificité amène à une forme de pérennité et donc à des durées qui atteignent régulièrement les 10 ans et plus (sauf pour les structures les plus récentes).
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Les entités qui exercent ces SIEG ont été mises en place chacune par les autorités publiques compétentes (Commune et/ou Région), spécifiquement pour chaque lieu, afin d'assurer, en exclusivité, la gestion, l'accessibilité et l'animation des lieux concernés :
<ul style="list-style-type: none"> - Asbl Palais de Charles Quint - Asbl Patrimoine & Culture – Halles Saint-Géry - Asbl Musée Horta – Hortamuseum - Fondation KANAL - Fondation CIVA
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Arrêtés du Gouvernement portant des subventions facultatives annuelles au sens de l'article 92 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, encadrées par un contrat de gestion.

Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
Les modalités de la subvention facultative au sens de l'article 92 de l'ordonnance susmentionnée du 23 février 2006 postulent la compensation des coûts nets réels exposés par l'entité pour assurer le SIEG.
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
Contrôle financier annuel sur base des pièces justificatives des coût éligibles et de la balance comptable globale de l'entité qui assure le SIEG.
Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).
Le financement de la Fondation KANAL et de la Fondation CIVA a fait l'objet d'une allocation de base nominative au budget régional et dont la dotation annuelle potentielle est donc implicitement publiée au moniteur belge.

Montant de l'aide octroyé (en millions d'EUR)	
2018	2019
6.636.000€	9.133.000€
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe)	
2018	2019
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)	
2018	2019
5 bénéficiaires : <ul style="list-style-type: none"> - Charles Quint : 910.000€ - KANAL : 2.598.000€ - CIVA : 2.500.000€ - Horta : 228.000€ - Halles St Géry : 400.000€ 	5 bénéficiaires : <ul style="list-style-type: none"> - Charles Quint : 925.000€ - KANAL : 5.000.000€ - CIVA : 2.550.000€ - Horta : 208.000€ - Halles St Géry : 450.000s€

Plaintes de tiers

Néant

Difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012

Néant

Autres observations sur l'application de la décision SIEG et de l'encadrement SIEG au sujet d'éléments non couverts par les questions ci-dessus

Néant

SOCIETE DE DEVELOPPEMENT POUR LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE (CITYDEV.BRUSSELS – ANNEES 2018-2019

Description de l'application de l'encadrement SIEG de 2012 :

Section
urban.brussels - Direction de la Rénovation urbaine
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
<p>i. d'autres secteurs (à préciser) : logement social et revitalisation urbaine / rénovation urbaine :</p> <p>Le Gouvernement reconnaît citydev.brussels comme un opérateur régional de Rénovation urbaine actif notamment dans le cadre de la Politique sociale du logement conformément au Code Bruxellois du Logement.</p> <p>La finalité de l'action de citydev.brussels en fait de rénovation urbaine consiste à renforcer la qualité de vie en ville en produisant, à titre principal, du logement moyen acquisitif. Pour ce faire, elle développe des opérations de haute qualité environnementale, architecturale et urbanistique qui restructurent des espaces urbains fragilisés, en y réalisant des logements et les équipements collectifs, les espaces publics et les commerces nécessaires aux nouveaux habitants et au quartier existant. L'activité de rénovation urbaine de citydev.brussels consiste également à la mise en œuvre de projets qui peuvent inclure des logements sociaux.</p> <p>Citydev.brussels s'engage à favoriser une mixité et une diversité d'offre de logements et pour ce faire, à mettre en place, avec l'accord du Gouvernement, des partenariats avec les autres opérateurs publics du logement.</p> <p>Quand c'est possible, afin de favoriser l'équilibre des fonctions, les opérations réalisées intègrent des affectations de types économiques liées à la mission de l'Expansion économique de citydev.brussels.</p> <p>Citydev.brussels visera également la production de projets dans le cadre d'appels à projets c'est-à-dire sur des terrains dont elle n'est pas propriétaire. Les sites à acquérir par citydev.brussels doivent préalablement être repris au Plan pluriannuel, approuvé par le Gouvernement.</p> <p>Prioritairement dans la Zone de Rénovation Urbaine et sur base des premières expériences déjà réalisées dans le cadre de ses missions de rénovation urbaine, citydev.brussels doit continuer à développer le métier de Maîtrise d'ouvrage des Projets mixtes sur les friches urbaines et les sites de grande taille et s'organiser en conséquence.</p>
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
<p>Le mandat à Citydev.brussels a été conféré par l'ordonnance du 20 mai 1999 relative à la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale.</p> <p>Citons également l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2013 relatif à des missions de rénovation urbaine de la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale (Citydev.brussels).</p> <p>Il a été concrétisé dans un contrat de gestion quinquennal. Le contrat de gestion actuel couvre les années 2013 à 2018 et a été conclu le 16 octobre 2013 entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale (citydev.brussels).</p>
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
Le Contrat de Gestion signé en 2013 a une durée de cinq ans et est renouvelable 2 fois 1 an.

Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Il n'existe pas de droits exclusifs ou spéciaux.
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
<p>L'activité de Citydev.brussels est financée par deux types d'instruments d'aide :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une dotation de fonctionnement ; - Des subsides d'investissements
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p>Citydev.brussels produit et tient à jour un plan pluriannuel d'investissements soumis à l'approbation du Gouvernement couvrant les activités de Rénovation Urbaine. Ce plan pluriannuel indique clairement pour chaque projet, par année, les engagements et les liquidations y relatifs, jusqu'au terme de leur réalisation et précisent les modalités et les sources de financement envisagées.</p> <p>L'arrêté du 1er juin 2006 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'octroi de subsides pour la mission de rénovation urbaine de la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale, et le contrat de gestion prévoient que</p> <ul style="list-style-type: none"> - les subsides sont octroyés à titre de provision et sur présentation de déclarations de créance et de justificatifs des dépenses à effectuer, et - à la fin de la réalisation d'un projet, soit dans les 6 mois après le paiement de la dernière tranche de subside, citydev.brussels présente un rapport final de toutes les opérations menées. <p>Le contrat de gestion prévoit également que conformément à l'Article 5 de la Décision SIEG de la Commission, la compensation financière accordée à citydev.brussels ne peut excéder ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public telles que mentionnées par le présent contrat de gestion.</p> <p>La compensation doit également tenir compte des recettes relatives à l'exécution de ces obligations de service public ainsi que d'un bénéfice raisonnable sur les capitaux propres nécessaires à l'exécution de ces obligations.</p> <p>Une méthodologie fondée sur la répartition des coûts est utilisée.</p>
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
<p>L'arrêté du 1er juin 2006 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'octroi de subsides pour la mission de rénovation urbaine de la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale, et le contrat de gestion prévoient</p> <ul style="list-style-type: none"> - un système qui vise à éviter les surcompensations en veillant à ce que tous excès éventuels des montants des subventions sont remboursés ou réaffectés au prochain projet, et - que citydev.brussels tient une comptabilité projet par projet. <p>Le contrat de gestion prévoit que citydev.brussels tient « une comptabilité analytique informatisée pertinente, notamment dans le but de structurer citydev.brussels selon les missions décrites dans le contrat de gestion (activités d'expansion économique, de rénovation urbaine et de missions déléguées) et permettant une gestion financière par projet ».</p> <p>Le contrat de gestion prévoit également que « lorsque citydev.brussels réalise des activités qui se situent à la fois dans le cadre du service d'intérêt général et en dehors de celui-ci, sa comptabilité interne indique séparément les coûts et les recettes liés à ce service et à d'autres services, ainsi que les paramètres de répartition des coûts et des recettes.</p> <p>Afin de satisfaire à l'Article 6 de la Décision SIEG de la Commission, toute surcompensation dépassant de 10% la compensation adéquate devra être remboursée par citydev.brussels. Une surcompensation inférieure à 10% pourra être reportée sur la période suivante et sera déduite du montant de la compensation due pour cette période. »</p>

Le contrat de gestion comprend également un chapitre consacré aux modalités de mise en oeuvre, suivi, évaluation et révision du contrat.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Citydev dispose d'un site internet dédié (<https://www.citydev.brussels/>).

L'arrêté du 1er juin 2006 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'octroi de subsides pour la mission de rénovation urbaine de la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale est également publié au Moniteur belge.

Montant de l'aide octroyé (en millions d'EUR)	
2018	2019
Dotation de fonctionnement : 3 213 429 € Subsides d'investissements : 15 575 987 €	Dotation de fonctionnement : 3 159 008 € Subsides d'investissements : 14 637 349 €
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)	
2018	2019

Plaintes de tiers

Néant

Difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012

Néant

Autres observations sur l'application de la décision SIEG et de l'encadrement SIEG au sujet d'éléments non couverts par les questions ci-dessus

Néant

COMMUNES DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE – ANNEES 2018-2019

Description de l'application de l'encadrement SIEG de 2012 :

Section
urban.brussels - Direction de la Rénovation urbaine
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
<ul style="list-style-type: none"> i. Le logement social ii. d'autres secteurs (à préciser) : Rénovation urbaine / revitalisation urbaine <p>Revitalisation urbaine/Rénovation urbaine :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Direction de la Rénovation urbaine s'inscrit dans une démarche de développement urbain actif et de renforcement de la cohésion sociale ; elle vise à lutter contre les chancres et à réparer le tissu urbain. Par cela, elle contribue durablement à l'amélioration de la qualité de vie de tous à Bruxelles, prioritairement dans les quartiers fragilisés. - La DRU recherche une synergie avec tous les acteurs impliqués dans le processus de mise en œuvre de ses programmes de revitalisation urbaine. Ces programmes permettent de réaliser des opérations immobilières répondant aux besoins des quartiers, à savoir des logements, des infrastructures de proximité, sportives, culturelles, dédiées à la petite enfance, des espaces publics conviviaux et favorisant les modes de déplacement actif, des espaces verts... La dimension environnementale prend une part importante dans la définition de ces opérations. <p>Des actions sociétales et de vie collective accompagnent la réalisation de ces programmes. Elle favorise une participation active des usagers des quartiers et de la société civile dans les élaborations et mises en œuvre de ses programmes.</p> <p>Les 4 outils mis à la disposition de la Direction de la Rénovation urbaine pour répondre à ses objectifs sont les suivants :</p> <p>1° <u>Contrats de quartier durable (CQD) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Logements sociaux (conventionnés dans certains cas) - Équipements et infrastructures de proximité (sport, petite enfance, vie de quartier, etc.). - Espaces publics / espaces verts / infrastructures de maillage urbain - Espaces productifs / commerces - Amélioration de la qualité environnementale - Actions socio-économiques (favoriser la revitalisation sociétale et économique au niveau local) - Actions participatives - Coordination, participation <p>2) <u>Politique de la Ville axe I – aménagement du territoire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Acquisition de biens à l'abandon ou inoccupés pour en faire principalement des logements sociaux ; - Rénovation, réhabilitation ou démolition / reconstruction pour en faire principalement des logements sociaux - Intervention rapide contre les dégradations de l'espace public <p>3) <u>Politique de la Ville axe II – développement des quartiers :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Qualité et cadre de vie: espaces publics et infrastructures de quartier (culture et sport) pour augmenter la cohésion sociétale. - Mieux vivre ensemble : lutte contre la dualisation sociétale et spatiale, en améliorant l'image et le rayonnement de Bruxelles.

<ul style="list-style-type: none"> - Lutte contre la précarité et Insertion Socio Professionnelle - Logements publics spécifiques (personnes âgées, handicap, situation d'urgence, étudiants,...) - Complément Politique de la Ville axe 1 – aménagement du territoire - Coordination et communication <p>4) <u>Contrats de Rénovation urbaine (CRU)</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Espaces publics / espaces verts / infrastructures de maillage urbain - Logements sociaux ou conventionnés, équipements et infrastructures de proximité - Espaces productifs / commerces - Amélioration de la qualité environnementale - Revitalisation économique - Soutien aux activités de cohésion sociétale et de vie collective - Coordination et communication <p>Les programmes de revitalisation urbaine sont menés, à l'exception des opérations de Politique de la Ville axe I – aménagement du territoire, dans la zone de revitalisation urbaine. Celle-ci est définie comme la zone composée de secteurs statistiques dans laquelle les conditions de vies des habitants y sont moins bonnes que dans d'autres secteurs statistiques de la Région de Bruxelles-Capitale.</p> <p>Afin de remplir ces différentes missions, la Direction de la Rénovation urbaine peut octroyer des subventions aux communes faisant partie de cette zone de revitalisation urbaine.</p>	<p>Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Ordonnance organique du 6 octobre 2016 sur la revitalisation urbaine ; - Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 relatif aux Contrats de quartier durable ; - Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 janvier 2017 relatif à la Politique de la Ville ; - Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017 relatif aux Contrats de rénovation urbaine ; - Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 février 1998 organique de la rénovation urbaine ou de la démolition suivie de la reconstruction d'immeubles des communes et des CPAS - Arrêté de l'exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 1990 relatif à l'acquisition par les communes d'immeubles abandonnés ; - Conventions octroyant un acompte de 20% sur certains volets du programme de revitalisation urbaine sont signées avec les communes (Pour les <u>Contrats de quartier durable</u> ; <u>Contrats de Rénovation urbaine</u> et <u>Politique de la Ville axe II – développement des quartiers</u>) ; - Conventions tripartites sont signées entre la Région de Bruxelles-Capitale, les communes et des asbl's porteuses de projets délégués par les communes (les communes restant les maîtres d'ouvrage pour les Contrats de quartier durable). 	<p>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</p>
<p>1) Contrats de quartier durable :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Exécution : 50 mois - Mise en œuvre : 30 mois <p>2) Politique de la Ville axe I – aménagement du territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour l'acquisition de biens à l'abandon ou inoccupés pour en faire principalement des logements sociaux ou encore la rénovation, la réhabilitation ou démolition/reconstruction pour en faire principalement des logements sociaux : exécution <u>de 30 mois</u> et mise en œuvre de <u>30 mois</u> ; - Pour l'intervention rapide contre les dégradations de l'espace public : exécution <u>de 6 mois</u> <p>3) Politique de la Ville axe II – développement des quartiers (AVANT 2020) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Exécution : 36 mois 	

<p>- Mise en œuvre : 18 mois</p> <p>4) Contrats de Rénovation urbaine (CRU) :</p> <p>- Exécution : 60 mois</p> <p>- Mise en œuvre : 30 mois</p>
<p>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</p>
<p>Néant</p>
<p>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</p>
<p>a) Subventions d'investissement</p> <p>b) Subventions de fonctionnement</p>
<p>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</p>
<p>1) Contrats de quartier durable - Politique de la Ville axe II – développement des quartiers – Contrats de Rénovation urbaine :</p> <p>Elaboration au préalable d'un programme de revitalisation urbaine comprenant la nature des différents projets qui le composent et leur budgétisation respective.</p> <p>Les différentes conventions signées entre la Région et les bénéficiaires de la subvention prévoient la description des missions subventionnées, la durée de celles-ci, un budget prévisionnel des dépenses, la liste des pièces nécessaires à la justification des dépenses, les dates limites pour la remise de ces pièces ainsi que la remise de rapports d'activités intermédiaires et final et d'un inventaire des dépenses.</p> <p>Les frais seront répartis proportionnellement aux différents apports.</p> <p>2) Politique de la Ville axe I – aménagement du territoire :</p> <p>Pour l'acquisition de biens à l'abandon ou inoccupés, le taux de subventionnement est de 85% du coût total éligible de l'opération.</p> <p>Pour la rénovation ou reconstruction des biens immeubles, la réglementation fixe un plafond maximal de coûts éligibles par mètre carré brut.</p>
<p>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</p>
<p>La subvention est soumise à l'application de l'ordonnance organique du 23/02/2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle (OBBCC).</p> <p>Le paiement de la subvention est effectué en plusieurs tranches compte tenu de l'état d'avancement des projets de revitalisation. Afin d'éviter les surcompensations, la dernière tranche est liquidée sur la base de la remise des pièces justificatives relatives à l'ensemble des dépenses.</p> <p>Si, en vertu de l'arrêté/la convention, des dépenses sont jugées irrecevables, le montant de la subvention est revu en due conséquence.</p> <p>Un système d'amendes est instauré en cas de non-respect par les Communes des conditions d'accès au logement social ainsi créé ou en cas de changement d'affectation des projets.</p> <p>Les subventions sont octroyées dans les limites des crédits budgétaires.</p>
<p>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>
<p>Les données (nature des projets, budget, planning d'exécution, territorialité, le rapport sur les incidences environnementales) sur les différents programmes de revitalisation urbaine (sauf pour la Politique de la Ville axe I – aménagement du territoire) approuvés par le Gouvernement de la</p>

Région de Bruxelles-Capitale sont visibles sur le site www.quartiers.brussels de la Direction de la Rénovation urbaine / Région de Bruxelles-Capitale.

Montant de l'aide octroyé (en millions d'EUR)	
2018	2019
Subventionnement total : 43 657 144 €	Subventionnement total : 42 638 857 €
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
Subvention de fonctionnement : 5 665 184 € Subvention d'investissement : 37 991 960 €	Subvention de fonctionnement : 8 699 425 € Subvention d'investissement : 33 939 432 €
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)	
2018	2019
- Contrats de quartier durable (CQD) : 11 communes ont bénéficié d'une subvention pour un montant moyen de 3 389 227,98 € ;	- Contrats de quartier durable (CQD) : 10 communes ont bénéficié d'une subvention pour un montant moyen de 3 282 235,80 € ;
- Politique de la Ville axe I – aménagement du territoire : 6 communes ont bénéficié d'une subvention pour un montant moyen de 165 828,93 € ;	- Politique de la Ville axe I – aménagement du territoire : 6 communes ont bénéficié d'une subvention pour un montant moyen de 189 151,23 € ;
- Politique de la Ville axe II – développement des quartiers : 9 communes ont bénéficié d'une subvention pour un montant moyen de 597 851,40 € ;	- Politique de la Ville axe II – développement des quartiers : 7 communes ont bénéficié d'une subvention pour un montant moyen de 1 203 940,30 € ;
- Contrats de Rénovation urbaine (CRU) : 0 commune ont bénéficié d'une subvention pour un montant moyen de 0,00 €	- Contrats de Rénovation urbaine (CRU) : 3 communes ont bénéficié d'une subvention pour un montant moyen de 84 669,76 €

Plaintes de tiers

Néant

Difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012

Néant

Autres observations sur l'application de la décision SIEG et de l'encadrement SIEG au sujet d'éléments non couverts par les questions ci-dessus

Néant

Description de l'application de l'encadrement SIEG de 2012 :

Section
urban.brussels – Direction de la Rénovation urbaine
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
<p>i. d'autres secteurs (à préciser) : Rénovation urbaine / Urbanisme / Patrimoine culturel</p> <p>- Rénovation urbaine :</p> <p>L'ASBL informe sur les primes à la rénovation de l'habitat et à l'embellissement des façades, notamment de ce qui relève des conditions et procédures : estimation du montant potentiel des primes, assistance pour la constitution des dossiers de demande ; conseil dans le choix des travaux (priorisation des postes, choix des matériaux, des techniques, etc.) ; sensibilisation des professionnels aux techniques durables et respectueuses du patrimoine ; information sur les programmes de rénovation urbaine (contrats de quartier durable ou de revitalisation urbaine) en cours d'exécution ou en cours d'élaboration.</p> <p>- Urbanisme :</p> <p>La connaissance des normes urbanistiques et de leur utilité demeurent souvent faible et restent pour de nombreux citoyens une contrainte mal acceptée. Les conséquences de leur non-respect peuvent s'avérer lourdes tant pour l'auteur du projet que pour des tiers et ce sur des horizons temporels larges (par exemple : transmission des infractions urbanistiques). Il importe donc de sensibiliser le citoyen à ces matières à des moments clés.</p> <p>La vulgarisation des réglementations urbanistiques est une des dimensions à laquelle l'ASBL s'attache à répondre, car tous les citoyens ne sont pas égaux quand il s'agit de décrypter ces informations.</p> <p>Que ce soit en amont des travaux ou suite à un constat d'infraction par les services d'urbanisme communaux, le caractère neutre des conseils permet de souligner la nécessité et les avantages de respecter les normes urbanistiques. L'objectif de l'ASBL en cette matière est donc de sensibiliser, conseiller et accompagner le citoyen dans les démarches juridico-administratives qui sont liées aux dimensions urbanistiques rencontrées lors de la réalisation de travaux de rénovation. En tenant compte des enjeux régionaux, l'asbl collabore avec les administrations régionales, locales et les acteurs de terrain.</p> <p>- Patrimoine culturel :</p> <p>L'ASBL promeut ou favorise l'entretien du patrimoine architectural en conseillant les propriétaires/locataires individuels et, ce, en cohérence avec les politiques régionales en matière d'embellissement de la ville et de développement urbain durable.</p> <p>Elle aide à améliorer la qualité des interventions sur le bâti ancien dans le cadre de projets de rénovation entrepris par des particuliers par la mise à disposition de conseils techniques adaptés en amont des travaux.</p> <p>Elle sensibilise au patrimoine architectural comme dimension de la qualité du cadre de vie et facteur de développement des quartiers.</p> <p>Afin de répondre aux objectifs repris ci-dessus, l'asbl Homegrade assume les missions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - informative ; - visites à domicile » ; - l'accompagnement auprès du public cible (propriétaires, bailleurs, co-propriétaires et locataires) ; - communication et sensibilisation ; - la coordination des associations du Réseau Habitat ;

Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Le mandat à l'ASBL Homegrade a été confié via un Contrat de gestion signé pour une période 5 ans et a été conclu le 23 novembre 2017 entre la Région de Bruxelles-Capitale et l'asbl Homegrade. Chaque année, un avenant au Contrat de gestion est signé avec l'asbl Homegrade reprenant les modalités pratiques d'octroi du subsidie.
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
Le Contrat de gestion signé en novembre 2017 a une durée de validité de 5 ans. Si à son échéance, aucun nouveau contrat de gestion n'a été conclu, il est prorogé de plein droit jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau contrat de gestion. L'avenant au Contrat de gestion est signé pour une durée de 1 an.
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Il n'existe pas de droits exclusifs ou spéciaux.
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
L'activité de l'asbl Homegrade est financée par une seule dotation de fonctionnement.
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
Le contrat de gestion et l'avenant annuel à ce contrat prévoient la description détaillée de l'action subventionnée, la durée de celle-ci, un budget prévisionnel des dépenses, la liste des pièces nécessaires à la justification des dépenses, une date limite pour la remise de ces pièces ainsi que la remise d'un rapport d'activité et d'un inventaire des dépenses. En outre, le Contrat de gestion comprend une matrice des responsabilités qui fixe les ETP attribués aux différentes missions. A ce jour, le nombre d'ETP s'élève à 37,5. Un taux de 80% du budget est affecté à des dépenses de personnels nécessaires à l'accomplissement de ces différentes missions. Le solde du budget étant affecté aux frais de fonctionnement (frais généraux, frais de formation, frais de communication, économat, frais administratifs, frais de déplacement). Les frais seront répartis proportionnellement aux différents apports.
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
La subvention est soumise à l'application de l'ordonnance organique du 23/02/2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle (OBBCC). Le paiement de la subvention est effectué en trois tranches. Afin d'éviter les surcompensations, la dernière tranche est liquidée sur la base de la remise des pièces justificatives relatives à l'ensemble des dépenses. Si, en vertu de l'arrêté/contrat de gestion/ avenant au Contrat de gestion, des dépenses sont jugées irrecevables, le montant de la subvention est revu en due conséquence. L'asbl Homegrade est tenue de rembourser le montant de la subvention si elle : <ul style="list-style-type: none"> - ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ; - n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ; - met obstacle au contrôle par la Région de l'emploi des fonds attribués ; - perçoit déjà une subvention pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives. <p>Par ailleurs, en vertu du principe de non enrichissement, le montant de la subvention est plafonné au montant permettant de réaliser l'équilibre financier entre les recettes et les dépenses de l'action subsidiée.</p>

Le contrat de gestion comprend également un chapitre consacré aux modalités de mise en œuvre, suivi, évaluation et révision du contrat.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Homegrade dispose d'un site internet dédié (<https://homegrade.brussels/>).

Son financement a fait l'objet d'une allocation de base nominative au budget régional et dont la dotation annuelle potentielle est donc implicitement publiée au moniteur belge.

Montant de l'aide octroyé (en millions d'EUR)	
2018	2019
Dotation de fonctionnement : 919 817 €	Dotation de fonctionnement : 307 205 €
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)	
2018	2019

Plaintes de tiers

Néant

Difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012

Néant

Autres observations sur l'application de la décision SIEG et de l'encadrement SIEG au sujet d'éléments non couverts par les questions ci-dessus

Néant

DEUX ASBL'S RESEAU HABITAT – ANNEES 2018-2019

Description de l'application de l'encadrement SIEG de 2012 :

Section
urban.brussels - Direction de la Rénovation urbaine
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
<p>i. d'autres secteurs (à préciser) : Rénovation de l'habitat & le développement local intégré</p> <ul style="list-style-type: none"> - Incitation à l'entretien, à la rénovation du bâti et à l'amélioration du cadre de vie, en lien avec la politique régionale d'amélioration des performances énergétiques des bâtiments et la promotion de l'éco-construction ; - Renforcement de l'information et de l'implication des habitants dans les projets de quartier et le soutien aux initiatives favorisant une appropriation positive de l'espace public ; - Le soutien aux politiques de rénovation urbaine à partir de l'ancrage local (renforcement partenarial entre associations et pouvoirs publics).
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
<ul style="list-style-type: none"> - Ordonnance du 26 juillet 2013 portant le Code bruxellois du Logement (articles 134 et 189) ; - Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 mars 2002 relatif à l'octroi de subsides au bénéfice d'associations ou regroupements d'associations œuvrant à un programme de développement local intégré en matière de rénovation urbaine ; - Arrêté ministériel du 13 mai 2002 relatif aux modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 mars 2002 ; - Plan pluriannuel régional 2017-2021 du Réseau Habitat « l'ancrage local et l'action collective au service de la politique de revitalisation urbaine » approuvé le 24 novembre 2016 par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ; - Agréments du 22 décembre 2016 octroyés aux associations en vertu des articles 4 à 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 mars 2002 relatif à l'octroi de subsides au bénéfice d'associations ou regroupements d'associations œuvrant à un programme de développement local intégré en matière de rénovation urbaine ; - Une convention annuelle reprenant les missions et les modalités pratiques de l'octroi de la subvention signée entre la Région de Bruxelles-Capitale et chacune des associations du Réseau Habitat.
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
<ul style="list-style-type: none"> - L'Agrément accordant le droit aux associations de participer comme membre du Réseau Habitat à la mise en œuvre du programme de développement local intégré en matière de rénovation urbaine a une durée de validité de 5 ans ; - Plan pluriannuel régional 2017-2021 du Réseau Habitat du 24 novembre 2016 a une durée de validité de 5 ans (1er janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2021) ; - La convention est signée pour une durée de 1 an.
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Oui la Région accorde, par l'approbation de l'agrément, le droit aux associations de participer comme membre du Réseau Habitat à la mise en œuvre du programme de développement local intégré en matière de rénovation urbaine.
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?

L'activité des asbl's du Réseau Habitat est financée par une dotation de fonctionnement.
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
La convention prévoit la description des missions subventionnées, la durée de celle-ci, un budget prévisionnel des dépenses, la liste des pièces nécessaires à la justification des dépenses, une date limite pour la remise de ces pièces ainsi que la remise d'un rapport d'activité et d'un inventaire des dépenses.
Les frais seront répartis proportionnellement aux différents apports
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
La subvention est soumise à l'application de l'ordonnance organique du 23/02/2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle (OBBCC). Le paiement de la subvention est effectué en deux tranches. Afin d'éviter les surcompensations, la dernière tranche est liquidée sur la base de la remise des pièces justificatives relatives à l'ensemble des dépenses. Si, en vertu de l'arrêté/la convention, des dépenses sont jugées irrecevables, le montant de la subvention est revu en due conséquence. Les asbl's du Réseau habitat sont tenues de rembourser le montant de la subvention si elles : <ul style="list-style-type: none"> - ne respectent pas les conditions d'octroi de la subvention ; - n'utilisent pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ; - mettent obstacle au contrôle par la Région de l'emploi des fonds attribués ; - perçoivent déjà une subvention pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives. Les subventions sont octroyées dans les limites des crédits budgétaires.
Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).
Le « réseau habitat » dispose d'un site internet dédié (http://reseauhabetat.be/). Les normes législatives et réglementaires encadrant l'octroi de conventions sont également publiées au Moniteur belge.

Montant de l'aide octroyé (en millions d'EUR)	
2018	2019
Dotation de fonctionnement : 410 005 €	Dotation de fonctionnement : 410 005 €
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)	
2018	2019
1) les 2 associations suivantes du Réseau Habitat ont bénéficié d'une subvention : <ul style="list-style-type: none"> - Convivence : 216 885 € - Habitation & Rénovation : 193 120 € 	1) les 2 associations suivantes du Réseau Habitat ont bénéficié d'une subvention : <ul style="list-style-type: none"> - Convivence : 216 885 € - Habitation & Rénovation : 193 120 €

Plaintes de tiers

Néant

Difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012

Néant

Autres observations sur l'application de la décision SIEG et de l'encadrement SIEG au sujet d'éléments non couverts par les questions ci-dessus

Néant

Description de l'application de l'encadrement SIEG de 2012 :

Section
urban.brussels - Direction de la Rénovation urbaine
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
<p>i. la culture;</p> <p>ii. d'autres secteurs (à préciser) : cohésion sociale</p> <p>La mission prévoira :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'évaluation des Parades organisées en 2016 et 2018 ; - La préparation et l'organisation de la Parade 2020 ; - La poursuite de l'action dans cet esprit en entraînant dans cette dynamique le plus grand nombre de personnes, seules, en groupes (informels ou organisés) ou par le biais des associations et institutions reconnues, en y associant également, les autorités publiques communales, communautaires et fédérales ; - D'assurer et organiser l'implication des habitants en lien avec les associations, organisations et réseaux locaux ; - De favoriser le redéploiement de l'action créatrice et permettre l'émergence de nouvelles dynamiques sociales au sein des quartiers bruxellois ; - Le renforcement et le développement des réseaux sociaux et artistiques dans les divers quartiers de la Région de Bruxelles-capitale, avec une attention particulière pour le centre et la première couronne ; - Le développement d'une stratégie de production, afin de mettre en place d'éventuels partenariats avec divers opérateurs intéressés par l'action culturelle visant le développement territorial, social et culturel ; - La recherche et le recrutement des artistes et coordinateurs artistiques chargés de superviser et encadrer les ateliers menés à cette fin ; - La sélection et l'encadrement des projets présentés par le biais du réseau de partenaires locaux coordonné par Zinneke asbl et Zinneke vzw ; - La diffusion et la promotion des activités prévues ; - L'évaluation de la parade et du processus mis en œuvre avec les partenaires locaux et les artistes coordinateurs en vue d'en tirer les éléments nécessaires au maintien et au développement des activités pour la prochaine biennale.
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Une convention annuelle reprenant les missions et les modalités pratiques de l'octroi de la subvention est signée entre la Région de Bruxelles-Capitale et l'asbl Zinneke.

Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
La convention est signée pour une durée de 1 an.
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Néant
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
L'activité de l'asbl Zinneke est financée par une dotation de fonctionnement.
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
La convention prévoit la description des missions subventionnées, la durée de celle-ci, un budget prévisionnel des dépenses, la liste des pièces nécessaires à la justification des dépenses, une date limite pour la remise de ces pièces ainsi que la remise d'un rapport d'activité et d'un inventaire des dépenses. Les frais seront répartis proportionnellement aux différents apports
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
La subvention est soumise à l'application de l'ordonnance organique du 23/02/2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle (OBBCC). Le paiement de la subvention est effectué en trois tranches. Afin d'éviter les surcompensations, la dernière tranche est liquidée sur la base de la remise des pièces justificatives relatives à l'ensemble des dépenses. Si, en vertu de l'arrêté/la convention, des dépenses sont jugées irrecevables, le montant de la subvention est revu en due conséquence. L'ASBL Zinneke est tenue de rembourser le montant de la subvention si elle : <ul style="list-style-type: none"> - ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ; - n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ; - met obstacle au contrôle par la Région de l'emploi des fonds attribués ; - perçoit déjà une subvention pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives. La subvention est octroyée dans les limites des crédits budgétaires.
Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).
L'ASBL ZINNEKE dispose d'un site internet dédié (https://www.zinneke.brussels/).

Montant de l'aide octroyé (en millions d'EUR)	
2018	2019
Dotation de fonctionnement : 86 800 €	Dotation de fonctionnement : 422 400 €
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)	
2018	2019

Plaintes de tiers

Néant

Difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012

Néant

Autres observations sur l'application de la décision SIEG et de l'encadrement SIEG au sujet d'éléments non couverts par les questions ci-dessus

Néant

10. Actiris

ANNEXE 1

Services d'intérêt économique général: orientations concernant le rapport à présenter conformément à la décision SIEG de 2012 et à l'encadrement SIEG de 2012

Les obligations en matière de présentation de rapports sont énoncées à l'article 9 de la décision SIEG de 2012:

Tous les deux ans, chaque État membre remet à la Commission un rapport sur la mise en œuvre de la présente décision. Ces rapports comprennent une description détaillée de l'application de la présente décision en ce qui concerne les différentes catégories de services visées à l'article 2, paragraphe 1, exposant notamment:

- i une description de l'application de la présente décision aux services relevant de son champ d'application, y compris les activités internes;*
- ii le montant total des aides octroyées conformément à la présente décision avec une ventilation selon le secteur économique des bénéficiaires;*
- iii, pour un type donné de service, l'application de la présente décision a entraîné des difficultés ou des plaintes de la part de tiers; et*
- iv fournissent, sur demande de la Commission formulée en temps utile avant la présentation du rapport, toute autre information concernant l'application de la présente décision.*

Le point 62 de l'encadrement SIEG de 2012 définit, en principe, des obligations en matière de présentation de rapports identiques pour les aides octroyées au titre de cet encadrement.

Veillez structurer votre rapport de la manière suivante:

1. VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES

Veillez remplir le tableau suivant :

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2018	2019
<i>Compensation des services d'intérêt économique général (1+2)</i>	34,4	41,3
(1) Compensation octroyée sur la base de la décision SIEG	34,4	41,3
(2) Compensation octroyée sur la base de l'encadrement SIEG		

2. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG DE 2012

Veillez structurer cette partie de votre rapport en reprenant les catégories suivantes:

- 1) les hôpitaux fournissant des soins médicaux, notamment s'il y a lieu, des services d'urgence [article 2, paragraphe 1, point b)];
- 2) les services sociaux [article 2, paragraphe 1, point c)]:
 - a) les soins de santé et de longue durée;
 - b) la garde d'enfants;
 - c) l'accès et la réinsertion sur le marché du travail;
 - d) le logement social;
 - e) les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables;
 - f) d'autres services sociaux (le cas échéant) ;
- 3) les liaisons aériennes ou maritimes avec les îles dont le trafic annuel moyen ne dépasse pas la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d);
- 4) les aéroports et ports dont le trafic annuel moyen ne dépasse pas la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d);
- 5) les compensations de SIEG ne dépassant pas un montant annuel de 15 millions d'EUR [article 2, paragraphe 1, point a)]:
 - a) les services postaux;
 - b) l'énergie;
 - c) la collecte des déchets;
 - d) l'approvisionnement en eau;
 - e) la culture;
 - f) les services financiers;
 - g) d'autres secteurs (à préciser).

Pour chacune des catégories énoncées ci-dessus, veuillez fournir des informations en utilisant le tableau suivant:

Section [par exemple 1) les hôpitaux ou 2 b) la garde d'enfants]
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre ⁷⁹
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .

⁷⁹ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

1. L'accès et la réinsertion sur le marché du travail 2. La garde d'enfants
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Conventions de partenariat
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
3 ans
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
/
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Subventions directes
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
Voir modèle de convention de partenariat (en annexe).
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
Voir modèle de convention de partenariat (en annexe).

<p>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>	
Les aides octroyées sont inférieures à 15 millions EUR par entreprise.	
Montant des aides octroyées (non applicable)	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)⁸⁰. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2018	2019

⁸⁰ Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales ⁸¹	
2018	2019
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales ⁸²	
2018	2019
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales ⁸³	
2018	2019
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) ⁸⁴	
2018	2019
Voir rubrique « Partenaires » sur le lien suivant : http://www.actiris.be/fr/partenaires/	Voir rubrique « Partenaires » sur le lien suivant : http://www.actiris.be/fr/partenaires/

Veillez également remplir l'annexe 2 en indiquant les montants totaux par section pour l'ensemble de l'État membre (non par région, autorité locale ou commune).

⁸¹ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

⁸² Voir la note de bas de page 3.

⁸³ Voir la note de bas de page 3.

⁸⁴ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

3. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE L'ENCADREMENT SIEG DE 2012 **PAS D'APPLICATION.**

Veillez structurer cette partie de votre rapport en reprenant les catégories suivantes:

- 1) Compensations de SIEG supérieures à 15 millions d'EUR qui ne relèvent pas de la décision SIEG (veuillez préciser la décision de la Commission autorisant chaque mesure s'il y a lieu):
- i. les services postaux;
 - ii. l'énergie;
 - iii. la collecte des déchets;
 - iv. l'approvisionnement en eau;
 - v. les liaisons aériennes ou maritimes avec les îles dont le trafic annuel moyen est supérieur à la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d), de la décision SIEG;
 - vi. les aéroports et ports dont le trafic annuel moyen est supérieur à la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d), de la décision SIEG;
 - vii. la culture; viii. les services financiers; ix. d'autres secteurs (à préciser).

Pour chacune des catégories énoncées ci-dessus, veuillez fournir des informations en utilisant le tableau suivant:

Section (par exemple iii. la collecte des déchets ou viii. les services financiers)
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre⁸⁵
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

⁸⁵ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a
lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)⁸⁶. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2018	2019
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales⁸⁷	
2018	2019

⁸⁶ Comme indiqué au point 62, sous b), de l'encadrement SIEG de 2012.

⁸⁷ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales⁸⁸	
2018	2019
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales⁸⁹	
2018	2019
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)⁹⁰	
2018	2019

Veillez également remplir l'annexe 2 en indiquant les montants totaux par section pour l'ensemble de l'État membre (non par région, autorité locale ou commune).

⁸⁸ Voir la note de bas de page 9.

⁸⁹ Voir la note de bas de page 9.

⁹⁰ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de l'encadrement SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

4. PLAINTES DE TIERS

Veuillez fournir un aperçu des plaintes déposées par des tiers, en particulier des actions engagées devant des juridictions nationales au sujet de mesures relevant du champ d'application de la décision SIEG de 2012 ou de l'encadrement SIEG de 2012. Veuillez être aussi précis que possible dans votre réponse et mentionner le secteur dans lequel vous avez reçu des plaintes, le contenu de celles-ci et les suites éventuelles données par vos autorités ou l'issue probable de la procédure judiciaire.

Actiris n'a reçu aucune plainte de tiers.

5. QUESTIONS DIVERSES

- a. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants: **Actiris n'a rencontré aucune difficulté quant à l'application de la décision SIEG.** ☐ l'élaboration d'un mandat répondant aux exigences de l'article 4 de la décision SIEG;
- la détermination du montant de la compensation conformément à l'article 5 de la décision SIEG;
 - la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément à l'article 5, paragraphes 5 à 8, de la décision SIEG;
 - le contrôle régulier d'une éventuelle surcompensation conformément à l'article 6 de la décision SIEG;

Veuillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

- b. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de l'encadrement SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants: **pas applicable.**
- l'organisation d'une consultation publique conformément au point 14 de l'encadrement SIEG;
 - le respect des règles en matière de marchés publics conformément au point 19 de l'encadrement SIEG;
 - la détermination du coût net évité conformément aux points 25 à 27 de l'encadrement SIEG;
 - la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément aux points 33 à 38 de l'encadrement SIEG;

Veuillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

- c. Si, dans votre rapport, vous souhaitez formuler d'autres observations sur l'application de la décision SIEG et de l'encadrement SIEG au sujet d'éléments non couverts par les questions ci-dessus, n'hésitez pas à le faire.

Actiris n'a pas d'observations particulières à formuler sur l'application de la décision SIEG.

11. Commission Communautaire Commune (COCOM)

BIJLAGE 1

Diensten van algemeen economisch belang: instructies voor het overeenkomstig het DAEB-besluit van 2012 en de DAEB-kaderregeling van 2012 in te dienen verslag

De verslagleggingsverplichtingen zijn uiteengezet in artikel 9 van het DAEB-besluit van 2012:

Elke lidstaat dient om de twee jaar bij de Commissie een verslag in over de uitvoering van dit besluit. Die verslagen geven voor de in artikel 2, lid 1, genoemde verschillende categorieën diensten een gedetailleerd overzicht van de toepassing van dit besluit en omvatten:

- a) een beschrijving van de toepassing van dit besluit op de diensten die binnen het toepassingsbereik van dit besluit vallen, met inbegrip van interne opdrachten;
- b) het totale bedrag dat overeenkomstig dit besluit aan steun is verleend, uitgesplitst naar de economische sector van de begunstigden;
- c) een vermelding of, voor een bepaald type dienst, de toepassing van dit besluit tot moeilijkheden of klachten van derden heeft geleid, en
- d) alle overige gegevens met betrekking tot de toepassing van dit besluit die de Commissie verlangt en tijdig vóór de indieningstermijn van het verslag aangeeft.

Punt 62 van de DAEB-kaderregeling van 2012 bevat in beginsel dezelfde verslagleggingsverplichtingen voor op grond van de DAEB-kaderregeling van 2012 verleende steun.

Houd in het verslag de volgende structuur aan:

A. OVERZICHT VAN DE UITGAVEN

Vul de onderstaande tabel in:

Totale DAEB-overheidsuitgaven, uitgesplitst naar rechtsgrondslag (miljoen EUR)		
	<u>2018</u>	<u>2019</u>
Compensatie voor diensten van algemeen economisch belang (1+2)		
1) Compensatie op grond van het DAEB-besluit		
2) Compensatie op grond van de DAEB-kaderregeling		

B. BESCHRIJVING VAN DE TOEPASSING VAN HET DAEB-BESLUIT VAN 2012

Maak voor dit deel van uw verslag de volgende onderverdeling:

- 1) Ziekenhuizen, die medische zorg bieden, daaronder begrepen, in voorkomend geval, spoedeisende hulp (art. 2, lid 1, onder b))
- 2) Sociale diensten (art. 2, lid 1, onder c))
 - a) Gezondheidszorg en langdurige zorg
 - b) Kinderopvang
 - c) Toegang tot de arbeidsmarkt en herintreding
 - d) Sociale huisvesting
 - e) Zorg voor en sociale inclusie van kwetsbare groepen
 - f) Andere sociale diensten (in voorkomend geval)
- 3) Lucht- of zeeverbindingen met eilanden met een jaarlijkse gemiddelde passagiersstroom die niet meer bedraagt dan het in art. 2, lid 1, onder d), vastgestelde maximum
- 4) Luchthavens en havens met een jaarlijkse gemiddelde passagiersstroom die niet meer bedraagt dan het in art. 2, lid 1, onder e), vastgestelde maximum
- 5) DAEB-compensatie van maximaal 15 miljoen EUR per jaar (art. 2, lid 1, onder a))
 - a) Postdiensten
 - b) Energie
 - c) Afvalinzameling
 - d) Watervoorziening
 - e) Cultuur
 - f) Financiële diensten
 - g) Andere sectoren (specificeren a.u.b.)

Geef voor elk van de bovenstaande punten informatie aan de hand van onderstaande tabel:

Punt (bijvoorbeeld 1, ziekenhuizen of 2b, kinderopvang)
Ziekenhuizen
Duidelijke en uitvoerige beschrijving van de wijze waarop de respectieve diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd ⁹¹
<p>Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten.</p> <p>De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (hierna GGC genoemd) regelt en beheert de gemeenschapsbevoegdheden in het Brusselse Gewest die gemeenschappelijk zijn voor beide gemeenschappen (Franstalig en Nederlandstalig).</p> <p>In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kunnen de instellingen die bevoegd zijn voor de zogenaamde persoonsgebonden materies (gezondheid en sociale bijstand) kiezen tot welke gemeenschap ze behoren. Of ze kunnen ervoor opteren om die keuze niet te maken. In dat laatste geval vallen ze onder de bevoegdheid van de GGC en worden ze ook wel 'bicommunautaire instellingen' of 'bipersoonsgebonden instellingen' genoemd.</p> <p>De GGC kennen een opdracht van algemeen belang toe aan</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ziekenhuizen: elke instelling voor gezondheidszorg bedoeld in de artikelen 2 en 3 van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen (hierna ziekenhuiswet genoemd). • vormen van samenwerkingsverbanden tussen ziekenhuizen: elke vorm van gereguleerd samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen krachtens de ordonnantie van 4 april 2019 betreffende de erkenning, de programmatie en de erkenningsprocedures van de ziekenhuizen, vormen van samenwerkingsverbanden tussen ziekenhuizen of ziekenhuisactiviteiten (hierna ziekenhuisordonnantie genoemd- en/of de ziekenhuiswet. • ziekenhuisactiviteiten: ziekenhuisdienst, ziekenhuisafdeling, ziekenhuisfunctie, medische dienst, medisch-technische dienst, zorgprogramma of andere zorg- en/of diagnostische activiteit van een ziekenhuis die het voorwerp moeten uitmaken van een erkenning krachtens de ziekenhuisordonnantie en/of de ziekenhuiswet. • Psychiatrische verzorgingstehuizen: het doorgangstehuis ten behoeve van psychiatrische patiënten bedoeld in artikel 6 van de ziekenhuiswet.

⁹¹ Wanneer in uw lidstaat in een bepaalde sector slechts een klein aantal individuele DAEB's wordt verricht, zouden wij een gedetailleerde beschrijving van die diensten willen krijgen. Wanneer in uw lidstaat in een bepaalde sector een groot aantal diensten wordt toegewezen (omdat zij bijvoorbeeld tot de bevoegdheid van regionale of lokale overheden behoren), zouden individuele gegevens over de toegewezen diensten onevenredig zijn. Een duidelijke en beknopte algemene beschrijving van hoe de sector is georganiseerd, met inbegrip van de gemeenschappelijke kenmerken van de toegewezen individuele diensten, blijft evenwel van cruciaal belang.

<p>Wat zijn de (gebruikelijke) vormen van toewijzing? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen</p> <p>De toewijzing van een opdracht van algemeen belang aan het ziekenhuis, de vorm van samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen of de ziekenhuisactiviteit gebeurt via een erkenning.</p>
<p>Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd.</p>
<p>Wanneer aan het einde van een procedure wordt vastgesteld dat de normen al dan niet worden nageleefd en dat het ziekenhuis, de vorm van samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen of de ziekenhuisactiviteit al dan niet in de programmering is geïntegreerd, krijgt de instelling:</p> <ul style="list-style-type: none"> • ofwel een "voorlopige erkenning" voor een beperkte periode van één jaar vanaf de dag van de aanvraag, eenmaal hernieuwbaar; • ofwel een "erkenning" voor een periode van onbepaalde duur; • ofwel een "weigering van erkenning". <p>Indien, in de loop van de voorlopige erkenning of erkenning, wordt vastgesteld dat de erkenningsnormen niet meer worden nageleefd, dan kan een procedure van "intrekking van erkenning" opgestart worden.</p> <p>De rechtvaardiging voor een toekenning van een DAEB voor een periode meer dan 10 jaar ligt in de Dienstenrichtlijn, artikel 11, 1, b: Een aan een dienstverrichter verleende vergunning heeft geen beperkte geldigheidsduur, tenzij in gevallen waar het aantal beschikbare vergunningen beperkt is door een dwingende reden van algemeen belang.</p>
<p>Worden (in de regel) uitsluitende of bijzondere rechten aan de ondernemingen toegekend? Enkel erkende instellingen mogen bepaalde soorten van diensten uitoefenen.</p>
<p>Welke steuninstrumenten zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)</p>
<p>De GGC kennen wettelijk subsidies toe voor de werkingskosten van de erkende coördinatiestructuren van ziekenhuizen.</p> <p>De GGC kan een financiële tegemoetkoming verlenen om de kosten voor de nieuwbouw-, uitbreidings- en herconditioneringswerken, de uitrusting en de apparatuur van ziekenhuizen of psychiatrische verzorgingstehuizen te dekken. Zij kan eveneens een waarborg verlenen op het saldo van het betoelaagbaar bedrag dat niet door haar financiële tegemoetkoming wordt gedekt.</p>

Wat is het gebruikelijke **compensatiemechanisme** voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast. De subsidies voor de werkingskosten van de erkende coördinatiestructuren van ziekenhuizen bestaan uit jaarlijkse, forfaitaire financiële tegemoetkomingen, in functie van het aantal erkende bedden.

De gezamenlijke toepassing van de toekenning van de financiële tegemoetkoming van de GGC voor investeringskosten en van de waarborg kan niet leiden tot tussenkomsten die de maximale kostprijs overschrijden.

Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.

Controle op de toekenning van de subsidies voor de werkingskosten van de erkende coördinatiestructuren van ziekenhuizen kan gebeuren op basis van een controle van de stukken en documenten ter plaatse. Daarnaast dienen de coördinatiestructuren per kwartaal de bewijsstukken in te dienen tot staving van de algemene werkingskosten en de kosten voor de bezoldiging van het personeel, alsook jaarlijks een financieel en activiteitenverslag over haar werking en een financieel en activiteitsynthese van haar leden. Onmiddellijke terugvordering van de subsidie of opschorting van de subsidies is mogelijk indien de voorwaarden niet worden nageleefd.

Wat betreft de financiële tegemoetkoming voor investeringskosten, oefenen de bevoegde diensten van de GGC ter plaatse of op basis van verantwoordingstukken toezicht uit op de correcte naleving van de fysische, bouwtechnische en kwalitatieve normen, alsook op het gebruik van de gebouwen.

De bestemming en het gebruik van het goed dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een tegemoetkoming mag niet veranderen gedurende een periode die minstens gelijk is aan de duur van de boekhoudkundige afschrijving van de investering, behoudens indien het goed of de met het nog af te schrijven saldo overstemmende opbrengst van zijn verkoop bestemd blijven voor de ziekenhuisexploitatie of voor een activiteit van openbaar nut, mits uitdrukkelijke voorafgaande toestemming. Bij overtreding zullen de toegekende tegemoetkomingen naar rato worden teruggevorderd.

Geef kort aan hoe de **transparantievereisten** worden nageleefd (zie artikel 7 van het DAEB-besluit van 2012) voor steun van meer dan 15 miljoen EUR aan ondernemingen die ook activiteiten hebben buiten de DAEB. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).

/

Bedrag van de verleende steun door de GGC

- Subsidies aan erkende coördinatiestructuren van ziekenhuizen

2018	2019
€ 1 030 791,66	€ 1 030 791,66

- Investeringsubsidies aan ziekenhuizen/psychiatrische verzorgingstehuizen

2018	2019
€ 19 922 664,17	€ 19 757 058,93 waarvan € 2 199 000 in het kader van een minnelijke schikking met twee ziekenhuizen

- Verleende waarborgen aan ziekenhuizen/psychiatrische verzorgingstehuizen

2018	2019
Niet toegekend	Niet toegekend

Aanvullende kwantitatieve gegevens (bijv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen) ⁹²	
2018	2019
<p>Het totaalbedrag van 19 922 664,17 € aan investeringssubsidies aan ziekenhuizen/psychiatrische verzorgingstehuizen bestaat uit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 893 081,44 € Investerings in ziekenhuizen - prefinanciering. (privé sector) • 7 739 807,52 € Kredieten voor de gezondheidsinstellingen in de sector van de persoonsgebonden materies. (privé sector) • 4 683 975,42 € Kredieten voor de gezondheidsinstellingen in de sector van de persoonsgebonden materies. (overheidssector) • 4 605 799,79 € Investerings in ziekenhuizen - prefinanciering. (overheidssector) <p>Het totaalbedrag van 1 030 791,66 € aan subsidies aan erkende coördinatiestructuren van ziekenhuizen bestaat uit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 343 597,22 € Werkingssubsidies aan de coördinatiestructuren voor de Brusselse openbare ziekenhuizen. • 687 194,44 € Werkingssubsidies voor de coördinatiestructuren voor de Brusselse privé-ziekenhuizen 	<p>Het totaalbedrag van 19 757 058,93 € aan investeringssubsidies aan ziekenhuizen/psychiatrische verzorgingstehuizen bestaat uit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 796 378,43 € Investeringsubsidie in ziekenhuizen - prefinanciering. (privé sector) • 5 479 456,49 € Investeringsubsidie voor de gezondheidsinstellingen in de sector van de persoonsgebonden materies. (privé sector) • 4 008 462,38 € Investeringsubsidie voor de gezondheidsinstellingen in de sector van de persoonsgebonden materies. (overheidssector) • 4 273 761,63 € Investeringsubsidie in ziekenhuizen - prefinanciering. (overheidssector) • 600 000,00 € Overige kapitaaloverdrachten aan overheidsbedrijven (ziekenhuizen, ...) voor schadevergoedingen in het kader van een vonnis van een rechtbank. • 1 599 000,00 € Overige kapitaaloverdrachten aan privébedrijven (ziekenhuizen, ...) voor schadevergoedingen in het kader van een vonnis van een rechtbank. <p>Het totaalbedrag van 1 030 791,66 € aan subsidies aan erkende coördinatiestructuren van ziekenhuizen bestaat uit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 343 597,22 € Werkingssubsidies aan de coördinatiestructuren voor de Brusselse openbare ziekenhuizen. • 687 194,44 € Werkingssubsidies voor de coördinatiestructuren voor de Brusselse privé-ziekenhuizen

⁹² De Commissie zou graag eventueel beschikbare gegevens van u ontvangen over op grond van het DAEB- besluit van 2012 verleende steun, zoals bijvoorbeeld het aantal begunstigden per sector, het gemiddelde steunbedrag, het bedrag per steuninstrument, de omvang van de ondernemingen, enz. Indien dergelijke overige kwantitatieve gegevens niet gemakkelijk beschikbaar zijn in uw lidstaat, kunnen zij uiteraard meer geaggregeerd en/of in de vorm van ramingen worden overgelegd. Geef in dat geval aan dat gebruik is gemaakt van ramingen en ook hoe de gegevens zijn geaggregeerd.

Gelieve ook bijlage 2 in te vullen met de totale bedragen per punt voor de hele lidstaat (niet per regio, lokale autoriteit of gemeente).

3. BESCHRIJVING VAN DE TOEPASSING VAN DE DAEB-KADERREGELING VAN 2012 Maak voor dit deel van uw verslag de volgende onderverdeling:

- 1) DAEB-compensaties van meer dan 15 miljoen EUR die niet onder het DAEB-besluit vallen (vermeld in voorkomend geval het besluit van de Commissie tot goedkeuring van de verschillende maatregelen):
 - i. Postdiensten
 - ii. Energie
 - iii. Afvalinzameling
 - iv. Watervoorziening
 - v. Lucht- of zeeverbindingen met eilanden met een jaarlijkse gemiddelde passagiersstroom die meer bedraagt dan de in art. 2, lid 1, onder d), vastgestelde maxima
 - vi. Luchthavens en havens met een jaarlijkse gemiddelde passagiersstroom die meer bedraagt dan de in art. 2, lid 1, onder e), vastgestelde maxima
 - vii. Cultuur
 - viii. Financiële diensten
 - ix. Andere sectoren (specificeren a.u.b.)

Geef voor elk van de bovenstaande punten informatie aan de hand van onderstaande tabel:

Punt (bijvoorbeeld iii. Afvalinzameling of viii. Financiële diensten)
—
Een duidelijke en volledige beschrijving van hoe de betrokken diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd ⁹³
Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten .
Wat zijn de (gebruikelijke) vormen van toewijzing ? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.
Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd.
Worden (in de regel) uitsluitende of bijzondere rechten aan de ondernemingen toegekend?
Welke steuninstrumenten zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?
Wat is het gebruikelijke compensatiemechanisme voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.
Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.

⁹³ Wanneer in uw lidstaat in een bepaalde sector slechts een klein aantal individuele DAEB's wordt verricht, zouden wij een gedetailleerde beschrijving van die diensten willen krijgen. Wanneer in uw lidstaat in een bepaalde sector een groot aantal diensten wordt toegewezen (omdat zij bijvoorbeeld tot de bevoegdheid van regionale of lokale overheden behoren), zouden individuele gegevens over de toegewezen diensten onevenredig zijn. Een duidelijke en beknopte algemene beschrijving van hoe de sector is georganiseerd, met inbegrip van de gemeenschappelijke kenmerken van de toegewezen individuele diensten, blijft evenwel van cruciaal belang. Aangezien onder de DAEB-kaderregeling vallende zaken beperkt zullen zijn in aantal, verwacht de Commissie een gedetailleerde beschrijving van elke concrete maatregel.

<p>Geef kort aan hoe de transparantievereisten (zie punt 60 van de DAEB-kaderregeling van 2012) worden nageleefd. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).</p>	
<p>Bedrag van de verleende steun</p>	
<p>Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR)⁹⁴. Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A+B+C)</p>	
2018	2019
<p>A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)⁹⁵</p>	
2018	2019
<p>B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)⁹⁶</p>	
2018	2019
<p>C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)⁹⁷</p>	
2018	2019

⁹⁴ Zoals bepaald in punt 62, onder b), van de DAEB-kaderregeling van 2012.

⁹⁵ Indien het steunbedrag niet kan worden uitgesplitst naar centrale, regionale en lokale overheden, dient alleen het totaalbedrag van de verleende steun voor alle overheden samen te worden opgegeven.

⁹⁶ Zie voetnoot 9.

⁹⁷ Zie voetnoot 9.

Aandeel van de uitgaven per steuninstrument (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)	
2018	2019
Aanvullende kwantitatieve gegevens (bij v. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen) ⁹⁸	
2018	2019

Gelieve ook bijlage 2 in te vullen met de totale bedragen per punt voor de hele lidstaat (niet per regio, lokale autoriteit of gemeente).

4. KLACHTEN VAN DERDEN

Geef een overzicht van de klachten van derden, met name procedures voor de nationale rechter, betreffende maatregelen die onder het toepassingsgebied van het DAEB-besluit van 2012 of van de DAEB-kaderregeling van 2012 vallen. Wees in uw antwoord zo specifiek mogelijk en vermeld de sector waarvoor u klachten heeft ontvangen, alsook de inhoud van de klachten en de eventuele follow-up door uw autoriteiten of de vermoedelijke uitkomst van de gerechtelijke procedures.

--

5. OVERIGE VRAGEN

- a. Geef aan of uw autoriteiten moeilijkheden hebben ondervonden bij de toepassing van het DAEB-besluit van 2012 en neem met name de volgende punten in aanmerking:
- het opstellen van een toewijzingsbesluit dat in overeenstemming is met artikel 4 van het DAEB-besluit;

⁹⁸De Commissie zou graag eventueel beschikbare gegevens van u ontvangen over op grond van de DAEB-kaderregeling van 2012 verleende steun, zoals bijvoorbeeld het aantal begunstigden per sector, het gemiddelde steunbedrag, het bedrag per steuninstrument, de omvang van de ondernemingen, enz. Indien dergelijke overige kwantitatieve gegevens niet gemakkelijk beschikbaar zijn in uw lidstaat, kunnen zij uiteraard meer geaggregeerd en/of in de vorm van ramingen worden overgelegd. Geef in dat geval aan dat gebruik is gemaakt van ramingen en ook hoe de gegevens zijn geaggregeerd.

- het specificeren van het compensatiebedrag overeenkomstig artikel 5 van het DAEB-besluit;
- het bepalen van de redelijke winst overeenkomstig artikel 5, leden 5 tot en met 8, van het DAEB-besluit;
- het regelmatig controleren op overcompensatie, zoals vereist krachtens artikel 6 van het DAEB-besluit;

Wees in uw antwoord zo specifiek mogelijk, geef relevante voorbeelden en vermeld in voorkomend geval de sector waar de moeilijkheden zich (het vaakst) voordoen.

--

b. Geef aan of uw autoriteiten moeilijkheden hebben ondervonden bij de toepassing van de DAEB-kaderregeling van 2012, en neem met name de volgende punten in aanmerking:

- het houden van een publieke raadpleging overeenkomstig punt 14 van de DAEB-kaderregeling;
- het in acht nemen van de regels op het gebied van overheidsopdrachten overeenkomstig punt 19 van de DAEB-kaderregeling;
- het bepalen van de Net Avoided Cost overeenkomstig de punten 25-27 van de DAEB-kaderregeling;
- het bepalen van de redelijke winst overeenkomstig de punten 33-38 van de DAEB-kaderregeling

Wees in uw antwoord zo specifiek mogelijk, geef relevante voorbeelden en vermeld in voorkomend geval de sector waar de moeilijkheden zich (het vaakst) voordoen.

--

c. Indien u opmerkingen heeft over de toepassing van het DAEB-besluit en de DAEB-kaderregeling met betrekking tot andere kwesties dan de hierboven genoemde, kunt u deze hieronder vermelden.

--

Annex 6

Aides d'état - Services d'intérêt économique général 2018-2019

Contribution de la Communauté germanophone pour la Commission européenne

Les services sociaux :
b) Garde d'enfants

Août 2020

1. Vue d'ensemble des dépenses

Veillez remplir le tableau suivant:

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2018	2019
Compensation des services d'intérêt économique général (1+2)	2,668.704	3,150.678
(1) Compensation octroyée sur la base de la décision SIEG	2,668.704	3,150.678
(2) Compensation octroyée sur la base de l'encadrement SIEG	N/A	N/A

-----7-----7-----

2. Description de l'application de la décision SIEG de 2012

Section
2 b) La garde d'enfants
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre ¹
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
<p>L'accueil d'enfants est organisé par le décret du 31 mars 2014 relatif à l'accueil d'enfants et par l'arrêté du Gouvernement du 22 mai 2014 relatif aux services et autres formes d'accueil d'enfants.</p> <p>Selon <u>l'article 1, 12°</u> de l'arrêté du 22 mai 2014, les services d'accueil regroupent les prestataires suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « les <u>services d'accueillants d'enfants</u> (prestataires qui assurent principalement l'accueil de jeunes enfants et, le cas échéant, l'accueil extrascolaire par le biais d'accueillants conventionnés), - les <u>crèches</u> (prestataires qui assurent l'accueil de jeunes enfants sous forme collective et a une capacité d'accueil d'au moins 18 places article 1, 9° de l'arrêté du 22 mai 2014); - les <u>minicrèches</u> (prestataires financés par des organismes publics ou privés, qui assurent l'accueil de jeunes enfants sous forme collective et ont une capacité d'accueil de six places au moins et de 14 places au plus) et - les <u>lieux d'accueil extrascolaires</u> (prestataires qui assurent l'accueil d'enfants en dehors du temps scolaire ainsi que lors des journées de conférence pédagogique). »
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
<p>Le mandat se base sur le décret du 31 mars 2014 relatif à l'accueil d'enfants. Un mandat spécifique basé sur ledit décret prend la forme d'un contrat de gestion, conformément à <u>l'article 13</u> du décret qui stipule que « la subside et les missions peuvent être fixées dans le cadre d'un contrat de gestion conclu entre un prestataire agréé et le Gouvernement conformément à l'article 105 du décret du 25 mai 2009 relatif au règlement budgétaire de la Communauté germanophone ».</p> <p>Le contrat de gestion pour la période 2016-2019 a été signé en date du 20 juin 2016 entre le Gouvernement de la Communauté germanophone et l'ASBL <i>Regionalzentrum für Kleinkindbetreuung</i>.</p>
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
<p>Selon <u>l'article 12</u> du décret du 31 mars 2014, « Seuls les prestataires agréés peuvent obtenir, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, des subsides en lien avec l'accueil d'enfants ».</p> <p>Conformément à <u>l'article 13</u> du décret du 31 mars 2014, la subside peut être fixée dans le cadre d'un contrat de gestion conclu entre un prestataire agréé et le gouvernement. Ledit contrat de gestion prévoit une subside sous forme de 12 acomptes mensuels.</p> <p>Par ailleurs, l'agrément accordé par le Gouvernement conformément au chapitre 2 du décret du 31 mars 2014 implique que sont remplies les conditions suivantes (<u>Article 7</u> du décret du 31 mars 2014) :</p>

¹ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

« Pour être agréés, les prestataires doivent au moins remplir les conditions suivantes :

1° les personnes actives dans l'accueil d'enfants produisent un extrait du casier judiciaire (modèle 2) pour elles-mêmes ainsi que, si l'accueil des enfants a lieu dans leur habitation, pour toutes les personnes majeures qui font partie du ménage et/ou seront régulièrement en contact avec les enfants gardés. Si ces personnes sont domiciliées à l'étranger, elles produisent un document équivalent établi par une autorité compétente et permettant l'accès à une activité relevant du domaine de l'éducation, de la guidance psycho-médicosociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection des enfants, de l'animation ou de la garde de mineurs d'âge ;

2° les personnes actives dans l'accueil d'enfants produisent un certificat médical de moins de deux mois de date et attestant qu'elles sont en mesure de garder des enfants ;

3° dans la mesure où cela ne ressort pas du certificat médical mentionné au 2°, les personnes de sexe féminin actives dans l'accueil d'enfants et âgées de moins de 55 ans présentent un certificat médical attestant qu'elles-mêmes et, si l'accueil des enfants a lieu dans leur habitation, les membres féminins de leur ménage âgés de moins de 55 ans sont immunisés contre la rubéole. Le refus d'une éventuelle future vaccination n'est admis que sur présentation d'un certificat médical ad hoc dûment justifié ;

4° les personnes actives dans l'accueil d'enfants s'engagent à n'exercer aucune activité, professionnelle ou non, incompatible avec l'accueil d'enfants ou qui pourrait les empêcher d'accueillir les enfants pendant les heures de prestation.

L'accueil se déroule dans un environnement adapté et dans des locaux suffisamment grands, sûrs et propres. Le Gouvernement fixe les critères applicables à cet égard et vérifie les locaux dans le cadre de la procédure d'agrément mentionnée à l'article 8. La sécurité des locaux est notamment prouvée par un avis positif en matière de sécurité incendie établi par le commandant des pompiers compétent.

L'accueil se déroule moyennant le respect de la capacité d'accueil et du nombre maximal d'enfants pouvant être accueillis simultanément. Le Gouvernement fixe le cadre général.

Le Gouvernement précise les conditions d'agrément mentionnées au premier alinéa et peut en fixer d'autres dans la mesure où elles peuvent contribuer à améliorer la qualité de l'accueil. »

Conformément à l'article 9 du décret du 31 mars 2014, « Pour conserver l'agrément, les prestataires agréés respectent les obligations mentionnées dans le présent décret, y compris les obligations mises à l'agrément, mentionnées à l'article 7.

Le Gouvernement peut déterminer d'autres obligations à remplir pour conserver l'agrément, dans la mesure où elles peuvent contribuer à améliorer la qualité de l'accueil. »

L'article 45 de l'arrêté du 22 mai 2014 précise en outre que l'agrément est octroyé pour une durée indéterminée.

Pendant la durée de l'agrément, les services d'accueil sont soumis à certaines obligations de reporting conformément à l'arrêté du 22 mai 2014 :

« Article 33. A l'exception de la première année d'accueil, les services d'accueil introduisent auprès du département, pour le 1er février de chaque année au plus tard, une liste récapitulative reprenant le personnel effectivement occupé l'année calendrier précédente.

Cette liste reprend les données suivantes pour chacun des membres du personnel : nom, date de naissance, diplôme ou qualification, fonction, entrée en service, ancienneté effective, régime de travail, nature d'éventuels subsides accordés dans le cadre de mesures favorisant l'emploi, échelles de traitement appliquées et traitement annuel brut.

Article 34. § 1er - Sauf pour la première année d'activité, les services d'accueil introduisent auprès du département, pour le 1er juin au plus tard, un rapport d'activités relatif à l'année calendrier précédente.

Ce rapport d'activités mentionne :

1° le nombre de jours d'ouverture et les heures d'ouverture ;

2° le nombre total de présences ;

- 3° le nombre total des présences moyennes ;
- 4° les demandes introduites pour l'accueil de jeunes enfants qui ont été satisfaites et celles qui ne l'ont pas été ;
- 5° l'analyse et l'évaluation des activités ;
- 6° les perspectives quant à l'avenir de la structure d'accueil ;
- 7° le nombre et la fonction des personnes effectivement occupées, y compris - le cas échéant - les accueillants conventionnés ;
- 8° une moyenne des formations continues fréquentées.

§ 2 - Les services d'accueil subsidiés par la Communauté germanophone introduisent auprès du département, en même temps que le rapport d'activités mentionné au § 1er, un compte de résultats et un bilan de l'année d'accueil précédente ainsi qu'une prévision budgétaire pour l'année d'accueil suivante.

§ 3 - En cas d'introduction tardive du rapport d'activités, du bilan, du compte de résultats ou de la proposition budgétaire, une retenue peut être opérée sur le subside ; elle représente 5 % pour un retard d'un mois et 10 % pour un retard de deux mois ou plus.

Article 35. Les services d'accueil tiennent un registre des présences.

Pour chaque enfant gardé, ils tiennent un dossier reprenant au moins les données suivantes :

- 1° les nom, prénom et adresse de l'enfant ;
- 2° les nom, adresse et numéro de téléphone de la/des personne(s) de contact ;
- 3° les nom, adresse et numéro de téléphone du médecin traitant ;
- 4° des données particulières quant à l'état de santé de l'enfant lorsqu'elles sont pertinentes pour les contacts quotidiens avec lui. »

Par ailleurs, les services d'accueil restent soumis au contrôle du Gouvernement conformément à l'article 49 de l'arrêté du 22 mai 2014 :

« § 1er - Le département signale à l'inspection tous les cas où il présume, sur la base des informations dont il dispose, qu'un service d'accueil ne remplit pas une ou plusieurs des obligations mentionnées dans le décret ou le présent arrêté.

§ 2 - Si l'inspection conclut, sur la base d'un signalement conformément au § 1er ou de tout autre signalement ou renseignement, que le service d'accueil ne remplit pas une ou plusieurs des obligations mentionnées dans le décret ou le présent arrêté, elle l'invite à se mettre en ordre dans un délai de 30 jours.

Sur demande motivée, le service d'accueil peut, au plus tard dix jours avant l'expiration du délai mentionné au premier alinéa, demander à l'inspection une prolongation unique dudit délai pour 30 jours au plus.

§ 3 - En cas d'urgence, l'inspection peut imposer une adaptation immédiate par décision particulièrement motivée. »

Expliquer si des **droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux** sont accordés aux entreprises.

N/A

Quels **instruments d'aide** ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.) ?

Sont octroyés des subsides d'infrastructure, régis par le décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure, ainsi qu'un subventionnement des frais de personnel, conformément à l'arrêté du 22 mai 2014 relatif aux services et autres formes d'accueil d'enfants.

Décrire le **mécanisme de compensation** habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

Subsides en infrastructure

Le taux du subside est établi conformément à l'article 16 alinéa 1 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure, qui stipule que « Pour les projets d'infrastructure visés à l'article 2, alinéa 1er, 1° à 5° et 7° à 10°, le subside représente 60 % du montant total des dépenses pouvant être pris en considération pour une subsideation. »

La base de calcul des subsides en infrastructure est déterminée conformément à l'article 17 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure :

« § 1er. Pour les projets d'infrastructure visés à l'article 2, alinéa 1er, 1°, 3° à 5° et 7° à 10°, le montant total des dépenses pouvant être pris en considération pour une subsideation comprend tous les coûts réellement engagés en rapport avec les projets d'infrastructure, notamment le coût de la main d'œuvre et des matériaux, la révision de prix prévue par la loi, les coûts découlant du coordinateur en matière de sécurité prévu par la loi, de l'assurance-chantier et/ou de la surveillance du chantier, la T.V.A. lorsqu'elle n'est pas récupérée, et les honoraires des gestionnaires de projet, architectes, ingénieurs et autres experts.

Les coûts découlant, dans le cadre des plafonds accordés, de dérogations au projet approuvé peuvent être pris en considération comme dépenses acceptables si les dérogations envisagées ont été communiquées au Gouvernement avant l'exécution des travaux et si elles ne comportent pas de modification fondamentale du projet. Des modifications fondamentales du projet nécessitent l'approbation préalable du Gouvernement.

Au plus tard lors du décompte final, le demandeur introduit les documents suivants auprès du Gouvernement :

- une motivation circonstanciée de la dérogation ;
- les documents nécessaires pour le projet d'infrastructure, prévus à l'article 21, s'ils n'ont pas encore été remis.

Des dépenses acceptables encourues avant la promesse définitive du Gouvernement en vue de préparer la demande visée à l'article 21 ne sont subsidiables que lorsque le projet d'infrastructure concerné est subsidié.

§ 2. Pour les projets d'infrastructure visés à l'article 2, alinéa 1er, 2°, le subside est calculé sur une base qui ne peut dépasser l'estimation réalisée par le receveur de l'enregistrement compétent, l'agent compétent du comité d'acquisition d'immeubles de l'Etat ou par un estimateur agréé par le Gouvernement), (majorée des frais de mesurage et de notaire et éventuellement majorée de l'indemnité de emploi ou emphytéotique prévue par la loi ou payée par les autorités.

Le montant total des dépenses subsidiables et relatives aux projets d'infrastructure visés à l'article 2, alinéa 1er, 6°, comprend le prix de vente approuvé par le Gouvernement, la T.V.A. dans la mesure où elle n'est pas récupérée, et les honoraires des auteurs du projet.

§ 3. Lorsqu'un projet d'infrastructure peut être subsidié par d'autres autorités, ce subside doit être sollicité. A l'exception de celui de la commune d'implantation du demandeur, ces subsides sont déduits du coût global du projet avant que ne soit calculé le subside octroyé en application du présent décret. Ceci vaut également pour chaque indemnité accordée par d'autres autorités ou établissements publics ainsi que pour toutes les participations obligatoires aux frais, sauf pour la participation aux frais payée par l'utilisateur de l'infrastructure s'il est lui-même subsidiable. »

Subventionnement des frais de personnel

Le montant du subventionnement des frais de personnel est déterminé sur base des dispositions de l'arrêté du 22 mai 2014 :

« Article 159. Sans préjudice d'un éventuel contrat de gestion conclu conformément à l'article 13 du décret, les centres d'accueil agréés peuvent obtenir des subsides conformément aux dispositions du présent chapitre dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

Article 160. Les frais de personnel suivants, encourus par les centres d'accueil, peuvent être subsidiés:

- 1° 1 équivalent temps plein pour la direction mentionnée à l'article 156 ;
- 2° 0,5 équivalent temps plein pour l'encadrement pédagogique mentionné à l'article 157 ;
- 3° 1 équivalent temps plein pour l'assistance administrative mentionnée à l'article 157.1.

L'arrêté du Gouvernement du 22 juin 2001 fixant les bases de calcul en ce qui concerne la subside des frais de personnel dans les secteurs des affaires sociales et de la santé est appliqué pour le subventionnement des frais relatifs au personnel.

Seuls les frais relatifs aux membres du personnel titulaires des diplômes déterminés aux articles 156, 157 et 157.1 sont pris en considération.

Article 161. Au plus tard six semaines après la fin de chaque trimestre, le centre d'accueil introduit auprès du département les justificatifs trimestriels pour le subventionnement.

En cas d'introduction tardive des justificatifs trimestriels, 5 % des subsides peuvent être retenus si le retard est d'un mois, 10 % s'il est de deux mois ou plus.

Article 162. Sans préjudice de l'article 159 et après vérification par le département, le ministre octroie les subsides mentionnés dans la présente section au centre qui en fait la demande. Les demandes de subsides sont introduites auprès du département avec les justificatifs éventuellement requis. »

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.

Subsides en infrastructure

En principe, une surcompensation n'est pas possible pour les subsides en infrastructure dans la mesure où « le subside est liquidé après achèvement ou réception des travaux ou après l'achat, sur la base des pièces comptables et preuves de paiement et après notification des polices d'assurance visées à l'article 13. » (Article 18 § 1 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure).

Par ailleurs, « le subside total peut être liquidé sous forme de tranches proportionnelles. Les états d'avancement détaillés, introduits à cette fin, doivent être approuvés par le maître de l'ouvrage ou l'architecte et correspondre chaque fois à un montant minimal de euro 10.000. », mais « les liquidations proportionnelles ne peuvent dépasser 90 % du subside total. » (Article 18 § 2 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure). « Après achèvement ou réception des travaux, un décompte final est opéré au moyen de tous les justificatifs nécessaires, toutes les dérogations aux travaux mentionnés dans le cahier des charges faisant l'objet d'un relevé motivé. » (Article 18 § 3 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure).

Subventionnement des frais de personnel

Une surcompensation n'est, ici aussi, en principe pas possible, dans la mesure où le subside est octroyé trimestriellement après dépôt des pièces justificatives et contrôle de celles-ci par le département compétent. Par ailleurs, en cas d'introduction tardive des justificatifs trimestriels, 5 à 10 % des subsides peuvent être retenus. (Article 161 et 162 de l'arrêté du 22 mai 2014)

Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

N/A

Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)². Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2018	2019
2,668.704 EUR	3,150.678 EUR
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales³	
2018	2019
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales⁴	
2018	2019
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales⁵	
2018	2019
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)⁶	
2018	2019
1 bénéficiaire (forme juridique : ASBL)	1 bénéficiaire (forme juridique : ASBL)

² Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

³ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

⁴ Voir la note de bas de page 3.

⁵ Voir la note de bas de page 3.

⁶ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

Annex 1

BIJLAGE I

Diensten van algemeen economisch belang: instructies voor het overeenkomstig het DAEB besluit van 2012 en de DAEB-kaderregeling van 2012 in de dienen verslag

De verslagleggingsverplichtingen zijn uiteengezet in artikel 9 van het DAEB-besluit van 2012:

Elke lidstaat dient om de twee jaar bij de Commissie een verslag in over de uitvoering van dit besluit. Die verslagen geven voor de in artikel 2, lid 1, genoemde verschillende categorieën diensten een gedetailleerd overzicht van de toepassing van dit besluit en omvatten:

a/ een beschrijving van de toepassing van dit besluit op de diensten die binnen het toepassingsbereik van dit besluit vallen, met inbegrip van interne opdrachten

b/ het totale bedrag dat overeenkomstig dit besluit aan steun is verleend, uitgesplitst naar de economische sector van de begunstigden;

c/ een vermelding of, voor een bepaald type dienst, de toepassing van dit besluit tot moeilijkheden of klachten van derden heeft geleid, en

d/ alle overige gegevens met betrekking tot de toepassing van dit besluit die de Commissie verlangt en tijdig voor de indieningstermijn van het verslag aangeeft

Punt 62 van de DAEB-kaderregeling van 2012 bevat in beginsel dezelfde verslagleggingsverplichtingen voor op grond van de DAEB-kaderregeling van 2012 verleende steun.

Houd in het verslag de volgende structuur aan:

1. OVERZICHT VAN DE UITGAVEN

Vul onderstaande tabel in:

Totale DAEB-overheidsuitgaven, uitgesplitst naar rechtsgrondslag (miljoen EUR)		
	2018	2019
<i>Compensatie voor diensten van algemeen economisch belang (1+2)</i>		
(1) Compensatie op grond van het DAEB besluit		
(2) Compensatie op grond van de DAEB-kaderregelingG		

2. BESCHRIJVING VAN DE TOEPASSING VAN HET DAEB-BESLUIT VAN 2012

Maak voor dit deel van uw verslag de volgende onderverdeling

- 1) Ziekenhuizen, die medische zorg bieden, daaronder begrepen, in voorkomend geval, spoedeisende hulp (artikel 2, lid 1, onder b);
- 2) Sociale diensten (artikel 2, paragraaf 1, punt c):
 - a) Gezondheidszorg en langdurige zorg;
 - b) Kinderopvang;
 - c) Toegang tot de arbeidsmarkt en herintreding;
 - d) Sociale huisvesting;
 - e) Zorg voor en sociale inclusie van kwetsbare groepen;
 - f) Andere sociale diensten (in voorkomend geval)
- 3) Lucht-of zeeverbindingen met eilanden met een jaarlijkse gemiddelde passagiersstroom die niet meer bedraagt dan het in artikel 2, lid 1, onder d, vastgestelde maximum;
- 4) Luchthavens en havens met een jaarlijkse gemiddelde passagiersstroom die niet meer bedraagt van het in artikel 2, lid 1, onder e, vastgestelde maximum
- 5) DAEB-compensatie van maximaal 15 miljoen EUR per jaar (artikel 2, lid 1, onder a):
 - a) postdiensten;
 - b) energie;
 - c) afvalinzameling;
 - d) watervoorziening;
 - e) cultuur;
 - f) Financiële diensten;
 - g) Andere sectoren (specificeren a.u.b.).

Geef voor elk van de bovenstaande punten informatie aan de hand van onderstaande tabel:

<p>Punt:</p> <p>1) Ziekenhuizen, die medische zorg bieden, daaronder begrepen, in voorkomend geval, spoedeisende hulp (artikel 2, lid 1, onder b);</p>
<p>Duidelijke en uitvoerige beschrijving van de wijze waarop de respectieve diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd¹</p>
<p>Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten.</p>
<p>1. Ziekenhuizen (art. 2, lid 1, onder b)</p> <p style="text-align: center;">I) Federale overheid</p> <p>Alle Belgische ziekenhuizen, ongeacht hun aard, grootte of rechtsvorm, vervullen in wezen dezelfde dienst van algemeen economisch belang (hierna DAEB genoemd), namelijk het verlenen van ziekenhuiszorg. Deze DAEB is omschreven door de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinstellingen (hierna ziekenhuiswet of wet op de ziekenhuizen genoemd), en door haar uitvoeringsbesluiten. Sommige ziekenhuizen kunnen echter ook belast zijn met andere DAEB's die eventueel hun eigen financieringsmechanisme kennen.</p> <p>De opdracht toevertrouwd aan de ziekenhuizen wordt hoofdzakelijk gedefinieerd in artikel 2 van de wet op de ziekenhuizen, die bepaalt:</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>«Met het oog op de toepassing van deze gecoördineerde wet worden als ziekenhuizen beschouwd, de instellingen voor gezondheidszorg waarin op ieder ogenblik geëigende medisch-specialistische onderzoeken en/of behandelingen in het domein van de geneeskunde, de heelkunde en eventueel de verloskunde in pluridisciplinair verband kunnen verstrekt worden, binnen het nodige en aangepaste medisch, medisch-technisch, verpleegkundig, paramedisch en logistiek kader, aan patiënten die er worden opgenomen en kunnen verblijven, omdat hun gezondheidstoestand dit geheel van zorgen vereist om op een zo kort mogelijke tijd de ziekte te bestrijden of te verlichten, de gezondheidstoestand te herstellen of te verbeteren of de letsels te stabiliseren. Deze ziekenhuizen vervullen een <u>opdracht van algemeen belang</u>».</i></p> <p>Artikel 2 van de ziekenhuiswet bevat de basiskennmerken waaraan een verzorgingsinstelling moet voldoen om zich een “ziekenhuis” te kunnen noemen. Het bepaalt meteen ook, in algemene termen, de openbare dienstverlening waarvoor het ziekenhuis een financiering ontvangt. Het staat vast dat de dienstverlening in een pluridisciplinaire context en binnen een aangepaste omkadering moet gebeuren. De patiënt moet ook steeds kunnen overnachten in de instelling.</p>

¹ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

Die noodzakelijke omkadering wordt verder gedefinieerd in de zogenaamde erkenningsnormen, waarvoor sinds de zesde Staatshervorming de gefedereerde entiteiten bevoegd zijn. Deze normen garanderen een minimaal kwaliteitsniveau waaraan de openbare dienstverlening van een ziekenhuis moet voldoen. Indien de verzorgingsinstelling aan de erkenningsnormen beantwoordt, dan kan de instelling een “erkenning” verkrijgen van de bevoegde regionale overheid.

De erkenningsnormen bepalen de noodzakelijke medische, medisch-technische en logistieke omkadering en bestaan in hoofdzaak uit functionele, architecturale en personeelsnormen. De toegekende erkenning heeft zowel betrekking op het ziekenhuis in zijn geheel, op grond van het koninklijk besluit van 23 oktober 1964 tot bepaling van de normen die door de ziekenhuizen en hun diensten moeten worden nageleefd, als op elk van de ziekenhuisdiensten, -functies en – zorgprogramma’s die het ziekenhuis verzorgt. Voor elke ziekenhuisfunctie, - dienst of zorgprogramma zijn er specifieke normen.

Met andere woorden, de normen zorgen ervoor dat de ziekenhuizen hun opdracht van algemeen belang naar behoren uitvoeren. De gefedereerde entiteiten voeren daarvoor de nodige inspecties uit en vaardigen individuele erkenningsbesluiten uit indien de ziekenhuisdiensten aan de normen voldoen.

Niet elke verzorgingsinstelling kan echter een financiering ontvangen. Om het financieel evenwicht van het Belgische ziekenhuissysteem in stand te houden, bestaat er een planning van het aanbod. Enkel inrichtingen die in een zogenaamde programmatie opgenomen zijn, komen principieel in aanmerking om een financiering te krijgen voor hun dienstverlening.

Samengevat wordt de dienstverlening van een ziekenhuis geregeerd door 3 grote principes uit de ziekenhuiswetgeving: programmatie, erkenning en financiering. In eerste instantie moet de verzorgingsinstelling voldoen aan de definitie van artikel 2 van de ziekenhuiswet. Daarna wordt de beslissing genomen of de dienstverlening van een ziekenhuis wel past in een programma, waarna de diensten, functies, zorgprogramma’s,...van het ziekenhuis door de bevoegde overheid kunnen erkend worden als de erkenningsnormen vervuld zijn. Pas als deze drie voorwaarden vervuld zijn, kan de financierende overheid, wat in het kader van de ziekenhuisfinanciering in hoofdzaak de federale overheid is, overgaan tot de effectieve toewijzing van de financiering.

Bovenop die unieke opdracht komt, voor de ziekenhuizen die beschikken over een functie «Mobiele Urgentiegroep» en/of «spoedgevallenzorg», een aanvullende DAEB: de dringende geneeskundige hulpverlening, in de zin van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening.

In het algemeen blijft de federale staat bevoegd voor de organieke wetgeving, de basisregels voor de programmering en de financiering van de exploitatie wanneer deze door de organieke wetgeving worden georganiseerd.

II) Specifiek voor de Vlaamse gemeenschap

De zesde staatshervorming heeft een dubbele impact.

Ten eerste is de Vlaamse Gemeenschap bevoegd voor de erkenningsnormen voor alle ziekenhuizen met dien verstande dat de uitgevaardigde wetgevingen geen organieke wetgeving mogen inhouden, noch een invloed mogen hebben op de uitoefening van de geneeskunde.

Erkenningsnormen bepalen de criteria waaraan een ziekenhuis, ziekenhuisdienst, zorgprogramma, functie, medisch-technische dienst moet voldoen om erkend te worden. Het kan bijvoorbeeld gaan over:

- Aard en inhoud van de zorg
- Vereiste infrastructuur
- Omgevingselementen zoals bijvoorbeeld beschikken over bepaalde functies of diensten
- Kwaliteitsnormen en -opvolging

Ten tweede werd ook A1/A3 binnen het Budget Financiële Middelen overgedragen aan VIPA (Het betreft de financiële afwikkeling van investeringen die voor de zesde staatshervorming goedgekeurd waren.)

Ingevolge de zesde staatshervorming is de Vlaamse Gemeenschap volledig bevoegd voor het gezondheidsbeleid in de 8 revalidatieziekenhuizen (categorale ziekenhuizen, geïsoleerde G- en Sp-diensten), inclusief de financiering van de werkingskosten. (De prestaties die nomenclatuurgebonden zijn, worden nog door het RIZIV gefinancierd.)

III) Waals Gewest

Overeenkomstig artikel 3, 6° van het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening wordt overgeheveld naar het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, oefent het Waals Gewest de bevoegdheden inzake gezondheid uit die aan de Franse Gemeenschap waren toegewezen zoals bedoeld in artikel 5, § 1, I van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen (zoals laatst gewijzigd door artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 2014), met uitzondering van :

- a) de universitaire ziekenhuizen;
- b) de revalidatieovereenkomsten afgesloten met de ziekenhuizen bedoeld onder punt a);
- c) de Koninklijke Academie voor Geneeskunde van België;
- d) de erkenning en contingentering van de gezondheidszorgberoepen;
- e) de activiteiten en diensten voor preventieve geneeskunde ten behoeve van zuigelingen, kinderen, leerlingen en studenten;
- f) hetgeen behoort tot de opdrachten toevertrouwd aan het Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE);
- g) de sportgeneeskundige controle;
- h) de Société scientifique de médecine générale.

Het Waals Gewest is bevoegd inzake ziekenhuisbeleid om de erkenningsnormen uit te vaardigen waaraan ziekenhuizen, ziekenhuisdiensten, zorgprogramma's en ziekenhuisfuncties moeten voldoen.

Het is eveneens bevoegd voor de financiering van de infrastructuur van de ziekenhuizen en de medisch-technische diensten (voorheen onderdelen A1 en A3 van het budget van de financiële middelen (BFM) van de ziekenhuizen).

Het vroegere financieringssysteem (reglementaire beschikkingen) werd op 1 januari 2018 afgeschaft door artikel 2 van het Besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015 zoals gewijzigd bij Besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017 tot opheffing en wijziging van sommige bepalingen betreffende de subsidiëring van ziekenhuisinvesteringen, genomen in uitvoering van de Wet op de ziekenhuizen en andere zorginstellingen, gecoördineerd op 10 juli 2008.

Dit vroegere financieringssysteem is echter van kracht gebleven (art. 3 van het voornoemde Besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015):

1/ voor de financiering van de investeringen van infrastructuur en medisch-technische diensten geleverd door de Federale overheid, voor rekening van de gemeenschappen, overeenkomstig artikel 47/9, § 4, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten, (het gaat concreet over de betaling van de subsidies toegekend op de aflossingsduur voor investeringen die de ziekenhuizen hebben gedaan voor 1 januari 2016);

2/ voor de financiering van investeringen die vallen in de verlenging die nodig is voor het finaliseren van de bouwkalender die is vastgelegd in het protocolakkoord afgesloten in het kader van de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid van 19 juni 2006 (concreet valt er nog één ziekenhuis onder deze bepaling,, die bedoeld was om een financieringscontinuïteit te garanderen terwijl de bouwwerken nog niet waren beëindigd).

In 2017 heeft het Waals Gewest een nieuw financieringsmechanisme voor ziekenhuisinfrastructuur aangenomen (Decreet van 9 maart 2017 betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige apparaten van de zware medisch-technische diensten in ziekenhuizen, uitgevoerd bij besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017 houdende uitvoering van het decreet van 9 maart 2017 betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige apparaten van de zware medisch-technische diensten in ziekenhuizen). Dit nieuwe mechanisme is in voege getreden op 1 juli 2017.

De oproep voor investeringsprogramma's voor het eerste bouwplan werd gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 27 maart 2018 (ministerieel besluit van 12 maart 2018). Het eerste bouwplan in het kader van deze nieuwe financiering werd goedgekeurd door de Waalse regering op 1 april 2019. Er werden 260 projecten geselecteerd.

III bis) Franse Gemeenschap

De Franse Gemeenschap is bevoegd voor :

- a) De 4 universitaire ziekenhuizen
- b) De overeenkomsten met de ambulante revalidatiecentra die afhangen van de 4 universitaire ziekenhuizen
- c) De erkenning en contingentering van de gezondheidszorgberoepen.
- d) De preventieve geneeskundige activiteiten en diensten ten behoeve van zuigelingen, kinderen, leerlingen en studenten.
- e) De voogdij van het Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE);

- f) De sportgeneeskundige controles
- g) De Société scientifique de médecine générale
- h) De nominatie van de permanent Secretaris van de Koninklijke Academie voor Geneeskunde.

Meer bepaald, de Fédération Wallonie Bruxelles is bevoegd voor het ziekenhuisbeleid van de universitaire ziekenhuizen (Les Cliniques universitaires Saint -Luc in Sint-Lambrechts-Woluwe, hôpital universitaire ERASME in Anderlecht, Les Cliniques universitaires de Mont-Godinne in Yvoir en het Centre hospitalier universitaire van Sart -Tilman in Luik) voor de uitvaardiging van de erkenningsnormen waaraan ziekenhuizen, ziekenhuisdiensten, zorgprogramma's en ziekenhuisfuncties moeten voldoen.

Zij is eveneens bevoegd voor de financiering van de infrastructuur van de ziekenhuizen en de medisch-technische diensten (voorheen onderdelen A1 en A3 van het budget van de financiële middelen (BFM) van de ziekenhuizen) van deze 4 Franstalige universitaire ziekenhuizen.

Het vroegere financieringssysteem (reglementaire beschikkingen) werd afgeschaft op 1 januari 2016 . Voor de overname van deze bevoegdheden werd het decreet van 13 juli 2016 houdende financiering van het onderhoud en de uitrusting van de infrastructuur uitgevaardigd. (het betreft een forfaitaire financiering van het medisch en niet-medisch materiaal, rijdend materiaal en medisch-technisch materiaal)

Voor de toekomst heeft de Fédération Wallonie Bruxelles in 2017 een nieuw financieringsmechanisme voor ziekenhuisinfrastructuur aangenomen (Decreet van 19 juli 2017 betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige zware apparatuur in medisch-technische diensten in ziekenhuizen, uitgevoerd bij besluit van de Fédération Wallonie Bruxelles van 20 december 2017 houdende uitvoering van het decreet van 19 juli 2017 betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige apparaten van de zware medisch-technische diensten in ziekenhuizen). Dit nieuwe mechanisme is in voege getreden op 1 juli 2017. De oproep voor investeringsprogramma's voor het eerste bouwplan werd gelanceerd in 2018.

Algemeen genomen blijft de Federale Staat bevoegd voor de organieke wetgeving, de basisregels rond de programmering en de financiering van de exploitatie wanneer die door de organieke wetgeving wordt georganiseerd.

Vanaf januari 2019, is de Franse Gemeenschap ook bevoegd voor de overeenkomsten met de ambulante centra voor revalidatie, die voorheen door het RIZIV werden beheerd, en verleent ze regelmatig voorschotten aan de regionale verzekeringsinstellingen, die op hun beurt de verschuldigde forfaits terugbetalen aan de centra voor ambulante revalidatie.

IV) Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (hierna GGC genoemd) regelt en beheert de gemeenschapsbevoegdheden in het Brusselse Gewest die gemeenschappelijk zijn voor beide gemeenschappen (Franstalig en Nederlandstalig).

In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kunnen de instellingen die bevoegd zijn voor de zogenaamde persoonsgebonden materies (gezondheid en sociale bijstand) kiezen tot welke gemeenschap ze behoren. Of ze kunnen ervoor opteren om die keuze niet te maken. In dat laatste geval vallen ze onder de bevoegdheid van de GGC en worden ze ook wel

'bicommunautaire instellingen' of 'bipersonsgebonden instellingen' genoemd.

De GGC kennen een opdracht van algemeen belang toe aan:

- Ziekenhuizen: elke instelling voor gezondheidszorg bedoeld in de artikelen 2 en 3 van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen (hierna ziekenhuiswet genoemd).
- Vormen van samenwerkingsverbanden tussen ziekenhuizen: elke vorm van gereguleerd samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen krachtens de ordonnantie van 4 april 2019 betreffende de erkenning, de programmatie en de erkenningsprocedures van de ziekenhuizen, vormen van samenwerkingsverbanden tussen ziekenhuizen of ziekenhuisactiviteiten (hierna ziekenhuisordonnantie genoemd en/of de ziekenhuiswet).
- Ziekenhuisactiviteiten: ziekenhuisdienst, ziekenhuisafdeling, ziekenhuisfunctie, medische dienst, medisch-technische dienst, zorgprogramma of andere zorg- en/of diagnostische activiteit van een ziekenhuis die het voorwerp moeten uitmaken van een erkenning krachtens de ziekenhuisordonnantie en/of de ziekenhuiswet.
- Psychiatrische verzorgingstehuizen: het doorgangstehuis ten behoeve van psychiatrische patiënten bedoeld in artikel 6 van de ziekenhuiswet.

V) Duitstalige Gemeenschap

De Duitstalige Gemeenschap is bevoegd voor het ziekenhuisbeleid met betrekking tot het vaststellen van de erkenningsnormen waaraan ziekenhuisdiensten, zorgprogramma's en ziekenhuisfuncties moeten voldoen.

Daarenboven is de Duitstalige Gemeenschap bevoegd voor de financiering van de infrastructuur van ziekenhuizen.

Over het algemeen, blijft de Federale Overheid bevoegd voor de organieke wetgeving, de basisregels met betrekking tot de programmatie alsook de financiering van de exploitatie wanneer deze geregeld is door de organieke wetgeving.

Wat zijn de (gebruikelijke) **vormen van toewijzing**? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij toe te voegen

I) Federale overheid

Zoals hierboven reeds werd uiteengezet, bestaat het mandaat aan de ziekenhuizen uit verschillende beslissingen die op verschillende bevoegdheidsniveaus worden genomen: de programmatie, de erkenning, de financiering.

Een ziekenhuisdienst, een ziekenhuisfunctie of een zorgprogramma is desgevallend opgenomen in een programmatie. Het is de federale overheid die de eventuele programmatie vastlegt en dus beslist **hoeveel diensten, functies, zorgprogramma's, ... een financiering kunnen ontvangen**.

Niet zomaar elke medische dienst, functie, medisch-technische dienst of zorgprogramma wordt gefinancierd. De bevoegde regionale overheden inspecteren de ziekenhuizen en reiken bij een positieve evaluatie erkenningen uit aan de geprogrammeerde diensten, functies en zorgprogramma's. De bevoegde regionale overheden bepalen met andere woorden **welke**

ziekenhuizen in aanmerking komen voor een financiering. De bevoegde regionale overheid neemt daartoe individuele erkenningsbeslissingen.

Het sluitstuk wordt echter gevormd door de beslissing om financiering toe te kennen. Het zogenaamde '**budget van financiële middelen**' wordt **door de federale minister van Volksgezondheid voor ieder ziekenhuis afzonderlijk vastgesteld en toegekend**, binnen een jaarlijks (corresponderend met een kalenderjaar) globaal budget dat bij een aan de Ministerraad voorgelegd koninklijk besluit wordt vastgelegd.²

De minister deelt de individuele en met redenen omklede beslissing mee aan de beheerder van het ziekenhuis. De beslissing wordt tevens ter kennis gebracht aan de Federale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen.³ Deze raad bestaat uit experts, vertegenwoordigers van ziekenhuisbeheerders, vertegenwoordigers van artsen en verpleegkundigen en vertegenwoordigers van de ziekteverzekeringsinstellingen.⁴

II) Specifiek voor de Vlaamse gemeenschap

Voor de diensten, functies, zorgprogramma's waarvoor door de federale overheid een programmatie is bepaald, wordt door de Vlaamse gemeenschap eerst een vergunning tot opname in de planning verleend. Dit gebeurt conform de bepalingen opgenomen in het besluit van de Vlaamse Regering van 18 februari 1997 tot vaststelling van de procedure voor het verkrijgen van een planningsvergunning en een exploitatievergunning voor intramurale en transmurale voorzieningen in de gezondheidszorg.

Wat de erkenning betreft worden alle hospitalisatiediensten, functies, afdelingen, medisch-technische diensten en zorgprogramma's erkend in overeenstemming met de Ziekenhuiswet, de uitvoeringsbesluiten ervan (koninklijke besluiten en besluiten Vlaamse Regering). De erkenning gebeurt conform de bepalingen opgenomen in het besluit van de Vlaamse Regering van 25 april 2014 tot vaststelling van de procedures voor de gezondheidszorgvoorzieningen. Dit gebeurt onder de vorm van een besluit getekend door de administrateur-generaal van het Agentschap Zorg en Gezondheid.

In bijlage wordt een model van erkenningsbesluit gevoegd. Dit is slechts een voorbeeld van erkenning van de ziekenhuisbedden.

Voor een planningsvergunning beschikt de Vlaamse Overheid niet over een model.

III) Waals Gewest

De ziekenhuizen die vallen onder de bevoegdheden van het Waals Gewest moeten erkend zijn overeenkomstig de wet op de ziekenhuizen en zijn uitvoeringsbesluiten.

Deze erkenning krijgt de vorm van een ministerieel besluit getekend door de Waalse minister bevoegd voor gezondheid, en identificeert het geheel van diensten, functies, afdelingen, medisch-technische diensten en zorgprogramma's die in de instelling zijn erkend, alsook het aantal bedden.

Een model van verlenging van de erkenning wordt als bijlage bij dit rapport gevoegd.

² Art. 95, eerste lid, ziekenhuiswet

³ Art. 108 ziekenhuiswet

⁴ Art. 33 ziekenhuiswet

III bis) Franse Gemeenschap

De administraties van de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest (AVIQ) werken nauw samen voor wat betreft de technische en administratieve aspecten van de behandeling van de erkenningsdossiers. De besluiten en erkenningsbeslissingen worden echter ondertekend door de minister van de Franse Gemeenschap onder wiens bevoegdheid de universitaire ziekenhuizen vallen.

IV) Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie

De toewijzing van een opdracht van algemeen belang aan het ziekenhuis, de vorm van samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen of de ziekenhuisactiviteit gebeurt via een erkenning.

V) Duitstalige Gemeenschap

Erkenningsnormen:

De ziekenhuisdiensten, de zorgprogramma's en de ziekenhuisfuncties onder bevoegdheid van de Duitstalige gemeenschap dienen te worden erkend in overeenstemming met de Ziekenhuiswet en zijn uitvoeringsbesluiten.

De erkenningsprocedure staat beschreven in het Besluit van de regering van de Duitstalige Gemeenschap van 19 april 1995.

Infrastructuurfinanciering:

De Duitstalige Gemeenschap financiert enerzijds de lasten uit het verleden van de financiering van de ziekenhuisinfrastructuur (verbintenissen aangegaan door het federale niveau voor de zesde Staatshervorming en die werden overgeheveld naar de Gemeenschappen; te betalen tot 2048) via de onderdelen A1 en A3 van het budget van de financiële middelen (BFM) en anderzijds de nieuwe infrastructuurinvesteringen volgens de bepalingen van het decreet van 18 maart 2002 betreffende de infrastructuur.

Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen **en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar** (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd.

i) Federale overheid

Wat de 'programmatiebeslissing' betreft, is er geen sprake van een termijn. De programmatie wordt bepaald rekening houdende met de algemene en speciale behoeften van de bevolking. Daartoe worden criteria opgesteld die onder meer rekening houden met de bevolkingscijfers, de leeftijdsstructuur, de morbiditeit en met de geografische spreiding.

De erkenning wordt toegekend door de bevoegde regionale overheid die ook de termijn bepaalt waarvoor de erkenning wordt gegeven:

- **Vlaamse Gemeenschap:** Een "voorlopige erkenning" wordt verleend voor een periode van zes maanden die op gemotiveerd verzoek van de beheersinstantie eenmalig met

maximaal zes maanden kan worden verlengd.

Een "erkenning" wordt verleend:

1° voor de algemene ziekenhuizen en voor de ziekenhuisdiensten van algemene ziekenhuizen: een termijn van onbepaalde duur;

2° voor de psychiatrische ziekenhuizen en voor de ziekenhuisdiensten van psychiatrische ziekenhuizen: een termijn van maximaal zes jaar, die kan worden verlengd.

Dit in uitvoering van het Besluit van de Vlaamse Regering van 25 april 2014.

- **Waals Gewest:** voorlopige goedkeuring wordt verleend voor een periode van 6 maanden, met de mogelijkheid om deze voorlopige goedkeuring te verlengen voor een of meerdere perioden van 6 maanden. Aan het einde van de voorlopige goedkeuringsperiode wordt het ziekenhuis voor maximaal 5 jaar goedgekeurd. Deze goedkeuring wordt om de 5 jaar verlengd.
- **Franse Gemeenschap:** voorlopige goedkeuring wordt verleend voor een periode van 6 maanden, met de mogelijkheid om deze voorlopige goedkeuring te verlengen voor een of meerdere perioden van 6 maanden. Aan het einde van de voorlopige goedkeuringsperiode wordt het ziekenhuis voor maximaal 5 jaar goedgekeurd. Deze goedkeuring wordt om de 5 jaar verlengd.
- **GGC:** een "voorlopige erkenning" voor een periode van zes maanden die kan worden verlengd en/of een "erkenning" voor een periode van maximum zes jaar die kan worden verlengd.
- **Duitstalige Gemeenschap:** eerste voorlopige goedkeuring voor 6 maanden + verlenging van voorlopige goedkeuring + definitieve goedkeuring (vaak voor 5 jaar) + uitbreiding van de definitieve goedkeuring.

De financiering gebeurt via de toekenning van het budget van financiële middelen aan elk ziekenhuis, dat telkens loopt vanaf 1 juli tot en met 30 juni van het volgende jaar.

In het kader van de ziekenhuisfinanciering worden er dus geen mandaten aan ziekenhuizen toegekend voor een periode langer dan 10 jaar. Dit is ook wettelijk vastgelegd in de ziekenhuiswet.^[1]

ii) Vlaamse gemeenschap

Voor de duur van de onderliggende subsidies dient ten opzichte van de vorige bevraging, naast de lopende alternatieve subsidies, ook rekening gehouden te worden met de nieuwe forfaitaire subsidiëring.

Alternatieve subsidies:

De gebruikstoelage wordt gedurende twintig opeenvolgende jaren toegekend (artikel 12 van het BVR van 18 maart 2011 tot regeling van de alternatieve investeringssubsidies, verstrekt door het VIPA). Een aantal voorzieningen kozen in 2015 ook voor de eenmalige uitbetaling van het kapitaalsaldo (BVR van 11 september 2015 tot regeling van de eenmalige uitbetaling van de alternatieve investeringssubsidies, verstrekt door het Vlaams Infrastructuurfonds voor Persoonsgebonden Aangelegenheden).

In beide gevallen bestaat er de verplichting om het gebouw voor minimaal 25 jaar te betrekken (artikel 87 van het BVR van 18 maart 2011 *iuncto* het decreet van 23 februari 1994).

De lange termijn van de subsidiëring kan gerechtvaardigd worden door de bijzondere investeringen die gevraagd worden van de ziekenhuizen die over een langere periode dan 10 jaar moeten worden afgeschreven.

Forfaits:

Daarnaast worden sinds 2017 ook forfaits uitbetaald (zie verder) voor investeringen en onderhoud. Hoewel deze forfaits onbeperkt in de tijd worden uitbetaald, bestaat er een verband met de duur van de openbare dienstverplichting. De forfaitbedragen houden bij de onderliggende berekening rekening met de economische levensduur gedurende de levenscyclus van de onderliggende activa. Daarnaast worden de forfaits elk jaar geactualiseerd op basis van de determinerende parameters zoals aantal bedden, operatiekwartieren... Indien wegens ontoereikende investeringen niet meer voldaan wordt aan de erkenningsnormen, valt ook de erkenning alsook de subsidiëring weg. Daardoor zijn de subsidies *de facto* beperkt in de tijd afhankelijk van het voldoen aan de voorwaarden van de openbare dienstverplichting. De lange termijn van de subsidiëring kan hier dus ook gerechtvaardigd worden door de bijzondere investeringen die gevraagd worden van de ziekenhuizen die over een langere periode van 10 jaar moeten worden afgeschreven.

Ook hier geldt de verplichting om de onroerende investeringen voor minimaal 25 jaar te betrekken.

III) Waals Gewest

- Een voorlopige erkenning van zes maanden wordt toegekend aan het ziekenhuis dat een ontvankelijke erkenningsaanvraag indient;
- Deze voorlopige erkenning kan gedurende één of meerdere identieke termijnen worden verlengd;
- Tijdens de geldigheidsduur van de voorlopige erkenning wordt er een inspectie gedaan om na te gaan of het ziekenhuis aan de geldende erkenningsnormen voldoet;
- Ingevolge deze inspectie kan de Minister het ziekenhuis een erkenning toekennen voor een maximumduur van 5 jaar;
- Na deze vijf jaar wordt een vragenlijst bezorgd aan het ziekenhuis en wordt een inspectie uitgevoerd met het oog op de verlenging van zijn erkenning (procedure omzendbrief).
- Er kunnen punctuele inspecties worden gedaan in de erkende ziekenhuizen om na te gaan of de erkenningsnormen worden nageleefd.

III bis) Franse Gemeenschap

- Voorlopige erkenningen van zes maanden worden toegekend aan ziekenhuizen die een ontvankelijke erkenningsaanvraag indienen;
- Deze voorlopige erkenning kan gedurende één of meerdere identieke termijnen worden verlengd;
- Tijdens de geldigheidsduur van de voorlopige erkenning wordt er een inspectie gedaan om na te gaan of het ziekenhuis aan de geldende erkenningsnormen voldoet;
- Ingevolge deze inspectie kan de Minister van de Franse Gemeenschap het ziekenhuis een erkenning toekennen voor een duur van maximum 5 jaar, soms minder. In het geval niet wordt voldaan aan bepaalde normen, wordt een meer beperkte erkenning verleend opdat men zich in regel zou stellen. Bij niet-nakoming, dient het ziekenhuis een actieplan voor het

verhelpen van de tekortkomingen in te dienen en dient de vooruitgang ervan jaarlijks te worden verschaft.

- Na deze vijf jaar wordt een vragenlijst bezorgd aan het ziekenhuis met het oog op de verlenging van zijn erkenning voor de duur van 5 jaar (procedure omzendbrief).
- Bepaalde erkenningen gebeuren – onmiddellijk of na een periode van tijdelijke erkenning - voor een onbepaalde duur : fusies, samenwerkingsverbanden, verenigingen.

IV) Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie

De diensten van het Verenigd College van de GGC onderzoeken de erkenning en vergewissen zich ervan dat het ziekenhuis of de ziekenhuisdienst kan werken in omstandigheden verenigbaar met de normen waaraan moet worden voldaan.

Wanneer aan het einde van een procedure wordt vastgesteld dat de normen al dan niet worden nageleefd en dat het ziekenhuis, de vorm van samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen of de ziekenhuisactiviteit al dan niet in de programmering is geïntegreerd, krijgt de instelling:

- ofwel een "voorlopige erkenning" voor een beperkte periode van één jaar vanaf de dag van de aanvraag, eenmaal hernieuwbaar;
- ofwel een "erkenning" voor een periode van onbepaalde duur;
- ofwel een "weigering van erkenning".

Indien, in de loop van de voorlopige erkenning of erkenning, wordt vastgesteld dat de erkenningsnormen niet meer worden nageleefd, dan kan een procedure van "intrekking van erkenning" opgestart worden.

De rechtvaardiging voor een toekenning van een DAEB voor een periode meer dan 10 jaar ligt in de Dienstenrichtlijn, artikel 11, 1, b: Een aan een dienstverrichter verleende vergunning heeft geen beperkte geldigheidsduur, tenzij in gevallen waar het aantal beschikbare vergunningen beperkt is door een dwingende reden van algemeen belang

V) Duitstalige Gemeenschap

Erkenningsnormen:

- Een voorlopige erkenning van zes maanden wordt toegekend aan het ziekenhuis dat een ontvankelijke erkenningsaanvraag indient;
- Deze voorlopige erkenning kan gedurende één identieke termijn worden verlengd;
- Tijdens de geldigheidsduur van de voorlopige erkenning wordt er een inspectie gedaan om na te gaan of het ziekenhuis aan de geldende erkenningsnormen voldoet (indien een inspectie niet mogelijk is dan wordt een omstandig werkingsverslag gevraagd);
- Ingevolge deze inspectie kan de Minister het ziekenhuis een erkenning toekennen voor een maximumduur van 5 jaar;
- Er kunnen punctuele inspecties worden uitgevoerd in de erkende ziekenhuizen om na te gaan of de erkenningsnormen worden nageleefd.

Er bestaat geen erkenning voor een duur van langer dan 10 jaar.

Infrastructuurfinanciering:

De infrastructuurfinanciering gebeurt:

- enerzijds via het BFM dat wordt berekend en medegedeeld door de FOD Gezondheid en aanvaard en betaald door de Duitstalige Gemeenschap.
Het BFM wordt medegedeeld op 1 januari en op 1 juli van elk jaar. Een financieringsperiode begint op 1 juli van het jaar T en is geldig tot 30 juni van het jaar T+1. Vaak gebeurt er een actualisering van het BFM op 1 januari van het jaar T+1.
- anderzijds via subsidies volgens de bepalingen van het decreet van 18 maart 2002 betreffende de infrastructuur.
De subsidies worden helemaal aan de ziekenhuizen betaald op voorlegging van de stukken tot staving.

In het kader van de financiering van de ziekenhuisinfrastructuur wordt aan de ziekenhuizen geen enkel mandaat van langer dan 10 jaar toegekend.

¹¹ Art. 105, § 1, tweede lid, a), ziekenhuiswet

Worden (in de regel) **uitsluitende of bijzondere rechten** aan de onderneming toegekend?

Het recht om te functioneren als ziekenhuis wordt door de Federale overheid aan de inrichtende machten verleend in het kader van de programmatie.

1) Federale overheid

Artikel 81 van de ziekenhuiswet bepaalt de mogelijkheid om bepaalde medische handelingen te omschrijven die verplicht de omkadering van een ziekenhuis vereisen.⁵ Deze bepaling is tot nog toe nooit uitgevoerd. Aldus zijn er geen medische handelingen bepaald die uitsluitend door een ziekenhuis in de zin van de ziekenhuiswet mogen uitgevoerd worden.

Daarnaast moet ook nog de zogenaamde lijst van zware medische apparatuur vermeld worden.

⁶ Deze lijst bevat toestellen of uitrustingen voor onderzoek en behandeling die duur zijn hetzij door hun aankoopprijs, hetzij door de bediening ervan door hoog gespecialiseerd personeel.⁷ Apparaten die op deze lijst voorkomen, kunnen opgesteld noch uitgebaat worden dan na de voorafgaande toestemming van de bevoegde regionale overheid. Deze voorwaarde is ook van toepassing op apparaten die buiten een ziekenhuisomgeving opgesteld worden en op apparaten waarbij niet tussengekomen wordt in de investeringskosten.

Deze beperking wordt gemotiveerd vanuit de doelstelling om de kwaliteit van de zorg te bewaken, de stralingsbelasting van de bevolking onder controle te houden, expertise te centraliseren en het financieel evenwicht van het gezondheidszorgsysteem te handhaven.

De lijst van zware medische apparatuur bevat volgende toestellen of uitrustingen:

- de computer tomograaf (CT);

⁵ Het artikel laat echter ook toe om medische handelingen te bepalen die buiten het kader van een ziekenhuis dienen te gebeuren.

⁶ Art. 52 ziekenhuiswet

⁷ Art. 51 ziekenhuiswet

- de computer tomograaf met emissie van enkelvoudige fotonen in combinatie met computer tomograaf (SPECT-CT);
- de positron emissie tomograaf (PET);
- de positron emissie tomograaf in combinatie met computer tomograaf (PET-CT);
- de positron emissie tomograaf in combinatie met magnetisch resonantie tomograaf (PET – NMR);
- de magnetische resonantie tomograaf (NMR), inclusief de 'extremity only' magnetische resonantie tomograaf;
- radiotherapietoestellen met emissie van fotonen, protonen, elektronen of hadronen met inbegrip van therapie met carbonionen.

Voor wat betreft de PET-scanner en de NMR bestaan er bovendien programmatiecriteria. Dit brengt met zich mee dat de federale overheid het maximaal aantal toestellen dat opgesteld en uitgebaat mag worden, heeft vastgelegd. Het zijn echter de bevoegde regionale overheden die beslissen welke ziekenhuizen een vergunning en/of erkenning ontvangen om een dienst met een PET- of NMR-scanner uit te baten. Daarenboven komen enkel ziekenhuizen in aanmerking om een dergelijke dienst uit te baten.

Welke **steuninstrumenten** zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enzovoort)?

I) Federale overheid

Zoals reeds eerder gesteld bepaalt artikel 95 van de ziekenhuiswet dat het budget van financiële middelen voor elk ziekenhuis apart wordt vastgesteld door de minister van Volksgezondheid binnen een globaal budget voor het hele land. Er wordt dus met ander woorden jaarlijks een budget voor de Belgische ziekenhuizen vrijgemaakt uit het federale globale budget. Vervolgens wordt dat bedrag onder de ziekenhuizen verdeeld volgens voorwaarden en berekeningsmodaliteiten die zijn bepaald in de wet op de ziekenhuizen en haar uitvoeringsbesluiten. Het toegekende bedrag hangt onder meer af van de grootte en het verantwoord activiteitsniveau van het ziekenhuis, de eventuele bijzondere opdrachten die het ziekenhuis toegekend heeft gekregen (bv. universitaire ziekenhuizen die een onderwijs- en onderzoeksopdracht hebben), het aantal erkende diensten waarover het ziekenhuis beschikt, ... De grondslag voor de verdeling wordt omschreven in artikel 105 van de wet op de ziekenhuizen. Dat artikel preciseert dat de voorwaarden en de parameters voor de berekening van de compensatie bij koninklijk besluit moeten worden vastgelegd. In het koninklijk besluit moeten onder meer de volgende zaken worden vastgelegd:

"(...)

a) de periode voor dewelke het budget wordt toegekend en dewelke niet langer mag duren dan tien jaar, behalve voor die bestanddelen van het budget van financiële middelen die kosten dekken van aanzienlijke investeringen van het ziekenhuis die, in overeenstemming met algemeen aanvaarde boekhoudkundige beginselen, over een langere periode moeten worden afgeschreven;

b) de splitsing van het budget in een vast gedeelte en variabel gedeelte;

c) de criteria en modaliteiten van berekening, met inbegrip van de vaststelling van de verantwoorde activiteiten en de indexeringsmodaliteiten;

d) wat het variabel gedeelte betreft: de vergoeding van de activiteiten, ten aanzien van een referentieaantal die meer gerealiseerd zijn of niet zijn gerealiseerd;

- e) de vaststelling van het referentieaantal bedoeld in het vorige lid met betrekking tot de activiteitenparameters die in rekening worden gebracht;
- f) de voorwaarden en modaliteiten ter herziening van bepaalde bestanddelen;
- g) de verrekening met de vorige jaren, zoals bedoeld in artikel 116 van de wet betreffende de ziekenhuizen (...)"⁸

De details van die modaliteiten staan vermeld in het koninklijk besluit van 25 april 2002 betreffende de vaststelling van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen (BFM). De berekeningsparameters en modaliteiten van het budget van financiële middelen zijn bestemd om, overeenkomstig artikel 100 van de wet op de ziekenhuizen⁹, de kosten te dekken voor de ziekenhuisopname, en overeenkomstig artikel 101 van de wet op de ziekenhuizen de kosten voor de dienstverlening ingevolge rampen of catastrofes (en overeenkomstig artikel 102 van de wet op de ziekenhuizen niet om een reeks kosten te dekken die wettelijk werden vastgesteld). De bovenvermelde wet vermeldt in haar artikel 95 dat het budget van financiële middelen de financiering van de exploitatiekosten dekt. Bovendien houden die kosten, krachtens de opdracht van algemeen belang die werd gegeven door de wet, zoals dat artikel 95 aangeeft, "enkel rekening met de ziekenhuisverpleging".

Samengevat, alle ziekenhuizen worden gefinancierd op basis van identieke regels. De financiering heeft enkel betrekking op het gedeelte "hospitalisatie".

Het compensatiemechanisme bestaat uit het toekennen van een financiële tussenkomst (het BFM) in de ziekenhuiskosten die *a priori* berekend wordt op basis van de op dat moment laatst gekende gegevens (boekhoudkundige en financiële gegevens van de voorbije jaren, gegevens met betrekking tot de berekening van de verantwoorde activiteit). Later wordt de compensatie herzien op basis van de reële cijfers, maar daar wordt in het volgende onderdeel dieper op ingaan.

De compensatie is forfaitair en heeft enkel betrekking op de hospitalisatie, met inbegrip van de chirurgische daghospitalisatie, voor:

- de investeringskosten (onroerend goed, medisch en niet-medisch materiaal) en bijhorende financiële kosten
[A1 en A2] (Naar aanleiding van de zesde Staatshervorming werd de financiering van de investering onder het luik A1 overgedragen aan de gefedereerde entiteiten.)
- de investeringskosten en werkingskosten van het zwaar medisch materiaal
[A3 en B3] (Naar aanleiding van de Zesde Staatshervorming werd de financiering van de investering onder het luik A3 overgedragen aan de gefedereerde entiteiten.)
- de werkingskosten van de ziekenhuisdiensten en "gemeenschappelijke" diensten en dekking van de kosten van de bijhorende wettelijke verplichtingen
[B1, B4, B6, B9]
- de kosten van het verplegend en verzorgend personeel
[B2]

⁸ Art. 105 wet op de ziekenhuizen.

⁹ art. 100 van de wet op de ziekenhuizen bepaalt het volgende: "Onverminderd artikel 97, dekt het budget van financiële middelen op forfaitaire wijze de kosten die verband houden met het verblijf in een gemeenschappelijke kamer en de verstrekking van zorgen aan de patiënten in het ziekenhuis, met inbegrip van de patiënten in daghospitalisatie zoals omschreven door de Koning."

- de werkingskosten van de ziekenhuisapotheek
[B5]

De "compensatie" gegeven door de Staat is dus een staatssteun in die verschillende posten, die rechtstreeks verband houden met de uitoefening van de toevertrouwde opdrachten.

II) Specifiek voor de Vlaamse gemeenschap

De staatshervorming van 2014 droeg de financiering van de investering onder het luik A1-A3 over aan de Vlaamse overheid.

We onderscheiden dan ook de ondersteuning vanuit VIPA van vóór en na de zesde staatshervorming.

Reeds aanwezige financiële kader vóór de zesde staatshervorming van 2014.

Tot 2014 konden ziekenhuizen voor welbepaalde investeringen bij de Vlaamse overheid aanvragen indienen voor de gespreide subsidiëring met 20 gelijke, jaarlijkse gebruikstoelagen. Deze projecten werden aangeduid als "bouwkalenderprojecten" en werden deels ook door de federale overheid gesubsidieerd (via het Budget voor Financiële Middelen).

Vanaf 2014 werden er geen nieuwe engagementen aangegaan. In 2014 legde het Instituut voor de Nationale Rekeningen (INR) op dat het kapitaalsaldo van alle gebruikstoelagen ineens budgettair diende aangerekend te worden. Gezien die budgettaire volledige aanrekening, kregen de ziekenhuizen ook de mogelijkheid om het openstaande kapitaalsaldo van de gebruikstoelagen ineens uitbetaald te krijgen.

In zoverre dat er niet gekozen werd voor de eenmalige subsidiebetaling (meeste eenmalige subsidies dateren van 2015), zijn er wel nog jaarlijkse betalingen tot de twintigste gebruikstoelage is uitbetaald.

De modaliteiten van toewijzing werden geregeld in het besluit van de Vlaamse Regering van 18 maart 2011 tot regeling van de alternatieve investeringssubsidies, verstrekt door het VIPA. De procedure bestaat uit 3 stappen:

- zorgstrategisch plan
- technisch-financieel plan en principieel akkoord
- gebruikstoelage

In het zorgstrategisch plan formuleert het ziekenhuis haar visie over 10 jaar over het geplande zorgaanbod in de regio en haar geplande rol daarin. Na de goedkeuring van het zorgstrategisch plan, kon het ziekenhuis een aanvraag tot goedkeuring van het technisch-financieel plan en tot het verkrijgen van het principieel akkoord indienen bij het VIPA. Er werden drie adviezen (financieel, functioneel en bouwtechnisch) verstrekt, waarna het dossier op een coördinatiecommissie wordt gebracht. Mits gunstig advies van deze commissie, kon de minister een principieel akkoord verstrekken in functie van de beschikbare financiële middelen. Binnen de twee jaar na dit principieel akkoord, diende de instelling een aanvangsbevel te verstrekken. Ten vroegste het kalenderjaar dat volgde op dit aanvangsbevel, kon voor de eerste keer een gebruikstoelage worden aangevraagd.

Intussen hebben alle betrokkenen reeds een aanvangsbevel gegeven en zijn er zoals gezegd geen bijkomende principiële akkoorden meer mogelijk.

Daarnaast kon de Vlaamse Gemeenschap een waarborg verstrekken voor leningen voor gesubsidieerde investeringen. Het voorgaande wordt nader geregeld in het besluit van de Vlaamse Regering van 16 juli 2010 tot vaststelling van de investeringssubsidie en de bouwtechnische en bouwfysische normen voor de verzorgingsvoorzieningen (= "sectorbesluit"), het besluit van de Vlaamse Regering van 18 maart 2011 tot regeling van de alternatieve investeringssubsidies, verstrekt door het VIPA en het besluit van de Vlaamse Regering van 8 november 2013 tot facilitering van de infrastructuurfinanciering via de alternatieve investeringswaarborg, verstrekt door het VIPA.

Mits gunstig financieel advies, kon VIPA tot een plafondbedrag leningen waarborgen. De instelling betaalde daarvoor een waarborgpremie en diende toestemming te verlenen aan het VIPA tot vestiging van zekerheden. **Vanaf 2017 werden er voor de ziekenhuizen geen bijkomende leningcontracten meer gewaarborgd.**

Het basisbedrag van de subsidies voor de investeringen die door VIPA werden gedekt, werd bepaald aan de hand van een forfaitair bedrag per m² van de subsidiabele oppervlakte, dat overeenkwam met maximaal 60% van de geplafonneerde kost (uitzondering: prioritaire investeringen voor 10%). Dit bedrag wordt uitbetaald bij wijze van 20 jaarlijkse gebruikstoelagen die ook de kost van de voorfinanciering dekken.

Voor het aanvullend deel (40% of 90% bij prioritaire investeringen) dat niet door VIPA gesubsidieerd werd en voor bepaalde soorten investeringen die louter door de federale overheid gesubsidieerd werden aan 100% (groot onderhoud, niet-prioritaire herconditioneringswerken, investeringen duurzame ontwikkeling...) kon de aanvrager zich beroepen op het Budget Financiële Middelen.

Het bedrag van de waarborg was ook beperkt tot $(10/6) \times$ basisbedrag van de VIPA-subsidies $\times 75\%$. De waarborg zorgde voor een lagere financieringskost, zonder dat VIPA expliciet in de financieringskost tussenbeide kwam (in dat opzicht kan de waarborg evenmin een overcompensatie van de financieringskost inhouden).

Subsidiestromen ten gevolge van de 6^e staatshervorming

Vanaf 2016 worden de uitgaven voor in gebruik genomen investeringen in het luik A1-A3 door de instellingen van de Sociale Zekerheid betaald voor rekening van het VIPA. Dit is een voortzetting van de vroegere stromen zoals ook reeds vermeld in de vorige DAEB-rapporteringen.

Daarnaast werden vanaf 2017 volgende subsidiemechanismen opgestart:

- het strategisch en instandhoudingsforfait: Besluit Vlaamse Regering van 14 juli 2017 betreffende de subsidiëring van infrastructuur van ziekenhuizen ("Subsidiebesluit") en BVR van 14 juli 2017 houdende de procedureregels voor de subsidiëring van infrastructuur van ziekenhuizen ("Procedurebesluit");
- de toestelfinanciering: Besluit Vlaamse Regering betreffende de subsidiëring van de uitrusting en apparatuur van de medisch-technische diensten van de ziekenhuizen en tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 2002 betreffende de vaststelling en de

vereffening van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen, wat de financiering van de lasten van de voormelde uitrusting en apparatuur betreft.

De forfaits kenmerken zich door:

- het strategisch forfait dekt de nieuwbouw, uitbreiding en herconditionering van het ziekenhuis. Het instandhoudingsforfait dekt de uitgaven voor onderhouds investeringen;
- het strategisch forfait wordt verkregen na een aanvraag die kadert binnen een zorgstrategisch plan, terwijl het instandhoudingsforfait aan het ziekenhuis wordt ingediend zonder dat daarvoor een aanvraag moet ingediend worden;
- beide forfaits worden berekend op basis van objectieve parameters (bedden, operatiekwartieren...) met vergoeding voor intrest en beperkte indexering;
- de forfaits worden onbeperkt in de tijd uitbetaald.

Het strategisch forfait moet passen binnen het Vlaamse zorgstrategisch plan, zoals bepaald door de Vlaamse Regering. Net zoals bij de VIPA-subsidiëring via gebruikstoelagen, worden er adviezen (financieel, functioneel en bouwtechnisch) verstrekt. Daarna wordt het dossier op een coördinatiecommissie gebracht. Na advies van deze commissie, kan de minister een akkoord strategisch verstrekken afhankelijk van de beschikbare financiële middelen. Binnen de 2 jaar na het akkoord dient de aanvrager het aanvangsbevel te geven.

Er werd tot nog toe geen zorgstrategisch plan uitgewerkt. De strategische forfaits die sinds 2017 worden uitbetaald betreffen enerzijds vroegere bouwkalenderprojecten die vóór het in werking treden van het besluit nog niet in gebruik waren genomen, maar wel reeds een principieel akkoord hadden verkregen en anderzijds preciaire dossiers. In het kader van het principieel akkoord voldoen de vroegere bouwkalenderprojecten reeds aan de vereisten met betrekking tot de zorgstrategie. Voor de zogenaamde preciaire projecten, namelijk projecten waarvan het karakter dringend of onafwendbaar is, werd in een uitzondering voorzien op de zorgstrategische planning.

De toestelfinanciering vergoedt de investeringen in PET-scanners, NMR en bestralingsapparaten. De bedragen zijn forfaitair en worden uitbetaald zolang de erkenning van de dienst waarbij het apparaat is geïnstalleerd, loopt. Het betreft een relatief beperkter bedrag in vergelijking met de andere forfaits.

III) Waals Gewest

Vier types ondersteuning zijn voorzien :

- Subsidies toegekend op basis van de aflossingen gedaan of aangevat voor 1 januari 2016. Deze subsidies worden betaald door de Federale Staat voor rekening van het Waals Gewest en afgehouden van de dotaties die de Federale Staat aan het Waals Gewest stort (deel A1 van het BFM, zie koninklijk besluit van 25 april 2002 zoals in voege gehouden door artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015).
- De subsidies rechtstreeks toegekend aan het Waals Gewest voor bouwwerken, prioritaire herconditionering van onroerende investeringen alsook voor roerende investeringen van eerste uitrusting (art. 1925 tot 1950 van de Waalse reglementering

voor sociale en gezondheidsactie, zoals in voege gehouden door artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015). Deze subsidies betreffen het afsluiten van de werken aangevat voor 1 januari 2016, behalve voor een ziekenhuis dat gemachtigd is om nieuwe openbare aanbestedingen te gunnen om een aangevatte bouw niet te moeten onderbreken.

- De verblijfskosten ingevoerd door het Decreet van 9 maart 2017 betreffende de verblijfskosten en de financiering van sommige apparaten van de zware medisch-technische diensten in ziekenhuizen, uitgevoerd bij besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017. Deze verblijfskosten zijn bedoeld ter dekking van de bouw, de uitbreiding en de herconditionering van de ziekenhuizen, alsook van het onderhoud van gebouwen, het materiaal en de uitrusting, de kosten voor pre-exploitatie.
- De gewestelijke waarborg voor leningen aangegaan door de ziekenhuizen ter financiering van hun infrastructuurwerken (Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de voorwaarden waaronder en van de wijze waarop de waarborg van de Waalse Regering verleend kan worden voor de leningen ter financiering van de verrichtingen bedoeld in artikel 63 van de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008). Deze garantie werd toegekend aan twee ziekenhuizen, waaronder 1 in 2019, telkens om leningen vanuit het EIB te waarborgen.

IIIbis) Franse Gemeenschap

Voor 2016: Subsidies worden toegekend op basis van de aflossingen voor investeringen gedaan of aangevat voor 1 januari 2016. Deze subsidies worden betaald door de Federale Staat voor rekening van de Franse Gemeenschap en afgehouden van de dotaties die de Federale Staat aan de Franse Gemeenschap stort.

Het vroegere financieringssysteem (reglementaire beschikkingen) werd afgeschaft op 1 januari 2016. (het betreft een forfaitaire financiering van het medisch en niet-medisch materiaal, rijdend materialen medisch-technisch materiaal).

In 2017 heeft de Fédération Wallonie Bruxelles een nieuw financieringsmechanisme voor ziekenhuisinfrastructuur aangenomen (Decreet van 19 juli 2017 betreffende de verblijfskosten en de financiering van sommige apparaten van de zware medisch-technische diensten in ziekenhuizen, uitgevoerd bij besluit van de Fédération Wallonie Bruxelles van 20 december 2017 houdende uitvoering van het decreet van 19 juli 2017 betreffende de verblijfskosten en de financiering van sommige apparaten van de zware medisch-technische diensten in universitaire ziekenhuizen). Dit nieuwe mechanisme is in voege getreden op 1 juli 2017. De oproep voor investeringsprogramma's voor het eerste bouwplan werd gelanceerd in 2018.

Op 25 april 2019 werd een decreet aangenomen aangaande de verzekeringsinstellingen van de Franse Gemeenschap. De regering sloot een samenwerkingsakkoord met het Waals Gewest tot vaststelling van de voorwaarden voor tussenkomst van de Waalse gewestelijke mutualistische maatschappijen. Een ander decreet van 25 april 2019 betreft het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waals gewest aangaande de erkenning van de Waalse gewestelijke mutualistische maatschappijen.

Met ingang van 1 januari 2019, wordt de uitbetaling van voorschotten - gelieerd aan de administratieve kosten en financiële lasten van overeenkomsten van ambulante revalidatie verbonden aan een universitair ziekenhuis - bepaald in besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Momenteel is geen ziekenhuiswaarborg toegekend maar er is een reflectie aan de gang.

IV) Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie

De GGC kennen wettelijk subsidies toe voor de werkingskosten van de erkende coördinatiestructuren van ziekenhuizen.

De GGC kan een financiële tegemoetkoming verlenen om de kosten voor de nieuwbouw-, uitbreidings- en herconditioneringswerken, de uitrusting en de apparatuur van ziekenhuizen of psychiatrische verzorgingstehuizen te dekken. Zij kan eveneens een waarborg verlenen op het saldo van het betoelaagbaar bedrag dat niet door haar financiële tegemoetkoming wordt gedekt.

V) Duitstalige Gemeenschap

In 2018 en 2019 heeft de Duitstalige Gemeenschap enkel rechtstreekse subsidies gebruikt om de ziekenhuizen te financieren.

- Betaling van de delen A1 (investeringskosten voor gebouwen, medisch materiaal en niet-medisch materiaal) en A3 (investeringskosten en werkingskosten van het zwaar medisch materiaal) van het BFM.

Het RIZIV verdeelt de financiële middelen aan de verzekeringsorganismen die vervolgens de financiële middelen storten aan de ziekenhuizen. De FOD Financiën houdt deze middelen in op de federale dotatie van de Duitstalige Gemeenschap.

- Rechtstreekse subsidies volgens de bepalingen van het decreet van 18 maart 2002 betreffende de infrastructuur.

Algemeen genomen is de rechtstreekse subsidie gelijk aan 80% van het subsidieerbare bedrag (reële kosten). Dit subsidiepercentage is bij voorbeeld van toepassing voor de bouw van gebouwen.

Een ander subsidiepercentage (60%) wordt toegepast op de uitrustingssubsidie (medische of niet-medische uitrusting) en meubilair. Het subsidieerbare bedrag is gelijk aan de werkelijke investeringskosten.

Forfait voor gebouwonderhoud: het betreft een bedrag dat is toegekend om de onderhoudswerken te doen die bedoeld zijn om de infrastructuur in goede staat te houden.

Het bedrag van deze forfait wordt bepaald volgens de beschikbare budgettaire middelen en wordt verdeeld onder de ziekenhuizen naargelang van het aantal erkende bedden.

Wat is het **gebruikelijke compensatiemechanisme voor de betrokken diensten**? Geef aan of een methode op basis van kostentoe rekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast?

I) Federale overheid

Zoals reeds eerder gesteld, bepaalt artikel 95 van de ziekenhuiswet dat het budget van financiële middelen voor elk ziekenhuis apart wordt vastgesteld door de minister van Volksgezondheid binnen een globaal budget voor het hele land. Er wordt dus met ander woorden jaarlijks een

budget voor de Belgische ziekenhuizen vrijgemaakt in het globale federale budget. Vervolgens wordt dat bedrag onder de ziekenhuizen verdeeld volgens voorwaarden en berekeningsmodaliteiten die in de wet op de ziekenhuizen en haar uitvoeringsbesluiten zijn opgenomen. Het toegekende bedrag zal onder meer afhangen van de grootte en het activiteitsniveau van het ziekenhuis, de eventuele bijzondere opdrachten die het ziekenhuis toegekend heeft gekregen (bv. universitaire ziekenhuizen die een onderwijs- en onderzoeksopdracht hebben), het aantal erkende diensten waarover het ziekenhuis beschikt, ... De grondslag voor de verdeling wordt omschreven in artikel 105 van de wet op de ziekenhuizen. Dat artikel preciseert dat de voorwaarden en de parameters voor de berekening van de compensatie bij koninklijk besluit moeten worden vastgelegd. In het koninklijk besluit moeten onder meer de volgende zaken worden vastgelegd:

"(...)

- a) de periode voor dewelke het budget wordt toegekend en dewelke niet langer mag duren dan tien jaar, behalve voor die bestanddelen van het budget van financiële middelen die kosten dekken van aanzienlijke investeringen van het ziekenhuis die, in overeenstemming met algemeen aanvaarde boekhoudkundige beginselen, over een langere periode moeten worden afgeschreven;*
- b) de splitsing van het budget in een vast gedeelte en variabel gedeelte;*
- c) de criteria en modaliteiten van berekening, met inbegrip van de vaststelling van de verantwoorde activiteiten en de indexeringsmodaliteiten;*
- d) wat het variabel gedeelte betreft: de vergoeding van de activiteiten, ten aanzien van een referentieaantal die meer gerealiseerd zijn of niet zijn gerealiseerd;*
- e) de vaststelling van het referentieaantal bedoeld in het vorige lid met betrekking tot de activiteitenparameters die in rekening worden gebracht;*
- f) de voorwaarden en modaliteiten ter herziening van bepaalde bestanddelen;*
- g) de verrekening met de vorige jaren, zoals bedoeld in artikel 116 van de wet betreffende de ziekenhuizen (...)"¹⁰*

De details van die modaliteiten staan vermeld in het koninklijk besluit van 25 april 2002 betreffende de vaststelling van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen.

De berekeningsparameters en modaliteiten van het budget van financiële middelen zijn bestemd om, overeenkomstig artikel 100 van de wet op de ziekenhuizen¹¹, de kosten te dekken voor de ziekenhuisopname, en overeenkomstig artikel 101 van de wet op de ziekenhuizen de kosten voor de dienstverlening ingevolge rampen of catastrofes (en overeenkomstig artikel 102 van de wet op de ziekenhuizen niet om een reeks kosten te dekken die wettelijk werden vastgesteld). De bovenvermelde wet vermeldt in haar artikel 95 dat het budget van financiële middelen de financiering van de exploitatiekosten dekt. Bovendien houden die kosten, krachtens de opdracht van algemeen belang die werd gegeven door de wet, zoals dat artikel 95 aangeeft, "enkel rekening met de ziekenhuisverpleging".

Samengevat, alle ziekenhuizen worden gefinancierd op basis van identieke regels. De financiering heeft enkel betrekking op het gedeelte "hospitalisatie".

Het compensatiemechanisme bestaat uit het toekennen van een financiële tussenkomst (het BFM) in de ziekenhuiskosten die *a priori* berekend wordt op basis van de op dat moment laatst

¹⁰ Art. 105 wet op de ziekenhuizen.

¹¹ art. 100 van de wet op de ziekenhuizen bepaalt het volgende: "Onverminderd artikel 97, dekt het budget van financiële middelen op forfaitaire wijze de kosten die verband houden met het verblijf in een gemeenschappelijke kamer en de verstrekking van zorgen aan de patiënten in het ziekenhuis, met inbegrip van de patiënten in daghospitalisatie zoals omschreven door de Koning."

gekeende gegevens (boekhoudkundige en financiële gegevens van de voorbije jaren, gegevens met betrekking tot de berekening van de verantwoorde activiteit). Later wordt de compensatie herzien op basis van de reële cijfers, maar daar wordt in het volgende onderdeel dieper op ingaan.

De compensatie is forfaitair en heeft enkel betrekking op de hospitalisatie, met inbegrip van de chirurgische daghospitalisatie, voor:

- de investeringskosten (onroerend goed, medisch en niet-medisch materiaal) en bijhorende financiële kosten
[A1 en A2] (Naar aanleiding van de Zesde Staatshervorming werd de financiering van de investering onder het luik A1 overgedragen aan de gefedereerde entiteiten.)
- de investeringskosten en werkingskosten van het zwaar medisch materiaal
[A3 en B3] (Naar aanleiding van de Zesde Staatshervorming werd de financiering van de investering onder het luik A3 overgedragen aan de gefedereerde entiteiten.)
- de werkingskosten van de ziekenhuisdiensten en "gemeenschappelijke" diensten en dekking van de kosten van de bijhorende wettelijke verplichtingen
[B1, B4, B6, B9]
- de kosten van het verplegend en verzorgend personeel
[B2]
- de werkingskosten van de ziekenhuisapotheek
[B5]

De "compensatie" gegeven door de Staat is dus een staatssteun in die verschillende posten, die rechtstreeks verband houden met de uitoefening van de toevertrouwde opdrachten.

II) specifiek voor de Vlaamse gemeenschap

Er is geen sprake van overcompensatie van ziekenhuis(diensten). Er kan gesteld worden dat zelfs met de VIPA-subsidies erbij gerekend er nog steeds sprake is van ondercompensatie voor ziekenhuisdiensten.

We onderscheiden de alternatieve subsidiëring, Budget Financiële Middelen (BFM) en de forfaitaire subsidiëring:

Alternatieve subsidiëring:

De controles op de goede aanwending van verleende gebruikstoelagen gebeuren door de ambtenaren van het VIPA (bouwtechnisch adviseurs en financieel analisten) en door deze van het Agentschap Zorg en Gezondheid (artsen/paramedici die instaan voor de functionele advisering).

Tijdens het verloop van de bouwwerken van een door VIPA gesubsidieerde infrastructuur wordt er telkens, na de aanvraag tot uitbetaling van een gebruikstoelage, een controle ter plaatse (op de werf) georganiseerd. Het verslag en de conclusies van deze controles vormen de basis voor de uiteindelijke berekening van het bedrag van de gebruikstoelage. Immers kan het eerder berekend en vooropgestelde bedrag van de te ontvangen jaarlijkse gebruikstoelage nog wijzigen in gevolge inbreuken of tekorten die zich voordoen tijdens deze controles.

Het VIPA-sectorbesluit bepaalt dat er in principe in een periode van 20 jaar na de ingebruikname van een gesubsidieerd project er geen investeringssubsidies kunnen worden verkregen voor eenzelfde project.

In de VIPA-regelgeving worden minimumperiodes opgelegd gedurende dewelke het ziekenhuis over een zakelijk recht of genotsrecht op het gesubsidieerde project dient te beschikken. Gedurende die minimumperiode dient voor elke vervreemding, bezwaring met zakelijk recht of genotsrecht of bestemmingswijziging toestemming verkregen te worden van hetzij VIPA of de minister (artikel 87, eerste lid, van het besluit van de Vlaamse Regering van 18 maart 2011 tot regeling van de alternatieve investeringssubsidies, verstrekt door het VIPA). De minimumperiode voor werken bedraagt 25 jaar (artikel 12, §1, derde lid van het decreet van 23 februari 1994 inzake de infrastructuur voor persoonsgebonden aangelegenheden).

In geval van overtreding van de VIPA-normen en voorwaarden, de regelgeving inzake overheidsopdrachten, worden de verleende VIPA-subsidies integraal teruggevorderd (artikel 88 van het besluit van de Vlaamse Regering van 18 maart 2011 tot regeling van de alternatieve investeringssubsidies, verstrekt door het VIPA) zoals bepaald overeenkomstig artikel 13 van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van gemeenschappen en gewesten.

A1/A3 als onderdeel van BFM:

De controles die reeds door de federale overheid werden uitgevoerd (net zoals bij de andere onderdelen van BFM), worden hier voortgezet.

Forfaitaire subsidiëring:

Voor het strategisch forfait wordt uitvoerig gecontroleerd op de projectuitvoering in functie van de DAEB-opdracht, zowel tijdens de werken als gedurende de economische levensduur van het project (Procedurebesluit):

Voor het strategisch forfait kan het fonds altijd tijdens de uitvoering van de werken een controle van de conformiteit met het akkoord strategisch forfait uitvoeren. Het Fonds doet voor het onderzoek van het dossier een beroep op de personeelsleden die ter beschikking staan van het Fonds (artikel 17).

In het jaar dat volgt op het jaar van de ingebruikname van de infrastructuur maakt de aanvrager een globale evaluatie van het gerealiseerde project. De evaluatie heeft minstens betrekking op het bouwproces, de kostprijsevolutie, de gebruiksgegevens en de gebruikerstevredenheid en ze wordt uitgevoerd op basis van een model dat het Fonds ter beschikking stelt. De aanvrager bezorgt de evaluatie aan het Fonds (artikel 21).

Ook hier dient de aanvrager over een voldoende lang genotsrecht te beschikken (artikel 3): 25 jaar voor de onroerende goederen en 5 jaar voor de roerende. Gedurende die 25 jaar voor onroerende goederen en 10 jaar voor roerende, dient elke concrete bestemmingswijziging onderworpen te worden aan de uitdrukkelijke toestemming van hetzij VIPA, hetzij de minister (artikel 25).

Voor zowel het strategisch als instandhoudingsforfait is er in het kader van de DAEB-verplichtingen in een dubbele controle voorzien (Procedurebesluit):

- artikel 29: minstens elke 10 jaar vanaf de eerste toekenning van de investeringssubsidies, wordt er gecontroleerd of het ziekenhuis blijft voldoen aan de voorwaarden om haar basisziekenhuisopdracht uit te voeren conform artikel 2, 3^e lid van het subsidiebesluit. De basisziekenhuisopdracht werd vastgelegd in de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, in het decreet van 17 oktober 2003 betreffende de kwaliteit van de gezondheids- en welzijnsvoorzieningen, in hoofdstuk VI van het decreet van 20 maart 2009 houdende diverse bepalingen betreffende het beleidsdomein Welzijn, Volksgezondheid en Gezin en in de uitvoeringsbesluiten van die wettelijke en decretale regelingen, voor de kosten die verband houden met investeringen in infrastructuur die noodzakelijk is voor de uitvoering van die verplichtingen, om de toegang te waarborgen tot een kwalitatief hoogstaande en betaalbare gezondheidszorg die voor iedereen toegankelijk is, waarbij de kosten grotendeels ten laste worden gelegd van collectieve voorzieningen.

Indien de basisziekenhuisopdracht niet meer wordt vervuld, wordt de subsidiëring stopgezet en teruggevorderd voor het betaalde bedrag vanaf het ogenblik dat de basisziekenhuisopdracht niet meer werd uitgevoerd.

- artikel 30: minstens om de 3 jaar wordt ook de boekhouding van het ziekenhuis gecontroleerd. Daartoe worden de financiële stromen die verband houden met de infrastructuurinvesteringen van de verplichtingen die voortvloeien uit de basisziekenhuisopdracht transparant afgezonderd. Er werd een controleraamwerk uitgewerkt waarbij uitgaven en ontvangsten van de investeringen cumulatief driejaarlijks worden vergeleken. Indien op de controlemomenten de cumulatieve ontvangsten hoger liggen dan de cumulatieve uitgaven, zal dienen aangetoond dat de overschotten naar de toekomst toe zullen worden aangewend voor de investeringen binnen de basisziekenhuisopdracht. Op die manier wordt erover gewaakt dat er geen overcompensatie plaatsvindt. De eerste maal zal deze controle plaatsvinden in 2020 over de jaren 2016, 2017 en 2018.

Eerder werd vermeld dat ingevolge de 6de staatshervorming de financiering van de werkingsmiddelen van 8 revalidatieziekenhuizen onder Vlaamse bevoegdheid kwamen. De juridische basis is voorzien in het decreet van 6 juli 2018¹². Artikel 86 van dit decreet voorziet in een aanpassing van de artikels die betrekking hebben op de financiering van de werkingskosten in de wet op de ziekenhuizen. Net zoals voor de ziekenhuizen onder federale bevoegdheid wordt het budget revalidatieziekenhuizen (BRZ) voor elk ziekenhuis apart vastgesteld door de minister. De berekeningswijze en voorwaarden zijn bepaald bij Besluit van de Vlaamse regering van 7 december 2018.¹³

¹² decreet van 6 juli 2018 betreffende de overname van de sectoren psychiatrische verzorgingstehuizen, initiatieven van beschut wonen, revalidatie-overeenkomsten, revalidatieziekenhuizen en multidisciplinaire begeleidingsequipes voor palliatieve verzorging

¹³ BVR van 7 december 2018 houdende de uitvoering van het decreet van 6 juli 2018 betreffende de overname van de sectoren psychiatrische verzorgingstehuizen, initiatieven van beschut wonen, revalidatieovereenkomsten, revalidatieziekenhuizen en multidisciplinaire begeleidingsequipes voor palliatieve verzorging

Het budget revalidatieziekenhuizen wordt per dienstjaar, op 1 januari vastgesteld. Het BRZ werd een eerste keer berekend in 2019. Het budget is samengesteld uit vier delen: het basisbudget, het voorwaardelijk budget, het jaarlijks herrekende budget en het corrigerende budget.

III) Waals Gewest

Wat betreft de subsidies toegekend op basis van de afschrijving van investeringen die werden gerealiseerd of opgestart voor 1 januari 2016, wordt de betaling uitgevoerd door de Federale Staat voor de rekening van het Gewest. De Federale Staat is dus beter geplaatst dit mechanisme te beschrijven.

De subsidies die rechtstreeks worden toegekend door het Waals Gewest voor bouwwerken, voor prioritaire herconditionering van onroerende investeringen en voor de roerende investeringen voor eerste uitrusting, worden in schijven ter beschikking gesteld:

- een eerste schijf van 30% van het subsidiebedrag zodra de bestelling van de werken is geplaatst en de werken daadwerkelijk werden aangevat, wat moet blijken uit de eerste voortgangsstaat begeleid door de overeenstemmende factuur;
- De tweede schijf van 30% wordt ter beschikking gesteld zodra alle voortgangsstaten en ingediende facturen samen het totaal van de eerste schijf bereiken;
- De derde schijf van 30% wordt ter beschikking gesteld zodra alle voortgangsstaten en ingediende facturen samen het totaal van de eerste twee schijven bereiken;
- Het saldo van de subsidie wordt ter beschikking gesteld van de aanvrager bij de goedkeuring van de eindafrekening.

Voor aanbestedingen voor uitrusting en meubilair wordt de subsidie betaald op voorlegging van de facturen.

Wat betreft de verblijfskosten (zie het hogervermeld decreet van 9 maart 2017), deelt AVIQ (de regionale gezondheidsadministratie) elk jaar mee aan de ziekenhuizen welke verblijfskosten ze kunnen toepassen. De verblijfskost wordt door elk ziekenhuis aan de patiënt gefactureerd. Deze facturatie komt ten laste van de verzekeringsinstellingen die deze kost doorberekenen aan het Gewest. Dit mechanisme is volledig van toepassing vanaf 1 juli 2019. Voor deze datum, zijn bepaalde bedragen via ministeriele omzendbrief verdeeld onder de ziekenhuizen.

Voor de waarborg kan het Waals Gewest borg staan bij de lenende organismen voor het geheel of een deel van de door de ziekenhuizen geleende sommen. Geen enkel lenend organisme heeft tot nu toe de borg geactiveerd.

III bis) Franse Gemeenschap

Voor de subsidies toegekend op basis van de aflossingen van investeringen gedaan of aangevat voor 1 januari 2016, wordt de storting gedaan door de Federale Staat.

Sinds de overname van de bevoegdheden op 1 januari 2016 hebben de ziekenhuizen enkel een forfait gekregen (**11 miljoen in totaal voor 4 universitaire ziekenhuizen**) voor medische

uitrusting, niet-medische uitrusting, rijdend materiaal, zware medisch-technische diensten en onderhoudswerken) overeenkomstig het decreet van de Franse Gemeenschap van 13 juni 2017.

Dit mechanisme was voor 2018 en 2019 nog steeds van toepassing. Het nieuwe financieringssysteem verblijfskost werd pas geliquideerd met ingang van 1 januari 2020.

IV) Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie

De subsidies voor de werkingskosten van de erkende coördinatiestructuren van ziekenhuizen bestaan uit jaarlijkse, forfaitaire financiële tegemoetkomingen, in functie van het aantal erkende bedden.

De gezamenlijke toepassing van de toekenning van de financiële tegemoetkoming van de GGC voor investeringskosten en van de waarborg kan niet leiden tot tussenkomsten die de maximale kostprijs overschrijden.

V) Duitstalige Gemeenschap

Het BFM wordt berekend door de FOD Volksgezondheid. Enkele jaren na de notificatie ervan voert de FOD Volksgezondheid een revisie uit (bijvoorbeeld, een herziening in 2017 voor de jaren 2011-2012). De bedragen die ziekenhuizen te veel of te weinig ontvangen hebben, worden dan afgetrokken van of toegevoegd aan het volgende BFM.

De procedures voor de subsidietoekenning worden geregeld door het decreet van 18 maart 2002 betreffende de infrastructuur. Voor de aanbestedingen voor uitrusting en meubilair wordt de subsidie betaald op voorlegging van de facturen. Voor aanbestedingen voor werken kan een schijf van maximum 90 % van de subsidie worden toegekend op voorlegging van de voortgangsstaten en facturen. Het saldo wordt gestort bij de oplevering van de werken.

Indien er aan de ziekenhuizen een subsidie onder de vorm van een forfait wordt toegekend, dan bepaalt de Gemeenschap de periode (vaak 3 jaar) waarbinnen de ziekenhuizen moeten bewijzen dat ze de ter beschikking gestelde financiële middelen wel degelijk hebben geïnvesteerd. De niet gebruikte middelen moeten worden terugbetaald en daar worden boete-intresten bij geteld.

Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen

I) Federale overheid

Voor wat de Federale Overheid betreft, zoals hierboven reeds werd beschreven, gebeurt de berekening van de budgetten op basis van de reeds gekende gegevens. Het betreft boekhoudkundige gegevens van de betrokken ziekenhuizen die in de voorgaande jaren werden verzameld. Met behulp van die gegevens kan men al een goede inschatting maken van het bedrag waarop het ziekenhuis recht zal hebben.

Vervolgens wordt de staatssteun in het budget van financiële middelen vereffend in de vorm van "twaalfden", dat wil zeggen dat elk ziekenhuis maandelijks, en dat vanaf 1 juli van elk jaar tot 30 juni van het volgende jaar, een bedrag per maand ontvangt dat overeenstemt met de staatssteun in zijn individueel budget gespreid over 12 maanden. Na herziening van de toegekende bedragen

aan de hand van de achteraf verzamelde boekhoudkundige gegevens, wordt het eventuele te veel ontvangen bedrag aangerekend op het budget van het ziekenhuis in kwestie.

De controle op de ziekenhuizen die een compensatie ontvangen uit het budget van financiële middelen gebeurt op verschillende niveaus. De wet voorziet eerst en vooral in een verplichte externe controle door de bedrijfsrevisor.¹⁴ Tot slot voorziet de wet op de ziekenhuizen in de controle door de daartoe aangestelde inspecteurs, onverminderd de bevoegdheden van de gerechtelijke politie, in geval van fraude of misdrijf.¹⁵

De controle door de ambtenaren gebeurt op twee niveaus. Er wordt er een financiële inspectie georganiseerd. Enerzijds controleert en valideert ze, alvorens de subsidie toegekend wordt, een aantal gegevens, en anderzijds controleert ze de ziekenhuizen ter plaatse om de juistheid van de naderhand overgemaakte financiële gegevens na te gaan.

Er vindt ook een controle plaats van de medische gegevens¹⁶, die voor een deel als basis genomen worden voor de bepaling van het verantwoord activiteitsniveau van het ziekenhuis, en dus ook voor de berekening van de compensatie.

Het BFM wordt "*a priori*" vastgesteld op basis van de gekende gegevens. Bij kennisname van de reële gegevens van het boekjaar in kwestie, worden bepaalde elementen van het budget herzien om rekening te houden met de reële gegevens.

Artikel 92 van het 'financieringsbesluit' van 25 april 2002 stelt op een transparante manier de elementen vast die herzien moeten worden.

De wet op de ziekenhuizen voorziet ook in een mechanisme dat financiële transparantie mogelijk maakt binnen het ziekenhuis, krachtens artikel 93 van de wet op de ziekenhuizen wat betreft de Ondernemingsraad, en artikel 143 van de wet op de ziekenhuizen wat betreft de transparantie ten aanzien van de medische raad.

II) specifiek voor de Vlaamse gemeenschap

Voor de Vlaamse infrastructuursubsidies kan het volgende worden gesteld:

Voor de forfaitaire subsidies werd in de regelgeving ook nog eens expliciet de driejaarlijkse controle van de cumulatieve ontvangsten en uitgaven opgenomen. Voor de lopende alternatieve subsidies bestaat een bouwtechnische evaluatie, die tot nog toe aantoont dat de subsidies beneden de bouwkost liggen.

De methodologie voor het vereffenen van het BRZ, via de twaalfden, werd behouden.

Het BRZ van de revalidatieziekenhuizen wordt berekend op basis van de meest recente gegevens. Het aantal elementen waarvoor een herziening moet gebeuren werd beperkt. De onderdelen met betrekking tot de eindeloopbaanmaatregelen en de attractiviteitspremie worden berekend op basis van het laatst gekende dienstjaar. Er wordt dus niet meer – zoals het geval is onder de federale regelgeving – gewerkt met een provisie en herziening voor deze onderdelen. Er is, conform artikel 255 van het uitvoeringsbesluit, alleen een herziening voor deze onderdelen voor de jaren 2014 t.e.m. 2016, die door de federale overheid wordt berekend. De realiteit vanaf 2017 werd gebruikt voor de berekening van het BRZ, een eerste keer in 2019.

¹⁴ Artikelen. 86 tot 91 wet op de ziekenhuizen

¹⁵ Art. 127 wet op de ziekenhuizen

¹⁶ Het betreft hier de minimale ziekenhuisgegevens (MZG) die per patiënt en per opname in het ziekenhuis worden geregistreerd. Op die manier kan de overheid onder meer nagaan hoeveel opnames en ingrepen een ziekenhuis per jaar uitvoert.

De enige structurele herziening die werd behouden is, zoals bepaald in artikel 256 van het uitvoeringsbesluit, de herziening van het vaste en het variabel gedeelte van het budget, op basis van de reële verdeling van het aantal verpleegdagen over de ZIV-verzekerde en de niet-ZIV-verzekerde patiënten.

III) Waals Gewest

Wat betreft de subsidies toegekend op basis van de afschrijving van investeringen die werden gerealiseerd of opgestart voor 1 januari 2016, worden de regularisaties en terugvorderingen uitgevoerd door de Federale Staat voor de rekening van het Gewest. De Federale Staat is dus beter geplaatst dit mechanisme te beschrijven.

Voor de subsidies die rechtstreeks worden toegekend door het Waals Gewest voor bouwwerken en voor prioritaire herconditionering van onroerende investeringen, is een terugvordering mogelijk op basis van artikel 61 van het Decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheid. Er diende geen enkele terugvordering ten uitvoer gelegd te worden.

Wat het systeem van de verblijfskost betreft, is geen terugvorderingsmechanisme voorzien.

IIIbis) Franstalige gemeenschap

Wat betreft de subsidies toegekend op basis van de afschrijving van investeringen die werden gerealiseerd of opgestart voor 1 januari 2016, worden de regularisaties en terugvorderingen uitgevoerd door de Federale Staat voor de rekening van het Gewest. De Federale Staat is dus beter geplaatst dit mechanisme te beschrijven.

Het decreet van 19 juli 2017 beschrijft het systeem betreffende de verblijfskosten en financiering van bepaalde apparatuur binnen diensten die zijn uitgerust met zware medisch-technische apparatuur zoals radiologiediensten met NMR's, radiotherapeutische diensten uitgerust met versnellers en diensten nucleaire geneeskunde uitgerust met PET-scans, alsook het principe van de vaste jaarlijkse subsidie (opgenomen in het decreet van 13 juli 2016). Deze subsidies zijn bedoeld voor de financiering van het onderhoud en de uitrusting van ziekenhuisinfrastructuren. Zolang het bedrag in het nieuwe systeem lager is dan in het voormalige systeem, is het laatste bedrag van toepassing. In het andere geval, zal enkel het bedrag van het nieuwe systeem opgenomen worden in de verblijfskost.

Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 20 december 2017 geeft uitvoering aan het decreet. Het definieert de beginselen van de juiste prijs voor de bouw wat betreft universitaire ziekenhuizen, bepaalt het maximumaantal m² dat in aanmerking komt in het kader van de bouwplannen, de prijs per vierkante meter en de maximale bouwoppervlakte, de berekening van verblijfskost, de factureringscapaciteit van ziekenhuizen, de procedure voor de goedkeuring van bouwplannen alsook de voorwaarden voor de financiering van zware apparaten in medisch-technische diensten en de berekening ervan.

IV) Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

Controle op de toekenning van de subsidies voor de werkingskosten van de erkende coördinatiestructuren van ziekenhuizen kan gebeuren op basis van een controle van de stukken en documenten ter plaatse. Daarnaast dienen de coördinatiestructuren per kwartaal de bewijsstukken in te dienen tot staving van de algemene werkingskosten en de kosten voor de

bezoldiging van het personeel, alsook jaarlijks een financieel en activiteitenverslag over haar werking en een financieel en activiteitenverslag van haar leden. Onmiddellijke terugvordering van de subsidie of opschorting van de subsidies is mogelijk indien de voorwaarden niet worden nageleefd.

Wat betreft de financiële tegemoetkoming voor investeringskosten, oefenen de bevoegde diensten van de GGC ter plaatse of op basis van verantwoordingstukken toezicht uit op de correcte naleving van de fysische, bouwtechnische en kwalitatieve normen, alsook op het gebruik van de gebouwen.

De bestemming en het gebruik van het goed dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een tegemoetkoming mag niet veranderen gedurende een periode die minstens gelijk is aan de duur van de boekhoudkundige afschrijving van de investering, behoudens indien het goed of de met het nog af te schrijven saldo overstemmende opbrengst van zijn verkoop bestemd blijven voor de ziekenhuisexploitatie of voor een activiteit van openbaar nut, mits uitdrukkelijke voorafgaande toestemming. Bij overtreding zullen de toegekende tegemoetkomingen naar rato worden teruggevorderd.

V) Duitstalige Gemeenschap

De subsidies die aan de ziekenhuizen worden toegekend volgens de bepalingen van het decreet van 18 maart 2002 betreffende de infrastructuur worden betaald op voorlegging van de facturen en van de bewijzen van betaling daarvan. Zo voorkomt de Duitstalige Gemeenschap buitensporige subsidiëring.

Wat de forfaitaire subsidies betreft die aan de ziekenhuizen worden toegekend volgens de bepalingen van het decreet van 18 maart 2002 betreffende de infrastructuur, wordt oversubsidiëring voorkomen door zich te baseren op historische gegevens bij de bepaling van het bedrag van de subsidie en door een periode vast te leggen waarbinnen de subsidie mag worden geïnvesteerd. Na deze periode moet het gedeelte van de subsidie dat niet werd geïnvesteerd worden terugbetaald aan de Duitstalige Gemeenschap en daar worden boete-intresten bij geteld.

Geef kort aan hoe de transparantievereisten worden nageleefd (zie artikel 7 van het DAEB besluit van 2012) voor steun van meer dan 15 miljoen EUR aan ondernemingen die ook activiteiten hebben buiten de DAEB. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van hoe dit doel gepubliceerde informatie (bijvoorbeeld links naar websites of andere referentie), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bijvoorbeeld op centraal, regionaal of lokaal niveau)

Niet van toepassing

Bedrag van verleende steun

Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR)¹⁷. Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun . (A+B+C)	
2018	2019
A: Door de nationale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)¹⁸	
2018	2019
8.488.395.101,53 €	8.565.854.072,98 €
B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)¹⁹	
2018	2019
Waals Gewest Voormalige financiering (rechtstreekste regionale subsidie): 10.095.010 € Nieuwe financiering (via omzendbrief): 24.313.222 € betaald	Waals Gewest Voormalige financiering (rechtstreekste regionale subsidie): 4.699.465 € Nieuwe financiering (via omzendbrief van 01/01 tot 30/06): 22.106.222 € betaald Nieuwe financiering (uitbetaling aan verzekeringsinstellingen voor de verblijfskost): 21.468.000 € betaald.
Vlaanderen (euro): Uitbetaald door VIPA: 247.769.285,22 euro A1/A3 via Sociale zekerheid: 385 752.544,00 Totaal bedrag: 633.521.829,22 Euro	Vlaanderen (euro): Uitbetaald door VIPA: 275.107.456,89 A1/A3 via Sociale zekerheid: 340.266 001 Totaal bedrag: 615.373.457,89 euro Uitbetaald door Z&G BRZ 8 revalidatieziekenhuizen 90 467 157,78 euro
Franstalige Gemeenschap: Subsidies voor investeringen en onderhoud van zware apparaten van medisch-technische diensten alsook de gefinancierde investeringen tot 11 miljoen (onderdeel van het vroeger A1 sub-gedeelte)	Franstalige Gemeenschap: Subsidies voor investeringen en onderhoud van zware apparaten van medisch-technische diensten alsook de gefinancierde investeringen tot 11 miljoen (onderdeel van het vroeger A1 sub-gedeelte) Subsidies (rechtstreeks via het budget van de Franse Gemeenschap) voor de forfaits van de revalidatiecentra: 10,5 miljoen € (voor 2019, was

¹⁷ Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

¹⁸ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

¹⁹ Voir la note de bas de page 3.

	deze betaling van financiering voor rekenschap van het RIZIV)
GGC: Subsidies aan erkende coördinatiestructuren van ziekenhuizen: € 1 030 791,66 Investeringsubsidies aan ziekenhuizen/psychiatrische verzorgingstehuizen: € 19 922 664,17 Verleende waarborgen aan ziekenhuizen/psychiatrische verzorgingstehuizen: niet toegekend	GGC: Subsidies aan erkende coördinatiestructuren van ziekenhuizen: € 1 030 791,66 Investeringsubsidies aan ziekenhuizen/psychiatrische verzorgingstehuizen: € 19.757.058,93 waarvan € 2 199 000 in het kader van een minnelijke schikking met twee ziekenhuizen Verleende waarborgen aan ziekenhuizen/psychiatrische verzorgingstehuizen: niet toegekend
Duitstalige gemeenschap: <i>BMF A1 en A3: 4.292.946,51 €</i> A1 : 4.251.466,12 € A3 : 41.480,39 € <i>Subsidies (decreet van 18/03/02): 54.713,18 €</i> Constructions: 0 € Equipement et mobilier: 54.713,18 € Maintenance: 0 € TOTAL: 4.347.659,69 €	Duitstalige gemeenschap: <i>BMF A1 en A3: 4.148.083,47 €</i> A1 : 4.065.122,69 € A3 : 82.960,78 € <i>Subsidies (decreet van 18/03/02): 86.674,29 €</i> Constructions: 0 € Equipement et mobilier: 86.674,29 € Maintenance: 0 € TOTAL: 4.234.757,76 €
C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)²⁰	
2018	2019
Aandeel van de uitgaven per steuninstrument (rechtstreekse subsidie, garanties, enz) indien beschikbaar	
2018	2019
Duitstalige Gemeenschap: 100% Subvention directes	Duitstalige Gemeenschap: 100% subventions directes

²⁰ Voir la note de bas de page 3.

Aanvullende kwantitatieve gegevens (bijvoorbeeld aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de onderneming) ²¹	
2018	2019
<p>Federale Overheid Aantal ziekenhuizen: 175 Aantal erkende bedden : 68.055 Toegekend totaal budget : 8.725.899.311 Gemiddeld budget op 1/7: 49.862.282 Totaal rekening 700: 8.376.058.195,62 Gemiddelde van rekening 700: 47.863.190</p> <p>Duitstalige Gemeenschap: - Aantal begunstigden in de ziekenhuissector: 2 ziekenhuizen - Gemiddeld steunbedrag van de Duitstalige Gemeenschap: 2.173.829,85 €- Bedrijfs grootte: Aantal erkende bedden: St. Vith: 156 Eupen: 192</p> <p>Waals Gewest 37 algemene ziekenhuizen en 20 psychiatrische ziekenhuizen</p> <p>Franstalige Gemeenschap: 4 Franstalige universitaire ziekenhuizen</p> <p>Vlaanderen Aantal ziekenhuizen: - Algemene ziekenhuizen: 55 - Psychiatrische ziekenhuizen: 32 - Revalidatieziekenhuizen : 8 Aantal erkende bedden: - Algemene ziekenhuizen: 29 186 - Psychiatrische ziekenhuizen: 10 050 - Revalidatieziekenhuizen : 1003</p> <p>GGC: Het totaalbedrag van 19 922 664,17 € aan investeringssubsidies aan</p>	<p>Federale Overheid Aantal ziekenhuizen: 164 Aantal erkende bedden : 66.997 Toegekend totaal budget : 8.564.181.925 Gemiddeld budget op 1/7 : 52.220.621 Totaal rekening 700: gegevens nog niet beschikbaar Gemiddelde van rekening 700</p> <p>Duitstalige Gemeenschap: - Aantal begunstigden in de ziekenhuissector: 2 ziekenhuizen - Gemiddeld steunbedrag van de Duitstalige Gemeenschap : 2.117.378,88 €- Bedrijfs grootte: Aantal erkende bedden: St. Vith: 156 Eupen: 192</p> <p>Waals Gewest 36 algemene ziekenhuizen en 20 psychiatrische ziekenhuizen</p> <p>Franstalige gemeenschap: 4 Franstalige universitaire ziekenhuizen</p> <p>Vlaanderen Aantal ziekenhuizen: - Algemene ziekenhuizen: 53 - Psychiatrische ziekenhuizen: 32 - Revalidatieziekenhuizen : 8 Aantal erkende bedden: - Algemene ziekenhuizen: 29 182 - Psychiatrische ziekenhuizen: 10 050 - Revalidatieziekenhuizen : 1003</p> <p>GGC: Het totaalbedrag van 19 757 058,93 € aan investeringssubsidies aan</p>

²¹ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

<p>ziekenhuizen/psychiatrische verzorgingstehuizen bestaat uit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 893 081,44 € Investerings in ziekenhuizen - prefinanciering. (privé sector) • 7 739 807,52 € Kredieten voor de gezondheidsinstellingen in de sector van de persoonsgebonden materies. (privé sector) • 4 683 975,42 € Kredieten voor de gezondheidsinstellingen in de sector van de persoonsgebonden materies. (overheidssector) • 4 605 799,79 € Investerings in ziekenhuizen - prefinanciering. (overheidssector) <p>Het totaalbedrag van 1 030 791,66 € aan subsidies aan erkende coördinatiestructuren van ziekenhuizen bestaat uit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 343 597,22 € Werkingssubsidies aan de coördinatiestructuren voor de Brusselse openbare ziekenhuizen. • 687 194,44 € Werkingssubsidies voor de coördinatiestructuren voor de Brusselse privé-ziekenhuizen 	<p>ziekenhuizen/psychiatrische verzorgingstehuizen bestaat uit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 796 378,43 € Investeringssubsidie in ziekenhuizen - prefinanciering. (privé sector) • 5 479 456,49 € Investeringssubsidie voor de gezondheidsinstellingen in de sector van de persoonsgebonden materies. (privé sector) • 4 008 462,38 € Investeringssubsidie voor de gezondheidsinstellingen in de sector van de persoonsgebonden materies. (overheidssector) • 4 273 761,63 € Investeringssubsidie in ziekenhuizen - prefinanciering. (overheidssector) • 600 000,00 € Overige kapitaaloverdrachten aan overheidsbedrijven (ziekenhuizen, ...) voor schadevergoedingen in het kader van een vonnis van een rechtbank. • 1 599 000,00 € Overige kapitaaloverdrachten aan privébedrijven (ziekenhuizen, ...) voor schadevergoedingen in het kader van een vonnis van een rechtbank. <p>Het totaalbedrag van 1 030 791,66 € aan subsidies aan erkende coördinatiestructuren van ziekenhuizen bestaat uit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 343 597,22 € Werkingssubsidies aan de coördinatiestructuren voor de Brusselse openbare ziekenhuizen. • 687 194,44 € Werkingssubsidies voor de coördinatiestructuren voor de Brusselse privé-ziekenhuizen
---	---

Rekening 700 = omzet

Bronnen: <http://www.health.belgium.be/nl/gezondheid/organisatie-van-de-gezondheidszorg/ziekenhuizen/cijfers-en-rapporten>

GELIEVE OOK BIJLAGE 2 IN TE VULLEN MET DE TOTALE BEDRAGEN PER PUNT VOOR DE HELE LIDSTAAT (NIET PER REGIO, LOKALE AUTORITEIT OF GEMEENTE)

3. BESCHRIJVING VAN DE TOEPASSING VAN DE DAEB-KADERREGELING VAN 2012

Maak voor dit deel van uw verslag de volgende onderverdeling

- 1) DAEB-compensaties van meer dan 15 miljoen EUR die niet onder het DAEB-besluit vallen (vermeld in voorkomend geval het besluit van de Commissie tot goedkeuring van de verschillende maatregelen.
 - i. Postdiensten;
 - ii. Energie;
 - iii. Afvalinzameling;
 - iv. Watervoorziening;
 - v. Lucht- of zeeverbindingen met eilanden dmet een jaarlijkse gemiddelde passagiersstroom die meer bedraagt van de in artikel 2, lid 1, onder d, vastgestelde maxima
 - vi. Luchthavens en havens met een jaarlijkse gemiddelde passagiersstroom die meer bedraagt dan de in artikel 2, lid 1, onde e, vastgestelde maxima
 - vii. cultuur;
 - viii. financiële diensten;
 - ix. Andere sectoren (specificeren a.u.b.)

Geef voor elk van de bovenstaande punten informatie aan de hand van onderstaande tabel

Een duidelijke en volledige beschrijving van hoe de betrokken diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd²²
Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijk beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten .
Wat zijn de (gebruikelijke) vormen van toewijzing ? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.
Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegevoerd en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar (in procenten) per sector . Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd.
Worden (in de regel) uitsluitende of bijzondere rechten aan de ondernemingen toegekend?
Welke steuninstrumenten zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?
Wat is het gebruikelijke compensatiemechanisme voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoekening dan wel de Net Avoided cost-methode wordt toegepast.
Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen
Geef kort aan hoe de transparantievereisten (zie punt 60 van de DAEB-kaderregeling van 2012) worden nageleefd. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (vb links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bijvoorbeeld op centraal, regionaal of lokaal niveau)

²² Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

Bedrag van de verleende steun	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)²³. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2018	2019
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales²⁴	
2018	2019
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales²⁵	
2018	2019
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales²⁶	
2018	2019
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2018	2019
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)²⁷	
2018	2019

²³Comme indiqué au point 62, sous b), de l'encadrement SIEG de 2012.

²⁴Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

²⁵ Voir la note de bas de page 9.

²⁶ Voir la note de bas de page 9.

²⁷ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de l'encadrement SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

4. KLACHTEN VAN DERDEN

Geef een overzicht van de klachten van derden, met name procedures voor de nationale rechter betreffende maatregelen die onder het toepassingsgebied van het DAEB-besluit van 2012 of van de DAEB kaderregeling van 2012 vallen. Wees in uw antwoord zo specifiek mogelijk en vermeld de sectoer waarvoor u klachten heeft ontvangen, alsook de inhoud van de klachten en de eventuele follow-up door uw autoriteiten of de vermoedelijke uitkomst van de gerechtelijke procedures.

.

5. OVERIGE VRAGEN

- a. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'élaboration d'un mandat répondant aux exigences de l'article 4 de la décision SIEG;
- la détermination du montant de la compensation conformément à l'article 5 de la décision SIEG;
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément à l'article 5, paragraphes 5 à 8, de la décision SIEG;
- le contrôle régulier d'une éventuelle surcompensation conformément à l'article 6 de la décision SIEG;

Veuillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

- b. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de l'encadrement SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'organisation d'une consultation publique conformément au point 14 de l'encadrement SIEG;
- le respect des règles en matière de marchés publics conformément au point 19 de l'encadrement SIEG;
- la détermination du coût net évité conformément aux points 25 à 27 de l'encadrement SIEG;
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément aux points 33 à 38 de l'encadrement SIEG;

Veillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

--

- c. Si, dans votre rapport, vous souhaitez formuler d'autres observations sur l'application de la décision SIEG et de l'encadrement SIEG au sujet d'éléments non couverts par les questions ci-dessus, n'hésitez pas à le faire.

--

Annex 1a



**Vlaamse
overheid**

VLAAMS MINISTERIE VAN WELZIJN, VOLKSGEZONDHEID EN GEZIN
AGENTSCHAP ZORG EN GEZONDHEID

BESLUIT VAN DE ADMINISTRATEUR-GENERAAL HOUDENDE DE ERKENNING VAN EEN
ZIEKENHUISDIENST

DE ADMINISTRATEUR-GENERAAL VAN HET AGENTSCHAP ZORG EN GEZONDHEID,

Gelet op artikel 128 van de gecoördineerde Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 16 juli 1993 en 6 januari 2014, inzonderheid artikel 5;

Gelet op de gecoördineerde wet op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen van 10 juli 2008, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 april 2020;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 oktober 1964 tot bepaling van de normen die door de ziekenhuizen en hun diensten moeten worden nageleefd, laatst gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse Regering van 15 februari 2019;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 november 1979 tot vaststelling van de normen inzake beveiliging tegen brand en paniek waaraan ziekenhuizen moeten voldoen;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 januari 1989 houdende vaststelling van aanvullende normen voor de erkenning van ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten alsmede tot nadere omschrijving van de ziekenhuisgroeperingen en van de bijzondere normen waaraan deze moeten voldoen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 maart 1991, gewijzigd bij het arrest van de Raad van State van 19 februari 1993, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 oktober 1993, 23 december 1993, 28 maart 1995, 20 augustus 1996, 6 mei 1997, 15 juli 1997, 21 januari 1998, 23 juni 1998, 15 oktober 2001 en 21 maart 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 mei 1989 houdende nadere omschrijving van de fusie van ziekenhuizen en van de bijzondere normen waaraan deze moet voldoen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 oktober 1993, 23 december 1993, 6 mei 1997, 23 juni 1998, 23 december 1998, 7 november 2000, 15 juli 2002, 27 februari 2003, 21 september 2004 en 17 september 2005;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 25 april 2014 tot vaststelling van de procedures voor de gezondheidszorgvoorzieningen, laatst gewijzigd bij besluit van de Vlaamse Regering van 26 april 2019;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 25 juli 2014 tot delegatie van beslissingsbevoegdheden aan de leden van de Vlaamse Regering, laatst gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse Regering van 2 oktober 2019;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 2 oktober 2019 tot bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse Regering, artikel 7, §1;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 30 oktober 2015 tot regeling van de delegatie van beslissingsbevoegdheden aan de hoofden van de departementen en van de intern verzelfstandigde agentschappen, gewijzigd bij besluit van de Vlaamse Regering van 16 juni 2017;

Gelet op het besluit van de administrateur-generaal van 4 december 2019 tot delegatie van sommige bevoegdheden inzake zorg en gezondheid;

Overwegende dat op ... de bevindingen van het onderzoek aan de voorziening werden betekend, opgesteld door het Agentschap Zorg en Gezondheid;

BESLUIT:

Artikel 1. Aan ..., VZW, ... te ... wordt onder het erkenningsnummer ... een erkenning verleend in ..., ... te ... voor

- ... bedden, waarvan
 - op de Campus ..., ..., ...
 - ... C-bedden vanaf ...
waarvan ... C-bedden intensieve zorg
 - ... D-bedden vanaf ...
waarvan ... D-bedden intensieve zorg
 - ... G-bedden vanaf ...
 - ... bedden Sp-locomotorisch vanaf ...
 - ... bedden Sp-chronisch vanaf ...
 - ... bedden Sp-palliatief vanaf ...
 - op de Campus ..., ..., ...
 - ... A-bedden (dag- en nachthospitalisatie) vanaf ...
 - ... a-plaatsen (daghospitalisatie) vanaf ...
 - ... G-bedden vanaf ...
 - ... M-bedden vanaf ...
 - ... bedden Sp-cardio-pulmonair vanaf ...
 - ... bedden Sp-psychogeriatrisch vanaf ...
- de functie ziekenhuisapotheek vanaf ...

Brussel,
De administrateur-generaal van het agentschap Zorg en Gezondheid,
Bij delegatie het afdelingshoofd Gespecialiseerde Zorg

Tom De Boeck



COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

0 8 0 0 7	<Kleef hier de barcode / Collez le code-barres ici >
CCCGGC-HOP-5023	

Naam bestemming
Eventuele titel
Instelling
Adres + Nr.
PC Stad

Brussel,

Ons kenmerk

Naam van de Dienst
Correspondent(e) van de Dienst
Telefoonnummer
E-mailadres
Referentie: 20/xx xx

Bijlage(n): X

Erkenningsnummer: X

Uw kenmerk

Referenties bestemming

**Betreft: <Instelling>
< TypeErkenning> van de functie van palliatieve zorg**

Mevrouw, Mijnheer,

Gelet op de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 1997 waarbij sommige bepalingen van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, toepasselijk worden verklaard op de functie van een palliatieve zorg;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 1997 houdende vaststelling van de normen waaraan een ziekenhuisfunctie van palliatieve zorg moet voldoen om te worden erkend;

Gelet op het besluit van het Verenigd College van 9 juli 2019 tot bepaling van de procedure van erkenning, intrekking van erkenning en sluiting van de ziekenhuizen, samenwerkingsverbanden tussen ziekenhuizen en ziekenhuisactiviteiten;

Gelet op het verslag van de administratie, waarvan de conclusies u op <TransConcl> werden overgemaakt;

Gelet op het advies van de Adviesraad voor Welzijns- en Gezondheidszorg van <datum>, op <TransAvis> betekend ;

Hebben wij de eer u de < TypeErkenning> toe te kennen voor de periode van <Datum> voor de functie van palliatieve zorg.

U wordt met aandrang gevraagd om deze periode te benutten om u in regel te stellen met het geheel van de wettelijke en reglementaire voorschriften. In het bijzonder dient u de opmerkingen die geformuleerd zijn in het bovenvermelde inspectierapport ter harte te nemen.

Hoogachtend,

Le Membre du Collège réuni, compétent pour la
politique de Santé,

Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor
het Gezondheidsbeleid,

A. MARON

E. VAN DEN BRANDT

Annex 1dc



COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

0 8 0 0 7	<Kleef hier de barcode / Collez le code-barres ici >
CCCGGC-HOP-5023	

Naam bestemming
Eventuele titel
Instelling
Adres + Nr.
PC Stad

Brussel,

Ons kenmerk

Naam van de Dienst
Correspondent(e) van de Dienst
Telefoonnummer
E-mailadres
Referentie: 20/xx xx

Bijlage(n): X

Erkenningsnummer: X

Uw kenmerk

Referenties bestemming

Betreft: <Instelling>
<TypeErkenning> van <aantal en type van bedden>

Mevrouw, Mijnheer,

Gelet op de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 oktober 1964 tot bepaling van de normen die door de ziekenhuizen en hun diensten moeten worden nageleefd;

Gelet op het besluit van het Verenigd College van 9 juli 2019 tot bepaling van de procedure van erkenning, intrekking van erkenning en sluiting van de ziekenhuizen, samenwerkingsverbanden tussen ziekenhuizen en ziekenhuisactiviteiten;

Gelet op de ministeriële beslissing van >datum> betreffende de vergunning tot ingebruikneming en exploitatie van <aantal et type bedden>;

Gelet op het verslag van de administratie, waarvan de conclusies u op <TransConcl> werden overgemaakt;

Gelet op het advies van de Adviesraad voor Welzijns- en Gezondheidszorg van <datum>, op <TransAvis> betekend;

Hebben wij de eer u de < TypeErkenning> toe te kennen voor de periode van <Datum> voor <aantal en type van bedden>.

Hoogachtend,

Le Membre du Collège réuni, compétent pour la
politique de Santé,

Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor
het Gezondheidsbeleid,

A. MARON

E. VAN DEN BRANDT

Annex 2

BIJLAGE: VLAAMSE OVERHEID DAEB-RAPPORTERINGSFICHES – juni 2020

1° Beleidsdomein Welzijn, Volksgezondheid en Gezin (pag. 2)

Deelrapporteringen

- 1° Kinderopvang
- 2° Serviceflats
- 3° Bijstandsorganisaties

2° Beleidsdomein Werk en Sociale Economie (pag. 25)

Maatregelen:

- 1° Tijdelijke werkervaring - OCMW
- 2° Beroepstechnische ondernemersopleidingen
- 3° Activiteitencoöperaties
- 4° Lokale diensteneconomie
- 5° ESF

3° Beleidsdomein Wonen - Sociale huisvesting (pag. 29)

4° Beleidsdomein Omgeving (pag. 38)

Deelrapporteringen

- 1° Energie
- 2° Groendiensten
- 3° Kringloopcentra

5° Beleidsdomein Media (pag. 54)

Deelrapporteringen

- 1° Steun Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties
- 2° Toegankelijkheidssteun televisieprogramma's

1° Beleidsdomein Welzijn, Volksgezondheid en Gezin

Deelrapporteringen over de toepassing van het DAEB-besluit van 2012:

1° Kinderopvang

2° Serviceflats

3° Bijstandsorganisaties

Deelrapporteringen over de toepassing van de daeb-kaderregeling van 2012:

Niet van toepassing

Klachten van derden en overige vragen:

/

1° Kinderopvang
Punt (bijvoorbeeld 1, ziekenhuizen of 2b, kinderopvang)
2), b) kinderopvang
Duidelijke en uitvoerige beschrijving van de wijze waarop de respectieve diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd
A Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten .
<p>Situering van kinderopvang</p> <p>Kinderopvang kan alleen georganiseerd worden als de organisator een vergunning voor kinderopvang heeft. De organisator moet om de vergunning te krijgen en te behouden, voldoen aan vergunningsvoorwaarden. Die vergunningsvoorwaarden moeten een minimale kwaliteit garanderen. Hier staat geen subsidie tegenover, en geldt voor iedereen (Vlaamse Gemeenschap) die kinderopvang wil organiseren. Met andere woorden een organisator van kinderopvang moet altijd aan die vergunningsvoorwaarden voldoen zonder subsidie/staatssteun hiervoor te krijgen.</p> <p>Een organisator met een vergunning (die dus al voldoet aan de vergunningsvoorwaarden en bijgevolg zo een minimale kwaliteit garandeert) kan een of meer subsidies krijgen als hij aan bijkomende voorwaarden, namelijk subsidievoorwaarden, voldoet. Het gaat om voorwaarden die gekoppeld zijn aan specifieke dienstverlening en specifieke opdrachten die de organisatoren niet zouden opnemen zonder subsidie. Naargelang de subsidie moet de organisator aan specifieke subsidievoorwaarden voldoen. De overheid subsidieert die specifieke dienstverlening.</p> <p>Voor de volgende opdrachten zijn er specifieke subsidies voorzien:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Minimale openingsduur - De ouders betalen een prijs op basis van het inkomen - Extra opdrachten naar kwetsbare gezinnen - Inclusieve kinderopvang voor kinderen met een specifieke zorgbehoefte - voor kinderopvang met flexibele openingstijden
B Wat zijn de (gebruikelijke) vormen van toewijzing ? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.

De toewijzing gebeurt op basis van een overheidsbesluit, voor kinderopvang op basis van het Subsidiebesluit van 22 november 2013. Op basis van dit overheidsbesluit volgt een beslissingsnota (globale nota met beslissing over alle aanvragen) opgemaakt die ondertekend wordt door de administrateur-generaal van IVA Kind en Gezin én een individuele toekenningsbeslissing aan de aanvrager.

Die individuele toekenning gebeurt na een verdelingsoefening van het budget. De programmatieregels en bepalingen m.b.t. de algemene oproep zijn geregeld in het Procedurebesluit van 9 mei 2014 (besluit van de Vlaamse Regering) en een ministerieel besluit in uitvoering daarvan. De vermeldingen die in de toewijzingsbeslissing moeten opgenomen zijn op basis van artikel 4 van het Besluit 2012/21/EU zitten vervat in de combinatie van deze verschillende documenten.

C Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen en aandeel van de toewijzingen **voor een periode van meer dan 10 jaar** (in procenten) per sector.

Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd.

De toekenning van bijna alle subsidies geldt voor 10 jaar, met uitzondering van de subsidie voor individuele inclusieve kinderopvang die gekoppeld is aan de opvang van een specifiek kind en die dus maximaal voor die periode kan gelden (hetgeen in de praktijk overeenkomt met een periode van ongeveer maximaal 2 jaar).

D Worden (in de regel) uitsluitende of bijzondere rechten aan de ondernemingen toegekend?

Er zijn geen bijzondere rechten.

E Welke steuninstrumenten zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?

De steun bestaat uit rechtstreekse subsidies.

De subsidies (basissubsidie, subsidie voor inkomenstarief en plussubsidie) zijn opgebouwd vanuit een trappensysteem. Dit betekent dat er zowel voor wat betreft de subsidievoorwaarden als voor wat betreft het subsidiebedrag met een getrapt systeem wordt gewerkt.

Bijvoorbeeld voor de plussubsidie:

- moet de organisator voldoen aan de voorwaarden voor specifieke dienstverlening gekoppeld aan de basissubsidie + de subsidie voor inkomenstarief + de plussubsidie,
- is het subsidiebedrag opgebouwd uit het subsidiebedrag voor de basissubsidie + de subsidie voor inkomenstarief + de plussubsidie.

Er wordt dus meer subsidie gegeven naarmate men meer diensten realiseert, de subsidie is hoger naargelang men meer kosten doet voor de realisatie van de specifieke dienstverlening. Er wordt niet meer subsidie gegeven dan nodig is om de specifieke dienstverlening te kunnen realiseren.

Trappensysteem: art 7 van het Subsidiebesluit

"Art. 7. De basissubsidie, de subsidie voor inkomenstarief en de plussubsidie worden toegekend volgens het volgende trappensysteem:

- 1° een subsidieerbare kinderopvangplaats uit een hogere trap kan alleen worden toegekend als die plaats ook een subsidieerbare kinderopvangplaats is van een lagere trap, meer bepaald:

- a) de plussubsidie, vermeld in titel 4, kan alleen worden toegekend als de organisator de subsidie voor inkomenstarief, vermeld in titel 3, toegekend heeft gekregen;
 - b) de subsidie voor inkomenstarief, vermeld in titel 3, kan alleen worden toegekend als de organisator de basissubsidie, vermeld in titel 2, toegekend heeft gekregen;
- 2° het aantal subsidieerbare kinderopvangplaatsen van een hogere trap is nooit hoger dan het aantal subsidieerbare kinderopvangplaatsen van een lagere trap, meer bepaald:
- a) het aantal kinderopvangplaatsen waarvoor de organisator de subsidie voor inkomenstarief, vermeld in titel 3, krijgt, kan nooit hoger zijn dan het aantal kinderopvangplaatsen waarvoor de organisator de basissubsidie, vermeld in titel 2, krijgt;
 - b) het aantal kinderopvangplaatsen waarvoor de organisator de plussubsidie, vermeld in titel 4, krijgt, kan nooit hoger zijn dan het aantal kinderopvangplaatsen waarvoor de organisator de subsidie voor inkomenstarief, vermeld in titel 3, krijgt.”

Naast het trappensysteem, zijn er 2 subsidievormen (subsidie voor flexibele openingstijden en subsidie voor inclusieve kinderopvang) die eerder modulair zijn.

Toekenning ‘modulaire’ subsidie: art 7/1 van het Subsidiebesluit

“Art. 7/1. De subsidies voor inclusieve kinderopvang worden op de volgende wijze toegekend:

- 1° de subsidie voor individuele inclusieve kinderopvang kan toegekend worden als de organisator een vergunning heeft;
- 2° de subsidie voor structurele inclusieve kinderopvang of de subsidie voor Centrum inclusieve kinderopvang kan toegekend worden als de organisator minstens een subsidie voor inkomenstarief toegekend krijgt;
- 3° de subsidie voor individuele inclusieve kinderopvang kan gecombineerd worden met een subsidie voor structurele inclusieve kinderopvang of met een subsidie voor Centrum inclusieve kinderopvang;
- 4° de subsidie voor structurele inclusieve kinderopvang kan niet gecombineerd worden met de subsidie voor Centrum inclusieve kinderopvang binnen dezelfde zorgregio;
- 5° het aantal subsidieerbare kinderopvangplaatsen met een subsidie voor structurele inclusieve kinderopvang is nooit hoger dan het aantal subsidieerbare kinderopvangplaatsen vanuit het trappensysteem.

De subsidies voor kinderopvang met flexibele openingstijden worden op de volgende wijze toegekend:

- 1° de subsidie flexibele groepsopvang kan toegekend worden als de organisator een basissubsidie heeft. Het aantal subsidieerbare kinderopvangplaatsen met een subsidie flexibele groepsopvang kan nooit hoger zijn dan het aantal subsidieerbare kinderopvangplaatsen met een basissubsidie;
- 2° de subsidie flexibele gezinsopvang en de subsidie flexibele urenpakketten groepsopvang kunnen toegekend worden als de organisator ze inzet in een kinderopvanglocatie die een subsidie voor inkomenstarief heeft.”

F Wat is het gebruikelijke **compensatiemechanisme** voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.

De bedragen worden bepaald op basis van de kosten die de organisator heeft voor de realisatie van de specifieke dienstverlening.

De hoogte van de betaalde subsidiebedragen zijn met andere woorden afhankelijk van een aantal concrete parameters, die bepalend zijn voor de kosten waarmee de organisator geconfronteerd

wordt, zoals het aantal kinderopvangprestaties dat de organisator levert, de gemiddelde leeftijd van de tewerkgestelde mensen aangezien dit ook een bepalende factor van de kosten uitmaakt. Daarnaast legt de regelgeving een aantal kwantitatieve voorwaarden op die behaald moeten worden, waardoor de organisator in principe niet te veel subsidie zal ontvangen als hij die voorwaarden naleeft (vb. opvangen van een bepaald aandeel kinderen uit kwetsbare gezinnen, een bezetting halen van minstens 80%, minimale openingsduur per dag en per jaar, een bepaald prijssysteem hanteren ten aanzien van de ouders,...) (die voorwaarden zijn te vinden onder rubriek a, bij de opgesomde artikels/bepalingen betreffende de specifieke dienstverlening per subsidie)

“Art. 11. De basissubsidie voor gezinsopvang bedraagt 267,30 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats per kalenderjaar.

Art. 12. De basissubsidie voor groepsopvang bedraagt 578,37 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats per kalenderjaar.

Art. 13. Het bedrag, vermeld in artikel 11 en 12, wordt verhoudingsgewijs verminderd voor een gesubsidieerde kinderopvangplaats die geen volledig kalenderjaar toegekend wordt.

De minister bepaalt de nadere regels voor de berekening van die verhouding.”

“Art. 17. De subsidie voor inkomenstarief voor gezinsopvang is opgebouwd uit:

1° een deel op basis van kinderopvangprestaties;

2° een deel op basis van de leeftijd van de verantwoordelijken en van de medewerkers die in de kinderopvanglocatie instaan voor de systematische ondersteuning van de verantwoordelijke en die voldoen aan de voorwaarden over de kennis van het Nederlands en over de kwalificatie waaraan de verantwoordelijke moet voldoen.

Het deel op basis van kinderopvangprestaties, vermeld in het eerste lid, 1°, wordt als volgt berekend:

1° de subsidie bedraagt 21,90 euro voor een kinderopvangprestatie die vijf tot elf uur duurt, en bedraagt 60% van dat bedrag voor een kinderopvangprestatie die minder dan vijf uur duurt;

2° alle kinderopvangprestaties van elke kinderopvanglocatie gezinsopvang uit de subsidiegroep die voldoet aan de voorwaarden, vermeld in artikel 20 tot en met 36, tellen mee, met uitzondering van de volgende kinderopvangprestaties:

a) de kinderopvangprestaties 's nachts;

b) de kinderopvangprestaties voor de kinderen die tot het thuismilieu van de kinderbegeleider gezinsopvang behoren, en voor wie de kinderbegeleider de verantwoordelijkheid draagt;

c) de kinderopvangprestaties waarvoor de organisator ervoor kiest om niet met het systeem inkomenstarief te werken als vermeld in artikel 27, tweede lid;

3° er worden niet meer kinderopvangprestaties gesubsidieerd dan 120% van het aantal gesubsidieerde kinderopvangplaatsen, vermenigvuldigd met het minimum aantal verplichte openingsdagen, vermeld in artikel 14. Voor de berekening van dat percentage tellen kinderopvangprestaties die vijf tot elf uur duren, mee voor 100%, en kinderopvangprestaties die minder dan vijf uur duren, voor 60%.

Het deel op basis van de leeftijd van de personen, vermeld in het eerste lid, 2°, wordt als volgt berekend:

1° de subsidie bedraagt 431,42 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats per kalenderjaar als de gemiddelde leeftijd van die personen twintig jaar is;

2° voor elk jaar boven op de gemiddelde leeftijd van twintig jaar wordt de subsidie verhoogd met 7,42 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats, tot maximaal een gemiddelde leeftijd van zestig jaar;

3° de gemiddelde leeftijd wordt berekend op basis van alle leeftijden en de werkregeling van deze personen.

De minister bepaalt de nadere regels, onder meer op welke wijze de verantwoordelijken en de medewerkers, vermeld in het eerste lid, 2°, meetellen voor de berekening van de gemiddelde leeftijd en hoe hun werkregeling in rekening gebracht wordt.

Art. 18. De subsidie voor inkomenstarief voor groepsopvang is opgebouwd uit:

1° een deel op basis van kinderopvangprestaties;

2° een deel op basis van de leeftijd van de kinderbegeleiders, van de verantwoordelijken en van de medewerkers die in de kinderopvanglocatie instaan voor de systematische ondersteuning van de verantwoordelijke en die voldoen aan de voorwaarden over de kennis van het Nederlands en over de kwalificatie waaraan de verantwoordelijke moet voldoen.

Het deel op basis van kinderopvangprestaties, vermeld in het eerste lid, 1°, wordt als volgt berekend:

1° de subsidie bedraagt 23,37 euro voor een kinderopvangprestatie die vijf tot elf uur duurt, en bedraagt 60% van dat bedrag voor een kinderopvangprestatie die minder dan vijf uur duurt;

2° alle kinderopvangprestaties, met uitzondering van kinderopvangprestaties 's nachts, van elke kinderopvanglocatie groepsopvang uit de subsidiegroep die voldoet aan de voorwaarden, vermeld in artikel 20 tot en met 36, tellen mee;

3° er worden niet meer kinderopvangprestaties gesubsidieerd dan 120% van het aantal gesubsidieerde kinderopvangplaatsen, vermenigvuldigd met het minimum aantal verplichte openingsdagen, vermeld in artikel 14. Voor de berekening van dat percentage tellen kinderopvangprestaties die vijf tot elf uur duren, mee voor 100%, en kinderopvangprestaties die minder dan vijf uur duren, voor 60%.

Het deel op basis van de leeftijd van de personen, vermeld in het eerste lid, 2°, wordt als volgt berekend:

1° de subsidie bedraagt 5529,66 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats per kalenderjaar als de gemiddelde leeftijd van deze personen twintig jaar is;

2° voor elk jaar boven op de gemiddelde leeftijd van twintig jaar wordt de subsidie verhoogd met 96,76 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats, tot maximaal een gemiddelde leeftijd van zestig jaar;

3° de gemiddelde leeftijd wordt berekend op basis van alle leeftijden en de werkregeling van deze personen.

De minister bepaalt de nadere regels, onder meer op welke wijze de verantwoordelijken, de kinderbegeleiders en de medewerkers, vermeld in het eerste lid, 2°, meetellen voor de berekening van de gemiddelde leeftijd en hoe hun werkregeling in rekening gebracht wordt.

Art. 19. Het bedrag van de subsidie, vermeld in artikel 17 en 18, wordt verrekend met het inkomenstarief, vermeld in artikel 28, in verhouding tot het aantal kinderopvangplaatsen met een subsidie voor inkomenstarief als vermeld in artikel 17 en 18.

Er is geen verrekening met:

1° een eventueel bijkomend tarief als vermeld in artikel 31;

2° het inkomenstarief, betaald voor afwezigheidsdagen die niet gerechtvaardigd zijn.

De minister bepaalt de nadere regels voor de verrekening."

"Art. 37. De plussubsidie voor gezinsopvang en groepsopvang bedraagt 647,50 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats per kalenderjaar."

“Art. 40/1. De subsidie flexibele gezinsopvang bedraagt:

1° per kinderopvangprestatie op flexibele openingstijden met een maximum van één subsidie per kind per dag: 2,87 euro;

2° per gesubsidieerde kinderopvangplaats met een subsidie voor inkomenstarief per kalenderjaar: 10,75 euro.

Bovendien bedraagt de subsidie, vermeld in artikel 17, tweede lid, 1°, 160% van dat bedrag voor een kinderopvangprestatie die langer dan elf uur duurt of voor een kinderopvangprestatie 's nachts. In afwijking van artikel 17, tweede lid, 2°, tellen alle kinderopvangprestaties mee, met inbegrip van kinderopvangprestaties 's nachts.

Als binnen de perken van de daarvoor vastgelegde kredieten binnen de begroting nog budget overblijft na de betaling van de subsidie flexibele gezinsopvang per kinderopvangprestatie, vermeld in het eerste lid, 1°, en na de betaling van de subsidie flexibele gezinsopvang per gesubsidieerde kinderopvangplaats, vermeld in het eerste lid, 2°, wordt dit resterende budget als volgt verdeeld:

1° het bedrag per kinderopvangprestatie, vermeld in het eerste lid, 1°, wordt verhoogd met maximaal 0,50 euro;

2° als er nog budget overblijft na de betaling van de vergoeding, vermeld in punt 1°, wordt het bedrag per gesubsidieerde kinderopvangplaats verhoogd met maximaal 2 euro;

3° als er nog budget overblijft na de betaling van de vergoedingen, vermeld in punt 1° en 2°, wordt het bedrag per kinderopvangprestatie verder verhoogd met wat mogelijk is op basis van het resterende budget.”

“Art. 40/5. De subsidie flexibele groepsopvang bedraagt 113,64 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats per kalenderjaar.”

“Art. 40/7. De subsidie flexibele urenpakketten groepsopvang bedraagt 2660,41 euro per urenpakket.

In afwijking van artikel 17, tweede lid, 2°, tellen alle kinderopvangprestaties mee, met inbegrip van de kinderopvangprestaties 's nachts.”

“Art. 41. De subsidie voor individuele inclusieve kinderopvang voor gezinsopvang en groepsopvang bedraagt 9,54 euro per kinderopvangprestatie van een kind met een specifieke zorgbehoefte.”

“Art. 45. De subsidie voor structurele inclusieve kinderopvang voor gezinsopvang en groepsopvang bedraagt 2891,49 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats per kalenderjaar.

Per subsidiegroep komt maximaal een derde van het aantal vergunde kinderopvangplaatsen in aanmerking voor die subsidie.

Art. 46. Het bedrag, vermeld in artikel 45, wordt verhoudingsgewijs verminderd als de subsidieerbare kinderopvangplaats geen volledig kalenderjaar wordt toegekend.

De minister bepaalt de nadere regels voor de berekening van die verhouding.”

“Art. 50/1. De subsidie voor Centrum inclusieve kinderopvang bedraagt 32.845 euro per kalenderjaar, en wordt verhoudingsgewijs verminderd als het Centrum voor inclusieve kinderopvang geen volledig kalenderjaar werkt.”

G Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.

De regelgeving heeft in de praktijk verschillende mechanismes voorzien:

- bij minder geleverde prestaties, zal door Kind en Gezin minder subsidie uitbetaald worden aangezien een deel van de subsidie gebaseerd is op de effectieve prestaties die men geleverd heeft (aantal kinderen dat men opving)
- in het jaar na de betaling van de subsidies wordt de bezetting van het voorgaande jaar berekend en zal Kind en Gezin nagaan of de andere voorwaarden werden nageleefd. Is dat niet het geval, dan kan Kind en Gezin de te veel betaalde subsidie voor het voorgaande jaar terugvorderen op basis van het Handhavingsbesluit van 11 december 2015 (het besluit van de Vlaamse regering van 11/12/2015 over de maatregelen rond handhaving voor kinderopvang van baby's en peuters)
- elk jaar op 1 januari moet een organisator de leeftijden doorgeven van het personeel, waardoor de gemiddelde leeftijd steeds up to date is en de subsidiecomponent die daarop gebaseerd is steeds daarmee in verhouding is. Zo wordt ook overcompensatie vermeden.

Daarnaast zijn er een aantal verplichtingen in hoofde van de organisatoren waardoor controles zouden zichtbaar maken als er ondanks de hogere mechanismes toch nog sprake is van overcompensatie:

Art 4 en 5 van het Subsidiebesluit

“Art. 4. De organisator maakt jaarlijks een begroting op met een overzicht van de voorzienbare inkomsten en de geraamde uitgaven voor de van toepassing zijnde specifieke dienstverlening, vermeld in dit besluit.

De organisator hanteert een boekhouding die inkomsten en uitgaven die verband houden met de activiteiten van kinderopvang, voor de toerekening van de kosten en inkomsten, transparant afzondert.

Art. 5. De organisator kan op in dit artikel beschreven wijze reserves opbouwen met de subsidies, vermeld in dit besluit

Art 7 van het Handhavingsbesluit

“Art. 7. Kind en Gezin beslist tot terugvordering van de subsidie overeenkomstig artikel 57 van het Rekendecreet, artikel 13 van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof, en artikel 18 van het besluit van de Vlaamse Regering van 8 november 2013 betreffende de algemene regels inzake subsidiëring.”

H Geef kort aan hoe de **transparantievereisten** worden nageleefd (zie artikel 7 van het DAEB-besluit van 2012) voor steun van meer dan 15 miljoen EUR aan ondernemingen die ook activiteiten hebben buiten de DAEB. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die

informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).	
Kind en Gezin (het bevoegde agentschap) zal deze informatie op de eigen website publiceren wat betreft de subsidies aan organisatoren voor kinderopvang in Vlaanderen. Link naar de website: http://www.kindengezin.be/cijfers-enrapporten/rapporten/kinderopvang/babys-en-peuters/#Transparantie-Europa Vlaanderen beschikt over een subsidieregister waarin alle subsidies van Vlaanderen gebundeld worden, ongeacht de bedragen. Die is echter nog in opbouw. Info hierover: https://overheid.vlaanderen.be/subsidieregister .	
I Bedrag van de verleende steun	
Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR). Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A+B+C)	
2018	2019
A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2018	2019
B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2018	2019
573,715.748,2 euro	619,984.761,08 euro
C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2018	2019
Aandeel van de uitgaven per steuninstrument (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)	
2018	2019

j. Aanvullende kwantitatieve gegevens (bijv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen)	
2018	2019
1852	1547

2° Serviceflats
Punt (bijvoorbeeld 1, ziekenhuizen of 2b, kinderopvang)
2), f) andere sociale diensten
Duidelijke en uitvoerige beschrijving van de wijze waarop de respectieve diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd
A Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten.

Het zijn zelfstandige wooneenheden voor ouderen met gemeenschappelijke voorzieningen voor facultatieve dienstverlening.

Subsidiëring van realisatie van bijkomende serviceflats met de BEVAK-formule
Tegemoetkoming in de einde-opstalvergoeding bij onroerende leasingovereenkomst van private en openbare serviceflat/BEVAK.

De serviceflatgebouwen en woningcomplexen met dienstverlening werden voorzien met het oog op de integratie van ouderen in de samenleving, alsook vanuit het perspectief op het behoud van de optimale autonomie en de idee van een aangepaste en bescherming gevende woonvorm.

Voor wat betreft de aangeboden dienstverlening stelt het decreet dat "de dienstverlening binnen het bereik moet worden gebracht van bewoners, die er naar eigen keuze, telkenmale zulks nodig is, beroep kunnen op doen". In een serviceflatgebouw ligt de klemtoon op het zelfstandig wonen. De dienstverlening (onderhoud, maaltijden,) is er bijkomend, additioneel, geen doel op zich maar een middel om de zelfstandigheid van de bewoner te ondersteunen.

De Vlaamse Regering koos ervoor om de bouw van serviceflats te subsidiëren vanuit de vaststelling dat er ten gevolge van de vergrijzing van de bevolking een blijvende nood is aan aangepaste huisvestingsmogelijkheden voor bejaarden, waarbij serviceflats – als onderdeel van een gedifferentieerd aanbod aan ouderenvoorzieningen - aan belang winnen als een geschikt woonalternatief voor ouderen. Tegelijk stelde men in 1994 vast dat het aantal gerealiseerde wooneenheden ver achterbleef op de programmatie, waardoor de beschikbare capaciteit ver onder de reële nood bleef. Daarom besliste men om dit te stimuleren via een nieuw financieringssysteem, waarbij investeringssubsidies van de Vlaamse overheid worden aangevuld met inbreng van privé-kapitaal.

De serviceflats worden gebouwd op basis van een opstalrecht dat de initiatiefnemer (OCMW of vzw) wenst toe te staan aan de BEVAK (Beleggingsvennootschap met vast kapitaal) NV Serviceflats Invest tegen bepaalde voorwaarden, zodat Serviceflats Invest de volle eigendom van de serviceflats bekomt ("de opstalovereenkomst"). De initiatiefnemer verbindt zich ertoe de opgerichte serviceflats te gebruiken als erfpachter en de kosten en financiële lasten van oprichting terug te betalen aan Serviceflats Invest, tegen een minimum vergoeding ("de canon") op basis van een overeenkomst van erfpacht ("de erfpacht").

Omschrijving van de openbare dienstverplichtingen waaraan de serviceflats en woningcomplexen met dienstverlening moeten voldoen:

Diensten zijn onderworpen aan een vergunnings- (BVLR 17/3/1998) en erkenningsplicht (BVLR 10/7/1985):

De flats moeten voldoen aan vooraf bepaalde kwalitatieve eisen, zowel architecturaal als bouwtechnisch, oppervlakte-normen, gebruikte materialen en kostprijs. Ze moeten functioneel en comfortabel ingericht zijn en aangepast aan de behoeften van de ouderen. De flats en het hele gebouw zijn zo ontworpen dat rekening gehouden wordt met de mogelijke problemen die ouderen kunnen ondervinden bij het zich verplaatsen. De flats zijn zodanig aangepast dat de oudere zolang als mogelijk zelf kan instaan voor het onderhoud van de woning, de persoonlijke verzorging en voor de bereiding van zijn maaltijden.

Deze vereisten maken onder meer deel uit van de erkenningsnormen beschreven in de bijlage A van het BVR van 17 juli 1985 tot vaststelling van de normen waaraan een serviceflatgebouw en een woningcomplex met dienstverlening moet voldoen om voor erkenning in aanmerking te komen.

Voor wat betreft de aangeboden dienstverlening stelt het decreet dat "de dienstverlening binnen het bereik moet worden gebracht van bewoners, die er naar eigen keuze, telkenmale zulks nodig is, beroep kunnen op doen" (Decreten inzake de voorzieningen voor bejaarden, gecoördineerd bij besluit van de Vlaamse Regering op 18 december 1991). In een serviceflatgebouw ligt de klemtoon op het zelfstandig wonen. De dienstverlening (onderhoud, maaltijden, ...) is er bijkomend, additioneel, geen doel op zich maar een middel om de zelfstandigheid van de bewoner te ondersteunen.

Specifieke vereisten:

- Kwaliteit: de kwaliteitsvereisten zijn bepaald in het Ministerieel besluit van 10 december 2001 inzake kwaliteitszorg in de rusthuizen, centra voor dagverzorging, centra voor kortverblijf, serviceflats en woningcomplexen met dienstverlening in de rusthuizen. De overige erkenningsnormen zijn bepaald in bijlage A bij het Besluit van de Vlaamse Regering van 10 juli 1985 tot vaststelling van de rechtspleging voor erkenning en sluiting van serviceflatgebouwen en woningcomplexen met dienstverlening

- Betaalbaarheid: bepaling van de eerste dagprijs is vrij. Volgende aanpassingen moeten goedgekeurd worden door het Vlaams Agentschap Zorg en Gezondheid. De samenstelling van de dagprijs is bepaald artikel 1.8 van de bijlage A bij het Besluit van de Vlaamse Regering van 10 juli 1985 tot vaststelling van de rechtspleging voor erkenning en sluiting van serviceflatgebouwen, woningcomplexen met dienstverlening en verder uitgewerkt in punt 3.3 van de bijlage bij de omzendbrief SFG/1/96 van 10/9/1996 betreffende de toelichting bij de werking van de serviceflatgebouwen en de woningcomplexen met dienstverlening.

- Toegankelijkheid: om een voorafgaande vergunning te kunnen krijgen moet men onder andere de toegankelijkheid van de voorziening kunnen aantonen (art. 20 van het ministerieel besluit van 7 juni 1999 houdende de vastlegging van evaluatiecriteria zoals bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Vlaamse Regering van 17 maart 1998 houdende vaststelling van het programma voor serviceflatgebouwen en woningcomplexen met dienstverlening).

- Continuïteit van dienstverlening: erkenningsnorm 4.2 stelt dat "Bij dag en bij nacht moet in de inrichting zelf of in de onmiddellijke omgeving altijd een medewerker aanwezig moet zijn die zonder verwijl elke oproep van een bejaarde kan beantwoorden."

B Wat zijn de (gebruikelijke) **vormen van toewijzing**? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.

- Decreten inzake de voorzieningen voor bejaarden, gecoördineerd bij besluit van de Vlaamse Regering op 18 december 1991(B.S.20.VIII.1992);
- Woonzorgdecreet van 13 maart 2009 (B.S.14.V.2009);
- Woonzorgdecreet van 15 februari 2019 (B.S.3.V.2019);
- Besluit van de Vlaamse Regering van 10 juli 1985 tot vaststelling van de rechtspleging voor erkenning en sluiting van serviceflatgebouwen, woningcomplexen met dienstverlening, rusthuizen (B.S. 30.VIII.1985);
- Besluit van de Vlaamse Regering van 5 juni 2009 tot vaststelling van de regels voor het verlenen van de voorafgaande vergunning voor sommige woonzorgvoorzieningen (B.S. 4.IX/2009);
- Ministerieel besluit van 7 juni 1999 houdende de vastlegging van evaluatiecriteria zoals bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Vlaamse Regering van 17 maart 1998 houdende vaststelling van het programma voor serviceflatgebouwen, woningcomplexen met dienstverlening, rusthuizen en dagverzorgingscentra (B.S. 29.IX.1999)
- Besluit van de Vlaamse Regering van 17 juli 1985 tot vaststelling van de normen waaraan een serviceflatgebouw, een woningcomplex met dienstverlening, of een rusthuis moet voldoen om voor erkenning in aanmerking te komen (B.S. 30.VIII.1985)
- Omzendbrief SFG/1/96 van 10/9/1996 betreffende de toelichting bij de werking van de serviceflatgebouwen en de woningcomplexen met dienstverlening
- Ministerieel besluit van 10 december 2001 inzake kwaliteitszorg in de rusthuizen, centra voor dagverzorging, centra voor kortverblijf, serviceflats en woningcomplexen met dienstverlening in de rusthuizen (B.S. 28.III. 2002)
- Besluit van de Vlaamse Regering van 30 november 2001 houdende de toekenning van een subsidie aan Openbare Centra voor maatschappelijk Welzijn en verenigingen zonder winstoogmerk als tegemoetkoming in de vergoeding voor de verwerving van de eigendom van de serviceflatgebouwen die op hun grond zijn opgericht in het kader van een onroerende leasingovereenkomst met de BEVAK (B.S. 21.XII.2001)
- Besluit van de Vlaamse Regering van 16 mei 2008 tot wijziging van het besluit van de Vlaamse Regering van 30 november 2001 houdende de toekenning van een subsidie aan openbare centra voor maatschappelijk welzijn en verenigingen zonder winstoogmerk als tegemoetkoming in de vergoeding voor de verwerving van de eigendom van de serviceflatgebouwen die op hun grond zijn opgericht in het kader van een onroerende leasingovereenkomst met de BEVAK. (B.S. 27.VIII.2008)

Het toekennen van de subsidie aan de initiatiefnemers is bedongen in artikel 12 van de Algemene Overeenkomst tussen de Vlaamse Gemeenschap en de BEVAK Serviceflats Invest nv (B.S. 17 januari 1996).

De vereisten voor subsidiëring zijn bepaald in artikels 3, 4 en 5 van het besluit van de Vlaamse Regering van 30 november 2001 houdende de toekenning van een subsidie aan Openbare Centra voor maatschappelijk Welzijn en verenigingen zonder winstoogmerk als tegemoetkoming in de vergoeding voor de verwerving van de eigendom van de serviceflatgebouwen die op hun grond zijn opgericht in het kader van een onroerende leasingovereenkomst met de BEVAK:

o Art. 3: De subsidie wordt verleend vanaf het jaar dat volgt op het jaar waarin de serviceflats in kwestie erkend zijn krachtens de decreten inzake voorzieningen voor bejaarden, gecoördineerd op 18 december 1991. Ze wordt aan de initiatiefnemer uitbetaald in het eerste kwartaal van het jaar waarop ze betrekking heeft. De uitbetaling verloopt via

de bewaarder van de BEVAK. De subsidie wordt slechts uitbetaald zolang de serviceflats in kwestie erkend zijn krachtens de in het eerste lid vermelde decreten.

o Art. 4: De subsidie is een tegemoetkoming in de vergoeding die de initiatiefnemer bij het einde van de onroerende leasingovereenkomst aan de BEVAK moet betalen voor het verwerven van de eigendom van de serviceflats. De initiatiefnemer stort elk jaar dat hij de subsidie ontvangt, een bedrag dat ten minste gelijk is aan die subsidie op een rekening tot waarborg van de verbintenis tot betaling van de in het eerste lid bedoelde vergoeding, zoals bepaald in de onroerende leasingovereenkomst die hij met de BEVAK heeft gesloten. De jaarlijks gestorte bedragen worden ononderbroken belegd en worden aangewend om de in het eerste lid bedoelde vergoeding te betalen.

o Art. 5:

§ 1. De initiatiefnemer levert jaarlijks vóór 31 januari aan de administratie het bewijs van Het toekennen van de subsidie aan de initiatiefnemers is bedongen in artikel 12 van de Algemene Overeenkomst tussen de Vlaamse Gemeenschap en de BEVAK Serviceflats Invest nv (B.S. 17 januari 1996).

De vereisten voor subsidiëring zijn bepaald in artikels 3, 4 en 5 van het besluit van de Vlaamse Regering van 30 november 2001 houdende de toekenning van een subsidie aan Openbare Centra voor maatschappelijk Welzijn en verenigingen zonder winstoogmerk als tegemoetkoming in de vergoeding voor de verwerving van de eigendom van de serviceflatgebouwen die op hun grond zijn opgericht in het kader van een onroerende leasingovereenkomst met de BEVAK:

o Art. 3: De subsidie wordt verleend vanaf het jaar dat volgt op het jaar waarin de serviceflats in kwestie erkend zijn krachtens de decreten inzake voorzieningen voor bejaarden, gecoördineerd op 18 december 1991. Ze wordt aan de initiatiefnemer uitbetaald in het eerste kwartaal van het jaar waarop ze betrekking heeft. De uitbetaling verloopt via de bewaarder van de BEVAK. De subsidie wordt slechts uitbetaald zolang de serviceflats in kwestie erkend zijn krachtens de in het eerste lid vermelde decreten.

o Art. 4: De subsidie is een tegemoetkoming in de vergoeding die de initiatiefnemer bij het einde van de onroerende leasingovereenkomst aan de BEVAK moet betalen voor het verwerven van de eigendom van de serviceflats. De initiatiefnemer stort elk jaar dat hij de subsidie ontvangt, een bedrag dat ten minste gelijk is aan die subsidie op een rekening tot waarborg van de verbintenis tot betaling van de in het eerste lid bedoelde vergoeding, zoals bepaald in de onroerende leasingovereenkomst die hij met de BEVAK heeft gesloten. De jaarlijks gestorte bedragen worden ononderbroken belegd en worden aangewend om de in het eerste lid bedoelde vergoeding te betalen.

o Art. 5:

§ 1. De initiatiefnemer levert jaarlijks vóór 31 januari aan de administratie het bewijs van de storting, die hij overeenkomstig artikel 4, tweede lid, tijdens het voorgaande jaar heeft verricht, aan de hand van een uittreksel uit de rekening in kwestie.

§ 2. De initiatiefnemer betaalt de vergoeding, bedoeld in artikel 4, eerste lid, aan de BEVAK zoals bepaald in de tussen hen gesloten onroerende leasingovereenkomst. Uiterlijk één maand na die betaling levert hij daarvan aan de administratie het bewijs aan de hand van een door de BEVAK uitgereikte kwitantie.

§ 3. De administratie kan te allen tijde bij een initiatiefnemer stukken opvragen die verband houden met de subsidie.

De subsidie wordt slechts uitbetaald zolang de serviceflats in kwestie erkend zijn (Besluit van de Vlaamse Regering van 30 november 2001 houdende de toekenning van een subsidie aan Openbare Centra voor maatschappelijk Welzijn en verenigingen zonder winstoogmerk als tegemoetkoming in de vergoeding voor de verwerving van de eigendom van de

serviceflatgebouwen die op hun grond zijn opgericht in het kader van een onroerende leasingovereenkomst met de BEVAK). Om erkend te zijn, moet men voldoen aan de erkenningsnormen opgenomen in de bijlage A van het BVR van 17 juli 1985 tot vaststelling van de normen waaraan een serviceflatgebouw, een woningcomplex met dienstverlening, of een rusthuis moet voldoen om voor erkenning in aanmerking te komen.
C Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd.
De jaarlijkse subsidie per serviceflatgebouw of woningcomplex met dienstverlening wordt steeds gedurende 18 jaar uitbetaald.
D Worden (in de regel) uitsluitende of bijzondere rechten aan de ondernemingen toegekend?
Neen
E Welke steuninstrumenten zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?
<p>De compensatie werd bepaald op basis van de investeringskost voor de bouw van een serviceflat.</p> <p>Initieel bedroeg de subsidie 961,83 euro per jaar per flat gedurende 18 jaar (BVR 30/11/2001). Bij het bepalen van dit bedrag in 1995 werd dit berekend vanuit de optie dat de subsidie, uitgekeerd gedurende achttien jaar en gekapitaliseerd over 27 jaar, een bedrag zou constitueren dat gelijk was aan de nominale investeringskost van een serviceflat (toen geraamd op ongeveer 2,4 miljoen BEF). Deze kostprijs werd berekend op basis van de gegevens in verband met de bouwkosten van de woningen opgericht in het kader van het urgentieprogramma voor de sociale woningbouw.</p> <p>Inbegrepen in deze berekening zijn:</p> <p>Netto-bouwkost voor serviceflat met 50 m² netto-vloeroppervlakte + 15% gemeenschappelijke ruimten.</p> <p>Extra uitgave voor aangepast meubilair of extra m² (om plaatsen standaardmeubilair mogelijk te maken).</p> <p>Andere vaste kosten (12% BTW, 6% studiekosten, 2% voor andere kosten zoals grondonderzoek, technische controle en decennale verzekering).</p> <p>Op 16 mei 2008 wijzigde de Vlaamse Regering haar besluit over het toekennen van subsidie aan OCMW's en vzw's als tegemoetkoming voor het verwerven van serviceflatgebouwen die op hun grond zijn opgericht in het kader van een onroerende leasingovereenkomst met de Bevak. De subsidie aan de initiatiefnemers werd verhoogd van 961,83 euro tot 1140,43 euro per flat en per jaar gedurende 18 jaar, voor de initiatiefnemers die vanaf 1 januari 2007 een notariële overeenkomst van onroerende leasing voor de bouw van serviceflats met de BEVAK afsluiten. Het verhogen van de totale subsidiesom die initiatiefnemers ontvangen vindt zijn argumentatie in de stijging van de bouwkost die sinds de opstartfase werd opgetekend. Initieel werd voorgesteld om de duur van de subsidies te verlengen tot 24 jaar. Om hetzelfde resultaat te halen met behoud van de subsidietermijn op 18 jaar moest het jaarlijks uitgekeerde subsidiebedrag toenemen. Gelet op het feit dat het</p>

<p>kapitaliseren aan 4,77% rente van 24 jaarlijkse subsidiebedragen (961,83 euro per jaar) na 30 jaar leidt tot een kapitaal van 50.043 euro kan eenzelfde bedrag ook gehaald worden bij het uitkeren van 18 jaarlijkse subsidiebedragen van $961,83 \times 1,1857 = 1.140,43$ euro per jaar.</p>
<p>F Wat is het gebruikelijke compensatiemechanisme voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.</p>
<p>De compensatie gebeurt op basis van de kostentoerekeningsmethode.</p>
<p>G Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.</p>
<p>In principe is geen overcompensatie mogelijk, aangezien de gemiddelde investeringskost per flat op vandaag ongeveer 114.000 euro bedraagt en de totaal toegekende subsidie per flat maximaal 20.527,74 euro (1140.43×18 jaar) bedraagt.</p> <p>De subsidie wordt slechts uitbetaald zolang de serviceflats waarvoor de subsidie wordt toegekend, erkend zijn.</p> <p>Voor elke uitbetaling (jaarlijks, gedurende 18 jaar) wordt nagegaan of het serviceflatgebouw nog erkend is, m.a.w. voldoet aan de erkenningsnormen zoals beschreven in de bijlage A van het Besluit van de Vlaamse Regering van 17 juli 1985 tot vaststelling van de normen waaraan een serviceflatgebouw, een woningcomplex met dienstverlening, of een rusthuis moet voldoen om voor erkenning in aanmerking te komen.</p> <p>De subsidie wordt slechts uitbetaald zolang de serviceflats in kwestie erkend zijn. Als een serviceflatgebouw dat met Bevak gebouwd werd niet langer aan de erkenningsnormen zou voldoen, en dus zou gesloten worden, wordt ook de subsidie niet verder uitbetaald (BVR van 30 november 2001 houdende de toekenning van een subsidie aan Openbare Centra voor maatschappelijk Welzijn en verenigingen zonder winstoogmerk als tegemoetkoming in de vergoeding voor de verwerving van de eigendom van de serviceflatgebouwen die op hun grond zijn opgericht in het kader van een onroerende leasingovereenkomst met de BEVAK).</p> <p>Bij inspectiebezoeken in de voorziening wordt nagegaan of er nog aan de erkenningsnormen wordt voldaan.</p> <p>De initiatiefnemer stuurt jaarlijks een rekeninguittreksel in, waaruit blijkt dat de jaarlijkse subsidie wordt gestort en belegd conform artikel 4, tweede lid van het Besluit van de Vlaamse Regering van 30 november 2001 houdende de toekenning van een subsidie aan Openbare Centra voor maatschappelijk Welzijn en verenigingen zonder winstoogmerk als tegemoetkoming in de vergoeding voor de verwerving van de eigendom van de serviceflatgebouwen die op hun grond zijn opgericht in het kader van een onroerende leasingovereenkomst met de BEVAK.</p> <p>Er is geen specifieke regeling voor terugbetaling van reeds uitbetaalde subsidies</p> <p>Elk jaar, dus voor elke uitbetaling, wordt er door het agentschap zelf nagegaan of het serviceflatgebouw nog erkend is en of er een beleggingsbewijs werd ingestuurd.</p> <p>Er werd in nog geen enkel dossier een terugvordering gedaan.</p>

<p>H Geef kort aan hoe de transparantievereisten worden nageleefd (zie artikel 7 van het DAEB-besluit van 2012) voor steun van meer dan 15 miljoen EUR aan ondernemingen die ook activiteiten hebben buiten de DAEB. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).</p>	
<p>Voor geen enkel serviceflatgebouw of woningcomplex met dienstverlening bedraagt de steun in het kader van de bevaksubsidies meer dan 15 miljoen euro. Naast de bevaksubsidies is er geen subsidiëring voorzien voor de serviceflatgebouw of woningcomplex met dienstverlening.</p>	
<p>I Bedrag van de verleende steun</p>	
<p>Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR). Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A+B+C)</p>	
2018	2019
<p>A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</p>	
2018	2019
<p>B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</p>	
2018	2019
Openbare bevak: 1.787.787,90 euro Private bevak: 88.391,64 euro	Openbare bevak: 1.703.682,66 euro Private bevak: 88.391,64 euro
<p>C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</p>	
2018	2019
<p>Aandeel van de uitgaven per steuninstrument (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)</p>	
2018	2019

3° Bijstandsorganisaties
Punt (bijvoorbeeld 1, ziekenhuizen of 2b, kinderopvang)
2), f) andere sociale diensten
Duidelijke en uitvoerige beschrijving van de wijze waarop de respectieve diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd¹
<p>A Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten.</p> <p>Een bijstandsorganisatie voorziet zowel individuele bijstand (gefinancierd met eigen middelen van de budgethouder) als collectieve bijstand (gefinancierd met subsidies). De taakomschrijving van de collectieve bijstand ten aanzien van zowel de budgethouder als het VAPH wordt verder verduidelijkt in artikel 10 van het BVR 11-12-2015.</p> <p>Het takenpakket t.a.v. de budgethouder bestaat uit het volgende:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Communicatiekanalen ontwikkelen • Hulpmiddelen ontwikkelen • Initiatieven om bestaanskwaliteit te verhogen • Kennis opbouwen rond budgetbesteding • Kennis en expertise ontwikkelen omtrent intersectoraal aanbod en samenwerking <p>Het takenpakket t.a.v. het VAPH bestaat uit het volgende:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Feedback over ontwikkeling markt van zorgaanbieders ter verbetering PVF-systeem • Mee uitwerken van signalisatiesysteem wat betreft oneigenlijk gebruik van budget • Melding fraude of misbruik • Kennis en expertise delen betreffende beschikbare aanbod en kostprijs <p>De kwaliteit van de dienstverlening wordt gewaarborgd door de vergunningsvoorwaarden (zie artikel 6 van het BVR 11-12-2015).</p>
<p>B Wat zijn de (gebruikelijke) vormen van toewijzing? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.</p>
<p>De bijstandsorganisatie moet voldoen aan volgende wettelijke opgelegde vergunningsvoorwaarden (artikel 6 van het BVR 11-12-2015):</p> <p>Het agentschap kan aan maximaal 5 organisaties een vergunning als bijstandsorganisatie toekennen als ze voldoen aan de voorwaarden vastgelegd in hoofdstuk 3 Vergunningsvoorwaarden en vergunningsvoorschriften van het BVR 11-12-2015. Procedureel dient iedere kandidaat-bijstandsorganisatie een aanvraagdossier in te dienen bij het VAPH. Hierbij dient een vragenlijst te worden ingevuld, waarbij onder andere de voorwaarden in het BVR van 11-12-2015 getoetst worden. Na goedkeuring van deze aanvraag door het VAPH, wordt een vergunning verleend. Deze aanvraagprocedure wordt ook verder verduidelijkt in artikel 15 van het BVR 11-12-2015.</p>
<p>C Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10</p>

jaar, en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd.
<p>De subsidieregeling geldt voor onbepaalde duur maar de subsidie aan een individuele bijstandsorganisatie wordt voor maximaal tien jaar verleend. De subsidie kan stopgezet of verlengd worden na evaluatie door het VAPH (i.s.m. Zorginspectie).</p> <p>Concreet stelt de onderliggende regelgeving stelt het volgende: Zolang de bijstandsorganisatie voldoet aan de voorwaarden voor de realisatie van specifieke dienstverlening, vermeld in dit besluit, geldt de subsidie voor een duur van tien jaar vanaf de eerste toekenning van de basissubsidie, vermeld in artikel 16. (Artikel 3 van het BVR 11-12-2015).</p> <p>De toegekende vergunning van de bijstandsorganisatie is echter van onbepaalde duur (zie artikel 6 van het BVR 11-12-2015).</p>
D Worden (in de regel) uitsluitende of bijzondere rechten aan de ondernemingen toegekend?
Neen
E Welke steuninstrumenten zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?
<p>Bijstandsorganisaties krijgen een jaarlijkse werkingssubsidies waarvan de hoogte afhankelijk is van het ledenaantal. (zie artikel 16 van het BVR 11-12-2015).</p> <p>De basissubsidie bedraagt minimaal 40.000 euro.</p> <p>Voor bijstandsorganisaties die meer dan vijfhonderd leden tellen bedraagt de basissubsidie 90.000 euro.</p> <p>Voor bijstandsorganisaties die minder dan vijfhonderd leden tellen, wordt de basissubsidie berekend volgens de formule: het aantal leden gedeeld door vijfhonderd vermenigvuldigd met 90.000 euro.</p> <p>Per aangesloten budgethouder wordt daarnaast een ook subsidie van 170 euro toegekend.</p>
F Wat is het gebruikelijke compensatiemechanisme voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.
Bijstandsorganisaties wordt telkens een bedrag toegekend, berekend aan de hand van het aantal aangesloten leden (zie hierboven).
G Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.
<p>Bijstandsorganisaties moeten voor de dienst van algemeen economisch belang een aparte boekhouding bijhouden, zijn voor de opbouw en de aanwending van reserves aan strikte voorwaarden onderworpen en moeten hun uitgaven met betrekking tot die dienst van algemeen economisch belang kunnen verantwoorden (hoofdstuk 2 en artikel 18 van het BVR 11-12-2015). Op regelmatige basis en uiterlijk om de drie jaar wordt toezicht gehouden op de naleving van dit besluit (artikel 3, tweede lid van het BVR 11-12-2015).</p> <p>Subsidies waarvan de aanwending niet kan worden verantwoord, worden teruggevorderd (hoofdstuk V van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de</p>

gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof).	
H Geef kort aan hoe de transparantievereisten worden nageleefd (zie artikel 7 van het DAEB-besluit van 2012) voor steun van meer dan 15 miljoen EUR aan ondernemingen die ook activiteiten hebben buiten de DAEB. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).	
In de afgelopen jaren (2018 en 2019) bedroeg de steun aan een individuele bijstandsorganisatie nooit meer dan 15 miljoen euro op jaarbasis.	
I Bedrag van de verleende steun	
Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR). Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A+B+C)	
2018	2019
1.068	1.562
A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2018	2019
B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2018	2019
1.068	1.562
C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2018	2019
Aandeel van de uitgaven per steuninstrument (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)	
2018	2019
Aanvullende kwantitatieve gegevens (bijv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen)	
2018	2019
aantal leden 4.360	aantal leden : 5.168

Beleidsdomein Werk en Sociale Economie

Hieronder volgt een rapportering op basis van artikel 9 van het DAEB Besluit van 20 december 2012 voor het Vlaamse beleidsdomein Werk en Sociale Economie (WSE).

1. Overzicht van de uitgaven

Totale DAEB-overheidsuitgaven, uitgesplitst naar rechtsgrondslag (miljoen EUR)		
Totale compensatie voor diensten van algemeen economisch belang (1+2)	2018	2019
1) Totale compensatie op grond van het DAEB-besluit	€ 54.115.931,31	€ 63.311.344,24
2) Totale compensatie op grond van het DAEB-kader	nvt	nvt

2. Beschrijving van de toepassing van het DAEB-besluit van 2012

In de periode 2018-2019 waren er binnen het beleidsdomein WSE 5 maatregelen operationeel die gebaseerd zijn op het DAEB Besluit. Het gaat specifiek over de volgende maatregelen:

- het verstrekken van beroepstechnische ondernemersopleidingen toegewezen door Syntra Vlaanderen;
- activiteitencoöperaties;
- lokale diensteneconomie;
- begeleiding van leefloongerechtigden in een traject tijdelijke werkervaring
- ESF-oproepen inzake sociale inclusie en armoedebestrijding.

Hieronder volgt een beknopte algemene beschrijving van deze maatregelen binnen het beleidsdomein WSE, met inbegrip van hun algemene kenmerken.

Punt 2) sociale diensten c) toegang tot de arbeidsmarkt en herintreding

De maatregelen:

- Activiteitencoöperaties
- Lokale diensteneconomie (deel WSE)
- Begeleiding tijdens tijdelijke werkervaring
- ESF-oproepen

vallen onder punt 2) sociale diensten, c) toegang tot de arbeidsmarkt en herintreding (art. 2 lid 1 onder c)).

Punt 5) DAEB compensatie van maximaal 15 miljoen EUR per jaar

De maatregel beroepstechnische ondernemersopleidingen valt onder punt 5) andere DAEB-compensaties van maximaal 15 miljoen Euro (art. 2 lid 1 onder a)).

Duidelijke en uitvoerige beschrijving van de wijze waarop de respectieve diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd

De Vlaamse Overheid heeft voor elk van deze maatregelen bepaald dat het een dienstverlening is die de samenleving ten goede komt en dat deze diensten op een hoogstaande en kwalitatieve wijze worden aangeboden.

De uitvoerders van deze diensten ontvangen een mandaat van de Vlaamse Overheid indien ze aan de vooropgestelde voorwaarden voldoen; dit is voorzien in de bijhorende regelgeving. Deze voorwaarden zijn evenredig en niet-discriminatoir, en hebben betrekking op de eisen inzake kwaliteit en uitvoering van de dienst. In een aantal gevallen kunnen de gemandateerde dienstverleners ook worden gekozen op basis van een openbare aanbestedingsprocedure of een open oproep.

De periode voor toewijzing varieert meestal meestal van 2 tot 6 jaar afhankelijk van de maatregel. Soms kunnen er ook kortlopende opdrachten worden toegewezen van 6 maanden tot 1 jaar. Voor de maatregel "begeleiding tijdens tijdelijke werkervaring" zijn de mandaten toegekend op 10 jaar aan de OCMW's.

In geen enkele maatregel, worden er uitsluitende of bijzondere rechten toegekend.

Het compensatiemechanisme op basis waarvan de subsidies worden toegekend, varieert ook tussen de verschillende maatregelen. De prijs kan bepaald worden als gevolg van een openbare aanbestedingsprocedure, in combinatie met vooraf bepaalde richtprijzen of kan een vast bedrag zijn dat op voorhand op basis van objectieve parameters is vastgesteld.

Voor alle maatregelen geldt dat er controlemomenten zijn ingebouwd om na te gaan of de prijs en de parameters nog steeds in overeenstemming zijn en eventueel moeten worden aangepast voor een volgende periode. Daarnaast is er ook controle voorzien op de uitvoering en wanneer hierop misbruiken worden vastgesteld, worden de compensaties teruggevorderd.

Totaalbedrag van toegekende steun

Het totaalbedrag van de toegekende steun en het aantal mandaten varieert sterk per maatregel, zie onderstaande tabel:

Maatregel		2018		2019	
		Bedrag	Mandaten	Bedrag	Mandaten
Tijdelijke OCMW	werkervaring -	€ 18.425.195,00	308	€ 22.226.325,00	300

Beroepstechnische ondernemerschapopleidingen	€ 1.234.623,80	62	€ 524.920,27	36
Activiteitencoöperaties	€ 749.674,80	5	€ 682.748,58 €	5
Lokale diensteneconomie	€ 26.569.654,89	207	€ 24.858.390,29	185
ESF	€ 7.136.782,82	62	€ 15.018.960,10	68
Totaal	€ 54.115.931,31	/	€ 63.311.344,24	/

3. Klachten van derden

Nihil

4. Overige vragen

De basisprincipes inzake compensatie, berekening kosten en redelijke winst in de huidige DAEB regelgeving zijn geschreven vanuit een economische logica die hoofdzakelijk toepasbaar is voor economische dienstverleningen, inzake netwerkindustrieën of vergelijkbare sectoren. Dit toepassen op de dienstverlening en subsidiëring in het kader van Werk en Sociale Economie is moeilijker en zeker niet in alle aspecten toepasbaar.

Werken met begrippen als redelijke winst, rendement op kapitaal of andere winstgevendheidsindicatoren en swaprentes passen in een bedrijfscontext, maar zijn niet zomaar in te passen bij bijvoorbeeld de subsidiëring van opleidingen, herintredingsmaatregelen voor werkzoekenden of dienstverleningen waarbij het sociale karakter primeert en waarbij het verwerven van winst niet altijd een doel is. Als er vergoedingen worden bepaald voor het uitvoeren van een dienstverlening, wordt dit veelal bepaald op verwachte kosten maar zonder rekening te houden met een redelijke winstpercentage. Het toepassen van redelijke winst in een dergelijke context roept vooral veel vragen en onduidelijkheden op bij zowel beleidsmakers als bij de dienstverleners op het terrein.

De controle op de uitvoering van een publieke opdracht en de daarvoor gebruikte financiële middelen is vanzelfsprekend belangrijk, maar de manier waarop de huidige DAEB-regels zijn opgesteld zijn in de praktijk niet werkbaar als er zeer groot aantal dienstverleners voor een bepaalde maatregel een mandaat krijgen toegewezen. De administratieve last die momenteel wordt opgelegd binnen de DAEB regelgeving is zeker voor kleinere maatregelen (<15 miljoen euro) zwaar en vereist een extra overheidsinvestering die niet proportioneel is.

Om er voor te zorgen dat de financiering van dienstverleners in het kader van meer sociale DAEB's in de toekomst op een correcte en rechtszekere wijze gewaarborgd blijft, is het een noodzaak om de DAEB-regelgeving in dit opzicht te herschrijven en rekening te houden met de eigenheid van diverse dienstverleners. Momenteel is er op het terrein en in de praktijk veelal sprake van een onduidelijkheid die naar best vermogen wordt ingevuld, maar zonder enige juridische zekerheid.

Beleidsdomein Sociale huisvesting

Een duidelijke en volledige beschrijving van hoe de betrokken diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd

Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten.

In het Vlaamse Gewest worden huurwoningen aangeboden aan een omliggende doelgroep tegen gunstige voorwaarden. De doelgroep wordt afgebakend op basis van een inkomensvoorwaarde en voorwaarden inzake onroerend bezit. In 2020 komt ongeveer 15,7 % van alle huishoudens in het Vlaamse Gewest in aanmerking voor een sociale huurwoning. Deze sociale verhuringen worden als DAEB aangemerkt.

Sociale huurwoningen worden aangeboden door (artikel 2, § 1, eerste lid, 22° Vlaamse Wooncode):

- Vlaamse Maatschappij voor Sociale Wonen of sociale huisvestingsmaatschappijen (SHM's)
- erkende sociale verhuurkantoren (SVK's)
- het Vlaams Woningfonds (VWF)
- lokale besturen (gemeente, intergemeentelijk samenwerkingsverband, OCMW of welzijnsvereniging)

De DAEB houdt in dat woningen worden verhuurd aan een omliggende doelgroep tegen gunstige voorwaarden. Sociale huurwoningen moeten worden verhuurd aan huishoudens die voldoen aan de toelatingsvoorwaarden. De contractuele relatie tussen de sociale verhuurder en de huurder wordt beheerst door dwingende bepalingen die zijn opgenomen in titel VII van de Vlaamse Wooncode en het Kaderbesluit Sociale Huur. Aanvullend is het private woninghuurrecht, zoals vastgelegd in het Vlaams Woninghuurdecreet, van toepassing.

Andere instanties dan de in de tweede alinea vermelde categorieën van sociale verhuurders kunnen de in de derde alinea vermelde DAEB niet uitvoeren en hebben ook geen toegang tot de met de DAEB samenhangende overheidssteun.

Wat zijn de (gebruikelijke) vormen van toewijzing? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.

Sociale verhuurders vervullen een opdracht van algemeen belang. Bij de toewijzing van deze opdracht moet een onderscheid gemaakt worden tussen de verschillende categorieën van sociale verhuurders.

1. De VMSW en de lokale besturen zijn overheden. Zij handelen steeds in het algemeen belang. Zij staan in hun hoedanigheid van sociale verhuurder onder toezicht van de toezichthouder van de sociale huisvesting, die een orgaan van het Vlaamse Gewest is en er op toeziet dat de sociale verhuurders het dwingend regelgevend kader volgen.

- De VMSW is opgericht door het Vlaamse Gewest als een publiekrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigd agentschap (artikel 30 Vlaamse Wooncode). De opdrachten van de VMSW worden vastgelegd in de Vlaamse Wooncode (artikel 33 e.v.).
- De lokale besturen zijn entiteiten die in de Belgische Grondwet worden erkend en staan in voor aangelegenheden van uitsluitend gemeentelijk belang (artikel 41 Grondwet).

2. De andere sociale verhuurders zijn private entiteiten die worden erkend door het Vlaamse Gewest en aan wie opdrachten van algemeen belang op het vlak van sociale huisvesting worden toegekend. De regelgevende bepalingen beperken hun activiteiten tot de opdrachten van algemeen belang die zij moeten uitvoeren. Zij kunnen geen andere activiteiten uitvoeren. Zij staan onder toezicht van de toezichthouder van de sociale huisvesting, die een orgaan van het Vlaamse Gewest is en er op toeziet dat de sociale verhuurders het dwingend regelgevend kader volgen.

- Het Vlaams Woningfonds (VWF) is een private coöperatieve vennootschap die door de decreetgever werd erkend (artikel 50 Vlaamse Wooncode). Het VWF heeft o.m. als decretale opdracht de woonvoorwaarden van woonbehoeftige gezinnen en alleenstaanden te verbeteren door aangepaste woningen beschikbaar te stellen.
- Sociale huisvestingsmaatschappijen (SHM) worden erkend door de Vlaamse Regering. Het gaat over private vennootschappen met een maatschappelijk doel dat beantwoordt aan de bijzondere doelstellingen van het Vlaamse woonbeleid. De erkenningsvoorwaarden zijn in de regelgeving vastgelegd (artikel 40 Vlaamse Wooncode en besluit van de Vlaamse Regering van 22 oktober 2010 tot vaststelling van de aanvullende voorwaarden en de procedure voor de erkenning als sociale huisvestingsmaatschappij en tot vaststelling van de procedure voor de beoordeling van de prestaties van sociale huisvestingsmaatschappijen, *BS* 29 december 2010), evenals de opdrachten van een SHM (artikel 41 Vlaamse Wooncode). Eén van de opdrachten van een SHM is het verbeteren van de woonvoorwaarden van de woonbehoeftige gezinnen en alleenstaanden, inzonderheid van de meest behoeftige gezinnen en alleenstaanden, door te zorgen voor een voldoende aanbod van sociale huurwoningen of sociale koopwoningen, eventueel met inbegrip van gemeenschappelijke voorzieningen, met aandacht voor hun integratie in de lokale woonstructuur.
- Sociale verhuurkantoren (SVK) worden eveneens erkend door de Vlaamse Regering. Het gaat over verenigingen zonder winstoogmerk of welzijnsverenigingen. SVK's zijn erkende huurdiensten, die bijdragen tot het helpen realiseren van het recht op wonen en zij behartigen de belangen van de meest behoeftige gezinnen en alleenstaanden op de privéhuurwoningmarkt. De erkenningsvoorwaarden zijn decretaal vastgelegd (artikel 56, § 3 Vlaamse Wooncode en besluit van de Vlaamse Regering van 20 juli 2012 houdende bepaling van de erkennings- en subsidievoorwaarden van sociale verhuurkantoren, *BS* 7 september 2012), evenals de opdrachten van een SVK (artikel 56, § 2, derde en vierde lid Vlaamse Wooncode). Eén van de opdrachten van een SVK is het op de private huurmarkt huren of in erfpacht nemen van woningen of kamers om kwaliteitsvolle woningen of kamers te verhuren aan woonbehoeftige gezinnen en alleenstaanden tegen een redelijke huurprijs en met aandacht voor het bieden van woonzekerheid.

Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd.

De VMSW en de lokale besturen vervullen de vermelde DAEB zonder dat de DAEB uitdrukkelijk aan hen werd toegewezen. Indien zij voor de uitvoering van de DAEB middelen krijgen van het Vlaamse Gewest, zijn zij verplicht de daarmee verworven woningen te verhuren tegen gunstige voorwaarden aan een omliggende doelgroep. Indien zij de verworven woningen niet langer voor de DAEB willen inzetten, zijn zij verplicht om de ontvangen middelen terug te betalen, de woningen over te dragen aan andere sociale verhuurders of de middelen op een andere wijze in te zetten in het algemeen belang.

Het Vlaams Woningfonds en de SHM's werden erkend voor onbepaalde duur. Zij bouwen zelf sociale huurwoningen die zij nadien verplicht tegen gunstige voorwaarden moeten verhuren aan een omliggende doelgroep. Op deze manier blijven de geïnvesteerde middelen ingezet voor sociale huisvesting en wordt verzekerd dat er geen middelen uit de sociale huisvesting weglekken.

Sociale verhuurkantoren worden erkend voor onbepaalde duur, maar worden gesubsidieerd voor een periode van vijf jaar. Zij verhuren tegen gunstige voorwaarden aan een omliggende doelgroep woningen die zij zelf huren op de private woninghuurmarkt. Zij doen dus geen structurele investeringen in woningen. Na verloop van de vijfjarige subsidieperiode kan het SVK een verlengingsaanvraag indienen als ze aantoonst dat de subsidievoorwaarden voldaan zijn.

Worden (in de regel) uitsluitende of bijzondere rechten aan de ondernemingen toegekend?

De bijzondere rechten voor sociale verhuurders die samenhangen met het uitvoeren van de DAEB bestaan uit hierna genoemde vormen van compensatie:

- Gesubsidieerde financiering (voor SHM's, lokale besturen en VWF).
- Gewestelijke sociale correctie (voor bepaalde SHM's).
- Infrastructuursubsidies (voor SHM's, lokale besturen en VWF).
- Subsidies voor kosten van fusies/herstructureringen (voor SHM's).
- Subsidies voor de energetische renovatie van sociale huurwoningen (voor SHM's en VWF).
- Werkingssubsidies en groeiusubsidies (voor SVK's).
- Ondersteuning actieve SHM's (voor SHM's).
- Subsidies voor personeelskosten (voor bepaalde SHM's en SVK's).

Welke steuninstrumenten zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?

De organisaties die de vermelde DAEB uitvoeren, ontvangen de volgende vormen van compensatie:

- Gesubsidieerde financiering FS3 (voor SHM's, lokale besturen en VWF): voor het financieren van de bouw van nieuwe sociale huurwoningen of de renovatie/vervangingsbouw van bestaande sociale huurwoningen.
- Gewestelijke sociale correctie (voor bepaalde SHM's): dit is een subsidie voor SHM's die verlies lijden doordat de huurprijzen voor hun woningen lager zijn dan gemiddeld, doordat hun huurders een lager dan gemiddeld inkomen hebben.
- Infrastructuursubsidies (voor SHM's, lokale besturen en VWF): subsidies voor infrastructuurwerken, bouwrijp maken van gronden, gemeenschapsvoorzieningen en ingrepen in de woonomgeving.
- Subsidies voor kosten van fusies/herstructureringen (voor SHM's): subsidie ter compensatie van kosten die komen kijken bij fusie-operaties/herstructureringen, die voortvloeien uit de erkenningsvoorwaarde m.b.t. een minimale schaalgrootte.
- Subsidies voor de energetische renovatie van sociale huurwoningen: subsidie voor SHM's en het VWF om hen te stimuleren in de bestaande sociale huurwoningen energetische investeringen te doen op vlak van verwarming, isolatie, beglazing, ventilatie,...
- Werkingssubsidies en groeiusubsidies (voor SVK's): subsidie voor het dekken van bepaalde personeels- en administratiekosten, frictieleegstand en waardeverminderingen op huurvorderingen.

- Ondersteuning actieve SHM's (voor SHM's): subsidie die wordt toegekend voor de projectbegeleiding bij de bouw en renovatie van sociale huurwoningen op basis van de FS3-leningen die SHM's hebben opgenomen in de periode 2014 – 2017 en a rato van het aandeel van de SHM in de toewijzingen op een jaarbudget voor de bouw en renovatie van sociale huurwoningen door de VMSW in 2017 – geen standaardsubsidie, maar enkel indien een bijzondere beslissing daartoe wordt genomen.
- Subsidies voor loonkosten aan bepaalde SHM's en SVK's met geregulariseerde gesco-projecten.

Wat is het gebruikelijke compensatiemechanisme voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Costmethode wordt toegepast.

De verschillende types van overheidssteun zijn:

- Gesubsidieerde financiering FS3 (voor SHM's, lokale besturen en VWF): voor het financieren van de bouw van nieuwe sociale huurwoningen of de renovatie van bestaande sociale huurwoningen. SHM's, lokale besturen en het VWF die sociale huurwoningen willen bouwen, komen in aanmerking voor een gesubsidieerde lening met een looptijd van 33 jaar aan een rente van -1%. Zij moeten vervolgens deze woningen verhuren volgens het regelgevend kader, waarbij de huurprijs dwingend wordt geregeld op basis van het inkomen van de huurder, zijn gezinssamenstelling en de staat van de woning. Deze financieringsmethode voorziet een quasi break-even situatie na ca 32 jaar wanneer rekening wordt gehouden met de gewestelijk gemiddelde verwervings- en bouwkosten van nieuwbouwprojecten, een renovatiekost van 80% van de nieuwbouwkost na 33 jaar, een verhuring aan gezinnen die de gewestelijk gemiddelde sociale huurprijs betalen, jaarlijks geïndexeerd met 2%, een jaarlijkse stijging van de grondwaarde met 2%, een jaarlijkse stijging van de bouwkosten met 4,01%, een jaarlijks met 2% te indexeren beperkt onderhoudskostenforfait, en een restwaarde van het geheel na die 32 jaar. Eventuele winst moet bovendien verplicht opnieuw ingezet worden voor het doel van de sociale verhuurder, zodat er geen overheidssteun kan weglekken naar andere activiteiten.
- Gewestelijke sociale correctie (voor bepaalde SHM's): deze subsidie wordt toegekend aan een SHM als de genormaliseerde inkomsten van de SHM in het referentiejaar lager zijn dan de genormaliseerde uitgaven in het referentiejaar, en is gelijk aan het verschil tussen beide. Hoe de inkomsten en uitgaven genormaliseerd worden, is bepaald in de afdelingen 2 en 3 van hoofdstuk V van het Financieringsbesluit van 21 december 2012. Belangrijk om daarbij te duiden is dat er niet enkel rekening wordt gehouden met inkomsten uit de projecten die via FS3 werden gefinancierd, maar met alle inkomsten van de SHM, dus ook de inkomsten uit niet gesubsidieerde projecten of onderdelen van projecten (zoals winkels of garages – deze worden door SHM's enkel gebouwd indien hen die verplichting wordt opgelegd door de vergunningverlenende overheid). De normalisatie van de inkomsten en uitgaven is vooral bedoeld om het efficiëntiestreven bij de SHM's te verhogen. Zo wordt o.m. rekening gehouden met een uiterst beperkt huurdersachterstal- en leegstandsforfait.
- Infrastructuursubsidies (voor SHM's, lokale besturen en VWF): subsidies voor infrastructuurwerken, bouwrijp maken van gronden, gemeenschapsvoorzieningen en ingrepen in de woonomgeving. De subsidie wordt berekend volgens de modaliteiten die zijn opgenomen in hoofdstuk 3 van het Financieringsbesluit van 21 december 2012. De subsidie wordt steeds beperkt tot de reële kostprijs van de werken.
- Subsidies voor kosten van fusies/herstructureringen (voor SHM's): subsidie ter compensatie van kosten voor fusie-operaties/herstructureringen, die voortvloeien uit de gewestelijke erkenningsvoorwaarde m.b.t. een minimale schaalgrootte. De subsidie wordt berekend volgens

de modaliteiten die zijn opgenomen in hoofdstuk 1 van het besluit van de Vlaamse regering van 27 oktober 2017 tot betoelaging van de eventuele nadelige financiële gevolgen voor een sociale huisvestingsmaatschappij, ten gevolge van een herstructurering en tot wijziging van diverse besluiten van de Vlaamse Regering over de werking en financiering van de sociale huisvestingsmaatschappijen ter uitvoering van het decreet van 28 april 2017 houdende de invoering van begeleidende maatregelen ter bevordering van de performante werking van de sociale woonorganisaties. De toelage is beperkt, kan bovendien in geen geval de reële kosten verbonden aan de herstructurering overstijgen en wordt in voorkomend geval gereduceerd tot de werkelijk uitgegeven en aangetoonde bedragen.

- Subsidies voor de energetische renovatie van sociale huurwoningen (voor SHM's en VWF): subsidie ter compensatie van kosten die worden gemaakt bij de energetische renovatie van sociale huurwoningen. Het subsidiabel bedrag is beperkt, wordt ook afgetopt op de reële kostprijs van de investering en eventuele andere tussenkomsten worden in mindering gebracht.
- Werkingssubsidies en groeisubsidies (voor SVK's): subsidie voor het dekken van bepaalde personeels- en administratiekosten, frictieleegstand en waardeverminderingen op huurvorderingen. De subsidie wordt berekend op basis van het aantal woningen dat het SVK in beheer heeft. In de subsidie-afrekening enkel wordt rekening gehouden met de netto werkings- en personeelskosten. Kosten die gerecupereerd worden bij de huurder en/of eigenaar, en diverse bedrijfsopbrengsten worden afgetrokken van de subsidiabele kosten. De subsidie aan het SVK voor personeels- en werkingskosten kan nooit hoger zijn dan de werkelijk gemaakte netto-kosten. Bovendien dekt de subsidie van het Vlaams Gewest niet alle kosten van een SVK. In het merendeel van de gevallen liggen de totale kosten hoger dan de gesubsidieerde kosten. Bovendien wordt een belangrijke kostencomponent niet gesubsidieerd, nl. de herstellingskosten die door het SVK moeten worden gedragen en niet recupereerbaar zijn bij de onderhuurder.
- Ondersteuning actieve SHM's (voor SHM's): subsidie die wordt toegekend voor de projectbegeleiding bij de bouw en renovatie van sociale huurwoningen op basis van het bedrag aan FS3-leningen die SHM's hebben opgenomen. Het gaat over een compensatie van kosten die de SHM maakt in de aanloop van nieuwe bouwprojecten, waarmee geen rekening werd gehouden in de berekening van de basissubsidie.
- Subsidies voor personeelskosten aan bepaalde SHM's en SVK's met geregulariseerde Gesco-projecten. De subsidie is forfaitair, maar wordt jaarlijks pro rata verminderd als de geregulariseerde gesco-personeelsleden niet meer in dienst zijn. In het ministerieel besluit is bovendien bepaald dat de gesubsidieerde loonkosten niet mogen worden gebruikt voor de verantwoording van andere subsidies die verstrekt worden ten laste van de uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap.

Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.

Alle subsidiesystemen zijn opgezet zodat ze geen of slechts zeer beperkte winsten kunnen genereren. De subsidies worden immers altijd beperkt tot de werkelijke kosten of tot geforfaitariseerde kosten die nooit hoger liggen dan de kosten die worden aangerekend in een niet-sociale verhuringscontext.

Op basis van de resultaten van het boekjaar van elke SHM gebeurt een jaarlijkse toets, waarmee het rendement van de totale activa (return on capital employed) wordt berekend voor wat betreft de sociale verhuuractiviteiten van SHM's. Omdat de individuele resultaten van SHM's sterk beïnvloed kunnen worden door verkoopbeslissingen, wordt een gemiddelde over 5 jaar berekend. De norm waaraan dit rendement wordt afgetoetst is de relevante swaprente, verhoogd met 100 basispunten (OLO 30 jaar van voorbij 5 jaren + 1% (= 100 basispunten) = 1,34% + 1% = 2,34%). Die berekening voor de periode 2014-

2018 toont aan dat het rendement op sectorniveau voor de sociale verhuuractiviteiten op nauwelijks 1,17 % ligt en dat geen enkele SHM voor de sociale verhuuractiviteiten een rendement van meer dan 2,34% behaalt. De berekening van het rendement over de periode 2015-2019 kon op het moment van het afsluiten van deze rapportering nog niet gebeuren, maar er zijn geen aanwijzingen dat het rendement van de SHM's voor de sociale verhuuractiviteiten sterk gestegen zou zijn.

Daarnaast wordt de financiële gezondheid van SHM's nauwgezet opgevolgd, vooral met het oogmerk om de financiële risico's te beheersen die het Vlaams Gewest loopt door de uitgebreide kredietverstrekking. Het risico op overcompensatie (bijvoorbeeld bij financieel erg gezonde SHM's) wordt vermeden door decretale bepalingen die ervoor zorgen dat de eventuele opgebouwde eigen middelen enkel voor welbepaalde sociale huisvestingsdoelen kunnen worden ingezet. SHM's worden ook verplicht om de middelen die ze niet nodig hebben voor een dagelijkse werking te parkeren op een rekening bij de VMSW, waarvoor ze niet meer dan een marktconforme vergoeding krijgen (die opnieuw enkel kan aangewend worden voor sociale huisvestingsprojecten). De controle op de besteding van de middelen gebeurt door een Toezichthouder en de frequentie ervan wordt bepaald op basis van een risk assessment.

Bij SVK's bestaat er een rapporteringsverplichting op jaarbasis op basis waarvan de subsidiabele kosten van het afgelopen werkingsjaar worden vastgesteld (artikel 16, §3 van het SVK-besluit). Als blijkt dat de subsidie hoger is dan de subsidiabele kosten wordt het saldo van de subsidie niet volledig uitbetaald. Er is ook bepaald dat de minister in bepaalde omstandigheden de subsidie kan/zal stopzetten en de al uitbetaalde subsidie kan terugvorderen. Dat is onder meer het geval wanneer het SVK ten onrechte een erkenning of subsidiëring heeft ontvangen op grond van onjuiste informatie of de controle op de aanwending van de toegekende subsidie verhindert (artikel 17 van het SVK-besluit).

Geef kort aan hoe de transparantievereisten worden nageleefd (zie artikel 7 van het DAEB-besluit van 2012) voor steun van meer dan 15 miljoen EUR aan ondernemingen die ook activiteiten hebben buiten de DAEB. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).

Niet van toepassing (sociale verhuurders vervullen geen activiteiten buiten de DAEB).

Enkel SVK's kunnen ook andere activiteiten van algemeen belang vervullen. De steun aan SVK's werd zo uitgewerkt dat de steun enkel kan ingezet worden voor de activiteit van sociale verhuring volgens de voorwaarden van het sociaal huurstelsel.

- SVK's zijn verplicht om een analytische boekhouding te voeren als de SVK-werking deel uitmaakt van een breder opdrachtenpakket. De toezichthouder oefent hier toezicht op uit.
- Als een SVK de subsidie niet volledig benut, dan wordt het saldo van de subsidie niet (volledig) uitbetaald. Een SVK kan het overschot van zijn subsidie niet gebruiken om een bestemd fonds voor waardeverminderingen op huurvorderingen aan te leggen.

Bedrag van de verleende steun

Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR). Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A+B+C)

2018

Gesubsidieerde financiering (voor SHM's, lokale besturen en VWF)	85,527 miljoen euro
Gewestelijke sociale correctie (voor bepaalde SHM's)	5,361 miljoen euro
Infrastructuursubsidies (voor SHM's, lokale besturen en VWF)	76 miljoen euro
Subsidies voor kosten van fusies/herstructureringen (voor SHM's)	2 miljoen euro
Subsidies voor de energetische renovatie van sociale huurwoningen (voor SHM's en VWF)	20 miljoen euro
Werkingssubsidies en groeisubsidies (voor SVK's)	Basissubsidie: 9,4 miljoen euro Aanvullende subsidie: 8,8 miljoen euro Groeisubsidie: 1,8 miljoen euro
Ondersteuning actieve SHM's (voor SHM's)	15 miljoen euro
Subsidies voor personeelskosten (voor bepaalde SHM's en SVK's)	0,2 miljoen euro

2019

Gesubsidieerde financiering (voor SHM's, lokale besturen en VWF)	104,288 miljoen euro
Gewestelijke sociale correctie (voor bepaalde SHM's)	7,829 miljoen euro
Infrastructuursubsidies (voor SHM's, lokale besturen en VWF)	54,996 miljoen euro
Subsidies voor kosten van fusies/herstructureringen (voor SHM's)	2 miljoen euro
Subsidies voor de energetische renovatie van sociale huurwoningen (voor SHM's en VWF)	20 miljoen euro
Werkingssubsidies en groeisubsidies (voor SVK's)	Basissubsidie: 13,9 miljoen euro Aanvullende subsidie: 7,1 miljoen euro Groeisubsidie: 2 miljoen euro
Ondersteuning actieve SHM's (voor SHM's)	10 miljoen euro
Subsidies voor personeelskosten (voor bepaalde SHM's en SVK's)	0,2 miljoen euro

A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)

2018

--	--

2019

--	--

B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)

2018

Gesubsidieerde financiering (voor SHM's, lokale besturen en VWF)	85,527 miljoen euro
Gewestelijke sociale correctie (voor bepaalde SHM's)	5,361 miljoen euro
Infrastructuursubsidies (voor SHM's, lokale besturen en VWF)	76 miljoen euro
Subsidies voor kosten van fusies/herstructurerings (voor SHM's)	2 miljoen euro
Subsidies voor de energetische renovatie van sociale huurwoningen (voor SHM's en VWF)	20 miljoen euro
Werkingssubsidies en groeiusubsidies (voor SVK's)	Basissubsidie: 9,4 miljoen euro Aanvullende subsidie: 8,8 miljoen euro Groeiusubsidie: 1,8 miljoen euro
Ondersteuning actieve SHM's (voor SHM's)	15 miljoen euro
Subsidies voor personeelskosten (voor bepaalde SHM's en SVK's)	0,2 miljoen euro

2019

Gesubsidieerde financiering (voor SHM's, lokale besturen en VWF)	104,288 miljoen euro
Gewestelijke sociale correctie (voor bepaalde SHM's)	7,829 miljoen euro
Infrastructuursubsidies (voor SHM's, lokale besturen en VWF)	54,996 miljoen euro
Subsidies voor kosten van fusies/herstructurerings (voor SHM's)	2 miljoen euro
Subsidies voor de energetische renovatie van sociale huurwoningen (voor SHM's en VWF)	20 miljoen euro

Werkingssubsidies en groeisubsidies (voor SVK's)	Basissubsidie: 13,9 miljoen euro Aanvullende subsidie: 7,1 miljoen euro Groeisubsidie: 2 miljoen euro
Ondersteuning actieve SHM's (voor SHM's)	10 miljoen euro
Subsidies voor personeelskosten (voor bepaalde SHM's en SVK's)	0,2 miljoen euro

C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)

2018

--	--

2019

--	--

Aandeel van de uitgaven per steuninstrument (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)

2018

2019

Aanvullende kwantitatieve gegevens (bijv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen)

2018

2019

Beleidsdomein OMGEVING

1° Energie

1. OVERZICHT VAN DE UITGAVEN

Totale DAEB-overheidsuitgaven, uitgesplitst naar rechtsgrondslag (miljoen EUR)		
	2018	2019
<i>Totale compensatie voor diensten van algemeen economisch belang (1+2)</i>	63	4
1) Totale compensatie op grond van het DAEB-besluit	63	4
2) Totale compensatie op grond van het DAEB-kader	0	0

2. BESCHRIJVING VAN DE TOEPASSING VAN HET DAEB-BESLUIT VAN 2012

Geef voor elk van de bovenstaande punten informatie aan de hand van onderstaande tabel:

Punt
5 b) Energie
Duidelijke en uitvoerige beschrijving van de wijze waarop de respectieve diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd
Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten .
<p>De diensten en opdrachten die binnen het toepassingsbereik van dit besluit vallen, zijn georganiseerd zoals beschreven in de punten I. en II. hieronder.</p> <p>I. REG-openbare dienstverplichtingen opgelegd aan de netbeheerders</p> <p>Elke netbeheerder waarop de verplichtingen betrekking hebben, is aangeduid door de gewestelijke energieregulator VREG (Vlaamse Regulator van de Elektriciteits- en Gasmarkt) conform afdeling II van het Energiebesluit aangaande de procedure tot aanwijzing van een netbeheerder.</p> <p>De als DAEB toegewezen diensten betreft de door de netbeheerders uit te voeren actieverplichtingen conform artikel 6.4.1/1 tot en met 6.4.1/5, artikel 6.4.1/7, artikel 6.4.1/8, artikel 6.4.1.9 tot en met artikel 6.4.1/11 van het Energiebesluit. Het betreffen allen verplichtingen met betrekking tot het geven van premies aan investeerders in energie-efficiëntiemaatregelen (bv. plaatsing dak- en muurisolatie, beglazing, zonneboilers, warmtepompen, warmtepompboilers, uitvoeren energiescans,...). Enkel voor de verplichtingen uit artikel 6.4.1/1 tem 6.4.1/4, artikel 6.4.1/5, § 1, eerste lid, 8° /1, artikel 6.4.1/8 (met uitzondering van de scans type II vanaf 2019), artikel 6.4.1/9 en artikel 6.4.1/9/1</p>

van het Energiebesluit wordt echter DAEB-steun verleend aan de netbeheerders.

Bron:

<https://codex.vlaanderen.be/PrintDocument.ashx?id=1019755&datum=&geannoteerd=false&print=false>

II. Taken uitgevoerd door de energiehuisen

Het begrip 'energiehuis' wordt in het Energiebesluit gedefinieerd als 'lokale entiteit', zoals vermeld in titel VIII van het Energiedecreet van 8 mei 2009, en instantie die op het niveau van één of meerdere gemeenten hetzij als kredietbemiddelaar, hetzij als kredietgever energiediensten gericht op energiebesparende investeringen aanbiedt aan de klant, en die in hoedanigheid van kredietgever en kredietbemiddelaar aan de volgende voorwaarden voldoet:

- a) over rechtspersoonlijkheid beschikken;
- b) over de nodige expertise en kritische capaciteit beschikken op technisch, juridisch, financieel en boekhoudkundig vlak;
- c) kunnen werken volgens het derde investeerderprincipe en fungeren als lokale ESCO in het kader van de financiering van tussenkomsten voor de doelgroep;
- d) de sociale begeleiding van de doelgroep kunnen garanderen;

De als DAEB toegewezen diensten aan de energiehuisen betreft basistaken inzake het verstrekken en beheren van energieleningen, de uit te voeren andere basistaken alsook vernieuwende en experimentele activiteiten.

Deze taken zijn vastgelegd in de door het Vlaamse Gewest afgesloten samenwerkingsovereenkomsten conform artikel 7.9.1 van het Energiebesluit alsook zijn deze nader bepaald in artikelen 7.9.2, 7.9.2/1, 7.9.3/1 en 7.9.3/2 van hetzelfde Energiebesluit.

A. Basistaken inzake de energieleningen

Op grond van artikel 7.9.2 van het Energiebesluit is de eerste basistaak van de energiehuisen het verstrekken van energieleningen. Op grond van artikel 8.2.2, §1 van het Energiedecreet van 8 mei 2009 kan de Vlaamse Regering leningen verstrekken ter ondersteuning van investeringen in het kader van de bevordering van het rationeel energiegebruik door onder meer via energiehuisen leningen aan eindafnemers te verstrekken voor de financiering van investeringen in privéwoningen die dienen als hoofdverblijfplaats. Binnen de beschikbare begrotingskredieten stelt het Vlaamse Gewest met een kredietlijn renteloze leningen ter beschikking van een energiehuis, waarmee een samenwerkingsovereenkomst (cf. infra vormen van toewijzing) werd afgesloten. De renteloze leningen zijn terugbetaalbaar op basis van het aflossingsgedeelte van de mensualiteiten die door de particulieren, niet-commerciële instellingen of coöperatieve vennootschappen aan het energiehuis verschuldigd zijn. Het energiehuis verstrekt leningen aan particulieren voor investeringen in woningen, aan niet-commerciële instellingen en coöperatieve vennootschappen. De door het energiehuis verstrekte leningen hebben een looptijd van ten hoogste zesennegentig maanden en zijn terugbetaalbaar via mensualiteiten waarvan de interestvoet 2% bedraagt. Er geldt een afwijking op de interestvoet voor particulieren die de woning verhuren aan een sociaal verhuurkantoor (renteloze lening), voor particulieren die behoren tot de prioritaire doelgroep van de energieleningen (renteloze lening) en voor niet-commerciële instellingen en coöperatieve vennootschappen (interestvoet 1%). Naargelang geval gelden er ook bepaalde minimum- en maximumbedragen.

B. Andere basistaken

Op grond van artikel 7.9.2/1 van het Energiebesluit zijn de andere basistaken van de energiehuisen:

1° inwoners informeren, adviseren en begeleiden door een laagdrempelig energieloket aan te

bieden waar inwoners terecht kunnen met hun energievragen;

2° gestructureerde basisinformatie aanbieden over minstens:

- a) relevante gemeentelijke, provinciale, gewestelijke en federale energiebeleidsmaatregelen;
- b) energiepremies en -leningen, inclusief leningen bij de financiële sector;
- c) energetische renovatie;

3° particulieren begeleiden en ondersteunen bij minstens:

- a) de aanvragen van de premies en leningen, vermeld in punt 2°;
- b) het uitvoeren van de leveranciersvergelijking en, in voorkomend geval, bij de wijziging van energieleverancier;
- c) het aanvragen en vergelijken van offertes voor energetische renovatiewerken;
- d) de uitvoering van energetische renovatiewerken, en het bieden van ontzorging daarbij, inclusief dienstverlening voortvloeiende uit door het energiehuis uitgevoerde energiescans die gericht is op begeleiding bij de uitvoering van energiebesparende investeringen (=T2 energiescans);
- e) de interpretatie van thermografische informatie, de zonnekaart, de resultaten na een energiescan en het energieprestatiecertificaat;

4° uitvoerende lokale diensten coördineren, onder meer van de door de respectievelijke gemeente aangeduide uitvoerders van de energiescans, en, in voorkomend geval, correct doorverwijzen.

C. Taken inzake vernieuwende en experimentele activiteiten

Op grond van artikel 7.9.3/2 van het Energiebesluit kan na een projectoproep van de Vlaamse overheid vernieuwende of experimentele projecten of het inspelen op nieuwe regelgeving die aansluit bij de doelstellingen van het Vlaamse energiebeleid als DAEB worden beschouwd.

Bron:

<https://codex.vlaanderen.be/PrintDocument.ashx?id=1019755&datum=&geannoteerd=false&print=false>

Wat zijn de (gebruikelijke) **vormen van toewijzing**? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.

I. REG-openbaredienstverplichtingen netbeheerders

Elke netbeheerder waarop de verplichtingen betrekking hebben, is aangeduid door de VREG (Vlaamse Regulator van de Elektriciteits- en Gasmarkt) conform afdeling II van het Energiebesluit aangaande de procedure tot aanwijzing van een netbeheerder. De REG-openbaredienstverplichtingen aan de netbeheerders zijn opgelegd via het Energiebesluit (zie supra).

Via artikel 6.4.1/12 van het Energiebesluit is conform besluit 2012/21/EU DAEB-steun voorzien. De totale steun voor de REG-openbaredienstverplichtingen is in dit artikel geplafonneerd op 15 miljoen euro per jaar per netbeheerder. De concrete steun voor de DAEB-taken wordt telkens toegekend bij besluit.

II. Taken energiehuisen

De taken van de energiehuisen worden uitgevoerd conform titel VII, hoofdstuk IX van Energiebesluit en de hiertoe met de Vlaamse overheid afgesloten samenwerkingsovereenkomsten. Een energiehuis wordt door de gemeente(n) voorgesteld, na overleg met het OCMW. Ze verliest van rechtswege haar erkenning wanneer de samenwerkingsovereenkomst wordt beëindigd.

<p>Via titel VII, hoofdstuk IX van het Energiebesluit is conform besluit 2012/21/EU DAEB-steun voorzien. De totale steun voor de energiehuizen is in dit artikel geplafonneerd op 15 miljoen euro per jaar per energiehuis. De concrete steun voor de DAEB-taken wordt telkens toegekend bij besluit.</p>
<p>Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en verklaar waarom deze duur gerechtvaardigd is.</p>
<p>I. Periode toewijzing REG-openbaredienstverplichtingen netbeheerders</p> <p>De hier gerapporteerde openbaredienstverplichtingen van de netbeheerders zijn recurrent en niet in de tijd beperkt. De periode van toewijzing van de steun voor de verplichtingen die onder het DAEB-besluit ressorteren, is evenwel in de tijd beperkt en werd vastgelegd in artikel 6.4.1/12, §5 van het Energiebesluit waarmee de compenserende vergoedingen worden toegekend vanaf kalenderjaar 2018 en maximaal tot in het kalenderjaar 2028.</p> <p>II. Periode toewijzing taken energiehuizen</p> <p>De looptijd waarin de energiehuizen hun taken uitvoeren, is afhankelijk van volgende elementen:</p> <p>A. De looptijd van de samenwerkingsovereenkomsten die werden afgesloten met het Vlaamse Gewest.</p> <p>B. Daarnaast is de periode van toewijzing van de steun voor de taken die onder DAEB ressorteren bepaald door het volgende:</p> <ol style="list-style-type: none"> De vergoedingen toegekend voor de personeels- en werkingsmiddelen in het kader van de basistaken inzake energieleningen lopen tot in het kalenderjaar 2027 (artikel 7.9.3); De vergoedingen toegekend voor de andere basistaken lopen tot in het kalenderjaar 2029 (artikel 7.9.3/1); De vergoedingen toegekend voor vernieuwende of experimentele projecten lopen tot in het kalenderjaar 2029 (artikel 7.9.3/2). <p>C. De looptijd van taken nader bepaald in het Energiebesluit. Het energiehuis kan de leningen uiterlijk tot en met 31 december 2018 verstrekken, tenzij het gaat om:</p> <ol style="list-style-type: none"> leningen aan particulieren die behoren tot de prioritaire doelgroep van de energieleningen; leningen aan niet-commerciële instellingen en coöperatieve vennootschappen, en dit tot uiterlijk 31 december 2020.
<p>Worden (in de regel) uitsluitende of bijzondere rechten aan de ondernemingen toegekend?</p>
<p>Niet van toepassing voor de periode 2018-2019.</p>
<p>Welke steuninstrumenten zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?</p>

De steuninstrumenten betreffen rechtstreekse subsidies beschreven in de punten I. en II. hieronder.

I. Vergoedingen aan de netbeheerders voor hun REG-openbaredienstverplichtingen

Artikel 6.4.1/12 van het Energiebesluit regelt de vergoedingen (subsidies) aan de netbeheerders voor hun REG-openbaredienstverplichtingen.

Meer specifiek worden in artikel 6.4.1/12 alle REG-openbaredienstverplichtingen gedefinieerd als een financiële openbaredienstverplichting uitgezonderd deze waarvoor vergoedingen zijn ontvangen en gerapporteerd onder het DAEB-besluit.

Het betreft een rechtstreekse subsidie aan de elektriciteitsdistributienetbeheerders, na aanvraag bij het Vlaams Energieagentschap.

De steun die voor de uitvoering van de taken vermeld in 6.4.1/1 tot en met 6.4.1/4, 6.4.1/9/1 van het Energiebesluit wordt gegeven wordt binnen het in artikel 6.4.1/12 bepaalde plafond jaarlijks bepaald door de minister. Voor de toepassing van het totale DAEB-plafond van 15 miljoen, als opgenomen in art. 6.4.1/12, is deze vergoeding ondergeschikt aan de vergoedingen, vermeld in artikel 6.4.1/1/1, eerste lid, 3°, 6.4.1/5, §1, eerste lid, 8° en in 6.4.1/8 en 6.4.1/9 van het Energiebesluit.

De steun die voor de uitvoering van de taken vermeld artikel 6.4.1/1/1, eerste lid, 3°, 6.4.1/5, §1, eerste lid, 8° van het Energiebesluit wordt vergoed op basis van de reële kosten. Deze vergoedingen worden bij toepassing van het plafond van 15 miljoen prioritair daarom vergoed voor dat de andere REG-openbaredienstverplichtingen worden vergoed.

Voor de taak m.b.t. het uitvoeren van energiescans (art. 6.4.1/8) wordt voor de vergoeding rekening gehouden met een forfaitair bedrag dat verschilt naargelang type energiescan (max. 240 euro- weliswaar jaarlijks geïndexeerd) en desgevallend beperkt op basis van de beschikbare middelen in de begroting. De energiescans 'type 2' die een trajectbegeleiding inhouden bij de uitvoering van dakisolatie, glas of verwarming, werden overgedragen aan de Energiehuizen en worden dan ook niet meer vergoed binnen het kader van de REG-premies. Ook voor de taak m.b.t. het uitvoeren van de sociale energie efficiëntieprojecten (art 6.4.1/9) wordt rekening gehouden met de werkelijke uitgaven en desgevallend geplafonneerd op de beschikbare middelen.

II. Vergoedingen aan de energiehuizen voor de taken die zij uitvoeren

Op grond van het Energiebesluit kunnen aan de energiehuizen vergoedingen worden toegekend en bepaalde schulden worden kwijtescholden. Dit wordt nader uitgewerkt in hoofdstuk IX van titel VII van het Energiebesluit.

Het betreft een rechtstreekse subsidie aan de energiehuizen die een samenwerkingsovereenkomst hebben gesloten:

- A. Vergoedingen inzake het verstrekken en beheren van de basistaken inzake de energieleningen (artikel 7.9.3);
- B. Vergoedingen inzake andere basistaken en energiescans T2 (artikel 7.9.3/1);
- C. Vergoedingen inzake vernieuwende en experimentele activiteiten na projectoproep (artikel 7.9.3/2).

Wat is het gebruikelijke compensatiemechanisme voor de betrokken diensten? Geef aan of

een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.

I. Compensatiemechanisme REG-openbaredienstverplichtingen netbeheerders

De kostentoerekening (artikel 6.4.1/12) is gebaseerd op enerzijds de reële kosten wat betreft de door de netbeheerders uitbetaalde premies en anderzijds op gestandaardiseerde kosten (forfait) voor de energiescans.

II. Compensatiemechanisme taken energiehuisen

De kostentoerekening is als volgt:

- A. Vergoedingen voor de basistaken inzake het verstrekken en beheren van energieleningen (artikel 7.9.3) is gebaseerd op:
 - 1° gestandaardiseerde kosten (forfait) naargelang het soort van behandeld dossier (energielening per doelgroep);
 - 2° de door het energiehuis ontvangen interesten van de particulieren, niet-commerciële instellingen of coöperatieve vennootschap die evenwel in mindering worden gebracht van de bedragen volgend uit 1°.
- B. Vergoedingen voor de andere basistaken van de energiehuisen (artikel 7.9.3/1) is gebaseerd op:
 - 1° het aantal private huishoudens binnen het werkingsgebied van het energiehuis;
 - 2° het aantal steden en gemeenten binnen het werkingsgebied van het energiehuis.
 - 3° het aantal uitgevoerde T2-energiescans.
- C. Vergoedingen inzake vernieuwende en experimentele activiteiten (tot heden energiescans type 2) (artikel 7.9.3/2) zijn gebaseerd op:
 - 1° eventuele projectoproepen;
 - 2° personeelskosten en de werkingskosten van de projecten.

Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.

I. Geen overcompensatie REG-openbaredienstverplichtingen netbeheerders

De in aanmerking komende kosten zijn beperkt tot de reële kosten en werden voor bepaalde subverplichtingen zelfs geplafonneerd op een maximaal bedrag ongeacht de reële kost. Hierdoor is er in de praktijk geen overcompensatie mogelijk. Artikel 11.1.4 van het Energiebesluit bepaalt dat de overheid op elk moment bij de netbeheerders alle inlichtingen en gegevens kan opvragen die nodig zijn voor de uitvoering van de controle op de toepassing van de vergoedingsregeling:

- a) Indien wordt vastgesteld dat voor een netbeheerder de uitgekeerde bedragen hoger zijn dan hetgeen nodig is ter dekking van de nettokosten voor de uitvoering van die openbaredienstverplichtingen, dan worden de eventueel onterecht uitgekeerde vergoedingen teruggevorderd.
- b) Tot tien jaar na afloop van de verplichting worden alle gegevens bijgehouden die noodzakelijk zijn om vast te stellen of de verleende vergoeding verenigbaar is met het besluit 2012/21/EU en blijven die gegevens tevens ter beschikking van de Europese Commissie.

II. Geen overcompensatie taken energiehuisen

<p>Artikel 11.1.6 van het Energiebesluit bepaalt dat de overheid op elk moment bij de energiehuizen alle inlichtingen en gegevens kan opvragen die nodig zijn voor de uitvoering van de controle op de toepassing van de vergoedingsregeling:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Indien wordt vastgesteld dat een energiehuis niet aan de voorwaarden, vermeld in de samenwerkingsovereenkomst, voldoet, of indien wordt vastgesteld dat de uitgekeerde bedragen hoger zijn dan hetgeen nodig is ter dekking van de nettokosten waarvoor een tegemoetkoming wordt verleend, dan worden de eventueel onterecht uitgekeerde vergoedingen teruggevorderd. b) Tot tien jaar na afloop van de verplichting worden alle gegevens bijgehouden die noodzakelijk zijn om vast te stellen of de verleende vergoeding verenigbaar is met het besluit 2012/21/EU en blijven die gegevens tevens ter beschikking van de Europese Commissie. <p>Bij het bepalen van de nettokost wordt ook rekening gehouden met bv. de renteontvangsten die de energiehuizen ontvangen uit de toegekende leningen, zie bespreking compensatiemechanisme.</p> <p>De bedragen van de in het artikel 7.9.3, §2 vermelde brutovergoedingen voor de dossierbehandeling van de energieleningen zijn gebaseerd op de vergoedingen die werden vastgelegd en aan de lokale entiteiten van het toenmalige Fonds ter Reductie van de Globale Energiekost (FRGE) werden uitbetaald, en die gebaseerd waren op een benchmark aangaande de kosten die hieromtrent door de markt inzake sociale kredietverlening werden gedragen. De huidige bedragen betreffen de loutere historische indexatie t.o.v. de origineel vastgestelde bedragen maar houden geen rekening met het feit dat ondertussen o.a. de looptijd van de leningen is verhoogd, waardoor ook de termijn van verplichte opvolging door de energiehuizen stijgt, inclusief de daarmee gepaard gaande personeels- en werkingskosten. Omdat deze vergoedingen dan ook niet volledig kostendekkend zijn, is er geen sprake van enige overcompensatie, als bedoeld in besluit 2012/21/EU.</p>	
<p>Geef kort aan hoe de transparantievereisten worden nageleefd (zie artikel 7 van het DAEB-besluit van 2012) voor steun van meer dan 15 miljoen EUR aan ondernemingen die ook activiteiten hebben buiten de DAEB. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).</p>	
<p>Er is geen sprake van een compensatie van meer dan 15 miljoen euro die wordt verleend aan een onderneming die ook activiteiten heeft buiten de dienst van algemeen economisch belang (cf. supra).</p>	
<p>Bedrag van de verleende steun.</p>	
<p>Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR). Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A+B+C)</p>	
<p>2018</p>	<p>2019</p>
<p>63</p>	<p>4</p>

A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2018	2019
B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2018	2019
63	4
C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2018	2019
Aandeel van de uitgaven per steuninstrument (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)	
2018	2019
Aanvullende kwantitatieve gegevens (bijv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen) ¹⁰	
2018	2019

3. BESCHRIJVING VAN DE TOEPASSING VAN DE DAEB-KADERREGELING VAN 2012

Niet van toepassing op de Vlaamse energiebevoegdheden.

4. KLACHTEN VAN DERDEN

GEEN

5. OVERIGE VRAGEN

GEEN

2° Groendiensten

Punt (bijvoorbeeld 1, ziekenhuizen of 2b, kinderopvang)
Andere sectoren: milieu- en natuurbeheer
Duidelijke en uitvoerige beschrijving van de wijze waarop de respectieve diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd
Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten .

In uitvoering van het besluit van de Vlaamse Regering van 28 maart 2014 houdende toekenning van compensatie aan verschillende actoren voor milieugerelateerde taken, uitgevoerd door doelgroepwerknemers worden diensten door actoren (niet zijnde gemeenten), die verband houden met behoud van biodiversiteit, habitats en soorten vergoed.

Actoren (elke grondgebruiker, grondeigenaar, bosgroep, regionaal landschap of wildbeheereenheid) kunnen compensatie ontvangen voor natuurgebonden taken (groenjobs) die ze door doelgroepwerknemers laten uitvoeren en op voorwaarde dat de werkzaamheden betrekking hebben op de volgende soorten terreinen:

1° erkende natuurreservaten als vermeld in artikel 32 tot en met 36 van het decreet van 21 oktober 1997 betreffende het natuurbehoud en het natuurlijk milieu;

2° natuurgebieden waarvoor de procedure voor erkenning conform artikel 32 tot en met 36 van het voormelde decreet niet is afgerond;

3° bossen waarin werkzaamheden worden uitgevoerd onder coördinatie van een bosgroep;

4° terreinen die toegankelijk zijn voor het publiek.

Deze regeling valt onder het toepassingsgebied van artikel 2.1.a en 2.1.c van het DAEB-besluit. Dit laatste dient te worden beschouwd als een afgeleide voor de sociale inclusie van kwetsbare groepen. In het luik "biodiversiteitsbeleid" van de ministeriële beleidsnota 2014-2019 wordt immers gesteld dat Vlaanderen maximaal dient in te zetten op samenwerking en integratie tussen beleidsvelden en sectoren met het oog op behoud en versterking van de biodiversiteit.

Doelgroepwerknemers zijn de werknemers, vermeld in:

a) artikel 5 van het decreet van 14 juli 1998 inzake sociale werkplaatsen;

b) artikel 79, § 1, van het decreet van 23 december 2005 houdende bepalingen tot begeleiding van de begroting 2006;

c) artikel 2, 3°, van het decreet van 22 december 2006 houdende de lokale diensteneconomie.

De activiteiten die in aanmerking komen voor compensatie worden in hetzelfde besluit gespecificeerd.

Bron: <http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/besluit/2014/03/28/2014202552/justel>

Wat zijn de (gebruikelijke) vormen van toewijzing ? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.
Er wordt geen standaardmodel gebruikt. De ingediende aanvragen worden afgetoetst aan de voorwaarden van het besluit van de Vlaamse Regering van 28/03/2014. De aangevraagde compensatie wordt toegekend wanneer zij voldoet aan deze voorwaarden en er voldoende beschikbare kredieten zijn.
Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en verklaar waarom deze duur gerechtvaardigd is.
De duur waarvoor de DAEB wordt toegewezen aan een actor is 3 jaar, gekoppeld aan het indienen van een toetredingscontract en werkplannen. Er wordt geopteerd voor een periode van drie jaar om het werkveld de mogelijkheid te bieden flexibel in te spelen op het bereiken van natuurdoelen zoals de instandhoudingsdoelstellingen voor de speciale beschermingszones en de Europees te beschermen soorten of uitvoering van soortenbeschermingsprogramma's.
Worden (in de regel) uitsluitende of bijzondere rechten aan de ondernemingen toegekend?
Niet van toepassing
Welke steuninstrumenten zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?
subsidies
Wat is het gebruikelijke compensatiemechanisme voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.
Per takenpakket (= 600 uren) bedraagt de compensatie forfaitair 5.250 euro. De compensatie omvat alleen de vergoeding voor de taken die worden uitgevoerd door de doelgroepwerknemer.
Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.
De compensatie omvat alleen de vergoeding voor de taken uitgevoerd door de doelgroepwerknemer. Ze kan niet worden gecombineerd met andere compensaties van de Vlaamse Overheid voor dezelfde taken. De ministeriële besluiten die de compensaties toekennen bepalen systematisch dat de actor de verleende compensatie moet terugbetalen als de voorwaarden waaronder de compensatie werd verleend, niet werden nageleefd; de compensatie niet werd aangewend voor de doeleinden waarvoor ze werd verleend of het uitoefenen van controle door het Agentschap voor Natuur en Bos op het aanwenden van de compensatie wordt verhinderd.
Geef kort aan hoe de transparantievereisten worden nageleefd (zie artikel 7 van het DAEB-besluit van 2012) voor steun van meer dan 15 miljoen EUR aan ondernemingen die ook activiteiten hebben buiten de DAEB. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).
Niet van toepassing.

Bedrag van de verleende steun	
Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR)⁶. Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A+B+C)	
2018	2019

A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2018	2019
B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2018	2019
€ 1 272 138,79	Maximaal € 1 375 500,00 (saldi 2019 nog te evalueren tegen uiterlijk 1 juli 2020 conform BVR)
C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2018	2019
Aandeel van de uitgaven per steuninstrument (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)	
2018	2019
Aanvullende kwantitatieve gegevens (bijv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen) ¹⁰	
2018	2019
niet beschikbaar	niet beschikbaar

3. BESCHRIJVING VAN DE TOEPASSING VAN DE DAEB-KADERREGELING VAN 2012

Niet van toepassing

4. KLACHTEN VAN DERDEN

GEEN

5. OVERIGE VRAGEN

GEEN

3° Kringloopcentra

Punt
5g) Afvaldiensten, die het hergebruik van goederen verzorgen met inbegrip van het inzamelen, sorteren en verkopen van die goederen
Duidelijke en uitvoerige beschrijving van de wijze waarop de respectieve diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd⁵
Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten .

De kringloopcentra zorgen voor de inzameling, de sortering en de verloop van herbruikbare goederen. Ze streven naar een maximaal producthergebruik van de ingezamelde goederen en dragen zo zorg voor het milieu.

Wat zijn de (gebruikelijke) **vormen van toewijzing**? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.

Een kringloopcentrum moet beschikken over een erkenning inzake artikel 9, §2 van het Materialendecreet. De verdere regels inzake deze erkenning zijn vastgelegd in het besluit van de Vlaamse regering van 20 mei 2005 tot vaststelling van de bijzondere regelen inzake de erkenning en de subsidiëring van kringloopcentra.

Om erkend te worden, moet een kringloopcentrum voldoen aan de volgende erkenningsvoorwaarden:

1° het kringloopcentrum combineert ten minste de volgende drie doelstellingen, die opgenomen zijn in de statuten van de rechtspersoon \:

a) de zorg voor het milieu door maximaal producthergebruik na te streven van de ingezamelde goederen;

b) tewerkstelling voor personen met arbeidsbeperkingen en voor personen met afstand tot reguliere arbeidsmarkt ontwikkelen en waarborgen;

c) in geval van verenigingen, het niet toekennen van vermogensvoordeel aan de leden; in geval van vennootschappen mag het beperkte rechtstreekse vermogensvoordeel dat de vennootschap aan de vennoten uitkeert, niet hoger zijn dan de rentevoet die vastgesteld is door de koning ter uitvoering van de wet van 20 juli 1955 houdende instelling van een Nationale Raad voor de Coöperatie, toegepast op het werkelijk gestorte bedrag van de aandelen;

2° het kringloopcentrum heeft een rechtspersoonlijkheid die verenigbaar is met de onder punt 1° vermelde doelstellingen;

3° de natuurlijke personen die de vereniging of vennootschap kunnen verbinden, voldoen aan volgende voorwaarden :

a) hun burgerlijke en politieke rechten bezitten;

b) de laatste vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning geen effectieve strafrechtelijke veroordeling hebben opgelopen voor een overtreding op de milieuwetgeving in België. Als het personen betreft die niet van Belgische nationaliteit zijn, mogen ze de milieuwetgeving niet overtreden hebben in de staat waarvan zij onderdaan zijn;

4° de maatschappelijke zetel van het kringloopcentrum bevindt zich in een gemeente die in het Vlaamse Gewest ligt. De zetel kan niet overgebracht worden naar een plaats buiten het Vlaamse Gewest;

5° het verzorgingsgebied omvat minstens 75 000 inwoners;

6° het kringloopcentrum organiseert de dienstverlening voor zowel de verkoop van de goederen als de inzameling van de goederen maximaal zodat alle burgers er vlot en klantvriendelijk gebruik van kunnen maken. Dat houdt in dat er voldoende winkel- en inzamelingspunten zijn, met ruime en gevarieerde openingsuren en dienstverlening;

7° de winkelpunten van het kringloopcentrum zijn voor iedereen toegankelijk en hebben ruime openingstijden. De winkelpunten beperken zich tot twee sluitingsdagen per week en zijn wekelijks minstens dertig uur open;

8° er wordt een representatief aanbod van herbruikbare goederen te koop aangeboden, al dan niet per productgroep gespreid over verscheidene winkelpunten. Als er één winkelpunt is in het verzorgingsgebied, verkoopt dat winkelpunt minstens zes productgroepen. Als er meerdere winkelpunten zijn in het verzorgingsgebied, verkopen die samen minstens zes productgroepen.

Onder productgroepen wordt verstaan :

- a) elektrische en elektronische apparaten;
- b) textiel;
- c) meubelen;
- d) vrijetijdsartikelen;
- e) huisraad;
- f) diverse artikelen.

Tijdens de duur van de erkenning moet het kringloopcentrum de volgende voorwaarden naleven :

1° het kringloopcentrum is verplicht om elke wijziging van zijn statuten en formele wijziging van de administratieve gegevens onmiddellijk met een aangetekende brief aan de OVAM mee te delen, zoals onder meer :

- a) naam, rechtsvorm, zetel en ondernemingsnummer van de houder;
- b) woonplaats, adres of fax- en telefoonnummer van de houder en in voorkomend geval van de maatschappelijke zetel en de administratieve of exploitatiezetel of van de standplaats binnen het Vlaamse Gewest;

2° het kringloopcentrum beperkt zijn inzamelactiviteiten en het openhouden van winkelpunten tot de gemeenten die behoren tot zijn verzorgingsgebied zoals vastgelegd in de erkenning. In gemeenten die niet behoren tot zijn verzorgingsgebied, zal het kringloopcentrum alleen een inzameling van herbruikbare goederen organiseren of in zijn opdracht doen organiseren in overeenstemming met het erkende kringloopcentrum waartoe die gemeenten overeenkomstig zijn erkenning behoren;

3° het kringloopcentrum moet op eenvoudig verzoek van de OVAM medewerking verlenen aan sensibiliserings- en informatiecampagnes die door de OVAM worden opgezet;

4° binnen de door de OVAM gestelde termijnen bezorgt het kringloopcentrum jaarlijks de door de OVAM gevraagde gegevens van het voorgaande jaar. Wijzigingen in het erkenningsdossier worden onmiddellijk aan de OVAM gemeld.

Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een periode van **meer dan 10 jaar** (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en verklaar waarom deze duur gerechtvaardigd is.

Sinds 22 augustus 2016 geldt de erkenning als kringloopcentrum voor onbepaalde duur. Sinds 2005 werken de kringloopcentra gestructureerd en ondertussen zijn de kringloopcentra stabiele, autonome en onafhankelijk bedrijven die al jaren voldoen aan de erkenningsvoorwaarden. Daarom is er gekozen om nu te werken met een erkenning voor onbepaalde duur. De resultaten en werking wordt nog jaarlijks gemonitord en de mogelijkheid bestaat om de erkenning in te trekken.

De staatssteun wordt toegekend aan het kringloopcentra voor het verwezenlijken van hun doelstelling 'de zorg voor het milieu door maximaal producthergebruik na te streven van de ingezamelde goederen'. Dit is een doelstelling zonder eindduur aangezien de zorg voor het milieu door maximaal hergebruik niet in de tijd beperkt kan worden. Mocht blijken dat een kringloopcentra toch niet aan de voorwaarden voldoet, bestaat steeds de mogelijkheid om de erkenning in te trekken dus de erkenning van onbepaalde duur is voorzien van beschermingsmechanismes.

Worden (in de regel) **uitsluitende of bijzondere rechten** aan de ondernemingen toegekend?

Het inzamelen, sorteren en verkopen van herbruikbare goederen is niet het exclusief terrein van de kringloopcentra. Om recht te hebben op de tegemoetkoming is erkenning als kringloopcentrum wel vereist.

Het kringloopcentrum beperkt zijn inzamelactiviteiten en het openhouden van winkelpunten tot de gemeenten die behoren tot zijn verzorgingsgebied zoals vastgelegd in de erkenning. In gemeenten die niet behoren tot zijn verzorgingsgebied, zal het kringloopcentrum alleen een inzameling van organiseren of in zijn opdracht doen organiseren in overeenstemming met het erkende kringloopcentrum waartoe die gemeenten overeenkomstig zijn erkenning behoren.

Welke **steuninstrumenten** zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?

Rechtstreekse subsidies

Wat is het **gebruikelijke compensatiemechanisme** voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.

De subsidie wordt toegekend voor de algemene werking van het kringloopcentrum met het oog op het verwezenlijken van de doelstelling 'zorg voor het milieu door maximaal productgebruik na te streven van de ingezamelde goederen'. Voor het criterium Verzorgingsgebied wordt gebruik gemaakt van een vast bedrag (404.000,00 euro), dat geïndexeerd wordt, per inwoner van het verzorgingsgebied. Dit bedrag is lager dan wat nodig is ter dekking van de nettokosten van de uitvoering van de openbardienstverplichting, met inbegrip van een redelijke winst.

Voor het criterium Hergebruik wordt het overgebleven saldo (404.000,00 euro) (totale beschikbare subsidie, zijnde 808.000,00 euro, verminderd met de som van de bedragen die berekend zijn op basis van criterium verzorgingsgebied, zijnde 404.000,00 euro) gedeeld door het totaal aantal kilogram hergebruik van het voorgaande jaar van alle erkende kringloopcentra. Door het bedrag van deze uitkering te linken aan een bestaand cijfer dat gecontroleerd wordt (kilogram hergebruik) wordt ook hier nooit meer uitbetaald dan wat nodig is ter dekking van de nettokosten van de uitvoering van de openbardienstverplichting, met inbegrip van een redelijke winst.

<p>Verscheidene kringloopcentra krijgen subsidiebedragen die lager zijn dan 500.000,00 euro over de drie voorgaande belastingenjaren, waardoor ze vallen onder de Verordening (EU) nr. 360/2012 van de Commissie van 25 april 2012 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun verleend aan diensten van algemeen economisch belang verrichtende ondernemingen.</p>	
<p>Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.</p>	
<p>De OVAM kan een volledige of gedeeltelijke controle van het kringloopcentrum doorvoeren. Hierbij wordt nagegaan in welke mate het kringloopcentrum voldoet aan de subsidievoorwaarden, waaronder ook het niet overschrijden van het subsidiebedrag dan hetgeen nodig is ter dekking van de nettokosten van de uitvoering van de openbaredienstverplichting, met inbegrip van de redelijke winst. De cijfers die gebruikt worden voor de berekening van de subsidie volgens criterium hergebruik (kilogram hergebruik) worden jaarlijks gecontroleerd en goedgekeurd door de OVAM, in samenwerking met KOMOSIE (overkoepelend orgaan). Daarenboven is er driejaarlijks een revisorencontrole op de rapportage die de kringloopcentra jaarlijks moeten indienen, waarbij ook de cijfers die gebruikt worden voor de subsidietoekenning worden gecontroleerd. Deze revisorencontrole behelst ook een controle op de jaarrekening en een financiële doorlichting.</p>	
<p>De subsidies worden teruggevorderd overeenkomstig de vigerende bepalingen van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof.</p>	
<p>Geef kort aan hoe de transparantievereisten worden nageleefd (zie artikel 7 van het DAEB-besluit van 2012) voor steun van meer dan 15 miljoen EUR aan ondernemingen die ook activiteiten hebben buiten de DAEB. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).</p>	
<p>Niet van toepassing</p>	
<p>Bedrag van de verleende steun</p>	
<p>Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR). Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A+B+C)</p>	
2018	2019
xx	xx

<p>A: Door de nationale centrale overheden betaald <u>totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</u></p>	
2018	2019

B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2018	2019
808.000,00	808.000,00
C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2018	2019
Aandeel van de uitgaven per steuninstrument (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)	
2018	2019
Aanvullende kwantitatieve gegevens (bijv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen) ¹⁰	
2018	2019

3. BESCHRIJVING VAN DE TOEPASSING VAN DE DAEB-KADERREGELING VAN 2012

Niet van toepassing

4. KLACHTEN VAN DERDEN

GEEN

5. OVERIGE VRAGEN

GEEN

BELEIDSDOMEIN MEDIABELEID

1° STEUN VLAAMSE REGIONALE TELEVISIEOMROEPORGANISATIES

Punt
Mediabeleid – structurele steun aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties
Een duidelijke en volledige beschrijving van hoe de betrokken diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd
Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten .
Structurele steun aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties: <ul style="list-style-type: none"> — vzw Antwerpse Televisie (ATV) — vzw Regionale Omroep Brabant (ROB) — vzw TV-Kempen en Mechelen (RTV) — vzw Regionale Televisie Aalst – Dendermonde – Sint-Niklaas, Dagelijkse Regionale Informatie en Educatie (TV Oost) — vzw Audio Video Studio Oost-Vlaamse Televisie (AVS) — vzw Vlaams Brusselse Media (VBM/ BRUZZ) — vzw Tele-Visie-Limburg (T.V.L.) — vzw West-Vlaamse Televisie Regio Zuid (WTV) — vzw FOCUS Televisie – Regionale televisie voor het Noorden van West-Vlaanderen — vzw Regionale Televisie Vlaams-Brabant, Halle-Vilvoorde (Ring TV)
Wat zijn de (gebruikelijke) vormen van toewijzing ? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.
<ul style="list-style-type: none"> — Decreet van 27 maart 2009 betreffende radio-omroep en televisie (= mediadecreet). — Samenwerkingsovereenkomst (2018-2022) met de Vlaamse regionale televisieomroepen (geen standaardmodel).
Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd.
Normale duur van de samenwerkingsovereenkomst = 5 jaar
Worden (in de regel) uitsluitende of bijzondere rechten aan de ondernemingen toegekend?
Neen
Welke steuninstrumenten zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?
Rechtstreekse werkingssubsidie.
Wat is het gebruikelijke compensatiemechanisme voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.
Jaarlijkse rapportering over de uitvoering van de samenwerkingsovereenkomst
Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen .
De steunmaatregel betreft slechts een fractie van de werkelijke kosten. De nadruk van de samenwerkingsovereenkomst ligt op na te komen verbintenissen om de uitvoering van de maatschappelijke opdracht en de economische leefbaarheid van de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties te verbeteren en te garanderen. In de samenwerkingsovereenkomst (2018-2022) staat het volgende opgenomen: <ul style="list-style-type: none"> - Indien de voorwaarden waaronder de subsidie werd toegekend niet worden nageleefd of wanneer de subsidie niet wordt aangewend voor de doeleinden waarvoor ze werd toegekend, vordert de administratie de subsidie volledig terug. - Indien de subsidie de netto kosten van het gesubsidieerde project overstijgt, vordert de administratie het gedeelte van de subsidie dat overcompensatie vormt terug.

Geef kort aan hoe de **transparantievereisten** (zie punt 60 van de DAEB-kaderregeling van 2012) worden nageleefd. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).

[Website departement CJM](#) (wordt binnenkort vernieuwd) + Mediadecreet + Begrotingsdecreet + jaarlijks subsidiebesluit en antwoorden op parlementaire vragen (website Vlaams Parlement)

Bedrag van de verleende steun

Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR). Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A+B+C)

2018	2019
1,876 mio euro = een subsidie van 185.100 euro per Vlaamse regionale televisieomroep + 25.000 euro voor RTV voor het verzorgen van 2 nieuwsgebieden (RTV Mechelen en RTV Kempen). Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties	1,876 mio euro = een subsidie van 185.100 euro per Vlaamse regionale televisieomroep + 25.000 euro voor RTV voor het verzorgen van 2 nieuwsgebieden (RTV Mechelen en RTV Kempen). Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties
A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2018	2019
Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties	Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties
B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2018	2019
Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties	Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties
C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2018	2019
Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties	Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties

Aandeel van de uitgaven per steuninstrument (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)	
2018	2019
/	/
Aanvullende kwantitatieve gegevens (bij v. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen)	
2018	2019
/	/

2° TOEGANKELIJKHEIDSSTEUN TELEVISIEPROGRAMMA'S

Punt (bijvoorbeeld iii. Afvalinzameling of viii. Financiële diensten)
Mediabeleid – toegankelijkheidssteun voor televisieprogramma's aan private televisieomroeporganisaties
Een duidelijke en volledige beschrijving van hoe de betrokken diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd
Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten .
Toegankelijkheidssteun voor televisieprogramma's aan private televisieomroeporganisaties: <ul style="list-style-type: none"> – DPG Media/ Mediaaan – N.V. SBS Belgium
Wat zijn de (gebruikelijke) vormen van toewijzing ? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.
<ul style="list-style-type: none"> – Artikel 151 van het decreet van 27 maart 2009 betreffende radio-omroep en televisie (= mediadecreet). – Besluit dd. 14 december 2012 van de Vlaamse Regering betreffende de vastlegging van een tijdspad en quota voor het toegankelijk maken van omroepprogramma's en betreffende het verstrekken van subsidies ter uitvoering van artikel 151 van het mediadecreet (=uitvoeringsbesluit).
Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd.
10 jaar beginnend vanaf de datum van inwerkingtreding van het uitvoeringsbesluit (d.i. datum van publicatie in BS, m.n. 19 december 2012)
Worden (in de regel) uitsluitende of bijzondere rechten aan de ondernemingen toegekend?
Neen
Welke steuninstrumenten zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?
Projecttoelage
Wat is het gebruikelijke compensatiemechanisme voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.
Jaarlijkse rapportering over de uitvoering van de steunmaatregel voor het desbetreffende jaar conform het ministerieel besluit; d.i. eerder resultaatgericht
Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.
De steunmaatregel betreft slechts een fractie van de werkelijke kosten. De nadruk van deze steunmaatregel ligt op het toegankelijk maken van televisiejournals en actualiteitsprogramma's door middel van live-ondertiteling. Bij controle van de eindafrekening wordt door de administratie nagegaan of de voorwaarden en de doeleinden waaronder en waarvoor de subsidie werd toegekend werden nageleefd. Bij ontstentenis gaat de administratie over tot terugvordering van het onvoldoende verantwoorde gedeelte van de subsidie.

<p>Geef kort aan hoe de transparantievereisten (zie punt 60 van de DAEB-kaderregeling van 2012) worden nageleefd. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).</p>	
<p>Website departement CJM (wordt binnenkort vernieuwd) + Mediadecreet (art. 151) en uitvoeringsbesluit + Begrotingsdecreet + jaarlijks subsidiebesluit en antwoorden op parlementaire vragen (website Vlaams Parlement)</p>	
<p>Bedrag van de verleende steun</p>	
<p>Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR). Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A+B+C)</p>	
2018	2019
<p>0,474 mio euro</p> <p>Dit bedrag werd via een verdeelsleutel als volgt verdeeld:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Medialaan: 0,434 euro - SBS Belgium: 0,040 euro <p>Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan deze private televisieomroeporganisaties</p>	<p>0,474 mio euro</p> <p>Dit bedrag werd via een verdeelsleutel als volgt verdeeld:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Medialaan/DPG Media: 0,434 euro - SBS Belgium: 0,040 euro <p>Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan deze private televisieomroeporganisaties</p>
<p>A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</p>	
2018	2019
<p>Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan bovenvermelde private televisieomroeporganisaties</p>	<p>Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan bovenvermelde private televisieomroeporganisaties</p>
<p>B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</p>	
2018	2019
<p>Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan bovenvermelde private televisieomroeporganisaties</p>	<p>Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan bovenvermelde private televisieomroeporganisaties</p>
<p>C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</p>	
2018	2019
<p>Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan bovenvermelde private televisieomroeporganisaties</p>	<p>Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan bovenvermelde private televisieomroeporganisaties</p>

Aandeel van de uitgaven per steuninstrument (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)	
2018	2019
Aanvullende kwantitatieve gegevens (bij v. aantal begunstigten per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen)	
2018	2019

4. Klachten van derden

Geef een overzicht van de klachten van derden, met name procedures voor de nationale rechter, betreffende maatregelen die onder het toepassingsgebied van het DAEB-besluit van 2012 of van de DAEB-kaderregeling van 2012 vallen. Wees in uw antwoord zo specifiek mogelijk en vermeld de sector waarvoor u klachten heeft ontvangen, alsook de inhoud van de klachten en de eventuele follow-up door uw autoriteiten of de vermoedelijke uitkomst van de gerechtelijke procedures.

Nihil

5. OVERIGE VRAGEN

a. Geef aan of uw autoriteiten moeilijkheden hebben ondervonden bij de toepassing van het DAEB-besluit van 2012 en neem met name de volgende punten in aanmerking:

- het opstellen van een toewijzingsbesluit dat in overeenstemming is met artikel 4 van het DAEB-besluit;
- het speciëren van het compensatiebedrag overeenkomstig artikel 5 van het DAEB- besluit;
- het bepalen van de redelijke winst overeenkomstig artikel 5, leden 5 tot en met 8, van het DAEB-besluit;
- het regelmatig controleren op overcompensatie, zoals vereist krachtens artikel 6 van het DAEB- besluit;

Wees in uw antwoord zo specifiek mogelijk, geef relevante voorbeelden en vermeld in voorkomend geval de sector waar de moeilijkheden zich (het vaakst) voordoen.

Neen

b. Geef aan of uw autoriteiten moeilijkheden hebben ondervonden bij de toepassing van de DAEB-kaderregeling van 2012, en neem met name de volgende punten in aanmerking:

- het houden van een publieke raadpleging overeenkomstig punt 14 van de DAEB-kaderregeling;
- het in acht nemen van de regels op het gebied van overheidsopdrachten overeenkomstig punt 19 van de DAEB-kaderregeling;
- het bepalen van de Net Avoided Cost overeenkomstig de punten 25-27 van de DAEB-kaderregeling;
- het bepalen van de redelijke winst overeenkomstig de punten 33-38 van de DAEB-kaderregeling

Wees in uw antwoord zo specifiek mogelijk, geef relevante voorbeelden en vermeld in voorkomend geval de sector waar de moeilijkheden zich (het vaakst) voordoen.

Neen

c. Indien u opmerkingen heeft over de toepassing van het DAEB-besluit en de DAEB-kaderregeling met betrekking tot andere kwesties dan de hierboven genoemde, kunt u deze hieronder vermelden.

Neen



De minister-president van de Vlaamse Regering, Vlaams minister van Buitenlandse Zaken,
Cultuur, ICT en Facilitair Management

MEDEDELING AAN DE VLAAMSE REGERING

Betreft: De rapportering over het “EU-Staatssteunpakket diensten van algemeen economisch belang (DAEB)”

Deze mededeling aan de Vlaamse Regering betreft de uitvoering van de tweejaarlijkse rapporteringsvereiste zoals bepaald in het DAEB-staatssteunpakket.

Deze mededeling bevat volgende elementen:

1. Achtergrond
2. Recente ontwikkeling
3. Rapporteringsvereiste
4. Rapporteringsaanpak
5. Rapporteringsresultaten
6. Afspraak
7. Een afzonderlijke bijlage met de rapporteringsfiches
8. En afzonderlijke bijlage met de volgens het sjabloon van de Europese Commissie te rapporteren financiële gegevens uit de rapporteringsfiches

1. Achtergrond

Het DAEB-staatssteunpakket dat sinds 2012 van kracht is (en de vorige regeling uit 2005 verving) bestaat uit vier instrumenten die gelden voor alle (nationale, regionale, lokale) overheden die compensatie toekennen voor het verrichten van DAEB's:

- de mededeling (van 20 december 2011) licht basisbegrippen uit het staatssteunrecht toe die relevant zijn voor DAEB's, zoals de begrippen steun, DAEB, economische activiteit, de verhouding tussen de regels inzake overheidsopdrachten en die voor staatssteun;
- de DAEB-de-minimisverordening 360/2012 (van de Commissie van 25 april 2012 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 VWEU op de-minimissteun ten behoeve van diensten van algemeen economisch belang verrichtende ondernemingen) bepaalt dat DAEB-compensatie van maximaal 500.000 EUR over een periode van drie belastingjaren, niet onder het staatssteuntoezicht valt;

- het besluit (van de Commissie van 20 december 2011 betreffende de toepassing van artikel 106, lid 2, VWEU op staatssteun in de vorm van compensatie voor de openbare dienst verleend aan bepaalde met het beheer van DAEB's belaste ondernemingen) stelt lidstaten vrij van de verplichting om compensatie voor de openbare dienst aan te melden indien de verenigbaarheidsvoorwaarden van het besluit vervuld zijn;
- de gewijzigde kaderregeling (van 20 december 2011 inzake staatssteun in de vorm van compensatie voor de openbare dienst) geeft de regels voor het beoordelen van DAEB compensatie die staatssteun vormt en die door het besluit niet van aanmelding is vrijgesteld. Die zaken moeten bij de Commissie worden aangemeld en kunnen verenigbaar worden verklaard indien deze voldoen aan de criteria van de kaderregeling.

Op 29 april 2013 publiceerde de Commissie een Gids voor de toepassing van de EU-regels inzake staatssteun, overheidsopdrachten en de eengemaakte markt op diensten van algemeen economisch belang, en met name sociale diensten van algemeen belang.

2. Recente ontwikkeling

Naar aanleiding van de Covid-19 crisis stelde de Commissie in juni een wijziging van de DAEB-de-minimisverordening 360/2012 voor die inhoudt 1° de verlenging van de geldigheidsduur tot 31 december 2023 (i.p.v. de huidige tot einde 2020) en 2° de toepasselijkheid van de verordening op ondernemingen die door de Covid-19 crisis in moeilijkheden kwamen in de periode tussen 1 januari 2020 en 30 juni 2021. De verordening bepaalt immers in artikel 1 dat ze niet van toepassing is op "steun verleend aan ondernemingen in moeilijkheden". Dit voorstel werd door experts van de lidstaten besproken op de vergadering van het Staatssteun-adviescomité op 26 juni 2020. Alle aanwezige lidstaten (22 van de 27) spraken zich positief uit over het voorstel. De Commissie zou het voorstel officieel publiceren begin juli met een reactiemogelijkheid voor de lidstaten gedurende een maand. Na een tweede consultatie van het Staatssteun-adviescomité in september zou het goedkeuringsproces in het najaar worden afgerond zodat de gewijzigde verordening vanaf begin 2021 in werking kan treden.

3. Rapporteringsvereiste

Het DAEB-staatssteunpakket bevat rapporteringsvereisten (zoals ook onder het vorige staatssteunpakket van 2005).

Volgens artikel 9 van het DAEB-besluit en punt 62 van de DAEB-kaderregeling moesten de lidstaten een eerste maal op 30 juni 2014 aan de Commissie rapporteren en vervolgens tweejaarlijks.

De intra-Belgische coördinatie en informatie-uitwisseling ten behoeve van de samenstelling van het eindrapport verloopt via de IEC bij de FOD Economie. Het IEC-secretariaat startte de schriftelijke coördinatie via de Werkgroep Staatssteun op 10 december 2019.

Zoals gebruikelijk bij de vorige rapporteringen staat elke overheid/entiteit in voor de opmaak van het eigen deelrapport en bezorgt dit aan de FOD Economie. De FOD Economie bezorgt het eindrapport aan de Commissie via de Permanente Vertegenwoordiging bij de EU. De rapporteringsdeadline van de Commissie was in principe 30 juni 2018 maar werd verlengd tot 31 augustus wegens de Covid-19-crisis. De IEC verwacht de deelrapporteringen uiterlijk op 10 augustus (verslag Werkgroep Staatssteun van 19 juni 2020).

Op 29 januari 2020 herinnerde de Europese Commissie via een brief aan de Permanente Vertegenwoordigingen de lidstaten aan deze rapporteringsplicht.

4. Rapporteringsaanpak

Voor de 1ste rapportering van 2014 fungeerde binnen het Strategisch Overleg Bestuurlijke Organisatie een ad hoc DAEB-werkgroep. Daarin werd afgesproken dat elk beleidsdomein op basis van een interne screening zou bepalen of en voor welke diensten een rapportering noodzakelijk werd geacht.

De rapportering diende pragmatisch te zijn en toegespitst op de naleving van het DAEB-Besluit. Er diende enkel gerapporteerd over de DAEB-beleidstoepassingen (m.a.w. wat definitief is goedgekeurd, niet de eventuele beleidsintenties). Voor de interne rapportering werd afgesproken het Commissie-rapporteringssjabloon te gebruiken. Daarenboven werd naar analogie met voorgaande DAEB-rapporteringen de praktijk van deelname (door het departement WVG) aan een intra-Belgische sectorale rapportering over de ziekenhuissector bevestigd.

De vorige rapporteringsaanpak binnen de Vlaamse Overheid was het voorwerp van de Mededeling aan de Vlaamse Regering van 19 juli 2013 (VR 2013 1907 MED 0424). Het resultaat van die eerste rapportering werd bij Mededeling (VR 2014 0407 MED.0315/1) vastgesteld. Het rapport was een bijlage (VR 2014 0407 MED.0315/2) bij die Mededeling. In 2016 was de rapportering punt n° 27 van de Mededelingen op de vergadering van 15 juli 2016 (Mededelingen VR 2016 1507 MED.0320/1). Op 22 juni 2018 werd de Mededeling met de rapportering 2018 goedgekeurd (VR 2018 2206 MED.0240/1 en VR 2018 2206 MED.0240/2).

De Commissie publiceert de nationale DAEB-rapporten op de webpagina van het Directoraat-Generaal Mededinging:

https://ec.europa.eu/competition/state_aid/public_services/reports_2016_2017_en.html

Zoals voor de vorige rapporteringen bevat de brief van de Commissie van 29 januari 2020 opnieuw een rapporteringssjabloon. Het 2020-sjabloon is quasi-identiek aan het 2018-sjabloon.

Voor deze rapportering werd de aanpak van de vorige rapporteringen voortgezet. Dit houdt in dat elk beleidsdomein/elke entiteit op basis van een interne screening bepaalt of en voor welke diensten een rapportering noodzakelijk wordt geacht voor de naleving van het DAEB-Besluit. Als vertrekbasis kon uiteraard de analyse ter voorbereiding van de vorige rapportering worden gebruikt. In essentie betreft deze rapportering dus een actualisatie-oefening.

De vermelde brief van de Commissie werd door het departement EWI (wegens het verband met de staatssteunmaterie) aan het departement Kanselarij en Bestuur bezorgd. De ontvangst van vermelde Commissie-brief en de opstart van de DAEB-rapportering werd door DKB (attaché Bestuurszaken AAVR-EU) gecommuniceerd aan de beleidsdomeinen (per email dd. 23/01/2020 en 3/02/2020). De beleidsdomeinen werden verzocht de resultaten van hun analyse en eventuele rapporteringsfiches in te dienen.

5. Rapporteringresultaten

Vanuit volgende beleidsdomeinen werden reacties ontvangen waarin werd gesteld dat er na nadere analyse in het kader van deze rapportering niets was te melden: Kanselarij en Bestuur (departement en Agentschap Binnenlands Bestuur); Financiën & Begroting; departement met verwijzing naar IVA Vlaamse Belastingdienst en het Vlaams Fonds voor de Lastendelging (VFLD); Landbouw & Visserij; departement; Mobiliteit en Openbare Werken; departement; Onderwijs & Vorming; departement; Cultuur, Jeugd, Sport & Media; deeldomein Sport; Internationaal Vlaanderen (Flanders Investment & Trade verwijst naar de eigen regeling); Economie, Wetenschap en Innovatie; Agentschap Innoveren & Ondernemen.

Van volgende beleidsdomeinen werden rapporteringsfiches ontvangen:

- Cultuur, Jeugd, Sport & Media: deeldomein Media
- Welzijn, Volksgezondheid & Gezin: dit beleidsdomein meldde ook de deelname aan de opmaak van het deelrapport over de ziekenhuissector dat op federaal niveau wordt gecoördineerd (FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu)
- Werk & Sociale Economie
- Omgeving
- Wonen-Sociale Huisvesting

Deze rapporteringsfiches zijn opgenomen in de Bijlage bij deze Mededeling. Een aantal financiële gegevens uit die fiches zijn opgenomen in de Excell-tabel conform het sjabloon van de Europese Commissie.

6. Afspraak

De in de bijlage bij deze Mededeling opgenomen rapporteringsfiches worden als de DAEB-rapportering van de Vlaamse Overheid aan de FOD Economie bezorgd.

De minister-president van de Vlaamse Regering,
Vlaams minister van Buitenlandse Zaken, Cultuur, ICT en Facilitair Management,

Jan JAMBON

Annex 7

BIJLAGE 1

Diensten van algemeen economisch belang: instructies voor het overeenkomstig het DAEB-besluit van 2012 en de DAEB-kaderregeling van 2012 in te dienen verslag

De verslagleggingsverplichtingen zijn uiteengezet in artikel 9 van het DAEB-besluit van 2012:

Elke lidstaat dient om de twee jaar bij de Commissie een verslag in over de uitvoering van dit besluit. Die verslagen geven voor de in artikel 2, lid 1, genoemde verschillende categorieën diensten een gedetailleerd overzicht van de toepassing van dit besluit en omvatten:

- a) een beschrijving van de toepassing van dit besluit op de diensten die binnen het toepassingsbereik van dit besluit vallen, met inbegrip van interne opdrachten;*
- b) het totale bedrag dat overeenkomstig dit besluit aan steun is verleend, uitgesplitst naar de economische sector van de begunstigden;*
- c) een vermelding of, voor een bepaald type dienst, de toepassing van dit besluit tot moeilijkheden of klachten van derden heeft geleid, en*
- d) alle overige gegevens met betrekking tot de toepassing van dit besluit die de Commissie verlangt en tijdig vóór de indieningstermijn van het verslag aangeeft.*

Punt 62 van de DAEB-kaderregeling van 2012 bevat in beginsel dezelfde verslagleggingsverplichtingen voor op grond van de DAEB-kaderregeling van 2012 verleende steun.

Houd in het verslag de volgende structuur aan:

a. OVERZICHT VAN DE UITGAVEN

Vul de onderstaande tabel in:

Totale DAEB-overheidsuitgaven, uitgesplitst naar rechtsgrondslag (miljoen EUR)		
	2018	2019
Compensatie voor diensten van algemeen economisch belang (1+2)		
1) Compensatie op grond van het DAEB-besluit		
2) Compensatie op grond van de DAEB-kaderregeling		

b. BESCHRIJVING VAN DE TOEPASSING VAN HET DAEB-BESLUIT VAN 2012

Maak voor dit deel van uw verslag de volgende onderverdeling:

- 1) Ziekenhuizen, die medische zorg bieden, daaronder begrepen, in voorkomend geval, spoedeisende hulp (art. 2, lid 1, onder b))
- 2) Sociale diensten (art. 2, lid 1, onder c))
 - a) Gezondheidszorg en langdurige zorg
 - b) Kinderopvang
 - c) Toegang tot de arbeidsmarkt en herintreding
 - d) Sociale huisvesting
 - e) Zorg voor en sociale inclusie van kwetsbare groepen
 - f) Andere sociale diensten (in voorkomend geval)
- 3) Lucht- of zeeverbindingen met eilanden met een jaarlijkse gemiddelde passagiersstroom die niet meer bedraagt dan het in art. 2, lid 1, onder d), vastgestelde maximum
- 4) Luchthavens en havens met een jaarlijkse gemiddelde passagiersstroom die niet meer bedraagt dan het in art. 2, lid 1, onder e), vastgestelde maximum
- 5) DAEB-compensatie van maximaal 15 miljoen EUR per jaar (art. 2, lid 1, onder a))
 - a) Postdiensten
 - b) Energie
 - c) Afvalinzameling
 - d) Watervoorziening
 - e) Cultuur
 - f) Financiële diensten
 - g) Andere sectoren (specificeren a.u.b.)

Geef voor elk van de bovenstaande punten informatie aan de hand van onderstaande tabel:

Punt (bijvoorbeeld 1, ziekenhuizen of 2b, kinderopvang)
Duidelijke en uitvoerige beschrijving van de wijze waarop de respectieve diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd¹
Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten .
Wat zijn de (gebruikelijke) vormen van toewijzing ? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.
Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd.
Worden (in de regel) uitsluitende of bijzondere rechten aan de ondernemingen toegekend?
Welke steuninstrumenten zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?
Wat is het gebruikelijke compensatiemechanisme voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.
Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen .

¹ Wanneer in uw lidstaat in een bepaalde sector slechts een klein aantal individuele DAEB's wordt verricht, zouden wij een gedetailleerde beschrijving van die diensten willen krijgen. Wanneer in uw lidstaat in een bepaalde sector een groot aantal diensten wordt toegewezen (omdat zij bijvoorbeeld tot de bevoegdheid van regionale of lokale overheden behoren), zouden individuele gegevens over de toegewezen diensten onevenredig zijn. Een duidelijke en beknopte

Geef kort aan hoe de transparantievereisten worden nageleefd (zie artikel 7 van het DAEB-besluit van 2012) voor steun van meer dan 15 miljoen EUR aan ondernemingen die ook activiteiten hebben buiten de DAEB. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).
Bedrag van de verleende steun

algemene beschrijving van hoe de sector is georganiseerd, met inbegrip van de gemeenschappelijke kenmerken van de toegewezen individuele diensten, blijft evenwel van cruciaal belang.

Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR) ² . Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A+B+C)	
2018	2019
A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)³	
2018	2019
B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)⁴	
2018	2019
C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)⁵	
2018	2019
Aandeel van de uitgaven per steuninstrument (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)	
2018	2019

Aanvullende kwantitatieve gegevens (bijv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen) ⁶	
2018	2019

Gelieve ook bijlage 2 in te vullen met de totale bedragen per punt voor de hele lidstaat (niet per regio, lokale autoriteit of gemeente).

² Zoals bepaald in artikel 9, onder b), van het DAEB-besluit van 2012.

³ Indien het steunbedrag niet kan worden uitgesplitst naar centrale, regionale en lokale overheden, dient alleen het totaalbedrag van de verleende steun voor alle overheden samen te worden opgegeven.

⁴ Zie voetnoot 3.

⁵ Zie voetnoot 3.

⁶ De Commissie zou graag eventueel beschikbare gegevens van u ontvangen over op grond van het DAEB- besluit van 2012 verleende steun, zoals bijvoorbeeld het aantal begunstigden per sector, het gemiddelde steunbedrag, het bedrag per steuninstrument, de omvang van de ondernemingen, enz. Indien dergelijke overige kwantitatieve gegevens niet gemakkelijk beschikbaar zijn in uw lidstaat, kunnen zij uiteraard meer geaggregeerd en/of in de vorm van ramingen worden overgelegd. Geef in dat geval aan dat gebruik is gemaakt van ramingen en ook hoe de gegevens zijn geaggregeerd.

3. BESCHRIJVING VAN DE TOEPASSING VAN DE DAEB-KADERREGELING VAN

2012 Maak voor dit deel van uw verslag de volgende onderverdeling:

- 1) DAEB-compensaties van meer dan 15 miljoen EUR die niet onder het DAEB-besluit vallen (vermeld in voorkomend geval het besluit van de Commissie tot goedkeuring van de verschillende maatregelen):
 - i. Postdiensten
 - ii. Energie
 - iii. Afvalinzameling
 - iv. Watervoorziening
 - v. Lucht- of zeeverbindingen met eilanden met een jaarlijkse gemiddelde passagiersstroom die meer bedraagt dan de in art. 2, lid 1, onder d), vastgestelde maxima
 - vi. Luchthavens en havens met een jaarlijkse gemiddelde passagiersstroom die meer bedraagt dan de in art. 2, lid 1, onder e), vastgestelde maxima
 - vii. Cultuur
 - viii. Financiële diensten
 - ix. Andere sectoren (specificeren a.u.b.)

Geef voor elk van de bovenstaande punten informatie aan de hand van onderstaande tabel:

Punt (bijvoorbeeld iii. Afvalinzameling of viii. Financiële diensten)
i. Postdiensten
Een duidelijke en volledige beschrijving van hoe de betrokken diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd⁷
Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten.
<p>DAEB voor de bezorging van erkende kranten en tijdschriften, toegewezen aan bpost na het doorlopen van een competitieve, transparante en niet-discriminerende procedure met inachtneming van de regels op het gebied van overheidsopdrachten.</p> <p>Het doel van de DAEB is te zorgen voor een brede verspreiding van de geschreven pers in heel België om het niveau van de informatie en de diversiteit van de opinie te verhogen en zo de deelname van het publiek aan het politieke debat te bevorderen. De DAEB garandeert een gelijke en betaalbare toegang tot erkende kranten en erkende tijdschriften voor elke Belgische burger.</p>
Wat zijn de (gebruikelijke) vormen van toewijzing ? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.
Een competitieve, transparante en niet-discriminerende procedure met inachtneming van de regels op het gebied van overheidsopdrachten, werd georganiseerd. Deze resulteerde in de concessieovereenkomst voor de bezorging van erkende kranten en de concessieovereenkomst voor de bezorging van erkende tijdschriften.
Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd.
5 jaar (2016-2020) + 2 jaar verlenging t.e.m. 2022
Worden (in de regel) uitsluitende of bijzondere rechten aan de ondernemingen toegekend?

⁷ Wanneer in uw lidstaat in een bepaalde sector slechts een klein aantal individuele DAEB's wordt verricht, zouden wij een gedetailleerde beschrijving van die diensten willen krijgen. Wanneer in uw lidstaat in een bepaalde sector een groot aantal diensten wordt toegewezen (omdat zij bijvoorbeeld tot de bevoegdheid van regionale of lokale overheden behoren), zouden individuele gegevens over de toegewezen diensten onevenredig zijn. Een duidelijke en beknopte algemene beschrijving van hoe de sector is georganiseerd, met inbegrip van de gemeenschappelijke kenmerken van de toegewezen individuele diensten, blijft evenwel van cruciaal belang. Aangezien onder de DAEB-kaderregeling vallende zaken beperkt zullen zijn in aantal, verwacht de Commissie een gedetailleerde beschrijving van elke concrete maatregel.

Nee, de DAEB bezorging van erkende kranten en tijdschriften strekt ertoe dat als “last resort” tegen uniforme (over het gehele grondgebied) en betaalbare tarieven kranten en tijdschriften aan huis bezorgd kunnen worden.

Dit houdt in dat bpost beschouwd moet worden als een noodleverancier, die enkel tussenbeide komt in het geval en in de mate dat uitgevers geen andere operator kunnen of willen gebruiken voor de bezorging van zijn kranten en/of tijdschriften.

Er is dus geen exclusiviteit, elke uitgever behoudt de vrijheid om op een andere dienstverlener dan bpost beroep te doen.

Welke **steuninstrumenten** zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?

Rechtstreekse subsidies

Wat is het gebruikelijke **compensatiemechanisme** voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.

NAC-methodologie, incl. redelijke winst, alsook plafondbedragen.

Concreet zijn er 4 mechanismen waarvan enkel het laagste bedrag in aanmerking genomen wordt voor de concessievergoeding:

- 1) Plafondbedragen zoals bepaald in het bestek en de concessieovereenkomst
- 2) De ex-ante vergoeding gebaseerd op zowel de volumes als de kosten geschat in het financieel plan van de BAFO
- 3) De ex-post vergoeding gebaseerd op de reële volumes en kosten (na claw-back, d.w.z. indien ex-post (voor toepassing claw-back) < ex-ante, dan wordt 1/3 van het verschil toegevoegd aan ex-post.)
- 4) Maandelijks overzichtstaat gebaseerd op reële volumes en kwaliteit, maar volgens variabele vergoeding bepaald in het financieel plan (BAFO) en de overeenkomst.

Gebruikelijke **regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.**

- **Jaarlijkse controle en clawback:**
 - bpost verstrekt jaarlijks alle nuttige informatie die toelaat het bestaan dan wel de afwezigheid van overcompensatie vast te stellen.
- **Redelijke winst:**
 - Cf. de beschikkingspraktijk van de Europese Commissie betreffende de DAEB.
 - De redelijke winst wordt vastgesteld op basis van het financieel plan van de (laatste) offerte / BAFO, gegeven de veronderstelling dat de financiële parameters marktconform zijn en een redelijke, risico-gecorrigeerde winst reflecteren.
- **Nettokosten:**
 - Nettokosten betreffen het verschil tussen alle voor het beheer van de DAEB noodzakelijke kosten en de inkomsten van bpost.
 - Voor de berekening van de nettokosten die nodig zijn om de openbaredienstverplichting uit te voeren, wordt bij voorkeur gebruik gemaakt van de Net Avoided Cost methode ('NAC'), zoals beschreven door de Europese Commissie in diens EU-kaderregeling, behoudens wanneer zou blijken dat het hanteren van de NAC niet doenbaar of niet passend is. In dit laatste geval zal, conform de voorkeur van de Europese Commissie weergegeven in de EU kaderregeling, gewerkt worden met de methode op basis van kostentoerekening
- **Inkomsten:**
 - Onder 'inkomsten' wordt verstaan ten minste alle inkomsten die verband houden met de DAEB, zoals geraamd en aangegeven in het financieel plan van de BAFO van bpost en feitelijk vergoed door de Belgische Staat en de Uitgevers.
 - Wanneer bpost een buitensporige winst genereert door bijzondere of uitsluitende rechten die geen verband houden met de openbare dienstverplichting, dan dient deze buitensporige winst eveneens als inkomsten beschouwd te worden voor de berekening van de eventuele overcompensatie, dit ongeacht een eventuele kwalificatie van dergelijke winst als staatssteun.
- **Doelmatigheidsprikkels:**
 - Om bpost te prikkelen de DAEB zo doelmatig mogelijk uit te voeren, wordt bij de vaststelling van overcompensatie rekening gehouden met zowel de ex-ante verwachte nettokosten (zoals deze blijken uit het financieel plan van de BAFO) als de ex-post gerealiseerde nettokosten (zoals deze blijken uit de boekhouding van bpost).
 - Indien wegens een efficiënte uitoefening van de DAEB door bpost het bedrag van de ex-post gerealiseerde nettokosten in een gegeven jaar lager is dan het bedrag van de ex-ante nettokosten, horende bij het in dat jaar gerealiseerde volume bezorgde Kranten, dan stort de bpost 67% van dit verschil terug aan de Belgische Staat. Het compensatiebedrag mag in geen geval hoger liggen dan de ex ante nettokosten (eventueel vermeerderd met een redelijke winst).
- **Controle en benodigde gegevens:**
 - Het houden van een gescheiden interne boekhouding tussen enerzijds de DAEB en anderzijds andere activiteiten
 - Jaarlijks wordt aan de Belgische Staat een operationele en financiële staat overhandigd. De Belgische Staat heeft het recht om alle bijkomende gegevens op te vragen die noodzakelijk zijn om de waarachtigheid van de gegevens in de bovenvermelde jaarlijkse staat te controleren

Een auditcollege controleert jaarlijks het vergoedingsbedrag. Het college bestaat uit 4 onafhankelijke revisoren: 2 leden, waaronder de voorzitter, worden aangeduid door de Belgische Staat, de 2 overige door bpost.

Geef kort aan hoe de **transparantievereisten** (zie punt 60 van de DAEB-kaderregeling van 2012) worden nageleefd. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).

Alle informatie vanaf de oproeping van kandidaten tot aan de afsluiting van de concessieovereenkomst, is beschikbaar op de website van de Belgische regulator, het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie (BIPT).

(<http://www.bipt.be/nl/consumenten/post/universele-postdienst/kranten-en-tijdschriften>)

Bedrag van de verleende steun

Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR)⁸. Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A+B+C)

2018	2019
A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)⁹	
2018	2019
B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)¹⁰	
2018	2019
C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)¹¹	
2018	2019

⁸ Zoals bepaald in punt 62, onder b), van de DAEB-kaderregeling van 2012.

⁹ Indien het steunbedrag niet kan worden uitgesplitst naar centrale, regionale en lokale overheden, dient alleen het totaalbedrag van de verleende steun voor alle overheden samen te worden opgegeven.

¹⁰ Zie voetnoot 9.

¹¹ Zie voetnoot 9.

Aandeel van de uitgaven per steuninstrument (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)	
2018	2019
Aanvullende kwantitatieve gegevens (bij v. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen) ¹²	
2018	2019

Gelieve ook bijlage 2 in te vullen met de totale bedragen per punt voor de hele lidstaat (niet per regio, lokale autoriteit of gemeente).

4. KLACHTEN VAN DERDEN

Geef een overzicht van de klachten van derden, met name procedures voor de nationale rechter, betreffende maatregelen die onder het toepassingsgebied van het DAEB-besluit van 2012 of van de DAEB-kaderregeling van 2012 vallen. Wees in uw antwoord zo specifiek mogelijk en vermeld de sector waarvoor u klachten heeft ontvangen, alsook de inhoud van de klachten en de eventuele follow-up door uw autoriteiten of de vermoedelijke uitkomst van de gerechtelijke procedures.

Op 13/10/16 werd door de Vlaamse Federatie voor Persverkopers (VFP) een beroep ingesteld tegen de beslissing van de Europese Commissie SA.42366 (2016/N – Belgium – “*State compensations to bpost for the delivery of public services over 2016-2020*”). De Belgische Staat, alsook bpost zelf, zijn tussengekomen ter ondersteuning van de Commissie. Op 18/01/19 deed het VFP afstand van het beroep.

5. OVERIGE VRAGEN

- a. Geef aan of uw autoriteiten moeilijkheden hebben ondervonden bij de toepassing van het DAEB-besluit van 2012 en neem met name de volgende punten in aanmerking:
- het opstellen van een toewijzingsbesluit dat in overeenstemming is met artikel 4 van het DAEB-besluit;

¹²De Commissie zou graag eventueel beschikbare gegevens van u ontvangen over op grond van de DAEB- kaderregeling van 2012 verleende steun, zoals bijvoorbeeld het aantal begunstigden per sector, het gemiddelde steunbedrag, het bedrag per steuninstrument, de omvang van de ondernemingen, enz. Indien dergelijke overige kwantitatieve gegevens niet gemakkelijk beschikbaar zijn in uw lidstaat, kunnen zij uiteraard meer geaggregeerd en/of in de vorm van ramingen worden overgelegd. Geef in dat geval aan dat gebruik is gemaakt van ramingen en ook hoe de gegevens zijn geaggregeerd.

- het specificeren van het compensatiebedrag overeenkomstig artikel 5 van het DAEB-besluit;
- het bepalen van de redelijke winst overeenkomstig artikel 5, leden 5 tot en met 8, van het DAEB-besluit;
- het regelmatig controleren op overcompensatie, zoals vereist krachtens artikel 6 van het DAEB-besluit;

Wees in uw antwoord zo specifiek mogelijk, geef relevante voorbeelden en vermeld in voorkomend geval de sector waar de moeilijkheden zich (het vaakst) voordoen.

b. Geef aan of uw autoriteiten moeilijkheden hebben ondervonden bij de toepassing van de DAEB-kaderregeling van 2012, en neem met name de volgende punten in aanmerking:

- het houden van een publieke raadpleging overeenkomstig punt 14 van de DAEB-kaderregeling;
- het in acht nemen van de regels op het gebied van overheidsopdrachten overeenkomstig punt 19 van de DAEB-kaderregeling;
- het bepalen van de Net Avoided Cost overeenkomstig de punten 25-27 van de DAEB-kaderregeling;
- het bepalen van de redelijke winst overeenkomstig de punten 33-38 van de DAEB-kaderregeling

Wees in uw antwoord zo specifiek mogelijk, geef relevante voorbeelden en vermeld in voorkomend geval de sector waar de moeilijkheden zich (het vaakst) voordoen.

Er werden geen specifieke moeilijkheden ondervonden.

c. Indien u opmerkingen heeft over de toepassing van het DAEB-besluit en de DAEB-kaderregeling met betrekking tot andere kwesties dan de hierboven genoemde, kunt u deze hieronder vermelden.